

Budget supplémentaire des dépenses (A) 2007-2008

Pour
l'exercice financier se
terminant le 31 mars 2008

Table des matières

Tableaux sommaires

	<i>Page</i>
Introduction au budget supplémentaire des dépenses.....	7
Sommaire du présent budget supplémentaire des dépenses	36
Sommaire des budgets des dépenses à ce jour pour 2007-2008	40
Annexes proposées au projet de loi de crédits	42
Postes législatifs du présent budget supplémentaire des dépenses	66
Sommaire des modifications apportées aux crédits votés.....	68
Budget supplémentaire des dépenses par article courant de dépense	72
Affectation des crédits centraux du Conseil du Trésor	78
Postes horizontaux inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses.....	92
Transferts entre organisations inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses.....	106
Postes de 1 \$ inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses	120

Ministères et organismes

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL

Ministère.....	128
Agence canadienne de développement international	132
Centre de recherches pour le développement international.....	135
Commission mixte internationale.....	135

AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN

Ministère.....	139
Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones.....	143

AGENCE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU CANADA POUR LES RÉGIONS DU QUÉBEC.....

AGENCE DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DU CANADA ATLANTIQUE

Ministère.....	147
----------------	-----

AGENCE DU REVENU DU CANADA.....

AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE

Ministère.....	153
Agence canadienne d'inspection des aliments	157
Commission canadienne des grains.....	157

ANCIENS COMBATTANTS.....

CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION

Ministère.....	161
Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada	162

CONSEIL DU TRÉSOR

Secrétariat.....	166
Commissariat à l'intégrité du secteur public	167
Bureau du directeur des lobbyistes.....	168
Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada	168

CONSEIL PRIVÉ

Ministère.....	171
Commissariat aux langues officielles.....	171

DÉFENSE NATIONALE

Ministère.....	174
----------------	-----

DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE DE L'OUEST CANADIEN

ENVIRONNEMENT

Ministère.....	182
Agence canadienne d'évaluation environnementale	185
Agence Parcs Canada	186

FINANCES

Ministère.....	189
Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada	190

INDUSTRIE

Ministère.....	194
Agence spatiale canadienne.....	197
Conseil national de recherches du Canada	198
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie.....	199
Conseil de recherches en sciences humaines	200
Statistique Canada	201

JUSTICE

Ministère.....	204
Commissaire à la magistrature fédérale	206
Service administratif des tribunaux judiciaires	207
Bureau du directeur des poursuites pénales	207

PARLEMENT

Chambre des communes.....	209
Commissariat aux conflits d'intérêts et à l'éthique.....	209

Table des matières

Ministères et organismes

PATRIMOINE CANADIEN	
Ministère.....	214
Conseil des Arts du Canada.....	216
Société Radio-Canada	217
Musée canadien des civilisations	217
Musée canadien de la nature	217
Bibliothèque et Archives du Canada	218
Société du Centre national des Arts	219
Commission des champs de bataille nationaux.....	219
Musée des beaux-arts du Canada	220
Musée national des sciences et de la technologie.....	220
Commission des relations de travail dans la fonction publique	220
Greffe du Tribunal de la protection des fonctionnaires divulgateurs d'actes répréhensibles	221
Condition féminine – Bureau de la coordonnatrice.....	222
Téléfilm Canada	222
PÊCHES ET OCÉANS	224
RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES	
Ministère.....	231
Société canadienne d'hypothèques et de logement	234
RESSOURCES NATURELLES	
Ministère	237
Énergie atomique du Canada limitée.....	239
Office national de l'énergie.....	239
SANTÉ	
Ministère.....	242
Instituts de recherche en santé du Canada.....	245
Agence de la santé publique du Canada	246
SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE	
Ministère.....	251
Agence des services frontaliers du Canada	253
Service canadien du renseignement de sécurité	254
Service correctionnel.....	255
Commission nationale des libérations conditionnelles	256
Bureau de l'enquêteur correctionnel	256
Gendarmerie royale du Canada	257
Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada	259
Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada	260
TRANSPORTS	
Ministère.....	264
Commission de la capitale nationale.....	266
Bureau de l'infrastructure du Canada.....	266
Société du Vieux-Port de Montréal inc.	268
Les ponts Jacques-Cartier et Champlain Incorporée.....	268
Tribunal d'appel des transports du Canada	268
VIA Rail Canada Inc.	269
TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX	271

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

Structure du présent budget supplémentaire des dépenses

Ce budget supplémentaire des dépenses est composé de trois sections distinctes :

1. *Introduction au budget supplémentaire des dépenses,*
2. *Tableaux sommaires,*
3. *Détails par ministère, organisme et société d'État.*

L'essentiel de ce budget supplémentaire des dépenses se retrouve dans les tableaux sommaires et les détails par ministère, organisme et sociétés d'État qui dépendent des crédits parlementaires. Cette introduction définit le contexte du budget supplémentaire des dépenses, en brossant une vue d'ensemble des dépenses proposées et des explications sur les divers éléments.

Au cours des dernières années, un certain nombre de modifications ont été apportées à la présentation du budget supplémentaire des dépenses afin d'accroître la transparence de l'information qu'il renferme et la concordance avec les autres documents du budget des dépenses. Le Secrétariat du Conseil du Trésor a collaboré avec les ministères et les organismes pour améliorer la qualité de l'information figurant dans la présentation des besoins de chacun ce qui a eu comme effet d'améliorer les renseignements décrivant la nature des transactions, dont la compensation de nouvelles dépenses grâce à l'utilisation d'autorisations existantes de dépenser.

Le Budget supplémentaire des dépenses (A) 2007-2008 s'appuie sur les efforts déployés pour améliorer l'information fournie au Parlement, mettant surtout l'accent sur une communication plus transparente des renseignements financiers et portant sur les autres outils afin de faciliter une meilleure gestion financière au sein des ministères. Particulièrement, en mai 2007, le Conseil du Trésor a approuvé la création de deux nouveaux crédits centraux, soit un pour le report du budget de fonctionnement des ministères et l'autre pour le crédit au titre des besoins liés à la rémunération.

La politique de report du budget de fonctionnement fournit aux ministères la capacité de reporter au prochain exercice jusqu'à concurrence de 5 p. 100 des fonds non utilisés de leur budget de fonctionnement inscrits au budget principal des dépenses, ce qui améliore la marge de manœuvre dans la gestion des programmes gouvernementaux.

L'autorisation de reporter des fonds d'un exercice à l'autre a toujours été demandée dans le cadre d'un budget supplémentaire des dépenses propre à un ministère. Une fois approuvée par le Parlement, ce crédit central au titre du report du budget de fonctionnement accordera l'autorisation pour regrouper ces transactions ministérielles de nature courante en un crédit, réduisant ainsi le nombre de postes dans le budget supplémentaire des dépenses et éliminant, dans plusieurs cas, la nécessité d'un budget supplémentaire des dépenses pour de petits ministères.

Le crédit central au titre des besoins en matière de rémunération sert aux déficits au chapitre de la rémunération ayant trait aux avantages sociaux des employés comme les indemnités de départ et les prestations parentales. Actuellement, ces besoins sont comblés par le crédit 5 du Conseil du Trésor, Crédit pour éventualités. L'approbation par le Parlement du crédit central au titre des besoins en matière de rémunération servira d'appui à la transparence en indiquant plus clairement les obligations juridiques de l'employeur tout en protégeant l'intégrité du crédit 5 afin qu'il puisse être utilisé en réponse à de véritables imprévus gouvernementaux. Ces améliorations soulignent l'engagement du gouvernement d'assurer un processus continu pour faciliter l'examen du budget des dépenses par les chercheurs, les parlementaires et les Canadiens et appuyer de meilleures pratiques de gestion financière au sein du gouvernement.

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

Objectif et renseignements généraux

Les documents du budget supplémentaire des dépenses sont déposés au Parlement environ un mois avant la loi de crédits connexe¹. Ce délai donne aux divers comités permanents du Parlement suffisamment de temps pour examiner les dépenses proposées avant le dépôt de la loi de crédits.

Le budget supplémentaire des dépenses a pour objet de présenter au Parlement de l'information sur des dépenses nécessaires qui n'étaient pas suffisamment étoffées au moment du dépôt du budget principal des dépenses ou encore qui ont été peaufinées par la suite pour prendre en compte les changements apportés à des programmes ou à des services particuliers. Il renferme aussi des renseignements à jour sur les modifications quant aux coûts prévus des principaux postes législatifs et vise à obtenir l'approbation du Parlement pour divers postes, tels que les transferts de fonds entre crédits, les radiations de dettes, les garanties de prêt, la création ou l'augmentation de subventions et les modifications aux libellés de crédits.

Normalement, au moins deux budgets supplémentaires des dépenses sont déposés chaque année. Chaque document est identifié à l'aide d'une lettre de l'alphabet (A, B, C, etc.). Le premier budget supplémentaire des dépenses ordinaire est habituellement déposé à la fin d'octobre et le document final, en février. Selon l'urgence et le calendrier des priorités du gouvernement au chapitre des dépenses, d'autres budgets supplémentaires des dépenses peuvent être déposés.

Autorisation de dépenser

Le budget supplémentaire des dépenses fournit des renseignements sur les autorisations relatives aux dépenses budgétaires et non budgétaires. Ces autorisations se subdivisent en deux catégories : les dépenses votées et les dépenses législatives.

Les dépenses **budgétaires** incluent :

- les frais de service de la dette publique;
- les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital;
- les paiements de transfert à d'autres ordres de gouvernement, à des organisations ou à des particuliers;
- les paiements aux sociétés d'État.

Les dépenses **non budgétaires** (prêts, placements et avances) sont des dépenses qui correspondent à des modifications de la valeur des actifs financiers du gouvernement du Canada.

Les dépenses **votées** sont celles qui doivent être autorisées par le Parlement en vertu d'un projet de loi de crédits annuel.

Les dépenses **législatives** sont celles qui sont autorisées par le Parlement par le biais de lois habilitantes.

1. L'approbation par le Parlement d'une loi de crédits accorde au gouvernement du Canada le pouvoir de dépenser les montants provenant du Trésor pour livrer ses programmes et services.

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

Sommaire du présent budget supplémentaire des dépenses

Le tableau 1 fournit un aperçu financier du présent budget supplémentaire des dépenses.

Tableau 1 – Total du budget supplémentaire des dépenses (en millions de dollars)

	Dépenses budgétaires	Dépenses non budgétaires	Total
Crédits votés	8 048,0	26,6	8 074,6
Pouvoirs législatifs	5 518,3		5 518,3
Total	13 566,3	26,6	13 592,9

Le budget supplémentaire des dépenses est conforme au cadre de dépenses prévues présenté dans le budget de mars 2007.

Dans les cas où le total des dépenses budgétaires à ce jour ne correspond pas aux dépenses budgétaires prévues pour 2007-2008, l'écart est attribuable en grande partie aux éléments suivants :

- un rajustement net pour les principaux éléments des dépenses budgétaires touchés par le fait que maintenant on ne présente plus de montants nets dans le budget fédéral mais plutôt des montants bruts (par exemple, pour la prestation fiscale canadienne pour enfants, les revenus ministériels découlant de services précis et les revenus de sociétés d'État consolidées);
- des dépenses qui, à des fins budgétaires et comptables, ont été imputées à des exercices antérieurs pour coïncider avec le moment où les obligations ont été contractées;
- des rajustements en raison du passage à la comptabilité d'exercice, ainsi que la reconnaissance d'éléments de passif de 2007-2008, pour des postes qui, tout en étant reconnus, ne nécessitent pas de crédits (c.-à-d. de fonds) cette année;
- des dépenses de programme, identifiées dans un budget ou une mise à jour économique et financière, qui n'ont pas encore été allouées à un ministère.

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

Le tableau 2 permet d'effectuer un rapprochement de ces écarts.

Tableau 2 – Dépenses budgétaires (en milliards de dollars)

Budget (mars 2007)			233,4
<i>Budgets des dépenses à ce jour</i>			
Budget principal des dépenses 2007-2008*	210,7		
Budget supplémentaire des dépenses (A) 2007-2008	13,6		
		224,3	
<i>Rajustements</i>			
Rajustement net, par suite de la transition de montants nets à montants bruts dans la présentation du budget	14,8		
Autres rajustements**	(5,8)	9,1	233,4
Écart			0

* Comprend 167,7 millions de dollars pour l'Agence du revenu du Canada, 50,7 millions de dollars pour l'Agence Parcs Canada et 172,9 millions de dollars pour les crédits pluriannuels de l'exercice 2006-2007 de l'Agence des services frontaliers du Canada.

** Les autres rajustements sont les décaissements au titre d'acquisitions d'immobilisations, les dépenses imputées à des exercices antérieurs et les dépenses de programmes non encore imputées.

Aperçu de l'exercice 2007-2008 jusqu'à ce jour (questions d'octroi de crédits)

- Le Budget principal des dépenses 2007-2008 a été déposé à la Chambre des communes le 27 février 2007. Les crédits provisoires s'élevant à 21,7 milliards de dollars ont été reçus la sanction royale le 30 mars 2007, alors que la totalité des crédits, soit les 53,2 milliards de dollars restants, ont obtenu la sanction royale le 22 juin 2007.
- Le budget fédéral de 2007 a été déposé le 19 mars 2007. Le dépôt du budget fédéral de 2007 après le Budget principal des dépenses 2007-2008 a empêché le gouvernement de demander l'autorisation de dépenser pour plusieurs nouvelles mesures annoncées jusqu'à l'adoption du présent budget supplémentaire des dépenses. Par conséquent, la valeur de ce budget supplémentaire des dépenses se compare à celle des exercices précédents où le budget fédéral est déposé après le budget des dépenses.
- En plus d'inclure des demandes d'autorisation de dépenser pour plusieurs nouvelles mesures comprises dans le budget fédéral, le présent budget supplémentaire des dépenses demande l'approbation pour deux nouveaux crédits centraux. Ces crédits offriront aux ministères et aux organismes la souplesse nécessaire pour obtenir une approbation pour leur report de budget de fonctionnement et les exigences salariales de façon plus rapide et sur une base régulière. Ces nouveaux crédits appuient les efforts déployés par le gouvernement pour améliorer la transparence sur la façon dont les fonds sont dépensés puisque les affectations seront indiquées dans les documents du budget des dépenses.

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

Aperçu des principales modifications apportées aux dépenses budgétaires

Cette section donne un aperçu des principaux postes des **dépenses budgétaires totales** (votées et législatives) qui ont une incidence sur l'augmentation de 13,6 milliards de dollars présentée dans le présent budget supplémentaire des dépenses.

1. Majoration prévue des dépenses budgétaires votées de 8,0 milliards de dollars attribuable, en grande partie, aux initiatives clés suivantes :

a. Principales initiatives touchant plus d'une organisation (initiatives horizontales)

i) Financement consacré au Fonds canadien sur l'infrastructure stratégique à des fins d'investissements dans des projets d'infrastructures publiques conçus pour améliorer la qualité de vie dans les communautés urbaines et rurales (573,8 millions de dollars)

Ces fonds appuieront divers projets d'infrastructures qui sont actuellement en cours ainsi que de nouveaux projets comme l'amélioration des autoroutes au Québec, à l'Île-du-Prince-Édouard et au Nouveau-Brunswick; l'expansion du canal de dérivation de la rivière Rouge au Manitoba; la prestation d'un service à large bande par satellite dans le territoire du Nunavik et l'amélioration de l'infrastructure ferroviaire sur courtes distances au Québec.

ii) Fonds pour augmenter le nombre de postes à la GRC et le nombre de procureurs fédéraux afin de mettre l'accent sur les priorités en matière d'application de la loi relatives aux drogues, à la corruption et à la sécurité à la frontière (120,9 millions de dollars)

Ce financement servira à couvrir les coûts de recrutement et à mener des enquêtes complexes qui sont actuellement en retard à cause d'un manque de ressources. Il permettra également aux enquêteurs d'avoir à leur disposition les outils nécessaires à leurs recherches, notamment des conseils juridiques et l'accès à des services de traduction, de comptabilité et d'experts dans divers domaines; il servira en outre à l'acquisition de renseignements et à d'autres dépenses liées à des opérations menées pour protéger la sécurité des communautés. De plus, il servira à payer les services juridiques en matière de poursuites à l'étape de l'enquête et à assurer le suivi des dossiers de la poursuite au stade judiciaire.

iii) Financement du Programme de remise écoAuto qui incite les Canadiens à acheter des véhicules à haut rendement énergétique (116,0 millions de dollars)

Ce financement servira à verser des paiements aux Canadiens qui sont admissibles à une remise dans le cadre du Programme de remise écoAuto. Le budget fédéral de 2007 proposait un nouveau programme axé sur le rendement qui prévoit une remise maximale de 2 000 \$ par véhicule aux bénéficiaires admissibles qui, à compter du 20 mars 2007, achètent ou louent pour 12 mois ou plus un nouveau véhicule à haut rendement énergétique. Le Programme de remise écoAuto est une composante de la Stratégie écoTransport dans le cadre du Programme de l'air pur.

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

b. Initiatives importantes spécifiques

i) Report du budget de fonctionnement (1,2 milliard de dollars)

Le présent budget supplémentaire des dépenses comporte une demande totalisant 1,2 milliard de dollars pour un nouveau crédit central pour répondre aux besoins liés au report du budget de fonctionnement du ministère de nature courante.

Avec l'introduction, en avril 1993, du système de budget de fonctionnement, tous les ministères et les organismes qui dépendaient des crédits votés pouvaient présenter une demande de report qui représentait 2 p. 100 des fonds de leur budget de fonctionnement inscrits au budget principal des dépenses, sous réserve du contrôle exercé par le Conseil du Trésor. Jugeant qu'il s'agissait d'une pratique de gestion financière qui accordait une certaine latitude aux ministères pour gérer et mettre en œuvre des initiatives en fonction d'un exercice de planification pluriannuel, le Conseil du Trésor a autorisé, en février 1994, une majoration à 5 p. 100 du montant maximal pouvant être reporté.

Dans le cadre du renouvellement du système de gestion des dépenses, le Conseil du Trésor a autorisé la création d'un nouveau crédit central pour traiter le report du budget de fonctionnement. La pratique actuelle est habituellement d'accorder aux organisations, à la mi-décembre, leur autorisation de dépenser pour les montants reportés approuvés dans le cadre du budget supplémentaire des dépenses (A). Le nouveau crédit permettra aux organisations de demander individuellement et d'obtenir l'autorisation beaucoup plus tôt, une fois que l'autorisation est approuvée par le Conseil du Trésor. Quatre-vingt ministères et organismes obtiendront le report de leur budget de fonctionnement une fois que le présent budget supplémentaire des dépenses aura reçu la sanction royale.

ii) Fonds pour renforcer la capacité indépendante des Forces canadiennes à défendre la souveraineté et la sécurité nationale (875,2 millions de dollars)

Le budget fédéral de 2006 prévoyait un montant de 5,3 milliards de dollars sur cinq ans pour financer le plan de défense « Le Canada d'abord » qui vise à investir des fonds dans le budget de la Défense nationale pour renforcer la capacité autonome des Forces canadiennes de défendre la souveraineté nationale et d'assurer la sécurité. Le financement dans le présent budget supplémentaire des dépenses représente la deuxième année de financement de ce plan quinquennal et servira à faire des investissements dans les secteurs essentiels suivants : réparation de l'infrastructure, entretien et réparation de l'équipement et formation et préparation opérationnelle.

La Défense nationale utilisera également les fonds pour poursuivre les activités entreprises grâce au financement pour la première année du plan de défense « Le Canada d'abord », notamment pour attirer et recruter des personnes compétentes, renforcer la présence des Forces canadiennes dans les grands centres urbains au Canada, et assurer une présence militaire canadienne dans l'Arctique.

iii) Coûts au chapitre de la rémunération (500 millions de dollars)

Dans le cadre du renouvellement du système de gestion des dépenses, le Conseil du Trésor a autorisé la création d'un nouveau crédit central pour absorber les coûts de la rémunération au sein du gouvernement. Certains coûts au chapitre de la rémunération (par exemple, les indemnités de départ et les prestations parentales) sont imputés sur le budget central pour éviter toute partialité dans les pratiques de recrutement. Par le passé, on effectuait un transfert permanent en fin d'exercice à partir du crédit 5 du Conseil du Trésor, le crédit pour éventualités du gouvernement. Le nouveau crédit permettra de s'assurer que les fonds du crédit 5 sont conservés pour de réelles éventualités. Ce nouveau crédit appuie les efforts déployés par le gouvernement pour accroître la transparence

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

quant à la manière dont les fonds sont dépensés en attribuant les coûts liés aux obligations juridiques de l'employeur à un crédit séparé et en indiquant ces coûts dans le budget des dépenses,

iv) Financement pour la mission militaire canadienne en Afghanistan (340,9 millions de dollars)

En mai 2007, le gouvernement a convenu d'octroyer un montant de 374,3 millions de dollars sur deux ans pour la mission militaire du Canada en Afghanistan. Le financement demandé dans le présent budget supplémentaire des dépenses servira à couvrir les dépenses en cours d'exercice pour assurer une protection accrue du personnel militaire et civil canadien en Afghanistan et pour appuyer les activités canadiennes en matière de leadership en Afghanistan. Plus particulièrement, ce financement appuiera un système anti-mortiers qui peut repérer les tirs ennemis ciblant le personnel et les installations des Forces canadiennes et pour couvrir les coûts associés au leadership du Canada au quartier général du commandement régional (sud) en Afghanistan de février à octobre 2008.

v) Financement à long terme, prévisible et flexible aux provinces et aux territoires pour l'infrastructure dans le cadre du Programme de financement de base de l'infrastructure des provinces et des territoires (326,7 millions de dollars)

Ce financement octroyé aux provinces et aux territoires pour des investissements dans de nouvelles priorités nationales en matière d'infrastructure fait partie des nouveaux investissements dans les infrastructures annoncés dans le budget fédéral de 2007 qui représentent plus de 16 milliards de dollars sur sept ans.

vi) Fonds pour des grands projets d'immobilisations, notamment les capacités d'aérotransport (293,4 millions de dollars)

Ces fonds serviront à louer des chars de combat pour un usage immédiat en Afghanistan, à acheter d'autres chars de combat et d'autres véhicules de soutien pour la flotte actuelle et à obtenir de nouveaux aéronefs qui permettront de transporter les troupes et l'équipement sur de longues distances et dans les théâtres des opérations.

vii) Fonds pour l'aide au développement, les programmes de lutte contre la faim, la malnutrition et la maladie, l'aide humanitaire internationale et le secteur bénévole (208,7 millions de dollars)

Ce financement représente un réalignement des crédits en matière de subventions et de contributions, par suite d'un important exercice de réaffectation au sein de l'Agence canadienne de développement international (ACDI) afin d'accroître davantage l'efficacité et l'efficacé de l'aide offerte. Plus particulièrement, les crédits ont été transférés des contributions aux subventions, ce qui représente un changement de cap à l'ACDI pour mettre l'accent sur des initiatives axées sur des programmes fondés sur les risques avec des partenaires de confiance comme les Nations Unies et l'Organisation mondiale de la santé.

viii) Montant compensatoire pour rajustements salariaux (185,5 millions de dollars)

Fonds pour offrir une compensation aux ministères, aux organismes et aux sociétés d'État qui dépendent de crédits votés au titre des répercussions des conventions collectives et des autres rajustements apportés aux modalités d'emploi ou de service. Les coûts proviennent des conventions collectives signées et d'autres rajustements connexes apportés aux modalités d'emploi ou de service entre le 1^{er} août 2006 et le 31 juillet 2007.

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

ix) Fonds pour conserver et améliorer la qualité des logements abordables pour les Canadiens à faible revenu, y compris les aînés, les personnes handicapées, les victimes de violence familiale et les Autochtones (181,9 millions de dollars)

Ce financement vise à appuyer la prolongation de deux ans des programmes de rénovation de la Société canadienne d'hypothèques et de logement, y compris le Programme d'aide à la remise en état des logements, le programme Logements adaptés pour aînés autonomes, le Programme de réparations d'urgence et le Programme d'amélioration des maisons d'hébergement. Ces programmes visent à faire en sorte que le logement occupé par des propriétaires, des locataires et des personnes handicapées à faible revenu soit conforme aux normes acceptables de salubrité, de sécurité et de mobilité, à convertir les immeubles non résidentiels en logements résidentiels et à construire et améliorer les maisons d'hébergement à l'intention des victimes de violence familiale.

x) Financement pour le Fonds sur l'infrastructure municipale rurale qui investira dans des projets d'infrastructures publiques visant à améliorer la qualité de vie dans les collectivités urbaines et rurales (126,8 millions de dollars)

Le financement demandé appuie les projets d'infrastructures des petites municipalités et les projets « d'infrastructure verte » qui ont trait aux infrastructures d'eau potable, au traitement des eaux usées, des déchets solides, aux améliorations énergétiques dans les municipalités et au transport en commun. Le Fonds sur l'infrastructure municipale rurale appuiera également des projets d'infrastructures culturelles, récréatives et touristiques, les routes locales et la connectivité à large bande.

xi) Fonds pour faire progresser les priorités du Canada en matière de paix et de sécurité dans le monde (126,5 millions de dollars)

Le Fonds pour la paix et la sécurité dans le monde a été établi en 2006 afin de renforcer la capacité du Canada d'intervenir en cas d'instabilité et de conflit dans des États fragiles et en déroute. Les deux principaux objectifs du fonds sont d'assurer une intervention coordonnée à l'échelle du gouvernement en cas de conflit international et de prévenir ou d'atténuer les crises dans des États fragiles et en déroute grâce à une intervention rapide. Ces fonds seront utilisés pour poursuivre des initiatives en cours et mettre en œuvre de nouvelles initiatives dans des pays d'intervention comme l'Afghanistan, Haïti, le Liban, la bande de Gaza et la Cisjordanie, la Colombie, l'Ouganda et le Soudan.

Plus particulièrement, ces fonds serviront à construire des postes de police, à améliorer la sécurité transfrontalière à la bande de Gaza et au Liban, à vérifier le désarmement, la démobilisation et la réhabilitation des anciens combattants pour soutenir la prévention des conflits dans la région frontalière entre la Colombie et l'Équateur; à fournir des hélicoptères, des aéronefs à voilure fixe et le carburant pour les aéronefs qui sont essentiels pour permettre la mission de l'Union africaine au Soudan afin de déplacer les troupes et les approvisionnements au Darfour à l'appui des opérations de paix et aider à stabiliser l'Ouganda face au conflit qui sévit dans le pays voisin, le Soudan.

xii) Fonds pour les centres d'excellence en vue d'appuyer les activités de recherche et de commercialisation (105 millions de dollars)

Le budget fédéral de 2007 annonçait un montant de 105 millions de dollars pour les centres d'excellence en recherche situés à Vancouver, Calgary, Toronto, Montréal, Québec et Halifax (15 millions de dollars chacun). Les centres sont des sociétés à but non lucratif ou des universités. Le financement octroyé pour ces centres appuiera

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

des centres de recherche et de commercialisation de grande envergure dans des secteurs prioritaires comme les sciences de l'environnement et les technologies, les ressources naturelles et l'énergie, les sciences de la santé et les sciences connexes de la vie et les technologies et les technologies de l'information et des communications où le Canada peut être un chef de file à l'échelle mondiale.

2. Majoration prévue des dépenses législatives de quelque 5,5 milliards de dollars attribuable, en grande partie, aux changements prévus suivants :

a. Nouvelles prévisions relatives aux paiements de transfert aux gouvernements provinciaux et territoriaux (5,9 milliards de dollars)

Conformément au budget fédéral de 2007, le ministère des Finances prévoit une augmentation nette de 5,9 milliards de dollars dans les transferts fédéraux-provinciaux pour l'exercice 2007-2008 (le montant inscrit dans le budget principal des dépenses passe de 40,3 milliards de dollars à 46,2 milliards de dollars). Les paiements de transfert aux gouvernements provinciaux et territoriaux sont répartis en différentes catégories, comme le Fond en fiducie pour la qualité de l'air et les changements climatiques et la péréquation fiscale.

i) Fonds en fiducie pour la qualité de l'air et les changements climatiques (Loi d'exécution du budget de 2007) (1,5 milliard de dollars)

Le 12 février 2007, le gouvernement du Canada a annoncé l'établissement d'un nouveau fonds de 1,5 milliard de dollars pour appuyer les projets provinciaux et territoriaux qui permettront de réduire les gaz à effet de serre et les polluants atmosphériques. Les territoires peuvent également utiliser ces fonds pour s'adapter au changement climatique. Cette fiducie est accordée sur une période de trois ans à compter de l'exercice 2007-2008.

ii) Péréquation fiscale (1,2 milliard de dollars)

Dans le cadre du budget fédéral 2007, on a annoncé une nouvelle formule de péréquation qui modifiait le Nouveau cadre pour la péréquation et la formule de financement des territoires (FFT) de 2004. Cette mesure offrait à la Nouvelle-Écosse et à Terre-Neuve et Labrador l'option de conserver l'ancien système de péréquation ou d'adopter la nouvelle formule. Puisque la Nouvelle-Écosse a opté pour la nouvelle formule, le coût différentiel total pour la péréquation est de 1,2 milliard de dollars.

iii) Transfert canadien en matière de programmes sociaux (794,6 millions de dollars)

Dans le cadre du budget fédéral de 2007, les paiements étaient établis à 9,6 milliards de dollars, soit une augmentation de 764,6 millions de dollars par rapport à l'engagement précédent de verser 8,8 milliards de dollars dans le cadre du Transfert canadien en matière de programmes sociaux.

iv) Paiements de transition (614 millions de dollars)

Dans le cadre du budget fédéral de 2007, on a annoncé un financement de 614 millions de dollars à : l'Ontario (574 millions de dollars pour l'éducation postsecondaire et la formation), au Manitoba (21,6 millions de dollars pour la formation) et à la Saskatchewan (18,4 millions de dollars pour la formation). Ces paiements ont été effectués le 28 juin 2007.

v) Garantie relative au temps d'attente pour les patients (612 millions de dollars)

Dans le cadre du budget fédéral de 2007, on a annoncé un financement de 612 millions de dollars aux provinces et aux territoires qui prenaient l'engagement d'offrir des garanties relatives au temps d'attente pour les patients, afin d'aider ceux-ci à mettre en œuvre ces garanties.

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

vi) Immunisation contre le virus du papillome humain (300 millions de dollars)

Le budget fédéral de 2007 prévoyait un fonds pour l'immunisation, afin d'aider les provinces et les territoires à défrayer les coûts associés à l'immunisation contre le virus du papillome humain (VPH), un virus qui peut causer le cancer du col. Les fonds seront distribués aux provinces et aux territoires de 2007-2008 à 2009-2010, à raison d'un montant égal par habitant.

vii) Places en garderie (250 millions de dollars)

Le budget fédéral de 2007 prévoyait des fonds de l'ordre de 250 millions de dollars pour la création de places en garderie qui seront versés directement aux provinces et aux territoires et calculés en fonction du nombre d'habitants.

b. Indemnité pour coûts de production qui vise à aider les producteurs agricoles (401 millions de dollars)

Cette indemnité vise à aider les producteurs pour lesquels l'augmentation des coûts de production a eu une incidence négative. Les paiements aux producteurs permettront d'atténuer environ 50 p. 100 de la diminution des revenus des producteurs au cours des quatre dernières années.

c. Révision à la baisse des prévisions relatives aux frais de la dette (890 millions de dollars)

Le ministère des Finances prévoit que les prévisions relatives aux frais de la dette seront réduites d'environ 890 millions de dollars en raison de la réduction de l'encours de la dette portant intérêts.

3. Majoration prévue des dépenses non budgétaires votées de 26,6 millions de dollars dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Le Fonds d'investissement du Canada pour l'Afrique de 250 millions de dollars a été établi par l'Agence canadienne de développement international (ACDI) en 2005 dans le cadre d'un partenariat public-privé afin d'encourager les investissements en actions à l'appui du développement économique de l'Afrique. La contribution de l'ACDI, plafonnée à 100 millions de dollars, a permis de susciter 150 millions de dollars en investissements du secteur privé. Le changement de 26,6 millions de dollars dans les dépenses non budgétaires prévues est attribuable à une demande plus élevée que prévue afin de verser un montant équivalent aux investissements du secteur privé en 2007-2008.

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

Principales modifications apportées au présent budget supplémentaire des dépenses

Cette section décrit les modifications apportées à l'organisation et à la structure gouvernementale et les modifications apportées aux autorisations (crédits et postes législatifs) depuis le dépôt du Budget principal des dépenses 2007-2008.

Modifications concernant les organisations gouvernementales et la structure

Pour faire suite au dépôt au Budget principal des dépenses 2007-2008, le 27 février 2007, et aux termes des dispositions de la *Loi sur les restructurations et les transferts d'attributions dans l'administration publique*, le gouvernement a annoncé une série de changements :

- En vertu du décret C.P. 2005-1637, les activités relatives au Secteur des programmes d'accès public ont été transférées du ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux au ministère des Ressources humaines et Développement des compétences (à compter du 12 septembre 2005).
- En vertu du décret C.P. 2006-1351, la responsabilité d'Entreprise autochtone Canada a été transférée du ministère de l'Industrie au ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien (à compter du 1^{er} décembre 2006).
- En vertu du décret C.P. 2007-0014, la responsabilité de l'Initiative de revitalisation du secteur riverain de Toronto a été transférée du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada au ministère de l'Environnement (à compter du 4 janvier 2007).
- En vertu du décret C.P. 2007-0015, certaines attributions relatives à l'Accord de contribution entre le Canada, l'Ontario, la ville de Toronto et la Société de revitalisation du secteur riverain de Toronto ont été transférées au ministre de l'Environnement (à compter du 4 janvier 2007).
- En vertu du décret C.P. 2007-0425 (du 23 mars 2007), le 15 avril 2007 est la date d'entrée en vigueur de la *Loi sur la protection des fonctionnaires divulgateurs d'actes répréhensibles* qui établit deux nouveaux organismes : le Greffe du Tribunal de la protection des fonctionnaires divulgateurs d'actes répréhensibles et le Commissariat à l'intégrité du secteur public.

Modifications concernant les crédits et les postes législatifs

Les modifications concernant les autorisations comprennent les crédits et les postes législatifs qui renferment des autorisations distinctes qui diffèrent de celles incluses dans le Budget principal des dépenses 2007-2008, ainsi que les nouvelles autorisations de dépenses qui sont inscrites pour la première fois. Compte tenu des décisions rendues par le président de la Chambre des communes en 1981, le gouvernement s'est engagé à faire en sorte que les seules mesures législatives qui seront édictées dans le cadre du budget des dépenses, sauf dans les cas expressément autorisés par voie de législation, seront des modifications aux lois de crédits précédentes.

Le 15 avril 2007, la *Loi sur la protection des fonctionnaires divulgateurs d'actes répréhensibles* est entrée en vigueur et a établi deux organismes. Le premier qui se trouve dans le portefeuille de Patrimoine canadien se nomme le Greffe du Tribunal de la protection des fonctionnaires divulgateurs d'actes répréhensibles. Le deuxième organisme, établi sous le portefeuille du Conseil du Trésor, est appelé le Commissariat à l'intégrité du secteur public.

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

Les nouveaux crédits suivants ont été ajoutés depuis le budget principal des dépenses :

Affaires étrangères et Commerce international – Ministère

Crédit 12a – Pour augmenter, en vertu du paragraphe 10(3.1) de la *Loi sur le développement des exportations*, la dette éventuelle de la Société dont il est question à l’alinéa 10(3)b) de cette loi de 27 000 000 000 \$ à 30 000 000 000 \$

Citoyenneté et Immigration – Ministère

Crédit 2a – Conformément au paragraphe 25(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, radier des Comptes du Canada 2 813 dettes dues à Sa Majesté du chef du Canada, s’élevant au total à 1 620 031 \$ relativement à des prêts versés à des immigrants aux termes de l’article 88 de la *Loi sur l’immigration et la protection des réfugiés* – Pour autoriser le virement au présent crédit de 4 158 \$ du crédit 1 (Citoyenneté et Immigration) de la *Loi de crédits n° 2 pour 2007-2008* et pour prévoir un montant supplémentaire de

Conseil du Trésor – Secrétariat

Crédit 15a – Rajustements de la rémunération – Sous réserve de l’approbation du Conseil du Trésor, pour augmenter d’autres crédits qui peuvent nécessiter un financement partiel ou intégral par suite de rajustements effectués aux modalités de service ou d’emploi de l’administration publique fédérale, y compris les membres de la Gendarmerie royale du Canada et les Forces canadiennes, les personnes nommées par le gouverneur en conseil et les sociétés d’État au sens de l’article 83 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*

Crédit 22a – Report du budget de fonctionnement – Sous réserve de l’approbation du Conseil du Trésor, pour augmenter d’autres crédits en raison du report du budget de fonctionnement de l’exercice précédent

Crédit 23a – Besoins en matière de rémunération – Sous réserve de l’approbation du Conseil du Trésor, pour augmenter d’autres crédits pour des besoins relatifs aux prestations parentales et de maternité, aux versements liés à la cessation de service ou d’emploi, aux rajustements apportés aux modalités de service ou d’emploi dans la fonction publique, y compris pour les membres de la Gendarmerie royale du Canada et des Forces canadiennes, qui n’ont pas été pourvus par le crédit 15, Rajustements aux montants compensatoires

Conseil du Trésor – Commissariat à l’intégrité du secteur public

Crédit 27a – Dépenses du Programme – Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 425 420 \$ du crédit 35 (Conseil du Trésor) de la *Loi de crédits n° 2 pour 2007-2008* et pour prévoir un montant supplémentaire de

Patrimoine canadien – Greffe du Tribunal de la protection des fonctionnaires divulgateurs d’actes répréhensibles

Crédit 93a – Dépenses du Programme

Patrimoine canadien – Condition féminine – Bureau de la coordonnatrice

Crédit 101a – Conformément au paragraphe 24.1(1) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, autoriser une remise de dettes due par l’Association des femmes autochtones du Canada à Sa Majesté du chef du Canada au montant de 708 332 \$

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

Le libellé (souligné) des crédits suivants a été modifié comparativement au libellé utilisé dans le budget principal des dépenses :

Pour faire suite à l'annonce du premier ministre le 4 janvier 2007, les ministères doivent dorénavant faire un versement pour le traitement des ministres sans portefeuille et aux ministres d'État qui ne dirigent pas un ministère d'État. Par conséquent, le libellé de crédit suivant a été ajouté au crédit de fonctionnement de chacun des ministères énumérés dans la liste ci-dessous :

et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la Loi sur les traitements, rajusté en vertu de la Loi sur le Parlement du Canada et au prorata, pour toute période inférieure à un an

Affaires étrangères et Commerce international – Crédit 1a
Affaires indiennes et du Nord canadien – Crédit 1a
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec – Crédit 1a
Agence de promotion économique du Canada atlantique – Crédit 1a
Agriculture et Agroalimentaire – Crédit 1a
Anciens Combattants – Crédit 1a
Citoyenneté et Immigration – Crédit 1a
Conseil du Trésor – Crédit 1a
Défense nationale – Crédit 1a
Diversification de l'économie de l'Ouest canadien – Crédit 1a
Environnement – Crédit 1a
Finances – Crédit 1a
Industrie – Crédit 1a
Justice – Crédit 1a
Patrimoine canadien – Crédit 1a
Pêches et Océans – Crédit 1a
Ressources humaines et Développement des compétences – Crédit 1a
Ressources naturelles – Crédit 1a
Santé – Crédit 1a
Sécurité publique et Protection civile – Crédit 1a
Transports – Crédit 1a
Travaux publics et Services gouvernementaux – Crédit 1a

Affaires étrangères et Commerce international – Agence canadienne de développement international

Crédit 25a – Subventions inscrites au Budget des dépenses, contributions et paiements aux institutions financières internationales conformément à la *Loi d'aide au développement international (institutions financières)*, aux fins d'aide au développement international et d'assistance humanitaire internationale et à d'autres fins précisées, sous forme de paiements comptants et de fourniture de biens, denrées ou services

Finances – Ministère

Crédit L10a – Conformément à la *Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes*, émission et paiement de billets à vue, non productifs d'intérêts et non négociables, d'un montant ne devant pas dépasser 318 280 000 \$ en faveur de l'Association internationale de développement

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

Ressources humaines et Développement des compétences – Ministère

Crédit 1a – Dépenses de fonctionnement et autorisation d'effectuer des dépenses recouvrables au titre du Régime de pensions du Canada et du Compte d'assurance-emploi et, en vertu du paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, le pouvoir de dépenser les recettes reçues au cours de l'exercice qui proviennent des services du Secteur des programmes d'accès public en vue de compenser les dépenses connexes encourues au cours de l'exercice, et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la *Loi sur les traitements*, rajusté en vertu de la *Loi sur le Parlement du Canada* et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 16 138 000 \$ du crédit 1 (Travaux publics et Services gouvernementaux) de la *Loi de crédits n° 2 pour 2007-2008*

Les nouveaux postes législatifs suivants ont été ajoutés depuis la parution du budget principal des dépenses :

Affaires indiennes et du Nord canadien – Ministère

Subventions aux organismes autochtones identifiés pour recevoir des paiements à l'égard des revendications en vertu des lois sur le règlement des revendications territoriales globales

Agriculture et Agroalimentaire – Ministère

Paiements de subventions pour le Programme d'aide en cas de catastrophe causée par le nématode doré

Subventions et contributions à l'appui de l'indemnité pour coûts de production

Paiements de subventions pour le Programme d'aide aux éleveurs de bétail victimes de la sécheresse

Finances – Ministère

Paiement à la Colombie-Britannique (*Loi d'exécution du budget de 2007*)

Paiement au Yukon (*Loi d'exécution du budget de 2007*)

Paiement aux Territoires du Nord-Ouest (*Loi d'exécution du budget de 2007*)

Paiement à l'Ontario (*Loi d'exécution du budget de 2007*)

Fonds en fiducie pour la qualité de l'air et les changements climatiques (*Loi d'exécution du budget de 2007*)

Garantie relative au temps d'attente pour les patients (*Loi d'exécution du budget de 2007*)

Paiements de transition (*Loi d'exécution du budget de 2007*)

Places en garderie (*Loi d'exécution du budget de 2007*)

Immunisation contre le virus du papillome humain (*Loi d'exécution du budget de 2007*)

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

Ressources humaines et Développement des compétences – Société canadienne d’hypothèques et de logement

EnerGuide pour les ménages à faible revenu

Santé – Ministère

Paiements aux provinces relativement aux engagements de conformité volontaires, un mécanisme utilisé par le Conseil d’examen du prix des médicaments brevetés pour récupérer les revenus excessifs des fabricants de médicaments brevetés

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

Aperçu des tableaux sommaires

Cette section donne un aperçu des tableaux sommaires suivants présentés dans le budget supplémentaire des dépenses.

1. Sommaire du présent budget supplémentaire des dépenses
2. Sommaire des budgets des dépenses à ce jour pour 2007-2008
3. Annexes proposées au projet de loi de crédits
4. Postes législatifs du présent budget supplémentaire des dépenses
5. Sommaire des modifications apportées aux crédits votés
6. Budget supplémentaire des dépenses par article courant de dépense
7. Affectations des crédits centraux du Conseil du Trésor
8. Postes horizontaux inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses
9. Transferts entre organisations inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses
10. Postes de 1 \$ inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

1. Sommaire du présent budget supplémentaire des dépenses

Ce tableau précise les dépenses budgétaires² et non budgétaires³ incluses dans le budget supplémentaire des dépenses par ministère, organisme ou société d'État et par type d'autorisation parlementaire (besoins annuels au titre des crédits et exigences législatives).

Les deux premières colonnes « Autorisations à ce jour » précisent les fonds à ce jour tels que présentés dans le budget principal des dépenses.

Les six colonnes suivantes « Présent budget supplémentaire des dépenses » précisent les besoins actuels tels que présentés dans le budget supplémentaire des dépenses (A). Ces besoins sont répartis en trois catégories, soit Transferts, Crédits à voter⁴ et Autorisations législatives⁵.

Les deux dernières colonnes « Total – Budget des dépenses à ce jour » fournissent une mise à jour des dépenses budgétaires et non budgétaires totales pour 2007-2008.

2. Sommaire des budgets des dépenses à ce jour pour 2007-2008

Ce tableau présente le budget principal des dépenses, le budget supplémentaire des dépenses (A) et fournit aussi une ventilation des dépenses budgétaires et non budgétaires par crédits votés et législatifs.

² Les dépenses budgétaires comprennent les frais de service de la dette, les dépenses de fonctionnement et en capital, les paiements de transfert et les subventions aux autres ordres de gouvernement, à des organisations et à des particuliers, et les paiements aux sociétés d'État et aux personnes morales distinctes.

³ Les dépenses non budgétaires (prêts, placements et avances) sont des dépenses qui correspondent à des modifications de la valeur des actifs financiers du gouvernement du Canada.

⁴ Les besoins en crédits sont ceux que le gouvernement doit faire approuver par le Parlement au moyen d'une loi de crédits. Pour de plus amples renseignements sur les crédits et le libellé des crédits, veuillez consulter l'annexe proposée du projet de loi de crédits.

⁵ Les autorisations des dépenses législatives sont celles que le Parlement a approuvées précédemment par le biais d'autres lois qui précisent l'objectif et les modalités des dépenses. Les dépenses législatives ne figurent dans le budget supplémentaire des dépenses qu'à titre d'information.

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

3. Annexes proposées au projet de loi de crédits

Ce tableau donne au lecteur un aperçu du projet de loi de crédits. Comme précisé plus haut, le budget supplémentaire des dépenses appuie directement le projet de loi. Ce tableau renferme une liste des numéros et des libellés des crédits et des fonds demandés qui seront soumis à l'approbation du Parlement. Le projet de loi de crédits du budget supplémentaire des dépenses comprend deux annexes : la première énumère les postes de l'exercice se terminant le 31 mars 2008 et la deuxième, les postes de l'exercice se terminant le 31 mars 2009, en particulier, les crédits pluriannuels de l'Agence du revenu du Canada, de l'Agence Parcs Canada et de l'Agence des services frontaliers du Canada.

Seuls les rajustements positifs aux crédits des ministères sont inclus dans les annexes proposées au projet de loi de crédits. Si une organisation inscrit un montant net négatif ou de zéro dans le présent budget supplémentaire des dépenses, aucun changement aux autorisations de dépenser actuelles n'est demandé au Parlement.

Une fois que le projet de loi de crédits est approuvé, le libellé constitue les conditions dans lesquelles les dépenses pourront être effectuées. Ainsi, les types de crédits suivants peuvent apparaître dans le budget supplémentaire des dépenses :

- a) *Crédits pour dépenses du programme* – Ce crédit est utilisé lorsqu'il n'est pas nécessaire d'indiquer séparément le crédit « Dépenses en capital » ou le crédit « Subventions et contributions » parce que les dépenses proposées n'atteignent ni ne dépassent 5 millions de dollars. En pareil cas, toutes les dépenses du programme sont imputées à un seul crédit.
- b) *Crédits pour dépenses de fonctionnement* – On se sert de ce crédit lorsqu'il est nécessaire d'avoir un crédit « Dépenses en capital » ou un crédit « Subventions et contributions », voire les deux, c'est-à-dire lorsque les dépenses proposées sous l'une ou l'autre de ces rubriques atteignent ou dépassent 5 millions de dollars. Lorsqu'elles ne l'atteignent pas, elles sont incluses dans le crédit « Dépenses du Programme ».
- c) *Crédits pour dépenses en capital* – Ce type de crédit est employé lorsque les dépenses en capital d'un programme s'élèvent à 5 millions de dollars ou plus. Les dépenses en capital comprennent des postes dont la valeur est susceptible de dépasser 10 000 dollars notamment pour l'acquisition de terrains, de bâtiments et d'ouvrages (article courant de dépense 08) ainsi que l'acquisition de machines et de matériel (article courant de dépense 09) ou encore la construction ou la création de biens, lorsqu'un ministère compte se servir de ses propres ressources humaines et matérielles, retient les services d'experts ou achète d'autres biens et services (articles courants de dépense 01 à 09). Diverses limites peuvent être mises en place pour différentes catégories de dépenses en capital au niveau ministériel.
- d) *Crédits pour subventions et contributions* – Ce crédit est utilisé lorsque les subventions et les contributions d'un programme s'élèvent à 5 millions de dollars ou plus. L'inscription au budget supplémentaire des dépenses d'un poste pour une subvention, une contribution ou un autre paiement de transfert n'entraîne aucune obligation d'effectuer un paiement et n'accorde à un bénéficiaire éventuel aucun droit aux sommes prévues. La définition du mot « contribution » figurant dans le libellé du crédit est réputée englober les « autres paiements de transfert » puisqu'il s'agit de deux types de paiements semblables.
- e) *Crédits non budgétaires* – En regard de ce crédit, identifié par la lettre L, l'autorisation de dépenser est approuvée pour des prêts, des avances et des placements relatifs aux sociétés d'État; et des prêts ou des avances consentis à des fins précises à d'autres gouvernements et à des organisations internationales, ou à des personnes ou des sociétés du secteur privé.

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

- f) *Crédits spéciaux : Déficits des sociétés d'État et personnes juridiques distinctes* – Quand il est nécessaire d'affecter des fonds pour un paiement à une société d'État ou couvrir les dépenses d'une personne juridique qui sont effectuées dans le cadre d'un programme plus important, un crédit distinct est établi. Par personne juridique, on entend une entité de l'administration qui exerce ses activités en vertu d'une loi du Parlement et qui relève directement d'un ministre.
- g) *Crédits spéciaux : Crédits du Conseil du Trésor pour les programmes financés par l'administration centrale* – Ces crédits permettent au Conseil du Trésor d'assumer ses responsabilités législatives relatives quant à la gestion des ressources financières, humaines et matérielles de l'administration fédérale. À cette fin, il doit disposer d'autorisations spéciales, lesquelles sont exposées ci-après.
- (i) *Crédit pour éventualités du gouvernement* – Ce crédit sert à augmenter d'autres crédits afin d'assurer au gouvernement une marge de manœuvre suffisante pour faire face à des dépenses urgentes ou imprévues lorsqu'il existe un besoin de trésorerie valable en raison du moment où un paiement doit être effectué ou lorsqu'une autorisation précise est nécessaire pour effectuer un paiement, par exemple pour le paiement de subventions qui ne sont pas inscrites au budget des dépenses. Cette autorisation d'augmenter d'autres crédits est accordée jusqu'à l'obtention de l'approbation du Parlement et dans la mesure où les dépenses s'inscrivent dans le cadre du mandat de l'organisation.
- (ii) *Crédit pour initiatives pangouvernementales* – Ce crédit s'ajoute à d'autres crédits afin de soutenir la mise en œuvre d'initiatives de gestion stratégique entreprises dans la fonction publique du Canada.
- (iii) *Crédit pour rajustements salariaux* – Ce crédit sert à augmenter d'autres crédits afin de financer des augmentations de dépenses salariales liées aux conventions collectives conclues entre le Conseil du Trésor et les unités de négociation représentant les fonctionnaires, ainsi qu'aux conventions collectives signées avec des employeurs distincts, y compris les membres de la Gendarmerie royale du Canada et des Forces canadiennes, les personnes nommées par le gouverneur en conseil et les employés de sociétés d'État conformément à l'article 83 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*.
- (iv) *Crédit pour assurances de la fonction publique* – Ce crédit fournit les cotisations de l'employeur aux primes d'assurance-maladie, d'assurance-salaire et d'assurance-vie, aux paiements des régimes d'assurance-maladie provinciaux, aux impôts provinciaux, aux pensions, aux régimes d'avantages sociaux et d'assurance pour les employés engagés sur place à l'extérieur du Canada et rend à certains employés leur part de la réduction des cotisations d'assurance-emploi.
- (v) *Crédit pour le report du budget de fonctionnement* – Ce crédit s'ajoute à d'autres crédits dans le cas d'un report du budget de fonctionnement de l'exercice précédent.
- (vi) *Crédit pour les besoins en matière de rémunération* – Ce crédit s'ajoute à d'autres crédits pour combler les besoins en matière de congés parentaux et de maternité, les indemnités versées lors d'une cessation de service ou d'emploi, ainsi que les rajustements aux conditions de service ou d'emploi à la fonction publique, y compris pour les membres de la Gendarmerie royale du Canada et des Forces canadiennes, dans le cas où ces crédits ne sont pas pourvus par le crédit 15, Rajustements de la rémunération.

4. Postes législatifs du présent budget supplémentaire des dépenses

Ce tableau fournit au Parlement une mise à jour des changements importants apportés aux prévisions des dépenses liées aux grands postes législatifs. Les postes législatifs sont ceux que le Parlement a approuvés par l'adoption d'autres textes législatifs qui précisent les fins auxquelles peuvent servir les dépenses et les conditions dans

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

lesquelles elles peuvent être effectuées. Les dépenses législatives sont incluses dans le budget supplémentaire des dépenses à titre d'information uniquement.

5. Sommaire des modifications apportées aux crédits votés

Ce tableau fournit toute l'information concernant les crédits de ce budget supplémentaire, par ministère.

La première colonne (Numéro du crédit) indique quel crédit est accru dans le cadre du présent budget supplémentaire des dépenses. La lettre jointe au numéro précise quel budget supplémentaire des dépenses a été utilisé pour augmenter le crédit.

La deuxième colonne (Montant brut) indique le total des fonds demandés dans ce budget supplémentaire des dépenses, par ministère.

La troisième colonne (Moins : Autorisations de dépenser disponibles) représente les pouvoirs de dépenser inutilisés qu'invoquent les organisations pour réduire le montant des dépenses additionnelles demandé dans le présent budget supplémentaire des dépenses. Le budget supplémentaire des dépenses de chacun des ministères présente de plus amples renseignements sur ces montants.

La quatrième colonne (Montant net) indique le montant net du financement supplémentaire inscrit dans le présent budget supplémentaire des dépenses. Fait à noter, les montants négatifs ou de zéro ne sont pas inclus dans les annexes proposées du projet de loi de crédits.

6. Budget supplémentaire des dépenses par article courant de dépense

Afin d'indiquer de façon plus précise l'incidence des revenus et des dépenses du gouvernement fédéral sur l'économie, il faut établir le montant net des achats et des ventes de l'État par article courant. À cette fin, tous les ministères, y compris ceux qui ont recours à un fonds renouvelable, doivent inscrire leurs dépenses liées à des achats par catégories d'articles courants de dépense. Les articles courants sont le niveau le plus élevé de la classification par article qu'utilisent le Parlement et le pouvoir exécutif; ils figurent dans les budgets principal et supplémentaires des dépenses et les Comptes publics. Les articles courants de dépense sont les suivants :

1. Personnel
2. Transports et communications
3. Information
4. Services professionnels et spéciaux
5. Location
6. Achat de services de réparation et d'entretien
7. Services publics, fournitures et approvisionnements
8. Acquisition de terrains, de bâtiments et d'ouvrages
9. Acquisition de machines et de matériel
10. Paiements de transfert
11. Service de la dette publique
12. Autres subventions et paiements

Une brève définition de chaque article courant se trouve à la fin de la section Introduction.

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

7. Affectations des crédits centraux du Conseil du Trésor

Ce tableau sommaire fournit une liste complète des affectations provenant des crédits centraux du Conseil du Trésor (CT) pour les éventualités du gouvernement, les initiatives pangouvernementales, les rajustements de la rémunération, le report du budget de fonctionnement et les besoins en matière de rémunération.

Éventualités du gouvernement (crédit 5 du CT) – Comme approuvé dans le Budget principal des dépenses 2007-2008, il peut y avoir deux types de fonds attribués à partir du crédit 5 du CT, soit les permanents et les temporaires. Des fonds permanents peuvent être consacrés au déficit au chapitre de la rémunération comme dans le cas des indemnités de départ et des prestations parentales qui ne peuvent être déterminées d'avance et qui sont versées à partir de crédits centraux tout au long de l'exercice. Des fonds temporaires peuvent être accordés pour des dépenses diverses urgentes, mineures et imprévues, qui ne figuraient pas dans le budget principal des dépenses et qui doivent être engagées avant que le prochain budget supplémentaire des dépenses ne reçoive la sanction royale. Une fois que le Parlement a approuvé le projet de loi de crédits pour le budget supplémentaire des dépenses et que le gouverneur général a accordé la sanction royale, les fonds temporaires sont remboursés au crédit 5 du CT.

Dans le présent budget supplémentaire des dépenses, il est proposé d'établir un crédit distinct pour les besoins au chapitre de la rémunération et de modifier le libellé du crédit 5 du CT en éliminant toute mention aux affectations permanentes liées à la rémunération. Dans le cas où le Parlement approuve les nouveaux crédits centraux (report du budget de fonctionnement et besoins en matière de rémunération), de même que les changements connexes au libellé du crédit 5 du CT, les nouveaux critères suivants doivent être satisfaits afin que le Conseil du Trésor puisse accorder l'accès au crédit 5 du CT :

- Toutes les avances imputées au crédit pour éventualités du gouvernement doivent être considérées comme des avances temporaires devant être couvertes par des postes inscrits au budget supplémentaire des dépenses suivant et être remboursées lorsque la loi de crédits afférente est adoptée.
- L'autorisation existante d'une organisation doit être insuffisante pour répondre aux besoins actuels et à ceux de la nouvelle initiative jusqu'à la prochaine période de crédits. Ainsi, l'organisation doit justifier sa demande en présentant une analyse valable de son flux de trésorerie.
- Il doit y avoir une raison valable et impérieuse, surtout en ce qui a trait au versement de subventions, pour effectuer le paiement avant la prochaine période de crédits. Si ce n'est pas le cas, le paiement doit être différé et l'accès au crédit 5 du CT doit être refusé.
- En ce qui concerne les subventions, il faut consulter et respecter la politique sur les paiements de transfert afin de s'assurer qu'un bénéficiaire valable et légalement constitué existe et que l'organisation doit absolument effectuer le paiement avant la prochaine période de crédits.

Initiatives pangouvernementales (crédit 10 du CT) – Ce crédit s'ajoute à d'autres crédits pour appuyer la mise en œuvre d'initiatives de gestion stratégique entreprises dans la fonction publique du Canada. Les ministères et les organismes ne sont pas tenus de rembourser les fonds provenant du crédit 10.

Rajustements de la rémunération (crédit 15 du CT) – Ce crédit s'ajoute à d'autres crédits pouvant nécessiter un financement partiel ou intégral plus important en raison de rajustements intervenants aux conditions de service ou d'emploi à la fonction publique fédérale, y compris pour les membres de la Gendarmerie royale du Canada et des Forces canadiennes, les personnes nommées par le gouverneur en conseil et les employés de sociétés d'État, conformément à l'article 83 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*. Les ministères et les organismes ne sont pas tenus de rembourser les fonds provenant du crédit 15.

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

Report budget de fonctionnement (crédit 22 du CT) – Ce crédit s’ajoute à d’autres crédits en autorisant un report des fonds non utilisés de l’exercice précédent, jusqu’à concurrence 5 p. 100 du budget de fonctionnement non dépensé inscrit au budget principal des dépenses d’un ministère ou d’un organisme. Les ministères et les organismes ne sont pas tenus de rembourser les fonds provenant du crédit 22.

Besoins en matière de rémunération (crédit 23 du CT) – Ce crédit s’ajoute à d’autres crédits en assurant au gouvernement les fonds nécessaires pour respecter des exigences juridiques d’employeur, concernant notamment les congés parentaux, les congés de maternité et les indemnités versées lors d’une cessation de service ou d’emploi ainsi que les rajustements aux conditions de service ou d’emploi à la fonction publique. Les ministères peuvent obtenir ce crédit tout au long de l’exercice financier. Les exigences supplémentaires en matière de rémunération sont habituellement définies vers la fin de chaque exercice, et aucune demande n’avait été présentée au Conseil du Trésor pour examen au moment de la préparation du présent budget supplémentaire des dépenses. Les ministères et les organismes ne sont pas tenus de rembourser les fonds provenant du crédit 23.

8. Postes horizontaux inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Une initiative horizontale est une activité dans le cadre de laquelle des partenaires provenant de deux ou plusieurs organismes acceptent, en vertu d’une entente de financement formelle (p. ex., un mémoire au Cabinet, une présentation au Conseil du Trésor, un accord fédéral-provincial) de collaborer à l’atteinte de résultats partagés.

Ce tableau fournit un résumé des postes pour lesquels des fonds sont demandés dans le présent budget supplémentaire des dépenses. Il ne s’agit pas d’une liste exhaustive des initiatives horizontales, mais plutôt d’une vue d’ensemble des initiatives relatives au présent budget supplémentaire des dépenses pour lesquelles deux ou plusieurs organismes demandent une augmentation de leur financement.

9. Transferts entre organisations inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Les ministères demandent souvent à transférer des fonds entre des organisations à diverses fins. Ce tableau présente un résumé de ces transactions.

10. Postes de 1 \$ inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Il arrive souvent que le budget supplémentaire des dépenses inclue des « postes de 1 \$ » visant à demander la modification de la répartition de fonds ou du libellé d’un crédit existant (comme pour les garanties de prêts) déjà approuvés dans le budget principal des dépenses. Un tel poste ne vise pas à demander un financement nouveau ou additionnel, mais à redistribuer entre crédits des autorisations de dépenser existantes et/ou à accorder des autorisations pertinentes. Or, comme aucun nouveau financement n’est demandé, la somme de 1 \$ est strictement symbolique.

Par exemple, les postes de 1 \$ peuvent servir à :

- transférer des fonds d’un crédit à un autre;
- radier des créances;
- modifier une garantie de prêt;
- autoriser une subvention;
- modifier des lois de crédits antérieures.

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

Détails par ministère, organisme et société d'État

Les ministères, organismes et sociétés d'État qui relèvent d'un ministre, ou qui rendent des comptes au Parlement, sont regroupés afin de donner une image d'ensemble par portefeuille.

Il y a cinq sections distinctes pour chaque organisation :

1. sommaire du portefeuille;
2. explication du besoin (crédits à adopter, fonds disponibles, transferts et crédits législatifs);
3. explication des fonds disponibles (s'il y a lieu);
4. paiements de transfert (s'il y a lieu);
5. nouveaux grands projets d'immobilisations (s'il y a lieu).

1. Sommaire du portefeuille

Le tableau fournit tous les renseignements sur les crédits votés et législatifs par ministère, y compris :

- le libellé régissant le crédit ou le poste législatif;
- le total des autorisations à ce jour – budget principal des dépenses, plus tout financement antérieur prévu dans des budgets supplémentaires des dépenses;
- les transferts entre crédits et les transferts entre organisations;
- les rajustements des crédits (nouvelles demandes de financement);
- le total des budgets des dépenses à ce jour.

Si le supplément total pour le programme correspond à zéro ou à un montant négatif pour l'organisation, il ne sera pas inclus dans le projet de loi de crédits pour le présent budget supplémentaire des dépenses. Les montants nets négatifs ou de zéro sont mentionnés uniquement à titre d'information et ne changent pas le projet de loi de crédits.

2. Explication du besoin

Cette section renferme une description des initiatives ou des postes individuels pour lesquels une autorisation de dépenser est demandée. Si l'initiative touche plus d'une organisation, elle est désignée poste horizontal et sera saisie dans le tableau « Postes horizontaux inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses » présenté au début du document.

Cette section sert également à identifier tous les transferts entre organisations, qu'ils se rapportent à un transfert de montants entre des organisations pour atteindre un objectif particulier, du transfert d'une responsabilité liée à l'exécution d'un programme, de rajustements à la suite de modifications apportées aux rouages de l'État qu'a annoncées le gouvernement, ou de transferts au sein d'une organisation pour répondre aux besoins d'un programme. Les transferts n'ont pas d'incidence sur les nouveaux crédits que demandent les organisations. Ils apparaîtront dans le Sommaire du portefeuille séparément des nouveaux crédits, ainsi que dans le tableau sommaire qui porte sur les transferts entre organisations (au début du présent budget supplémentaire des dépenses).

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

3. Explication des fonds disponibles

Cette section fournit des renseignements sur les fonds utilisés pour compenser ou réduire les besoins en nouveaux fonds énoncés dans le budget supplémentaire des dépenses. Des autorisations de dépenser excédentaires disponibles dans un crédit peuvent être réaffectées à un autre crédit afin de réduire le total des dépenses supplémentaires nécessaires et de maintenir au minimum les nouvelles demandes d'autorisations de dépenser faites auprès du Parlement. De même, les autorisations de dépenser excédentaires disponibles par l'entremise de certaines affectations bloquées pourraient être utilisées pour réduire le montant des nouveaux crédits requis, avec l'autorisation du Conseil du Trésor.

Voici quelques exemples d'autorisations de dépenser excédentaires utilisées comme compensations : virement de fonds d'un crédit à un autre au sein d'une même organisation ou report de fonds d'un exercice à un autre au sein d'une même organisation.

4. Paiements de transfert

Ce tableau présente une liste des paiements de transfert, par activité de programme.

Les paiements de transfert comprennent les subventions, les contributions et tous les autres paiements faits pour contribuer à la réalisation des objectifs d'une organisation en contrepartie desquels aucun bien ni service n'est reçu.

Il y a plusieurs différences entre les subventions, les contributions et les autres paiements de transfert :

- i) une contribution est un paiement conditionnel qui peut faire l'objet d'une vérification, contrairement aux subventions;
- ii) les contributions exigent la conclusion d'une entente entre le bénéficiaire et le donateur précisant les modalités et conditions régissant leur versement, à la différence des subventions;
- iii) les autres paiements de transfert sont effectués en vertu d'une loi ou d'une entente qui inclut normalement une formule ou un calendrier de paiements servant à déterminer le montant annuel à verser;
- iv) le libellé utilisé dans le budget des dépenses pour décrire une subvention est à caractère législatif, alors que dans le cas des contributions et des autres paiements de transfert, il sert à informer.

5. Nouveaux grands projets d'immobilisations

Cette section énumère les grands projets d'immobilisations qui ne figuraient pas dans les budgets des dépenses précédents et dont le coût total estimatif s'élève à 1 million de dollars ou plus. L'information est présentée par activité de programme et par province (d'Est en Ouest) et montre les coûts estimatifs totaux et le montant prévu qui sera dépensé durant l'exercice.

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

Explication des articles courants de dépenses

1. *Personnel*

- Traitements et salaires, rétribution des heures supplémentaires, indemnité de cessation d'emploi, salaire rétroactif et autres rémunérations spéciales de tout le personnel civil permanent (à plein temps) ou engagé pour une période déterminée (à temps partiel, saisonnier ou occasionnel), à l'exclusion des employés des sociétés d'État mandataires et propriétaires, ainsi que des membres des forces militaires et de la Gendarmerie royale du Canada.
- Traitements des juges, du gouverneur général et des lieutenants-gouverneurs et indemnités des membres des deux chambres du Parlement, tout genre d'indemnité versée aux employés permanents ou engagés pour une période déterminée ou à leur intention, comme les indemnités de subsistance, suppléments provisoires, indemnités de service à l'étranger, indemnités d'isolement, indemnités de pension et de subsistance, primes de postes, et autres allocations du genre.
- Allocations pour automobile des ministres et indemnités de dépenses des sénateurs et des députés.
- Contributions de l'État à divers régimes d'avantages sociaux des employés (Compte de pension de retraite de la fonction publique, Compte de prestations de retraite supplémentaires, Compte du Régime de pensions du Canada, Régime des rentes du Québec, Compte de prestations de décès de la fonction publique et Compte d'assurance-emploi).
- Compte de pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada, Compte de pension de retraite des Forces canadiennes et Compte d'allocations de retraite des membres du Parlement; contributions de l'État aux régimes d'assurance-maladie et d'assurance-hospitalisation provinciaux et autres; frais de personnel supplémentaire pour diverses fins.

2. *Transports et communications*

- Frais de voyage et de transport des employés du gouvernement ainsi que des membres des Forces armées et de la Gendarmerie royale du Canada; frais de réinstallation de ces personnes et des personnes à leur charge, frais de subsistance et autres frais payés par ces personnes en voyage commandé; dépenses de voyage des juges; dépenses et indemnités de voyage payables aux sénateurs et aux députés.
- Transport de personnes par contrat, nolisement ou autres moyens, y compris les frais de voyage de personnes qui s'occupent de travaux d'arpentage, d'inspections et d'études sur le terrain; frais de déplacement et de transport de personnes qui ne sont pas des employés de l'État, comme les frais de transport d'anciens combattants demandant des traitements ou des pensions.
- Affranchissement ordinaire, courrier aérien, recommandé, colis postal, courrier exprès, ainsi que location de cases postales et tous les autres frais postaux.
- Frais de transport de marchandises à l'égard d'un achat, autres que le coût initial de livraison (compris dans l'article courant applicable au coût de l'achat même), y compris les frais de services de messagerie offerts par l'entreprise privée.
- Tous les frais des services de télécommunication par téléphone, télégraphe, câble, télétype, radio et T.S.F. (droits, taxes, etc.) et autres frais de communication, tels ceux qui découlent des services de messagerie assurés à forfait par des entreprises de l'extérieur et des services de communication fournis par contrat ou entente.

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

3. Information

- Services de promotion pour publicité et autres fins, achetés aux agences de publicité pour du temps d'antenne ou pour des médias imprimés, des placards extérieurs ou des panneaux-réclame. Cela comprend les services de promotion et de création tels que le graphisme.
- Services d'édition pour la passation de commandes, la mise en marché, la distribution et la vente de publications commanditées par le ministère, et pour l'achat de publications connexes de l'État. Sont aussi compris les services d'impression, de duplication, de photocopie, de préparation des textes, de graphisme, de mise en pages et les services techniques et consultatifs tels que le traitement informatique des textes et la transmission en masse des imprimés. De plus, y sont compris les services d'exposition tels que les services d'exposition et les services audiovisuels correspondants se rapportant à des expositions et étalages.
- Services des relations publiques et des affaires publiques pour des sondages sur les comportements et l'évaluation des services, la promotion des ventes, la commercialisation, la mise en valeur des exportations, les relations publiques et la publicité, les sondages d'opinion, ainsi que les marchés concernant l'organisation et l'exploitation des services de contrôle des médias et des groupes cibles. Sont aussi compris les services de rédaction des discours et les services liés aux communiqués de presse, aux séances d'information, aux conférences de presse et aux événements spéciaux.

4. Services professionnels et spéciaux

- Services professionnels offerts par des particuliers ou des organismes comprenant des versements sous forme d'honoraires, de commissions, etc., pour les services de comptables, d'avocats, d'architectes, d'ingénieurs, d'analystes scientifiques, de sténographes judiciaires, de traducteurs; versements aux enseignants œuvrant à différents niveaux dans les établissements d'enseignement; paiements pour les services de médecins, d'infirmières et autre personnel médical; paiement de services de gestion, de traitement des données et autre conseiller en recherche; et de toute autre aide technique, professionnelle et spécialisée de l'extérieur.
- Paiement de traitements hospitaliers, de soins aux anciens combattants et de services d'assistance sociale; paiement de services d'informatique, paiement des frais de scolarité des Indiens inscrits à des institutions d'enseignement qui ne sont pas des écoles fédérales; achat de services de formation en vertu de la *Loi sur la formation professionnelle des adultes* et paiements à l'École de la fonction publique du Canada pour des cours de formation.
- Paiements pour les services du Corps des commissionnaires et autres services contractuels de fonctionnement et d'entretien tels que le service d'autos blindées, les services de buanderie et de nettoyage à sec, les services de nettoyage dans les immeubles, les services d'aide temporaire, les services d'accueil, de stockage, d'entreposage et autres services commerciaux, ainsi que les paiements faits au ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux pour l'administration de marchés.

5. Location

- Location, par le ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux, de propriétés requises à certaines fins par divers ministères et de locaux destinés aux bureaux et aux services du gouvernement.
- Location et affrètement, avec ou sans équipage, de navires, aéronefs, véhicules motorisés et autre matériel, et location d'appareils de télécommunication et de matériel de bureau, y compris les ordinateurs.

Bien qu'elle comporte la location de locaux proprement dits, la location de services d'entreposage figure à l'article courant 4.

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

6. *Achat de services de réparation et d'entretien*

- Travaux de réparation et d'entretien de biens durables mentionnés à l'article courant 8, Acquisition de terrains, de bâtiments et d'ouvrages, exécutés à forfait, ainsi que du matériel visé par l'article courant 9, Acquisition de machines et de matériel.
- Paiements faits au ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux pour les services offerts aux locataires.
- Le coût des matériaux, des fournitures et les autres frais pour les travaux exécutés directement par un ministère sont inscrits sous d'autres rubriques, selon la nature de l'achat.

7. *Services publics, fournitures et approvisionnements*

- Dépenses relatives aux services d'un genre normalement assuré par une municipalité ou un service public, comme l'approvisionnement en eau, l'électricité, le gaz, etc. Y figurent donc les taxes d'eau, les frais d'éclairage, d'énergie et de gaz, et le paiement de ces services, qu'ils soient obtenus de la municipalité ou d'ailleurs.
- Achat des fournitures et approvisionnements requis pour assurer le fonctionnement et le maintien réguliers des services de l'État. Sont inclus :
 - essence et huile achetées en grandes quantités, combustible ou carburant pour navires, avions, transport, chauffage
 - aliments pour bétail
 - aliments et autres fournitures pour navires et établissements
 - bestiaux achetés pour consommation ou revente
 - graines de semence
 - livres et autres publications achetés pour diffusion à l'extérieur
 - uniformes et fourniment
 - photographies, cartes terrestres et marines achetées à des fins d'administration et de fonctionnement
 - fournitures scientifiques et de laboratoire, y compris échantillons pour essais
 - fournitures pour dessin, tirage de bleus et travaux d'art; fournitures pour les levés topographiques, études
 - produits chimiques
 - approvisionnements hospitaliers, chirurgicaux et médicaux
 - œuvres d'art pour expositions et documents historiques pour galeries, musées et archives
 - fournitures du service de nettoyage
 - bois et charbon
 - fournitures électriques
 - pièces de réparation autres que les pièces accompagnant normalement le matériel au moment de l'achat d'aéronefs, de navires, de véhicules routiers, de matériel de communication et autre équipement, et autres fournitures et approvisionnements

8. *Acquisition de terrains, de bâtiments et d'ouvrages*

- Toutes les dépenses relatives à l'acquisition de bâtiments, chemins, ouvrages d'irrigation, canaux, aéroports, quais, ponts et toute autre immobilisation de ce genre.
- Améliorations comportant des rajouts ou des modifications de structure, ainsi que le coût d'installation du matériel fixe qui fait partie intégrante de l'ouvrage ou de la structure, comme les ascenseurs, les appareils de chauffage et d'aération.
- Tous les travaux de reconstruction de ces types de biens matériels comme les projets réalisés en vertu d'un contrat ou d'un accord.
- Achat de terrains.

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

Les dépenses liées à des contrats pour de nouvelles constructions pour les employés occasionnels embauchés ou pour les employés permanents qui travaillent à plein temps ou à temps partiel à des projets précis, les frais de déplacement, les services professionnels, la location de matériel, l'entretien de matériel et les matériaux achetés spécialement pour servir à ces travaux sont imputés aux articles courants pertinents (articles courants 01 à 09).

9. *Acquisition de machines et de matériel*

- Dépenses relatives à l'acquisition de toutes les machines, de tout le matériel, des fournitures et du mobilier de bureau, du matériel informatique et électronique ou de tout autre accessoire de bureau.
- Matériel et accessoires à microfilmer, matériel de communication entre bureaux, machines à affranchir avec compteur, cylindres pour machines enregistreuses et tout autre accessoire de bureau.
- Véhicules automobiles, avions, tracteurs, matériel de voirie, matériel de télécommunications et autre appareillage du même genre; matériel scientifique et de laboratoire, navires, brise-glaces et matériel auxiliaire de la navigation, ainsi que tout autre genre de matériel lourd et léger; munitions et divers genres de matériel pour la Défense nationale, tels que navires, avions, matériel mécanique, véhicules de combat, armes, moteurs et pièces de rechange habituellement achetées avec ce matériel au moment de l'achat.

10. *Paiements de transfert*

- Subventions et contributions, subsides et tous les autres paiements de transfert versés par l'État.
- Paiements importants relatifs au bien-être versés à des particuliers, comme les prestations de la Sécurité de la vieillesse et les allocations de ce genre, les allocations et les pensions des anciens combattants.
- Subventions et paiements aux provinces et aux territoires en vertu de la *Loi constitutionnelle*, de la *Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces* et du Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux et pour les langues officielles.
- Paiements aux Indiens et aux Inuits, afin de soutenir les initiatives d'autonomie gouvernementale et les programmes dans le domaine social, de la santé, de l'éducation et du développement communautaire, et ce, en conformité avec les revendications des Autochtones.
- Paiements aux gouvernements territoriaux en vertu des ententes de financement conclues par le ministre des Finances et les ministres des Finances des territoires.
- Subventions et capitaux consentis à l'industrie; subventions aux fins de recherches et autres mesures d'aide relatives aux recherches effectuées par des organismes non gouvernementaux; bourses d'études.
- Subventions de soutien consenties à de nombreux organismes nationaux et internationaux sans but lucratif.
- Contributions à des organismes internationaux et droits d'affiliation à ces organismes, comme la contribution au programme d'aide alimentaire internationale et la cotisation du Canada aux Nations Unies.

La plupart des paiements compris dans cette catégorie d'article courant sont détaillés dans le budget des dépenses sous les rubriques « Subventions » ou « Contributions ». Les premières ne sont pas soumises à la vérification et sont, par conséquent, soumises à l'approbation du Parlement en ce qui concerne le montant, le bénéficiaire et même leur objet, par le biais de l'approbation du projet de loi de crédits qui précise les « Subventions énumérées dans le budget des dépenses »; les secondes sont soumises à la vérification et ne donc sont pas aussi limitées.

11. *Service de la dette publique*

- Intérêts de la dette non échue du Canada (y compris les bons du Trésor) et autres passifs comme le fonds de fiducie et autres fonds spéciaux.
- Frais d'émission de nouveaux emprunts, amortissement de l'escompte à l'émission d'obligations, primes et commissions afférentes aux obligations.
- Frais administratifs et afférents à la dette publique.

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

12. *Autres subventions et paiements*

- Paiements à des sociétés d'État, y compris les versements destinés à combler les déficits de fonctionnement et les autres paiements de transfert versés aux sociétés d'État.
- Versements à certains comptes non budgétaires (comme les contributions de l'État au compte de stabilisation des prix des produits agricoles ou les prestations relatives à la *Loi sur les terres destinées aux anciens combattants*), ainsi que l'amortissement de plusieurs types de pertes, le rajustement annuel des réserves pour les créances et certains autres postes « Divers ».

Sous le titre « Divers » figurent certaines dépenses comme les licences, les permis et droits de bassin, de touage, de mise à quai et d'amarrage, le cautionnement d'employés de l'État, la perte d'effets personnels et les dépenses relatives à de petits articles et à divers services. Sont compris également des fonds pour de nombreux articles de dépense et services qui ne peuvent être mentionnés sous les diverses rubriques du présent sommaire.

TABLEAUX SOMMAIRES

Sommaire du présent budget supplémentaire des dépenses

Sommaire des budgets des dépenses à ce jour pour 2007-2008

Annexes proposées au projet de loi de crédits

Postes législatifs du présent budget supplémentaire des dépenses

Sommaire des modifications apportées aux crédits votés

Budget supplémentaire des dépenses par article courant de dépense

Affectations des crédits centraux du Conseil du Trésor

Postes horizontaux inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Transferts entre organisations inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Postes de 1 \$ inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Sommaire du présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère ou organisme	Autorisations à ce jour	
	<i>Non Budgétaire</i>	<i>budgétaire</i>
AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL		
Ministère	2 002 226 044	679 000 000
Agence canadienne de développement international.....	3 026 542 522	22 643 002
Centre de recherches pour le développement international	137 441 000	.....
Commission mixte internationale	5 784 000	.....
AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN		
Ministère	6 232 167 422	74 503 000
Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones	596 693 000	.....
AGENCE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU CANADA POUR LES RÉGIONS DU QUÉBEC	394 700 000	.....
AGENCE DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DU CANADA ATLANTIQUE		
Ministère	366 329 000	.....
AGENCE DU REVENU DU CANADA		
AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE	3 547 647 752	.....
Ministère	2 434 320 524	.....
Agence canadienne d'inspection des aliments.....	587 351 000	.....
Commission canadienne des grains	34 732 000	.....
ANCIENS COMBATTANTS	3 375 649 522	.....
CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION		
Ministère	1 187 330 522	1
Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada	113 612 000	.....
CONSEIL DU TRÉSOR		
Secrétariat	3 000 146 522	.....
Commissariat à l'intégrité du secteur public .....	.....	.....
Bureau du directeur des lobbyistes	3 363 000	.....
Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada.....	69 060 000	.....
CONSEIL PRIVÉ		
Ministère	127 303 366	.....
Commissariat aux langues officielles	19 214 000	.....
DÉFENSE NATIONALE		
Ministère	16 881 604 778	.....
DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE DE L'OUEST CANADIEN		
.....	253 210 000	.....
ENVIRONNEMENT		
Ministère	841 953 522	.....
Agence canadienne d'évaluation environnementale.....	16 540 000	.....
Agence Parcs Canada.....	650 059 221	.....
FINANCES		
Ministère	75 811 433 522	5 247 001
Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada.....	44 893 000	.....
INDUSTRIE		
Ministère	995 339 522	800 000
Agence spatiale canadienne	368 182 000	.....
Conseil national de recherches du Canada.....	672 539 000	.....
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	899 551 000	.....
Conseil de recherches en sciences humaines	619 260 000	.....
Statistique Canada.....	454 113 000	.....
JUSTICE		
Ministère	595 671 522	.....
Commissaire à la magistrature fédérale.....	400 274 000	.....
Service administratif des tribunaux judiciaires.....	57 728 000	.....
Bureau du directeur des poursuites pénales	98 526 000	.....
PARLEMENT		
Chambre des communes	410 530 912	.....
Commissariat aux conflits d'intérêts et à l'éthique.....	5 140 000	.....

* Voir la note au bas de la page 38.

	Présent budget supplémentaire des dépenses					Total – Budgets des dépenses à ce jour		
	Transfert	Budgétaire		Non budgétaire		Total	Budgétaire	Non budgétaire
		À voter	Législatifs	À voter	Législatifs			
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	
32 926 983	219 613 584	4 500 000	.....	.....	257 040 567	2 259 266 611	679 000 000
(19 094 739)	22 447 229	42 140 063	26 583 333	.....	72 075 886	3 072 035 075	49 226 335
2 500 000	10 500 000	.....	.....	.....	13 000 000	150 441 000	.....
.....	1 436 000	.....	.....	.....	1 436 000	7 220 000	.....
64 049 109	139 203 424	6 088 888	.....	.....	209 341 421	6 441 508 843	74 503 000
.....	25 589 000	.....	.....	.....	25 589 000	622 282 000	.....
(803 800)	6 080 877	.....	.....	.....	5 277 077	399 977 077	.....
(99 612)	2 832 809	.....	.....	.....	2 733 197	369 062 197	.....
257 688 988	53 936 519	.....	.....	.....	311 625 507	3 859 273 259	.....
133 399	148 924 793	431 450 000	.....	.....	580 508 192	3 014 828 716	.....
(2 237 809)	24 947 097	.....	.....	.....	22 709 288	610 060 288	.....
.....	7 300 000	.....	.....	.....	7 300 000	42 032 000	.....
(335 611)	43 202 899	.....	.....	.....	42 867 288	3 418 516 810	.....
(8 812 484)	11 541 777	.....	.....	.....	2 729 293	1 190 059 815	1
.....	136 000	.....	.....	.....	136 000	113 748 000	.....
(235 043 118)	1 920 023 552	.....	.....	.....	1 684 980 434	4 685 126 956	.....
1 425 420	6 507 000	.....	.....	.....	7 932 420	7 932 420	.....
.....	1 241 549	.....	.....	.....	1 241 549	4 604 549	.....
23 814	23 110 495	.....	.....	.....	23 134 309	92 194 309	.....
(6 805)	14 270 147	.....	.....	.....	14 263 342	141 566 708	.....
.....	881 729	.....	.....	.....	881 729	20 095 729	.....
(2 744 594)	1 558 531 639	.....	.....	.....	1 555 787 045	18 437 391 823	.....
4 996 492	66 202 819	.....	.....	.....	71 199 311	324 409 311	.....
235 205 654	55 510 537	.....	.....	.....	290 716 191	1 132 669 713	.....
37 200	5 845 126	.....	.....	.....	5 882 326	22 422 326	.....
(250 000)	12 419 834	.....	.....	.....	12 169 834	662 229 055	.....
63 134	272 177	5 023 627 391	1	.....	5 023 962 703	80 835 396 224	5 247 002
.....	5 420 750	.....	.....	.....	5 420 750	50 313 750	.....
(45 587 505)	373 591 576	.....	.....	.....	328 004 071	1 323 343 593	800 000
(2 850 000)	1 246 702	.....	.....	.....	(1 603 298)	366 578 702	.....
649 515	43 576 218	.....	.....	.....	44 225 733	716 764 733	.....
(285 844)	56 524 096	.....	.....	.....	56 238 252	955 789 252	.....
881 731	29 036 227	.....	.....	.....	29 917 958	649 177 958	.....
(51 464)	594 154	.....	.....	.....	542 690	454 655 690	.....
(166 191)	127 287 422	.....	.....	.....	127 121 231	722 792 753	.....
.....	395 601	.....	.....	.....	395 601	400 669 601	.....
.....	3 223 830	.....	.....	.....	3 223 830	60 951 830	.....
.....	14 226 320	.....	.....	.....	14 226 320	112 752 320	.....
.....	6 508 248	982 200	.....	.....	7 490 448	418 021 360	.....
.....	672 000	.....	.....	.....	672 000	5 812 000	.....

Sommaire du présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère ou organisme	Autorisations à ce jour	
	<i>Non Budgétaire</i>	<i>budgétaire</i>
PATRIMOINE CANADIEN		
Ministère	1 363 014 522	.....
Conseil des Arts du Canada	181 321 250	.....
Société Radio-Canada	1 043 953 000	.....
Musée canadien des civilisations	61 136 000	.....
Musée canadien de la nature	84 221 000	.....
Bibliothèque et Archives du Canada	119 303 000	.....
Société du Centre national des Arts	35 215 575	.....
Commission des champs de bataille nationaux	13 241 000	.....
Musée des beaux-arts du Canada	46 752 000	.....
Musée national des sciences et de la technologie	25 835 000	.....
Commission des relations de travail dans la fonction publique	11 405 000	.....
Greffé du Tribunal de la protection des fonctionnaires divulgateurs d'actes répréhensibles .....	.....	.....
Condition féminine – Bureau de la coordonnatrice	19 889 000	.....
Téléfilm Canada	104 649 000	.....
PÊCHES ET OCÉANS	1 538 588 522	.....
RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES		
Ministère	39 605 296 044	855 695 000
Société canadienne d'hypothèques et de logement	1 985 382 000	(258 431 000)
RESSOURCES NATURELLES		
Ministère	2 145 120 522	.....
Énergie atomique du Canada limitée	103 749 000	.....
Office national de l'énergie	38 129 000	.....
SANTÉ		
Ministère	3 028 263 000	.....
Instituts de recherche en santé du Canada	869 521 000	.....
Agence de la santé publique du Canada	658 342 000	.....
SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE		
Ministère	428 049 666	.....
Agence des services frontaliers du Canada	1 613 234 157	.....
Service canadien du renseignement de sécurité	346 475 000	.....
Service correctionnel	1 870 033 000	.....
Commission nationale des libérations conditionnelles	43 199 000	.....
Bureau de l'enquêteur correctionnel	3 132 000	.....
Gendarmerie royale du Canada	2 368 420 880	.....
Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada	1 192 000	.....
Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada	5 622 000	.....
TRANSPORTS		
Ministère	859 026 522	.....
Commission de la capitale nationale	94 161 000	.....
Bureau de l'infrastructure du Canada	2 017 697 000	.....
Société du Vieux-Port de Montréal inc.	18 800 000	.....
Les ponts Jacques-Cartier et Champlain Incorporée	65 839 000	.....
Tribunal d'appel des transports du Canada	1 333 000	.....
VIA Rail Canada Inc.	169 001 000	.....
TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX	2 533 686 522	.....
Tous les autres ministères et organismes non visés par le présent budget des dépenses	1 784 317 826	.....
Comptes à fins déterminées consolidés	16 058 500 000	.....
Total des Budgets des dépenses	210 625 631 203	1 379 457 004

Nota : Le montant des autorisations à ce jour comprend les fonds pour l'Agence du revenu du Canada, l'Agence Parcs Canada et l'Agence des Services frontaliers du Canada qui ont été votés en 2006-2007 et qui seront dépensés en 2007-2008.

	Présent budget supplémentaire des dépenses					Total – Budgets des dépenses à ce jour		
	<i>Transfert</i>	Budgétaire		Non budgétaire		<i>Total</i>	<i>Budgétaire</i>	<i>Non budgétaire</i>
		<i>À voter</i>	<i>Législatifs</i>	<i>À voter</i>	<i>Législatifs</i>			
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	
(9 872 990)	87 688 218	.....	.....	.....	77 815 228	1 440 829 750	.....
456 327	1	.....	.....	.....	456 328	181 777 578	.....
.....	60 000 000	.....	.....	.....	60 000 000	1 103 953 000	.....
.....	725 400	.....	.....	.....	725 400	61 861 400	.....
.....	720 000	.....	.....	.....	720 000	84 941 000	.....
23 162 000	12 360 789	.....	.....	.....	35 522 789	154 825 789	.....
342 640	20 368 000	.....	.....	.....	20 710 640	55 926 215	.....
325 000	1	.....	.....	.....	325 001	13 566 001	.....
.....	4 650 000	.....	.....	.....	4 650 000	51 402 000	.....
.....	4 736 000	.....	.....	.....	4 736 000	30 571 000	.....
.....	2 548 500	.....	.....	.....	2 548 500	13 953 500	.....
.....	1 643 600	.....	.....	.....	1 643 600	1 643 600	.....
.....	5 687 058	.....	.....	.....	5 687 058	25 576 058	.....
550 000	1	.....	.....	.....	550 001	105 199 001	.....
2 278 507	131 022 717	.....	.....	.....	133 301 224	1 671 889 746	.....
12 877 151	51 131 434	.....	.....	.....	64 008 585	39 669 304 629	855 695 000
.....	222 730 000	141 000	.....	.....	222 871 000	2 208 253 000	(258 431 000)
(1 730 932)	3	.....	.....	.....	(1 730 929)	2 143 389 593	.....
.....	108 707 000	.....	.....	.....	108 707 000	212 456 000	.....
.....	8 371 130	.....	.....	.....	8 371 130	46 500 130	.....
(1 736 192)	191 657 625	9 328 033	.....	.....	199 249 466	3 227 512 466	.....
543 590	47 187 286	.....	.....	.....	47 730 876	917 251 876	.....
(2 525 199)	14 918 944	.....	.....	.....	12 393 745	670 735 745	.....
(31 363 634)	28 352 930	.....	.....	.....	(3 010 704)	425 038 962	.....
14 139 948	12 237 436	.....	.....	.....	26 377 384	1 639 611 541	.....
(1 529 900)	33 653 181	.....	.....	.....	32 123 281	378 598 281	.....
2 822 461	101 186 502	.....	.....	.....	104 008 963	1 974 041 963	.....
(2 327 800)	2 628 300	.....	.....	.....	300 500	43 499 500	.....
.....	240 965	.....	.....	.....	240 965	3 372 965	.....
29 135 920	230 809 169	.....	.....	.....	259 945 089	2 628 365 969	.....
.....	360 440	.....	.....	.....	360 440	1 552 440	.....
.....	1 650 267	.....	.....	.....	1 650 267	7 272 267	.....
(880 631)	203 383 674	.....	.....	.....	202 503 043	1 061 529 565	.....
.....	800 800	.....	.....	.....	800 800	94 961 800	.....
(23 318 512)	1 127 782 421	.....	.....	.....	1 104 463 909	3 122 160 909	.....
.....	100 000	.....	.....	.....	100 000	18 900 000	.....
.....	50 000	.....	.....	.....	50 000	65 889 000	.....
199 250	1	.....	.....	.....	199 251	1 532 251	.....
.....	71 460 000	.....	.....	.....	71 460 000	240 461 000	.....
(293 758 867)	211 690 806	.....	.....	.....	(82 068 061)	2 451 618 461	.....
.....	.....	.....	.....	.....	.....	1 784 317 826	.....
.....	.....	.....	.....	.....	.....	16 058 500 000	.....
.....	8 048 052 355	5 518 257 575	26 583 334	.....	13 592 893 264	224 268 518 133	1 406 040 338

Sommaire des budgets des dépenses à ce jour pour 2007 - 2008

Budgets des dépenses précédents :

Budget principal des dépenses

Présent budget supplémentaire des dépenses

Total des budgets des dépenses à ce jour

Dépenses budgétaires			Dépenses non budgétaires			Total
Crédits à voter	Autorisations législatives	Total	Crédits à voter	Autorisations législatives	Total	
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
75 320 084 115	135 382 124 088	210 702 208 203	94 303 003	1 285 154 001	1 379 457 004	212 081 665 207
8 048 052 355	5 518 257 575	13 566 309 930	26 583 334	.....	26 583 334	13 592 893 264
83 368 136 470	140 900 381 663	224 268 518 133	120 886 337	1 285 154 001	1 406 040 338	225 674 558 471

Nota : Le budget des dépenses précédent comprend les fonds pour l'Agence du revenu du Canada, l'Agence Parcs Canada et l'Agence des services frontaliers du Canada qui ont été votés en 2006-2007 et qui seront dépensés en 2007-2008.

Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL		
	MINISTÈRE		
1a	<p>Affaires étrangères et Commerce international – Dépenses de fonctionnement, y compris, sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, la rémunération et les autres dépenses des Canadiens affectés par le gouvernement canadien au personnel d'organismes internationaux et autorisation de faire des avances recouvrables jusqu'à concurrence de la part des frais payables par ces organismes; autorisation au gouverneur en conseil de nommer et de fixer les salaires des hauts-commissaires, ambassadeurs, ministres plénipotentiaires, consuls, membres des commissions internationales, le personnel de ces diplomates et d'autres personnes pour représenter le Canada dans un autre pays; dépenses relatives aux locaux de l'Organisation de l'aviation civile internationale; dépenses recouvrables aux fins d'aide aux citoyens canadiens et personnes domiciliées au Canada, y compris les personnes à leur charge, qui sont dans le besoin à l'étranger et rapatriement de ces personnes; programmes de relations culturelles et d'échanges universitaires avec d'autres pays; et, conformément au paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, autorisation de dépenser les recettes perçues au cours d'un exercice pour compenser les dépenses connexes survenues au cours de l'exercice pour : la prestation de services aux Centres canadiens des affaires, aux Centres canadiens d'éducation; des services de formation offerts par l'Institut canadien du service extérieur; les foires et les missions commerciales et d'autres services de développement du commerce international; des services de développement des investissements; des services de télécommunication internationale; des publications ministérielles; d'autres services fournis à l'étranger à d'autres ministères, à des organismes, à des sociétés d'État et à d'autres organisations non fédérales; des services consulaires spécialisés; et des programmes internationaux d'échanges pour l'emploi des jeunes et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i>, rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 13 031 000 \$ du crédit 10 (Affaires étrangères et Commerce international), de 3 089 200 \$ du crédit 25 (Affaires étrangères et Commerce international), de 5 678 000 \$ du crédit 1 (Citoyenneté et Immigration), de 1 103 800 \$ du crédit 20 (Sécurité publique et Protection civile), de 830 780 \$ du crédit 1 (Défense nationale), de 516 600 \$ du crédit 1 (Patrimoine canadien), de 530 800 \$ du crédit 10 (Sécurité publique et Protection civile), de 407 664 \$ du crédit 1 (Sécurité publique et Protection civile), de 348 900 \$ du crédit 1 (Justice), de 316 100 \$ du crédit 30 (Agriculture et Agroalimentaire), de 275 000 \$ du crédit 1 (Pêches et Océans), de 264 100 \$ du crédit 1 (Conseil du Trésor), de 251 240 \$ du crédit 1 (Santé), de 236 000 \$ du crédit 1 (Anciens combattants), de 170 100 \$ du crédit 1 (Agriculture et Agroalimentaire), de 169 900 \$ du crédit 1 (Agence du revenu du Canada), de 119 000 \$ du crédit 45 (Sécurité publique et Protection civile), de 55 700 \$ du crédit 1 (Ressources naturelles) et de 31 300 \$ du crédit 1 (Travaux publics et Services gouvernementaux) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2007-2008</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....</p>	32 549 863	

Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL <i>(suite)</i>		
	MINISTÈRE <i>(suite et fin)</i>		
5a	Affaires étrangères et Commerce international – Dépenses en capital – Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 388 200 \$ du crédit 25 (Affaires étrangères et Commerce international), de 2 718 000 \$ du crédit 1 (Citoyenneté et Immigration), de 606 600 \$ du crédit 20 (Sécurité publique et Protection civile), de 319 500 \$ du crédit 1 (Défense nationale), de 223 100 \$ du crédit 10 (Sécurité publique et Protection civile), de 154 800 \$ du crédit 1 (Patrimoine canadien), de 117 900 \$ du crédit 30 (Agriculture et Agroalimentaire), de 73 400 \$ du crédit 1 (Agriculture et Agroalimentaire), de 65 000 \$ du crédit 1 (Anciens combattants), de 60 600 \$ du crédit 1 (Agence du revenu du Canada), de 27 300 \$ du crédit 1 (Ressources naturelles), de 18 400 \$ du crédit 1 (Travaux publics et Services gouvernementaux), de 17 800 \$ du crédit 1 (Justice), de 16 600 \$ du crédit 1 (Santé) et de 7 500 \$ du crédit 1 (Conseil du Trésor) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2007-2008</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	61 789 720	
10a	Affaires étrangères et Commerce international – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 2 280 000 \$ du crédit 1 (Affaires étrangères et Commerce international), de 12 617 339 \$ du crédit 25 (Affaires étrangères et Commerce international), de 50 000 \$ du crédit 5 (Patrimoine canadien), de 42 000 \$ du crédit 1 (Santé), de 42 000 \$ du crédit 1 (Environnement) et de 25 000 \$ du crédit 10 (Affaires indiennes et du Nord canadien) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2007-2008</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	125 274 000	
12a	Pour augmenter, en vertu du paragraphe 10(3.1) de la <i>Loi sur le développement des exportations</i> , la dette éventuelle de la Société dont il est question à l'alinéa 10(3)b) de cette loi de 27 000 000 000 \$ à 30 000 000 000 \$.....	1	
			219 613 584
	AGENCE CANADIENNE DE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL		
20a	Agence canadienne de développement international – Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 11 240 423 \$ du crédit 25 (Affaires étrangères et Commerce international) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2007-2008</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	4 247 229	
25a	Agence canadienne de développement international – Subventions inscrites au Budget des dépenses, contributions et paiements aux institutions financières internationales conformément à la <i>Loi d'aide au développement international (institutions financières)</i> , aux fins d'aide au développement international et d'assistance humanitaire internationale et à d'autres fins précisées, sous forme de paiements comptants et de fourniture de biens, denrées ou services.....	18 200 000	
L40a	Contributions en termes d'investissements en accord avec la partie 3 de la <i>Loi sur le fonds canadien pour l'Afrique</i>	26 583 333	
			49 030 562

Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL <i>(fin)</i>		
	CENTRE DE RECHERCHES POUR LE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL		
45a	Versements au Centre de recherches pour le développement international – Pour autoriser le virement au présent crédit de 2 000 000 \$ du crédit 25 (Affaires étrangères et Commerce international), de 431 250 \$ du crédit 20 (Santé) et de 68 750 \$ du crédit 15 (Santé) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2007-2008</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de		10 500 000
	COMMISSION MIXTE INTERNATIONALE		
50a	Commission mixte internationale – Dépenses du Programme		1 436 000
	AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN		
	MINISTÈRE		
1a	Affaires indiennes et du Nord canadien – Dépenses de fonctionnement et <i>a)</i> dépenses ayant trait aux ouvrages, bâtiments et matériel, et dépenses et dépenses recouvrables relativement aux services fournis et aux travaux effectués sur des propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral; <i>b)</i> autorisation d'affecter des fonds, dans le cadre des activités de progrès économique des Indiens et des Inuits, pour assurer le développement de la capacité des Indiens et des Inuits, et pour l'approvisionnement en matériaux et en matériel; <i>c)</i> autorisation de vendre l'électricité aux consommateurs particuliers qui vivent dans des centres éloignés et qui ne peuvent pas compter sur les sources locales d'approvisionnement, conformément aux conditions approuvées par le gouverneur en conseil; <i>d)</i> et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an.– Pour autoriser le virement au présent crédit de 11 881 171 \$ du crédit 1 (Industrie) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2007-2008</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	13 990 992	
10a	Affaires indiennes et du Nord canadien – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 37 250 000 \$ du crédit 10 (Industrie), de 7 506 000 \$ du crédit 55 (Transports), de 1 920 615 \$ du crédit 5 (Patrimoine canadien) et de 488 387 \$ du crédit 5 (Santé) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2007-2008</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	105 212 430	
15a	Paiements à la Société canadienne des postes conformément à l'entente entre le ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien et la Société canadienne des postes dans le but de fournir le service aérien omnibus de colis destinés au Nord....	20 000 000	

Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN <i>(suite et fin)</i>		
	MINISTÈRE <i>(suite et fin)</i>		
20a	Bureau de l'Interlocuteur fédéral auprès des Métis et des Indiens non inscrits – Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 242 105 \$ du crédit 1 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2007-2008</i>	1	
25a	Bureau de l'Interlocuteur fédéral auprès des Métis et des Indiens non inscrits – Contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 4 934 750 \$ du crédit 5 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2007-2008</i>	1	139 203 424
	BUREAU DU CANADA SUR LE RÈGLEMENT DES QUESTIONS DES PENSIONNATS AUTOCHTONES		
55a	Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones – Dépenses de fonctionnement.....	589 000	
60a	Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones – Contributions.....	25 000 000	25 589 000
	AGENCE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU CANADA POUR LES RÉGIONS DU QUÉBEC		
1a	Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec – Dépenses de fonctionnement et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an.....	2 080 877	
5a	Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec – Contributions.....	4 000 000	6 080 877
	AGENCE DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DU CANADA ATLANTIQUE		
	MINISTÈRE		
1a	Agence de promotion économique du Canada atlantique – Dépenses de fonctionnement et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 57 000 \$ du crédit 55 (Transports) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2007-2008</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	.....	2 832 809

Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE		
	MINISTÈRE		
1a	Agriculture et Agroalimentaire – Dépenses de fonctionnement et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les recettes provenant des ententes de recherche concertée et des services de recherche, des activités de pâturage et de reproduction du Programme de pâturages communautaires, et de l'administration du Programme canadien de stabilisation du revenu agricole, et de compenser les dépenses engagées durant l'exercice.....	27 965 451	
5a	Agriculture et Agroalimentaire – Dépenses en capital – Pour autoriser le virement au présent crédit de 42 000 \$ du crédit 5 (Défense nationale) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2007-2008</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	21 927 157	
10a	Agriculture et Agroalimentaire – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 400 000 \$ du crédit 5 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2007-2008</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	99 032 185	
			148 924 793
	AGENCE CANADIENNE D'INSPECTION DES ALIMENTS		
30a	Agence canadienne d'inspection des aliments – Dépenses de fonctionnement et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 255 000 \$ du crédit 5 (Défense nationale) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2007-2008</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de		24 947 097
	COMMISSION CANADIENNE DES GRAINS		
40a	Commission canadienne des grains – Dépenses du Programme.....		7 300 000

Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
ANCIENS COMBATTANTS			
1a	Anciens combattants – Dépenses de fonctionnement; entretien de propriétés, y compris les dépenses afférentes à des travaux de génie et de recherche technique qui n'ajoutent aucune valeur tangible à la propriété immobilière, aux taxes, à l'assurance et au maintien des services publics; autorisation, sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, d'effectuer les travaux de réparation nécessaires sur des propriétés construites en vertu de contrats particuliers à prix ferme et vendues conformément à la <i>Loi sur les terres destinées aux anciens combattants</i> (S.R.C. 1970, ch. V-4), afin de corriger des déficiences dont ni l'ancien combattant ni l'entrepreneur ne peuvent être tenus financièrement responsables ainsi que tout autre travail qui s'impose sur d'autres propriétés afin de sauvegarder l'intérêt que le directeur y possède et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an	42 802 899	
5a	Anciens combattants – Dépenses en capital	400 000	43 202 899
CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION			
MINISTÈRE			
1a	Citoyenneté et Immigration – Dépenses de fonctionnement et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 222 500 \$ du crédit 5 (Patrimoine canadien), de 85 000 \$ du crédit 1 (Ressources humaines et Développement des compétences) et de 85 000 \$ du crédit 35 (Santé) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2007-2008</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	9 925 904	
2a	Citoyenneté et Immigration – Conformément au paragraphe 25(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , radier des Comptes du Canada 2 813 dettes dues à Sa Majesté du chef du Canada, s'élevant au total à 1 620 031 \$ relativement à des prêts versés à des immigrants aux termes de l'article 88 de la <i>Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés</i> - Pour autoriser le virement au présent crédit de 4 158 \$ du crédit 1 (Citoyenneté et Immigration) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2007-2008</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	1 615 873	11 541 777
COMMISSION DE L'IMMIGRATION ET DU STATUT DE RÉFUGIÉ DU CANADA			
10a	Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada – Dépenses du Programme		136 000

Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	CONSEIL DU TRÉSOR		
	SECRETARIAT		
1a	Secrétariat du Conseil du Trésor – Dépenses de fonctionnement et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an et autorisation de dépenser les recettes produites durant l'exercice provenant des activités du Secrétariat du Conseil du Trésor	13 832 551	
5a	Éventualités du gouvernement – Sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, pour augmenter d'autres crédits et pour payer des dépenses diverses, urgentes ou imprévues qui n'ont pas autrement été pourvues, y compris les subventions et les contributions qui ne sont pas énumérées dans le budget des dépenses et l'augmentation du montant des subventions qui y sont énumérées quand ces dépenses s'inscrivent dans le mandat légal d'une organisation gouvernementale et autorisation de réemployer les sommes affectées à des besoins, tirées d'autres crédits et versées au présent crédit	1	
10a	Initiatives pangouvernementales	20 697 000	
15a	Rajustements de la rémunération – Sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, pour augmenter d'autres crédits qui peuvent nécessiter un financement partiel ou intégral par suite de rajustements effectués aux modalités de service ou d'emploi de l'administration publique fédérale, y compris les membres de la Gendarmerie royale du Canada et les Forces canadiennes, les personnes nommées par le gouverneur en conseil et les sociétés d'État au sens de l'article 83 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>	185 494 000	
22a	Report du budget de fonctionnement – Sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, pour augmenter d'autres crédits en raison du report du budget de fonctionnement de l'exercice précédent	1 200 000 000	
23a	Besoins en matière de rémunération – Sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, pour augmenter d'autres crédits pour des besoins relatifs aux prestations parentales et de maternité, aux versements liés à la cessation de service ou d'emploi, aux rajustements apportés aux modalités de service ou d'emploi dans la fonction publique, y compris pour les membres de la Gendarmerie royale du Canada et des Forces canadiennes, qui n'ont pas été pourvus par le crédit 15, Rajustements aux montants compensatoires	500 000 000	
			1 920 023 552
	COMMISSARIAT À L'INTÉGRITÉ DU SECTEUR PUBLIC		
27a	Commissariat à l'intégrité du secteur public – Dépenses du Programme – Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 425 420 \$ du crédit 35 (Conseil du Trésor) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2007-2008</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de		6 507 000
	BUREAU DU DIRECTEUR DES LOBBYISTES		
30a	Bureau du directeur des lobbyistes – Dépenses du Programme		1 241 549

Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	CONSEIL DU TRÉSOR <i>(suite et fin)</i>		
	AGENCE DE GESTION DES RESSOURCES HUMAINES DE LA FONCTION PUBLIQUE DU CANADA		
35a	Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada – Dépenses du Programme – Pour autoriser le virement au présent crédit de 8 518 \$ du crédit 1 (Conseil du Trésor), de 448 000 \$ du crédit 20 (Conseil du Trésor), de 203 849 \$ du crédit 1 (Ressources humaines et Développement des compétences), de 137 539 \$ du crédit 25 (Sécurité publique et Protection civile), de 111 152 \$ du crédit 10 (Sécurité publique et Protection civile), de 65 101 \$ du crédit 1 (Agriculture et Agroalimentaire), de 58 809 \$ du crédit 30 (Agriculture et Agroalimentaire), de 58 240 \$ du crédit 1 (Affaires étrangères et Commerce international), de 57 554 \$ du crédit 1 (Environnement), de 51 464 \$ du crédit 95 (Industrie), de 44 960 \$ du crédit 1 (Transports), de 41 096 \$ du crédit 1 (Ressources naturelles), de 36 919 \$ du crédit 1 (Affaires indiennes et du Nord canadien), de 34 859 \$ du crédit 1 (Citoyenneté et Immigration), de 34 611 \$ du crédit 1 (Anciens combattants), de 19 801 \$ du crédit 1 (Patrimoine canadien), de 8 866 \$ du crédit 1 (Finances), de 7 171 \$ du crédit 1 (Sécurité publique et Protection civile), de 6 805 \$ du crédit 1 (Conseil privé), de 6 612 \$ du crédit 1 (Agence de promotion économique du Canada atlantique), de 3 800 \$ du crédit 1 (Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec) et de 3 508 \$ du crédit 1 (Diversification de l'économie de l'Ouest canadien) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2007-2008</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de		23 110 495
	CONSEIL PRIVÉ		
	MINISTÈRE		
1a	Conseil privé – Dépenses du Programme, y compris les dépenses de fonctionnement des commissions d'enquête non prévues ailleurs et le fonctionnement de la résidence du Premier ministre; le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an		14 270 147
	COMMISSARIAT AUX LANGUES OFFICIELLES		
20a	Commissariat aux langues officielles – Dépenses du Programme		881 729

Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	DÉFENSE NATIONALE		
	MINISTÈRE		
1a	Défense nationale – Dépenses de fonctionnement et autorisation de contracter, sous réserve d'affectation par le Conseil du Trésor, des engagements totalisant 28 349 121 656 \$ à l'égard des crédits 1, 5 et 10 du Ministère, quelle que soit l'année au cours de laquelle sera effectué le paiement de ces engagements (et dont il est estimé qu'une tranche de 12 302 000 000 \$ deviendra payable dans les années à venir); autorisation d'effectuer des paiements, imputables à l'un ou l'autre de ces crédits, aux provinces ou aux municipalités à titre de contributions aux travaux de construction exécutés par ces administrations; autorisation, sous réserve des directives du Conseil du Trésor, de faire des dépenses ou des avances recouvrables aux termes de l'un ou l'autre de ces crédits, à l'égard du matériel fourni ou de services rendus au nom de particuliers, de sociétés, d'organismes extérieurs, d'autres ministères et organismes de l'État et d'autres administrations; et autorisation, sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, d'affecter les recettes de l'exercice pour n'importe lequel de ces crédits et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 838 685 \$ du crédit 85 (Industrie) et de 332 500 \$ du crédit 75 (Industrie) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2007-2008</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de ..	1 191 785 131	
5a	Défense nationale – Dépenses en capital.....	366 746 508	
			1 558 531 639
	DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE DE L'OUEST CANADIEN		
1a	Diversification de l'économie de l'Ouest canadien – Dépenses de fonctionnement et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an	5 739 444	
5a	Diversification de l'économie de l'Ouest canadien – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 3 000 000 \$ du crédit 35 (Santé) et de 2 000 000 \$ du crédit 30 (Agriculture et Agroalimentaire) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2007-2008</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	60 463 375	
			66 202 819

Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	ENVIRONNEMENT		
	MINISTÈRE		
1a	Environnement – Dépenses de fonctionnement et : <i>a)</i> dépenses recouvrables engagées à l'égard de la Commission des ressources en eau des provinces des Prairies, de la Commission d'étude du bassin de la rivière Qu'Appelle et de la Commission d'étude du bassin de la rivière Saint-Jean; <i>b)</i> autorisation au ministre de l'Environnement d'engager des experts-conseils dont les commissions mentionnées à l'alinéa <i>a)</i> peuvent avoir besoin, au traitement que ces commissions peuvent déterminer; <i>c)</i> dépenses recouvrables engagées à l'égard des recherches sur la planification régionale des ressources en eau et des inventaires des ressources en eau; <i>d)</i> autorisation de faire des avances recouvrables ne dépassant pas la somme de la part des frais de la régularisation du niveau du lac des Bois et du lac Seul que doivent assumer les provinces du Manitoba et de l'Ontario; <i>e)</i> autorisation de faire des avances recouvrables ne dépassant pas la somme de la part des frais des levés hydrométriques que doivent assumer les organismes provinciaux et les organismes de l'extérieur; <i>f)</i> aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser au cours du présent exercice les recettes de l'exercice générées par les activités du Ministère financées à même ce crédit; <i>g)</i> le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 5 538 000 \$ du crédit 5 (Environnement), de 6 654 292 \$ du crédit 10 (Environnement) et de 1 505 000 \$ du crédit 1 (Conseil du Trésor) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2007-2008</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	36 841 745	
5a	Environnement – Dépenses en capital.....	4 000 000	
10a	Environnement – Contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 400 000 \$ du crédit 1 (Environnement), de 250 000 \$ du crédit 25 (Environnement), de 232 810 000 \$ du crédit 2 (Conseil du Trésor), de 1 000 000 \$ du crédit 10 (Ressources naturelles) et de 500 000 \$ du crédit 1 (Ressources naturelles) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2007-2008</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	14 668 792	
			55 510 537
	AGENCE CANADIENNE D'ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE		
15a	Agence canadienne d'évaluation environnementale – Dépenses du Programme – Pour autoriser le virement au présent crédit de 37 200 \$ du crédit 1 (Environnement) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2007-2008</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de		5 845 126

Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	FINANCES		
	MINISTÈRE		
1a	Finances – Dépenses de fonctionnement et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an et autorisation de dépenser les recettes de l'exercice – Pour autoriser le virement au présent crédit de 72 000 \$ du crédit 1 (Ressources humaines et Développement des compétences) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2007-2008</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	272 177	
L10a	Conformément à la <i>Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes</i> , émission et paiement de billets à vue, non productifs d'intérêts et non négociables, d'un montant ne devant pas dépasser 318 280 000 \$ en faveur de l'Association internationale de développement.....	1	272 178
	CENTRE D'ANALYSE DES OPÉRATIONS ET DÉCLARATIONS FINANCIÈRES DU CANADA		
25a	Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada – Dépenses du Programme		5 420 750
	INDUSTRIE		
	MINISTÈRE		
1a	Industrie – Dépenses de fonctionnement et autorisation d'affecter les recettes, perçues au cours d'un exercice, qui ont trait à la recherche sur les communications, aux faillites et aux corporations et celles qui découlent des services et des processus de réglementation, prévus en vertu de la <i>Loi sur la concurrence</i> : dépôt d'un avis préalable à une fusion, certificats de décisions préalables, avis consultatifs et photocopies et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 3 058 061 \$ du crédit 10 (Industrie), de 3 000 000 \$ du crédit 30 (Industrie), de 694 000 \$ du crédit 1 (Sécurité publique et Protection civile), de 34 343 \$ du crédit 55 (Transports) et de 15 323 \$ du crédit 5 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2007-2008</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	59 335 183	
5a	Industrie – Dépenses en capital – Pour autoriser le virement au présent crédit de 6 361 152 \$ du crédit 1 (Industrie) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2007-2008</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	1 379 541	
10a	Industrie – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions.....	312 876 852	
			373 591 576

Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	INDUSTRIE <i>(suite et fin)</i>		
	AGENCE SPATIALE CANADIENNE		
25a	Agence spatiale canadienne – Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 150 000 \$ du crédit 5 (Agence de promotion économique du Canada atlantique) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2007-2008</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	202 702	
30a	Agence spatiale canadienne – Dépenses en capital.....	1 044 000	
			1 246 702
	CONSEIL NATIONAL DE RECHERCHES DU CANADA		
55a	Conseil national de recherches du Canada – Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 649 515 \$ du crédit 1 (Ressources naturelles) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2007-2008</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	29 568 703	
60a	Conseil national de recherches du Canada – Dépenses en capital	5 856 815	
65a	Conseil national de recherches du Canada – Contributions	8 150 700	
			43 576 218
	CONSEIL DE RECHERCHES EN SCIENCES NATURELLES ET EN GÉNIE		
70a	Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie – Dépenses de fonctionnement	2 483 428	
75a	Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie – Subventions inscrites au Budget des dépenses – Pour autoriser le virement au présent crédit de 46 656 \$ du crédit 1 (Santé) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2007-2008</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	54 040 668	
			56 524 096
	CONSEIL DE RECHERCHES EN SCIENCES HUMAINES		
80a	Conseil de recherches en sciences humaines – Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 14 353 \$ du crédit 1 (Pêches et Océans) et de 10 000 \$ du crédit 1 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2007-2008</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	987 177	
85a	Conseil de recherches en sciences humaines – Subventions inscrites au Budget des dépenses – Pour autoriser le virement au présent crédit de 774 125 \$ du crédit 1 (Citoyenneté et Immigration), de 671 938 \$ du crédit 5 (Patrimoine canadien) et de 250 000 \$ du crédit 1 (Pêches et Océans) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2007-2008</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	28 049 050	
			29 036 227
	STATISTIQUE CANADA		
95a	Statistique Canada – Dépenses du Programme .....	.....	594 154

Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	JUSTICE		
	MINISTÈRE		
1a	Justice – Dépenses de fonctionnement, et, conformément au paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation d'affecter au cours d'un exercice les recettes, et de compenser les dépenses engagées au cours du même exercice, qui découlent de la prestation de services juridiques fournis de manière obligatoire aux ministères et organismes fédéraux et de manière facultative à des sociétés d'État, à des organisations non fédérales et internationales, à condition que ces services soient conformes au mandat du Ministère et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 547 509 \$ du crédit 1 (Santé) et de 426 000 \$ du crédit 1 (Transports) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2007-2008</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	17 812 007	
5a	Justice – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 330 000 \$ du crédit 1 (Justice) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2007-2008</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de ..	109 475 415	127 287 422
	COMMISSAIRE À LA MAGISTRATURE FÉDÉRALE		
20a	Commissaire à la magistrature fédérale – Dépenses de fonctionnement		395 601
	SERVICE ADMINISTRATIF DES TRIBUNAUX JUDICIAIRES		
30a	Service administratif des tribunaux judiciaires – Dépenses du Programme		3 223 830
	BUREAU DU DIRECTEUR DES POURSUITES PÉNALES		
35a	Bureau du directeur des poursuites pénales – Dépenses du Programme.....		14 226 320
	PARLEMENT		
	CHAMBRE DES COMMUNES		
5a	Chambre des communes – Dépenses du Programme.....		6 508 248
	COMMISSARIAT AUX CONFLITS D'INTÉRÊTS ET À L'ÉTHIQUE		
15a	Commissariat aux conflits d'intérêts et à l'éthique – Dépenses du Programme		672 000

Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	PATRIMOINE CANADIEN		
	MINISTÈRE		
1a	Patrimoine canadien – Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation d'affecter les recettes générées au cours de l'exercice par l'Institut canadien de conservation, le Réseau canadien d'information sur le patrimoine, le Service de transport des expositions et le Bureau de certification des produits audiovisuels canadiens et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 23 673 \$ du crédit 10 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2007-2008</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	5 943 009	
5a	Patrimoine canadien – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 800 000 \$ du crédit 5 (Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec), de 200 000 \$ du crédit 1 (Industrie) et de 112 000 \$ du crédit 10 (Affaires indiennes et du Nord canadien) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2007-2008</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	81 745 209	87 688 218
	CONSEIL DES ARTS DU CANADA		
10a	Paiements au Conseil des Arts du Canada – Pour autoriser le virement au présent crédit de 480 000 \$ du crédit 5 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2007-2008</i>		1
	SOCIÉTÉ RADIO-CANADA		
15a	Paiements à la Société Radio-Canada pour les dépenses de fonctionnement.....		60 000 000
	MUSÉE CANADIEN DES CIVILISATIONS		
30a	Paiements au Musée canadien des civilisations à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital.....		725 400
	MUSÉE CANADIEN DE LA NATURE		
35a	Paiements au Musée canadien de la nature à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital.....		720 000

Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	PATRIMOINE CANADIEN <i>(suite)</i>		
	BIBLIOTHÈQUE ET ARCHIVES DU CANADA		
45a	Bibliothèque et Archives du Canada – Dépenses du Programme et subventions inscrites au budget des dépenses – Pour autoriser le virement au présent crédit de 691 000 \$ du crédit 1 (Travaux publics et Services gouvernementaux) et de 22 471 000 \$ du crédit 5 (Travaux publics et Services gouvernementaux) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2007-2008</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de ..	.....	12 360 789
	SOCIÉTÉ DU CENTRE NATIONAL DES ARTS		
50a	Paiements à la Société du Centre national des Arts – Pour autoriser le virement au présent crédit de 342 640 \$ du crédit 5 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2007-2008</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de ..	.....	20 368 000
	COMMISSION DES CHAMPS DE BATAILLE NATIONAUX		
55a	Commission des champs de bataille nationaux – Dépenses du Programme – Pour autoriser le virement au présent crédit de 325 000 \$ du crédit 1 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2007-2008</i>.....	.....	1
	MUSÉE DES BEAUX-ARTS DU CANADA		
65a	Paiements au Musée des beaux-arts du Canada à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital .....	.....	4 650 000
	MUSÉE NATIONAL DES SCIENCES ET DE LA TECHNOLOGIE		
75a	Paiements au Musée national des sciences et de la technologie à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital .....	.....	4 736 000
	COMMISSION DES RELATIONS DE TRAVAIL DANS LA FONCTION PUBLIQUE		
85a	Commission des relations de travail dans la fonction publique – Dépenses du Programme .....	.....	2 548 500
	GREFFE DU TRIBUNAL DE LA PROTECTION DES FONCTIONNAIRES DIVULGATEURS D'ACTES RÉPRÉHENSIBLES		
93a	Greffe du Tribunal de la protection des fonctionnaires divulgateurs d'actes répréhensibles – Dépenses du Programme .....	.....	1 643 600

Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	PATRIMOINE CANADIEN (<i>fin</i>)		
	CONDITION FÉMININE – BUREAU DE LA COORDONNATRICE		
95a	Condition féminine – Bureau de la coordonnatrice – Dépenses de fonctionnement....	478 726	
100a	Condition féminine – Bureau de la coordonnatrice – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	4 500 000	
101a	Conformément à l'alinéa 24.1(1) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autoriser une remise de dettes dues par l'Association des femmes autochtones du Canada à Sa Majesté du chef du Canada au montant de 708 332 \$	708 332	
			5 687 058
	TÉLÉFILM CANADA		
105a	Paiements à Téléfilm Canada devant servir aux fins prévues par la <i>Loi sur Téléfilm Canada</i> – Pour autoriser le virement au présent crédit de 550 000 \$ du crédit 5 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2007-2008</i>		1
	PÊCHES ET OCÉANS		
1a	Pêches et Océans – Dépenses de fonctionnement et : <i>a)</i> participation du Canada aux dépenses des commissions internationales des pêches, autorisation de fournir gratuitement des locaux aux commissions internationales des pêches, autorisation de consentir des avances recouvrables équivalentes aux montants de la quote-part de ces commissions dans les programmes à frais partagés; <i>b)</i> autorisation de consentir des avances recouvrables à l'égard des services de transport et d'arrimage et d'autres services de la marine marchande fournis pour le compte de particuliers, d'organismes indépendants et d'autres gouvernements au cours de l'exercice d'une juridiction ou par suite de l'exercice d'une juridiction en matière de navigation, y compris les aides à la navigation et la navigation maritime; <i>c)</i> autorisation de dépenser les recettes produites dans l'exercice au cours des activités ou par suite des activités de la Garde côtière canadienne; <i>d)</i> et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 743 928 \$ du crédit 5 (Défense nationale), de 424 750 \$ du crédit 1 (Sécurité publique et Protection civile) et de 851 590 \$ du crédit 1 (Transports) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2007-2008</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	99 491 488	
5a	Pêches et Océans – Dépenses en capital – Pour autoriser le virement au présent crédit de 23 000 000 \$ du crédit 1 (Pêches et Océans) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2007-2008</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	8 456 229	
10a	Pêches et Océans – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 2 631 216 \$ du crédit 1 (Pêches et Océans), de 722 592 \$ du crédit 10 (Environnement) et de 75 000 \$ du crédit 1 (Transports) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2007-2008</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	23 075 000	
			131 022 717

Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES		
	MINISTÈRE		
1a	Ressources humaines et Développement des compétences – Dépenses de fonctionnement et autorisation d'effectuer des dépenses recouvrables au titre du Régime de pensions du Canada et du Compte d'assurance-emploi et, en vertu du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , le pouvoir de dépenser les recettes reçues au cours de l'exercice qui proviennent des services du Secteur des programmes d'accès public en vue de compenser les dépenses connexes encourues au cours de l'exercice, et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 16 138 000 \$ du crédit 1 (Travaux publics et Services gouvernementaux) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2007-2008</i>	1	
5a	Ressources humaines et Développement des compétences – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 36 777 706 \$ du crédit 1 (Ressources humaines et Développement des compétences) et de 100 000 \$ du crédit 40 (Santé) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2007-2008</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	51 131 433	51 131 434
	SOCIÉTÉ CANADIENNE D'HYPOTHÈQUES ET DE LOGEMENT		
15a	Rembourser à la Société canadienne d'hypothèques et de logement les remises accordées sur les prêts consentis, les subventions et contributions versées et les dépenses contractées, ainsi que les pertes subies et les frais et débours engagés en vertu des dispositions de la <i>Loi nationale sur l'habitation</i> ou à l'égard des pouvoirs que la Société exerce ou des tâches et des fonctions qu'elle exécute, en conformité avec le pouvoir de toute loi du Parlement du Canada, autre que la <i>Loi nationale sur l'habitation</i> , au titre du pouvoir qui lui est conféré par la <i>Loi sur la Société canadienne d'hypothèques et de logement</i>		222 730 000

Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
RESSOURCES NATURELLES			
MINISTÈRE			
1a	Ressources naturelles – Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les recettes reçues pendant l'exercice par suite de la vente de produits d'information et de produits forestiers, et de la perception de frais pour les services de recherche, de consultation, d'évaluation, d'analyse et d'administration dans le cadre des activités du Ministère et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 6 650 272 \$ du crédit 10 (Ressources naturelles) et de 262 679 \$ du crédit 1 (Travaux publics et Services gouvernementaux) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2007-2008</i>	1	
5a	Ressources naturelles – Dépenses en capital – Pour autoriser le virement au présent crédit de 280 000 \$ du crédit 5 (Défense nationale) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2007-2008</i>	1	
10a	Ressources naturelles – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 895 000 \$ du crédit 1 (Ressources naturelles) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2007-2008</i>	1	
			3
ÉNERGIE ATOMIQUE DU CANADA LIMITÉE			
15a	Paiements à Énergie atomique du Canada limitée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital.....		108 707 000
OFFICE NATIONAL DE L'ÉNERGIE			
30a	Office national de l'énergie – Dépenses du Programme.....		8 371 130

Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	SANTÉ		
	MINISTÈRE		
1a	Santé – Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation d'affecter les recettes pour compenser les dépenses engagées au cours de l'exercice pour la prestation de services ou la vente de produits se rattachant à la protection de la santé, aux activités de réglementation et aux services médicaux et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 3 909 000 \$ du crédit 5 (Santé) et de 825 000 \$ du crédit 5 (Défense nationale) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2007-2008</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	93 326 398	
5a	Santé – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 200 000 \$ du crédit 1 (Santé) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2007-2008</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	98 331 227	
			191 657 625
	INSTITUTS DE RECHERCHE EN SANTÉ DU CANADA		
15a	Instituts de recherche en santé du Canada – Dépenses de fonctionnement.....	469 075	
20a	Instituts de recherche en santé du Canada – Subventions inscrites au Budget des dépenses – Pour autoriser le virement au présent crédit de 200 000 \$ du crédit 1 (Santé), de 291 000 \$ du crédit 5 (Santé), de 499 999 \$ du crédit 40 (Santé) et de 52 591 \$ du crédit 5 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2007-2008</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	46 718 211	
			47 187 286
	AGENCE DE LA SANTÉ PUBLIQUE DU CANADA		
35a	Agence de la santé publique du Canada – Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 622 800 \$ du crédit 1 (Santé), de 432 000 \$ du crédit 5 (Défense nationale) et de 50 000 \$ du crédit 45 (Sécurité publique et Protection civile) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2007-2008</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	9 708 944	
40a	Agence de la santé publique du Canada – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 55 000 \$ du crédit 1 (Santé) et de 6 618 200 \$ du crédit 35 (Santé) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2007-2008</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	5 210 000	
			14 918 944

Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE		
	MINISTÈRE		
1a	Sécurité publique et Protection civile – Dépenses de fonctionnement et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 3 582 651 \$ du crédit 45 (Sécurité publique et Protection civile) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2007-2008</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	28 352 929	
5a	Sécurité publique et Protection civile – Subventions inscrites au Budget des dépenses ..	1	28 352 930
	SERVICE CANADIEN DU RENSEIGNEMENT DE SÉCURITÉ		
20a	Service canadien du renseignement de sécurité – Dépenses du Programme – Pour autoriser le virement au présent crédit de 180 500 \$ du crédit 1 (Sécurité publique et Protection civile) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2007-2008</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de		33 653 181
	SERVICE CORRECTIONNEL		
25a	Service correctionnel – Service pénitentiaire et Service national des libérations conditionnelles – Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 2 600 000 \$ du crédit 35 (Sécurité publique et Protection civile), de 260 000 \$ du crédit 1 (Sécurité publique et Protection civile) et de 100 000 \$ du crédit 1 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2007-2008</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	50 938 702	
30a	Service correctionnel – Service pénitentiaire et Service national des libérations conditionnelles – Dépenses en capital – Pour autoriser le virement au présent crédit de 5 000 000 \$ du crédit 25 (Sécurité publique et Protection civile) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2007-2008</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de ..	50 247 800	101 186 502
	COMMISSION NATIONALE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES		
35a	Commission nationale des libérations conditionnelles – Dépenses du Programme – Pour autoriser le virement au présent crédit de 272 200 \$ du crédit 1 (Sécurité publique et Protection civile) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2007-2008</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de		2 628 300
	BUREAU DE L'ENQUÊTEUR CORRECTIONNEL		
40a	Bureau de l'enquêteur correctionnel – Dépenses du Programme.....		240 965

Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE <i>(suite et fin)</i>		
	GENDARMERIE ROYALE DU CANADA		
45a	Application de la loi – Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 500 000 \$ du crédit 1 (Sécurité publique et Protection civile), de 31 200 000 \$ du crédit 5 (Sécurité publique et Protection civile) et de 187 571 \$ du crédit 5 (Défense nationale) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2007-2008</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	153 186 677	
50a	Application de la loi – Dépenses en capital.....	76 222 492	
55a	Application de la loi – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 740 920 \$ du crédit 45 (Sécurité publique et Protection civile) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2007-2008</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	1 400 000	
			230 809 169
	COMITÉ EXTERNE D'EXAMEN DE LA GENDARMERIE ROYALE DU CANADA		
60a	Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada – Dépenses du Programme		360 440
	COMMISSION DES PLAINTES DU PUBLIC CONTRE LA GENDARMERIE ROYALE DU CANADA		
65a	Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada – Dépenses du Programme		1 650 267
	TRANSPORTS		
	MINISTÈRE		
1a	Transports – Dépenses de fonctionnement et a) autorisation d'engager des dépenses pour des biens autres que fédéraux pendant l'exercice d'une juridiction ou par suite de l'exercice d'une juridiction en matière d'aéronautique; b) autorisation de faire des paiements de commissions pour le recouvrement de revenus conformément à la <i>Loi sur l'aéronautique</i> ; c) autorisation de dépenser les recettes de l'exercice; d) versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 721 169 \$ du crédit 55 (Transports) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2007-2008</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	31 284 910	
5a	Transports – Dépenses en capital	9 580 390	

Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	TRANSPORTS <i>(suite et fin)</i>		
	MINISTÈRE <i>(suite et fin)</i>		
10a	Transports – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 39 000 000 \$ du crédit 1 (Transports) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2007-2008</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	162 518 374	203 383 674
	COMMISSION DE LA CAPITALE NATIONALE		
40a	Paiements à la Commission de la capitale nationale pour les dépenses de fonctionnement		800 800
	BUREAU DE L'INFRASTRUCTURE DU CANADA		
50a	Bureau de l'infrastructure du Canada – Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 708 711 \$ du crédit 55 (Transports) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2007-2008</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	6 009 771	
55a	Bureau de l'infrastructure du Canada – Contributions	1 121 772 650	1 127 782 421
	SOCIÉTÉ DU VIEUX-PORT DE MONTRÉAL INC.		
60a	Paiements à la Société du Vieux-Port de Montréal inc. pour les dépenses de fonctionnement		100 000
	LES PONTS JACQUES-CARTIER ET CHAMPLAIN INCORPORÉE		
65a	Paiements à la société Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Inc.		50 000
	TRIBUNAL D'APPEL DES TRANSPORTS DU CANADA		
70a	Tribunal d'appel des transports du Canada – Dépenses du Programme – Pour autoriser le virement au présent crédit de 199 250 \$ du crédit 1 (Transports) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2007-2008</i>		1
	VIA RAIL CANADA INC.		
75a	Paiements à VIA Rail Canada Inc.		71 460 000

Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX		
1a	Travaux publics et Services gouvernementaux – Dépenses de fonctionnement pour la prestation de services de gestion des locaux et de services communs et centraux, y compris les dépenses recouvrables au titre du <i>Régime de pensions du Canada</i> , de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i> et de la <i>Loi sur l'administration des biens saisis</i> , autorisation de dépenser les recettes de l'exercice découlant des services de gestion des locaux et des services communs et centraux et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 6 720 384 \$ du crédit 5 (Travaux publics et Services gouvernementaux) et de 3 000 000 \$ du crédit 5 (Ressources humaines et Développement des compétences) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2007-2008</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	174 593 673	
5a	Travaux publics et Services gouvernementaux – Dépenses en capital	37 097 133	211 690 806
			7 996 041 900

Annexe 2 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2008, peuvent être imputés à l'exercice suivant se terminant le 31 mars)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	AGENCE DU REVENU DU CANADA		
1a	Agence du revenu du Canada – Dépenses du Programme – Pour autoriser le virement au présent crédit de 257 146 488 \$ du crédit 1 (Travaux publics et Services gouvernementaux) et de 773 000 \$ du crédit 1 (Justice) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2007-2008</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de		53 936 519
	ENVIRONNEMENT		
	AGENCE PARCS CANADA		
25a	Agence Parcs Canada – Dépenses du Programme		12 419 834
	SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE		
	AGENCE DES SERVICES FRONTALIERS DU CANADA		
10a	Agence des services frontaliers du Canada – Dépenses de fonctionnement– Pour autoriser le virement au présent crédit de 5 000 \$ du crédit 1 (Transports) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2007-2008</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de ..	11 758 436	
15a	Agence des services frontaliers du Canada – Dépenses en capital – Pour autoriser le virement au présent crédit de 7 000 000 \$ du crédit 10 (Sécurité publique et Protection civile) et de 15 000 000 \$ du crédit 55 (Transports) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2007-2008</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	479 000	
			12 237 436
			78 593 789

Postes législatifs du présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère ou organisme	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)
AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL	
Ministère	
Versements à Exportation et développement Canada pour acquitter ses obligations encourues en vertu de l'article 23 de la <i>Loi sur le développement des exportations</i> (Compte du Canada) afin de faciliter et d'accroître les échanges commerciaux entre le Canada et les autres pays (L.C., 2001, ch. 33)	4 500 000
Agence canadienne de développement international	
Encaissement de billets délivrés aux fonds d'aide des institutions financières internationales conformément à la <i>Loi sur l'aide au développement international (institutions financières)</i>	42 140 063
AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN	
Ministère	
Subventions aux organismes autochtones identifiés pour recevoir des paiements à l'égard des revendications en vertu des Lois sur le règlement des revendications territoriales globales	6 088 888
AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE	
Ministère	
Paiements de subventions pour le Programme d'aide en cas de catastrophe causée par le nématode doré	450 000
Subventions et contributions à l'appui de l'Indemnité pour coûts de production	401 000 000
Paiements de subventions pour le Programme d'aide aux éleveurs de bétail victimes de la sécheresse	30 000 000
FINANCES	
Ministère	
Financement des territoires (Partie I.1 – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>)	78 847 000
Paiements à l'Association internationale de développement	1 000
Frais d'intérêt et autres coûts	(890 000 000)
Péréquation fiscale (Partie I – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>)	1 248 324 000
Transfert canadien en matière de santé (Partie V.1 – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>)	118 034 000
Transfert canadien en matière de programmes sociaux (Partie V.1 – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>)	794 558 000
Recouvrement ayant trait aux allocations aux jeunes (<i>Loi de 1964 sur la révision des arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>)	7 000 000

Postes législatifs du présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère ou organisme	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)
FINANCES (suite et fin)	
Ministère	
Paiements de remplacement au titre des programmes permanents (Partie VI – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>)	34 000 000
Paiement à la Colombie-Britannique (<i>Loi d'exécution du budget de 2007</i>)	30 000 000
Paiement au Yukon (<i>Loi d'exécution du budget de 2007</i>)	3 500 000
Paiement aux Territoires du Nord-Ouest (<i>Loi d'exécution du budget de 2007</i>)	54 400 000
Paiement à l'Ontario (<i>Loi d'exécution du budget de 2007</i>)	250 000 000
Fonds en fiducie pour la qualité de l'air et les changements climatiques (<i>Loi d'exécution du budget de 2007</i>)	1 518 925 391
Garantie relative aux temps d'attente pour les patients (<i>Loi d'exécution du budget de 2007</i>)	612 000 000
Paiements de transition (<i>Loi d'exécution du budget de 2007</i>)	614 038 000
Places en garderie (<i>Loi d'exécution du budget de 2007</i>)	250 000 000
Immunisation contre le virus du papillome humain (<i>Loi d'exécution du budget de 2007</i>)	300 000 000
PARLEMENT	
Chambre des communes	
Traitements et indemnités des agents supérieurs et des députés de la Chambre des communes en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et contributions au compte d'allocations de retraite des parlementaires et au compte de convention de retraite des parlementaires	982 200
RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES	
Société canadienne d'hypothèques et de logement	
ÉnerGuide pour les ménages à faible revenu	141 000
SANTÉ	
Ministère	
Paiements aux provinces relativement aux engagements de conformité volontaires, un mécanisme utilisé par le Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés pour récupérer les revenus excessifs provenant de la vente de médicaments brevetés	9 328 033
Total	5 518 257 575

Sommaire des modifications apportées aux crédits votés

Ministère ou organisme (en milliers de dollars)	Numéro du crédit	Montant brut	Moins : Autorisations de dépenser disponibles	Montant net
AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL				
Ministère.....	1a	32 549	.....	32 549
	5a	91 790	30 000	61 790
	10a	126 424	1 150	125 274
	12a	.....	.....	.....
Agence canadienne de développement international.....	20a	4 247	.....	4 247
	25a	228 750	210 550	18 200
	L40a	26 583	.....	26 583
Centre de recherches pour le développement international.....	45a	10 500	.....	10 500
Commission mixte internationale.....	50a	1 436	.....	1 436
AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN				
Ministère.....	1a	15 276	1 286	13 990
	10a	107 044	1 831	105 213
	15a	20 000	.....	20 000
	20a	.....	.....	.....
	25a	.....	.....	.....
Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones.....	55a	589	.....	589
	60a	25 000	.....	25 000
AGENCE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU CANADA POUR LES RÉGIONS DU QUÉBEC				
	1a	2 081	.....	2 081
	5a	4 000	.....	4 000
AGENCE DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DU CANADA ATLANTIQUE				
Ministère.....	1a	2 833	.....	2 833
	5a	.....	.....	.....
AGENCE DU REVENU DU CANADA				
	1a	95 772	41 835	53 937
AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE				
Ministère.....	1a	37 466	9 500	27 966
	5a	21 927	.....	21 927
	10a	251 532	152 500	99 032
Agence canadienne d'inspection des aliments.....	30a	24 947	.....	24 947
Commission canadienne des grains.....	40a	7 300	.....	7 300
ANCIENS COMBATTANTS				
	1a	42 803	.....	42 803
	5a	400	.....	400
CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION				
Ministère.....	1a	9 985	60	9 925
	2a	1 616	.....	1 616
Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada.....	10a	136	.....	136
CONSEIL DU TRÉSOR				
Secrétariat.....	1a	13 833	.....	13 833
	2a	.....	.....	.....
	5a	.....	.....	.....
	10a	20 697	.....	20 697
	15a	185 494	.....	185 494
	20a	.....	.....	.....
	22a	1 200 000	.....	1 200 000
	23a	500 000	.....	500 000
Commissariat à l'intégrité du secteur public.....	27a	6 507	.....	6 507
Bureau du directeur des lobbyistes.....	30a	1 242	.....	1 242
Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada.....	35a	23 111	.....	23 111

Sommaire des modifications apportées aux crédits votés

Ministère ou organisme (en milliers de dollars)	Numéro du crédit	Montant brut	Moins : Autorisations de dépenser disponibles	Montant net
CONSEIL PRIVÉ				
Ministère.....	1a	14 270	.....	14 270
Commissariat aux langues officielles.....	20a	882	.....	882
DÉFENSE NATIONALE				
Ministère.....	1a	1 222 731	30 946	1 191 785
	5a	387 593	20 847	366 746
DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE DE L'OUEST CANADIEN.....				
	1a	5 739	.....	5 739
	5a	62 463	2 000	60 463
ENVIRONNEMENT				
Ministère.....	1a	38 919	2 077	36 842
	5a	4 000	.....	4 000
	10a	14 669	.....	14 669
Agence canadienne d'évaluation environnementale.....	15a	5 845	.....	5 845
Agence Parcs Canada.....	25a	14 531	2 111	12 420
FINANCES				
Ministère.....	1a	272	.....	272
	L10a	.....	.....	.....
Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada.....	25a	5 421	.....	5 421
INDUSTRIE				
Ministère.....	1a	60 131	796	59 335
	5a	1 380	.....	1 380
	10a	312 877	.....	312 877
Agence spatiale canadienne.....	25a	203	.....	203
	30a	1 044	.....	1 044
Conseil national de recherches du Canada.....	55a	29 569	.....	29 569
	60a	5 856	.....	5 856
	65a	8 151	.....	8 151
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie.....	70a	2 483	.....	2 483
	75a	54 041	.....	54 041
Conseil de recherches en sciences humaines.....	80a	987	.....	987
	85a	28 049	.....	28 049
Statistique Canada.....	95a	594	.....	594
JUSTICE				
Ministère.....	1a	17 812	.....	17 812
	5a	109 523	48	109 475
Commissaire à la magistrature fédérale.....	20a	396	.....	396
Service administratif des tribunaux judiciaires.....	30a	3 224	.....	3 224
Bureau du directeur des poursuites pénales.....	35a	14 226	.....	14 226
PARLEMENT				
Chambre des communes.....	5a	6 508	.....	6 508
Commissariat aux conflits d'intérêts et à l'éthique.....	15a	672	.....	672
PATRIMOINE CANADIEN				
Ministère.....	1a	5 943	.....	5 943
	5a	81 745	.....	81 745
Conseil des Arts du Canada.....	10a	.....	.....	.....
Société Radio-Canada.....	15a	60 000	.....	60 000
Musée canadien des civilisations.....	30a	725	.....	725
Musée canadien de la nature.....	35a	720	.....	720
Bibliothèque et Archives du Canada.....	45a	12 988	627	12 361
Société du Centre national des Arts.....	50a	20 368	.....	20 368
Commission des champs de bataille nationaux.....	55a	.....	.....	.....
Musée des beaux-arts du Canada.....	65a	4 650	.....	4 650
Musée national des sciences et de la technologie.....	75a	4 736	.....	4 736
Commission des relations de travail dans la fonction publique.....	85a	2 549	.....	2 549

Sommaire des modifications apportées aux crédits votés

Ministère ou organisme (en milliers de dollars)	Numéro du crédit	Montant brut	Moins : Autorisations de dépenser disponibles	Montant net
PATRIMOINE CANADIEN				
Greffé du Tribunal de la protection des fonctionnaires divulgateurs d'actes répréhensibles	93a	1 644	.....	1 644
Condition féminine – Bureau de la coordonnatrice	95a	479	.....	479
	100a	4 500	.....	4 500
	101a	708	.....	708
Téléfilm Canada	105a	.....	.....	.....
PÊCHES ET OCÉANS				
	1a	99 490	.....	99 490
	5a	10 178	1 722	8 456
	10a	23 075	.....	23 075
RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES				
Ministère	1a	45 830	45 830	.....
	5a	87 909	36 778	51 131
Société canadienne d'hypothèques et de logement	15a	222 730	.....	222 730
RESSOURCES NATURELLES				
Ministère	1a	7 672	7 672	.....
	5a	.....	.....	.....
	10a	41 910	41 910	.....
Énergie atomique du Canada limitée	15a	108 707	.....	108 707
Office national de l'énergie	30a	8 371	.....	8 371
SANTÉ				
Ministère	1a	94 112	785	93 327
	5a	98 332	.....	98 332
Instituts de recherche en santé du Canada	15a	469	.....	469
	20a	46 718	.....	46 718
Agence de la santé publique du Canada	35a	9 965	256	9 709
	40a	6 735	1 525	5 210
SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE				
Ministère	1a	28 353	.....	28 353
	5a	500	500	.....
Agence des services frontaliers du Canada	10a	11 757	.....	11 757
	15a	479	.....	479
Service canadien du renseignement de sécurité	20a	33 653	.....	33 653
Service correctionnel	25a	50 939	.....	50 939
	30a	50 248	.....	50 248
Commission nationale des libérations conditionnelles	35a	2 628	.....	2 628
Bureau de l'enquêteur correctionnel	40a	241	.....	241
Gendarmerie royale du Canada	45a	153 188	.....	153 188
	50a	76 223	.....	76 223
	55a	4 166	2 766	1 400
Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada	60a	360	.....	360
Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada	65a	1 650	.....	1 650
TRANSPORTS				
Ministère	1a	31 649	364	31 285
	5a	9 581	.....	9 581
	10a	162 518	.....	162 518
Commission de la capitale nationale	40a	801	.....	801
Bureau de l'infrastructure du Canada	50a	6 010	.....	6 010
	55a	1 121 773	.....	1 121 773
Société du Vieux-Port de Montréal inc.	60a	100	.....	100
Les ponts Jacques-Cartier et Champlain Incorporée	65a	50	.....	50
Tribunal d'appel des transports du Canada	70a	.....	.....	.....
VIA Rail Canada Inc.	75a	71 460	.....	71 460

Sommaire des modifications apportées aux crédits votés

Ministère ou organisme (en milliers de dollars)	Numéro du crédit	Montant brut	Moins : Autorisations de dépenser disponibles	Montant net
TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX	1a	174 595	.....	174 595
	5a	37 097	.....	37 097
Total		8 722 908	648 272	8 074 636

Budget supplémentaire des dépenses par article courant de dépense

Ministère ou organisme	Personnel	Transports et communications	Information	Services professionnels et spéciaux	Location
(en milliers de dollars)	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
Affaires étrangères et Commerce international					
Ministère	9 187	7 539	2 081	18 939	13 452
Agence canadienne de développement international	2 099	3 926	75	8 206	688
Centre de recherches pour le développement international	.....	.....	.....	.....	.....
Commission mixte internationale	193	225	17	977	16
Affaires indiennes et du Nord canadien					
Ministère	9 812	5 166	681	25 928	1 354
Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones	589	.....	.....	.....	.....
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec					
	521	310	114	741	130
Agence de promotion économique du Canada atlantique					
Ministère	1 825	282	82	541	71
Agence du revenu du Canada					
	69 508	6 706	200	11 500	257 146
Agriculture et Agroalimentaire					
Ministère	10 179	4 026	1 194	12 389	421
Agence canadienne d'inspection des aliments	14 529	4 544	100	2 298	35
Commission canadienne des grains	.....	2 532	85	770	2 350
Anciens combattants					
	13 047	1 510	1 923	5 772	1 090
Citoyenneté et Immigration					
Ministère	3 061	.....	.....	.....	.....
Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada	80	.....	.....	50	.....
Conseil du Trésor					
Secrétariat	689 309	688	219	6 314	125
Commissariat à l'intégrité du secteur public	2 972	744	595	2 579	50
Bureau du directeur des lobbyistes	113	3	.....	1 088	.....
Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada	12 799	733	300	8 375	28
Conseil privé					
Ministère	2 108	1 508	990	4 763	2 192
Commissariat aux langues officielles	372	72	13	109	9
Défense nationale					
Ministère	88 974	99 639	9 700	108 910	122 354
Diversification de l'économie de l'Ouest canadien					
	1 976	265	113	2 980	116

Achat de services de réparation et d'entretien	Services publics, fournitures et approvisionnements	Acquisition de terrains, de bâtiments et d'ouvrages	Acquisition de machines et de matériel	Paiements de transfert	Service de la dette publique	Autres subventions et paiements	Moins : Fonds disponibles	Total des dépenses nettes*
(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)		
1 965	3 839	24 842	73 175	128 449	.....	4 723	31 150	257 041
119	270	.....	105	240 555	.....	.....	210 550	45 493
.....	.....	.....	.....	.....	.....	13 000	.....	13 000
.....	8	.....	.....	.....	.....	.....	.....	1 436
1 213	1 709	.....	.....	165 095	.....	1 500	3 117	209 341
.....	.....	.....	.....	25 000	.....	.....	.....	25 589
16	49	.....	196	3 200	.....	.....	.....	5 277
12	35	.....	35	(150)	.....	.....	.....	2 733
3 300	1 400	.....	3 700	.....	.....	.....	41 835	311 625
2 471	4 892	557	21 412	683 382	.....	1 585	162 000	580 508
31	235	255	.....	182	.....	500	.....	22 709
354	1 209	.....	.....	.....	.....	.....	.....	7 300
600	525	400	.....	.....	.....	18 000	.....	42 867
.....	(272)	.....	.....	.....	.....	.....	60	2 729
.....	6	.....	.....	.....	.....	.....	.....	136
227	211	.....	.....	(232 810)	.....	1 220 697	.....	1 684 980
446	546	.....	.....	.....	.....	.....	.....	7 932
38	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	1 242
232	667	.....	.....	.....	.....	.....	.....	23 134
441	291	.....	145	1 825	.....	.....	.....	14 263
5	22	.....	280	.....	.....	.....	.....	882
246 863	149 866	16 865	764 409	.....	.....	.....	51 793	1 555 787
1	285	.....	.....	67 463	.....	.....	2 000	71 199

* Voir la note au bas de la page 77.

Budget supplémentaire des dépenses par article courant de dépense

Ministère ou organisme	Personnel	Transports et communications	Information	Services professionnels et spéciaux	Location
(en milliers de dollars)	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
Environnement					
Ministère	13 286	7 261	841	19 982	3 042
Agence canadienne d'évaluation environnementale	2 019	870	113	1 788	287
Agence Parcs Canada	2 803	354	805	7 016	1 015
Finances					
Ministère	245	78	.....	10	.....
Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada	5 421	.....	.....	.....	.....
Industrie					
Ministère	2 224	8 961	1 516	26 895	876
Agence spatiale canadienne	163	3	.....	170	.....
Conseil national de recherches du Canada	13 483	2 118	230	4 253	336
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	1 120	600	200	400	50
Conseil de recherches en sciences humaines	960	35	16	.....	.....
Statistique Canada	169	45	274	5	.....
Justice					
Ministère	11 211	1 111	336	3 205	177
Commissaire à la magistrature fédérale	148	.....	.....	248	.....
Service administratif des tribunaux judiciaires	2 159	223	11	576	31
Bureau du directeur des poursuites pénales	6 343	1 183	788	3 745	591
Parlement					
Chambre des communes	5 403	242	.....	876	1
Commissariat aux conflits d'intérêts et à l'éthique	420	9	.....	195	.....
Patrimoine canadien					
Ministère	2 628	334	214	843	47
Conseil des Arts du Canada	.....	.....	.....	.....	.....
Société Radio-Canada	.....	.....	.....	.....	.....
Musée canadien des civilisations	.....	.....	.....	.....	.....
Musée canadien de la nature	.....	.....	.....	.....	.....
Bibliothèque et Archives du Canada	3 934	117	32	7 769	84
Société du Centre national des Arts	.....	.....	.....	.....	.....
Commission des champs de bataille nationaux	.....	.....	100	200	.....
Musée des beaux-arts du Canada	.....	.....	.....	.....	.....
Musée national des sciences et de la technologie	.....	.....	.....	.....	.....
Commission des relations de travail dans la fonction publique	1 700	162	26	365	76
Greffe du Tribunal de la protection des fonctionnaires divulgateurs d'actes répréhensibles	1 080	.....	.....	.....	.....
Condition féminine – Bureau de la coordonnatrice	420	20	5	29	5
Téléfilm Canada	.....	.....	.....	.....	.....
Pêches et Océans	13 905	5 441	8 880	27 017	376

Achat de services de réparation et d'entretien	Services publics, fournitures et approvisionnements	Acquisition de terrains, de bâtiments et d'ouvrages	Acquisition de machines et de matériel	Paiements de transfert	Service de la dette publique	Autres subventions et paiements	Moins : Fonds disponibles	Total des dépenses nettes*
(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)		
1 778	3 598	(61)	(1 477)	242 252	.....	2 291	2 077	290 716
4	129	.....	.....	672	.....	.....	.....	5 882
478	1 810	.....	.....	.....	.....	.....	2 111	12 170
.....	3	.....	.....	5 913 627	(890 000)	.....	.....	5 023 963
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	5 421
1 997	2 729	160	10 064	272 569	.....	809	796	328 004
.....	17	.....	(1 956)	.....	.....	.....	.....	(1 603)
1 577	7 754	.....	5 857	8 151	.....	467	.....	44 226
53	60	.....	.....	53 755	.....	.....	.....	56 238
.....	1	.....	.....	28 906	.....	.....	.....	29 918
.....	50	.....	.....	.....	.....	.....	.....	543
128	311	147	623	109 853	.....	67	48	127 121
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	396
64	128	.....	32	.....	.....	.....	.....	3 224
394	591	.....	.....	.....	.....	591	.....	14 226
1	62	.....	20	885	.....	.....	.....	7 490
14	34	.....	.....	.....	.....	.....	.....	672
65	111	.....	260	73 217	.....	96	.....	77 815
.....	.....	.....	.....	.....	.....	456	.....	456
.....	.....	.....	.....	.....	.....	60 000	.....	60 000
.....	.....	.....	.....	.....	.....	725	.....	725
.....	.....	.....	.....	.....	.....	720	.....	720
1 149	92	22 471	500	2	.....	.....	627	35 523
.....	.....	.....	.....	.....	.....	20 711	.....	20 711
.....	25	.....	.....	.....	.....	.....	.....	325
.....	.....	.....	.....	.....	.....	4 650	.....	4 650
.....	.....	.....	.....	.....	.....	4 736	.....	4 736
42	60	.....	118	.....	.....	.....	.....	2 549
.....	564	.....	.....	.....	.....	.....	.....	1 644
.....	.....	.....	.....	4 500	.....	708	.....	5 687
.....	.....	.....	.....	.....	.....	550	.....	550
(2 800)	22 736	.....	33 363	26 504	.....	(399)	1 722	133 301

* Voir la note au bas de la page 77.

Budget supplémentaire des dépenses par article courant de dépense

Ministère ou organisme	Personnel	Transports et communications	Information	Services professionnels et spéciaux	Location
(en milliers de dollars)	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
Ressources humaines et Développement des compétences					
Ministère	24 590	1 714	17 426	10 382	3 820
Société canadienne d'hypothèques et de logement	.....	.....	.....	.....	.....
Ressources naturelles					
Ministère	1 774	144	78	3 949	69
Énergie atomique du Canada limitée	.....	.....	.....	.....	.....
Office national de l'énergie	1 526	.....	.....	6 845	.....
Santé					
Ministère	26 682	10 388	5 640	20 532	315
Instituts de recherche en santé du Canada	315	34	8	32	2
Agence de la santé publique du Canada	3 196	.....	.....	(1 829)	.....
Sécurité publique et Protection civile					
Ministère	11 420	1 096	3 549	8 261	2 776
Agence des services frontaliers du Canada	6 159	(406)	(13)	(1 462)	(34)
Service canadien du renseignement de sécurité	6 276	.....	.....	.....	.....
Service correctionnel	14 099	3 043	68	20 753	491
Commission nationale des libérations conditionnelles	(515)	332	17	257	25
Bureau de l'enquêteur correctionnel	140	30	.....	58	.....
Gendarmerie royale du Canada	74 279	24 038	272	30 291	9 754
Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada	87	.....	.....	273	.....
Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada	393	60	.....	957	.....
Transports					
Ministère	6 095	(4 768)	276	(9 347)	159
Commission de la capitale nationale	.....	.....	.....	.....	.....
Bureau de l'infrastructure du Canada	4 483	200	150	1 530	200
Société du Vieux-Port de Montréal inc.	.....	.....	.....	.....	.....
Les ponts Jacques-Cartier et Champlain Incorporée	.....	.....	.....	.....	.....
Tribunal d'appel des transports du Canada	.....	.....	.....	199	.....
VIA Rail Canada Inc.	.....	.....	.....	.....	.....
Travaux publics et Services gouvernementaux	17 218	(2 039)	180	61 272	(85 307)
Total pour tous les ministères et organismes	1 222 714	203 451	60 520	481 769	340 891
Comptes à des fins déterminées consolidés	.....	.....	.....	.....	.....
Total du Budget supplémentaire des dépenses de 2007-2008	1 222 714	203 451	60 520	481 769	340 891

Achat de services de réparation et d'entretien	Services publics, fournitures et approvisionnements	Acquisition de terrains, de bâtiments et d'ouvrages	Acquisition de machines et de matériel	Paiements de transfert	Service de la dette publique	Autres subventions et paiements	Moins : Fonds disponibles	Total des dépenses nettes*
(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)		
1 010	1 870	.....	421	85 009	.....	374	82 608	64 008
.....	.....	.....	.....	.....	.....	222 871	.....	222 871
16	86	.....	1 907	39 755	.....	73	49 582	(1 731)
.....	.....	.....	.....	.....	.....	108 707	.....	108 707
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	8 371
743	31 235	.....	1 238	103 171	.....	90	785	199 249
.....	2	.....	5	47 331	.....	2	.....	47 731
.....	.....	.....	.....	12 808	.....	.....	1 781	12 394
213	233	.....	641	(30 700)	.....	.....	500	(3 011)
(172)	(143)	15 000	7 479	.....	.....	(31)	.....	26 377
.....	.....	.....	.....	.....	.....	25 847	.....	32 123
3 025	6 851	.....	55 248	.....	.....	431	.....	104 009
120	32	.....	33	.....	.....	.....	.....	301
.....	13	.....	.....	.....	.....	.....	.....	241
11 101	14 246	9 939	76 222	4 166	.....	7 662	2 025	259 945
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	360
240	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	1 650
4 744	(1 788)	.....	9 580	201 518	.....	(3 602)	364	202 503
.....	.....	.....	.....	.....	.....	801	.....	801
26	130	.....	.....	1 097 745	.....	.....	.....	1 104 464
.....	.....	.....	.....	.....	.....	100	.....	100
.....	.....	.....	.....	.....	.....	50	.....	50
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	199
.....	.....	.....	.....	.....	.....	71 460	.....	71 460
(51 018)	(8 985)	(12 588)	27 042	.....	.....	(27 843)	.....	(82 068)
233 326	250 440	77 987	1 090 677	9 377 887	(890 000)	1 764 175	647 531	13 566 306
.....
233 326	250 440	77 987	1 090 677	9 377 887	(890 000)	1 764 175	647 531	13 566 306

* Certains montants ne concordent pas nécessairement aux montants totaux du tableau « Sommaire du présent budget supplémentaire des dépenses » à cause de l'arrondissement.

Affectations des crédits centraux du Conseil du Trésor

Crédit 5 – Éventualités du gouvernement

90 583 333 \$

Sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, ce crédit s'ajoute à d'autres crédits afin d'assurer au gouvernement une marge de manœuvre suffisante pour faire face à des dépenses urgentes ou imprévues lorsqu'il existe un besoin de trésorerie valable compte tenu du moment où un paiement doit être effectué ou lorsqu'une autorisation précise s'impose pour effectuer un paiement par exemple dans le cas des subventions qui ne sont pas inscrites au budget des dépenses. Cette autorisation de suppléer à d'autres crédits demeure jusqu'à l'obtention de l'approbation du Parlement et dans la mesure où les dépenses s'inscrivent dans le cadre du mandat de droit de l'organisation. Les affectations temporaires sont remboursées au crédit 5 du Conseil du Trésor une fois que la sanction royale a été reçue pour une loi de crédits.

Ministère ou organisme

(dollars)

Affaires indiennes et du Nord canadien

Fonds relatifs aux paiements destinés aux Cris du Québec concernant des questions découlant de la mise en œuvre de la Convention de la Baie James et du Nord québécois. 3 000 000

Pour respecter le délai de signature en prévision du règlement extrajudiciaire entre le gouvernement du Canada et les Cris de Eeyou Itschee prévu pour janvier 2008, la convention doit d'abord être ratifiée d'ici juin 2007. La ratification serait financée en vertu d'une nouvelle subvention à verser aux Cris. Puisque le pouvoir de dépenser couvrant cette subvention ne sera accordé qu'en marge du présent budget supplémentaire des dépenses en décembre 2007, l'accès au crédit pour éventualités du gouvernement a été demandé pour garantir la ratification de l'entente avant juin 2007. Des retards supplémentaires pour conclure ce règlement compromettraient la ratification de l'entente et entraîneraient un nouveau litige.

Agence canadienne de développement international

Financement à l'égard de contributions au Fonds d'investissement du Canada pour l'Afrique (FICA) afin de faire des investissements équivalents à ceux du secteur privé. 26 583 333

Le profil financier initial de ce programme de 100 millions de dollars prévoyait 19 millions de dollars dans le Budget principal des dépenses 2007-2008 dont les 11/12^e du pouvoir réel de dépenser (17 416 666 \$) provenaient de crédits provisoires. Il avait d'abord été accepté d'inclure jusqu'à 55 millions de dollars de plus dans le budget supplémentaire de 2007-2008, somme qui représentait un report de crédits inutilisés au titre du FICA en 2006-2007. Au début d'avril 2007, le Ministère a été avisé par le gestionnaire du FICA que des paiements totalisant 44 millions de dollars seraient nécessaires en mai 2007. Par conséquent, le Ministère a immédiatement demandé un montant autorisé de 26 583 333 \$ pour bonifier la somme de 17 416 666 \$ prévue dans les crédits provisoires afin de respecter ses obligations financières se rapportant au FICA. Un retard dans le versement de la contribution du gouvernement du Canada aurait entraîné la perte d'investissements équivalents essentiels de la part des investisseurs institutionnels de même que l'imposition d'une lourde pénalité financière au Ministère.

Affectations des crédits centraux du Conseil du Trésor

Ministère ou organisme	(dollars)
Agriculture et Agroalimentaire	
Fonds à l'appui du Programme de cultures de couverture en raison des dommages causés par les inondations printanières de 2007.	14 100 000
<p>Ce programme permet d'aider financièrement les producteurs incapables de semer des cultures commerciales en raison des dommages causés par les inondations printanières. Il couvre une partie du coût de la protection des sols au moyen de cultures de couverture qui s'entendent de toute culture servant principalement à couvrir le sol pour empêcher l'érosion et rehausser la stabilité des sols plutôt qu'à obtenir une production à récolter.</p> <p>Ces paiements sont destinés aux agriculteurs qui ne pourront gagner un revenu parce que leurs terres ne peuvent être cultivées pour un certain temps et qui ont besoin d'aide pour faire honneur à des obligations financières. Puisque bon nombre d'exploitations agricoles sont confrontées à des difficultés financières, ne pas leur accorder un soutien en temps opportun suite à des inondations printanières aggravera la situation.</p> <p>Puisque le pouvoir de dépenser couvrant cette catégorie de subvention ne sera accordé que lors de l'approbation du présent budget supplémentaire des dépenses en décembre 2007, il est nécessaire de recourir au crédit pour éventualités du gouvernement jusqu'à un maximum de 22,1 millions de dollars pour que les agriculteurs reçoivent les fonds à temps pour les semis des cultures de couverture. Pour que l'accès au crédit pour éventualités du gouvernement soit accordé, le Secrétariat du Conseil du Trésor devra recevoir confirmation des besoins réels avant le déblocage des fonds. En date du dépôt du budget supplémentaire, 14,1 millions de dollars avaient déjà été versés.</p>	
Pêches et Océans	
Fonds accordés en vertu du Programme d'indemnisation lié aux conditions des glaces à l'intention des pêcheurs commerciaux de la Côte est.	7 900 000
<p>La condition pire que prévu des glaces sur la Côte est du Labrador et dans le Nord de Terre-Neuve a empêché de nombreux pêcheurs d'amorcer leur saison de pêche. Compte tenu du fait que les pêcheurs épuisent leurs prestations d'assurance emploi au printemps, ce programme a pour but de fournir un dédommagement aux pêcheurs qui n'ont aucune autre source de revenu pendant cette période précise. Les fonds d'indemnisation versés aux pêcheurs touchés par les glaces sont conformes à d'autres programmes d'aide offerts aux Canadiens dont le niveau de vie est durement affecté par de graves conditions environnementales. En principe, si l'on ne vient pas en aide à ces pêcheurs, leurs problèmes financiers s'aggraveront. Puisque le pouvoir de dépenser couvrant cette catégorie de subvention ne sera accordé que lors de l'approbation du présent budget supplémentaire des dépenses en décembre 2007, il est nécessaire de recourir au crédit pour éventualités du gouvernement pour que les pêcheurs reçoivent une aide financière en temps opportun car ils n'ont aucune autre source de revenu.</p>	

Affectations des crédits centraux du Conseil du Trésor

Ministère ou organisme	(dollars)
Transports	
Financement pour le Programme de remise écoAUTO visant à encourager les Canadiens à acheter des véhicules à haut rendement énergétique	39 000 000
<p>Le Programme de remise écoAUTO vise à encourager les Canadiens à acheter des véhicules neufs à haut rendement énergétique en offrant un remboursement maximal de 2 000 \$ par numéro d'identification de véhicule aux acheteurs ou locataires à bail admissibles qui, à compter du 20 mars 2007, achètent un véhicule admissible ou signent un contrat de crédit-bail de 12 mois ou plus pour un véhicule admissible. Depuis l'annonce de ce programme dans le budget fédéral de 2007, les consommateurs achètent des véhicules en se fondant sur la promesse de remboursement. Puisque le pouvoir de dépenser couvrant cette subvention de catégorie ne serait accordé qu'en marge du présent budget supplémentaire des dépenses en décembre 2007, l'accès au crédit pour éventualités du gouvernement a été approuvé afin d'émettre sans tarder les chèques de remboursement.</p>	
<i>Total des affectations</i>	90 583 333

Affectations des crédits centraux du Conseil du Trésor

Crédit 10 – Initiatives pangouvernementales

19 035 029 \$

Sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, ce crédit s'ajoute à d'autres crédits pour appuyer la mise en œuvre d'initiatives de gestion stratégique entreprises dans la fonction publique du Canada. Les ministères et les organismes ne sont pas tenus de rembourser les fonds provenant du crédit 10.

Ministère ou organisme	Crédit	(dollars)
Affaires étrangères et Commerce international		
Ministère	1	686 295
Agence canadienne de développement international	20	847 724
Affaires indiennes et du Nord canadien	1	470 650
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec	1	177 392
Agence de promotion économique du Canada atlantique		
Ministère	1	270 746
Agriculture et Agroalimentaire		
Ministère	1	439 408
Agence canadienne d'inspection des aliments	30	359 795
Commission canadienne des grains	40	154 309
Anciens combattants	1	405 954
Citoyenneté et Immigration		
Ministère	1	450 576
Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada	10	110 194
Conseil du Trésor		
Secrétariat	1	236 000
École de la fonction publique du Canada	25	277 903
Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada	35	155 050
Conseil privé	1	134 600
Défense nationale	1	888 818
Diversification de l'économie de l'Ouest canadien	1	65 000
Environnement		
Ministère	1	377 451
Agence Parcs Canada	25	267 874
Finances	1	482 970

Affectations des crédits centraux du Conseil du Trésor

Ministère ou organisme	Crédit	(dollars)
Industrie		
Ministère	1	964 348
Agence spatiale canadienne	25	176 200
Conseil national de recherches du Canada	55	201 559
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	70	200 400
Conseil de recherches en sciences humaines	80	66 050
Statistique Canada	95	218 815
Justice		
Ministère	1	130 250
Service administratif des tribunaux judiciaires	30	81 349
Patrimoine canadien		
Ministère	1	548 659
Bibliothèque et Archives du Canada	45	168 650
Office national du film	60	151 785
Commission de la fonction publique	80	214 000
Pêches et Océans	1	902 360
Ressources humaines et Développement des compétences	1	1 743 884
Ressources naturelles		
Ministère	1	498 750
Commission canadienne de sûreté nucléaire	20	70 001
Santé		
Ministère	1	1 056 758
Instituts de recherche en santé du Canada	15	191 953
Agence de la santé publique du Canada	1	384 758
Sécurité publique et Protection civile		
Ministère	1	63 000
Agence des services frontaliers du Canada	10	700 153
Service canadien du renseignement de sécurité	20	300 000
Service correctionnel	25	518 220
Gendarmerie royale du Canada	45	807 113
Transports		
Ministère	1	341 792
Bureau de l'infrastructure du Canada	50	110 357
Travaux publics et Services gouvernementaux	1	965 156
<i>Total des affectations</i>		<i>19 035 029</i>

Affectations des crédits centraux du Conseil du Trésor

Crédit 15 – Rajustements de la rémunération

185 494 000

Sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, ce crédit s'ajoute à d'autres crédits nécessitant éventuellement un financement partiel ou intégral en raison de rajustements intervenants dans les conditions d'emploi ou dans les emplois à la fonction publique fédérale, y compris les membres de la Gendarmerie royale du Canada et des Forces canadiennes, les personnes nommées par le gouverneur en conseil et de sociétés d'État au sens de l'article 83 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*. Les ministères et les organismes ne sont pas tenus de rembourser les fonds provenant du crédit 15.

Ministère ou organisme	Crédit	(dollars)
Affaires étrangères et Commerce international		
Ministère	1	3 225 000
Corporation commerciale canadienne	15	3 000
Agence canadienne de développement international	20	1 316 000
Centre de recherches pour le développement international	45	6 000
Commission mixte internationale	50	64 000
Secrétariat de l'ALÉNA, section canadienne	55	12 000
Affaires indiennes et du Nord canadien		
Ministère	1	4 221 000
Commission canadienne des affaires polaires	40	8 000
Commission sur les revendications particulières des Indiens	50	67 000
Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones	55	202 000
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec	1	195 000
Agence de promotion économique du Canada atlantique		
Ministère	1	449 000
Agence du revenu du Canada	1	2 501 000
Agriculture et Agroalimentaire		
Ministère	1	3 638 000
Commission canadienne du lait	25	77 000
Agence canadienne d'inspection des aliments	30	1 515 000
Commission canadienne des grains	40	238 000
Anciens combattants	1	1 051 000
Citoyenneté et Immigration		
Ministère	1	1 231 000
Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada	10	694 000
Conseil du Trésor		
Secrétariat	1	1 491 000
École de la fonction publique du Canada	25	396 000
Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada	35	713 000

Affectations des crédits centraux du Conseil du Trésor

Ministère ou organisme	Crédit	(dollars)
Conseil privé		
Ministère	1	1 244 000
Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes	5	21 000
Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports	10	834 000
Directeur général des élections	15	300 000
Commissaire aux langues officielles	20	85 000
Comité de surveillance des activités de renseignements de sécurité	30	16 000
Défense nationale		
Ministère	1	19 508 000
Comité des griefs des Forces canadiennes	15	37 000
Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire	20	11 000
Diversification de l'économie de l'Ouest canadien	1	313 000
Environnement		
Ministère	1	8 158 000
Agence canadienne d'évaluation environnementale	15	177 000
Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie	20	20 000
Agence Parcs Canada	25	597 000
Finances		
Ministère	1	1 582 000
Vérificateur général	15	2 160 000
Tribunal canadien du commerce extérieur	20	121 000
Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada	25	311 000
Bureau du surintendant des institutions financières	30	74 000
Gouverneur général	1	46 000
Industrie		
Ministère	1	2 819 000
Agence spatiale canadienne	25	404 000
Commission canadienne du tourisme	40	5 000
Tribunal de la concurrence	45	10 000
Commission du droit d'auteur	50	22 000
Conseil national de recherches du Canada	55	10 971 000
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	70	109 000
Conseil de recherches en sciences humaines	80	79 000
Statistique Canada	95	4 524 000

Affectations des crédits centraux du Conseil du Trésor

Ministère ou organisme	Crédit	(dollars)
Justice		
Ministère	1	1 208 000
Commission canadienne des droits de la personne	10	118 000
Tribunal canadien des droits de la personne	15	54 000
Commissaire à la magistrature fédérale	20	23 000
Service administratif des tribunaux judiciaires	30	234 000
Programme du Commissariat à l'information du Canada	40	49 000
Programme du Commissariat à la protection de la vie privée du Canada	45	64 000
Cour suprême du Canada	50	113 000
Patrimoine canadien		
Ministère	1	1 247 000
Conseil des Arts du Canada	10	5 000
Société Radio-Canada	15	9 000
Musée canadien des civilisations	30	5 000
Musée canadien de la nature	35	5 000
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	40	236 000
Bibliothèque et Archives du Canada	45	978 000
Société du Centre national des Arts	50	5 000
Commission des champs de bataille nationaux	55	4 000
Office national du film	60	188 000
Musée des beaux-arts du Canada	65	22 000
Musée national des sciences et de la technologie	75	4 000
Commission de la fonction publique	80	550 000
Commission des relations de travail dans la fonction publique	85	79 000
Tribunal de la dotation de la fonction publique	90	30 000
Condition féminine – Bureau de la coordonnatrice	95	62 000
Téléfilm Canada	105	4 000
Pêches et Océans	1	5 409 000
Ressources humaines et Développement des compétences		
Ministère	1	1 386 000
Conseil canadien des relations industrielles	10	131 000
Tribunal canadien des relations professionnelles artistes-producteurs	20	36 000
Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail	25	122 000
Ressources naturelles		
Ministère	1	3 986 000
Commission canadienne de sûreté nucléaire	20	4 400 000
Office national de l'énergie	30	973 000

Affectations des crédits centraux du Conseil du Trésor

Ministère ou organisme	Crédit	(dollars)
Santé		
Ministère	1	10 122 000
Agence canadienne de contrôle de la procréation assistée	10	13 000
Instituts de recherche en santé du Canada	15	22 000
Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses	25	73 000
Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés	30	42 000
Agence de la santé publique du Canada	35	1 257 000
Sécurité publique et Protection civile		
Ministère	1	537 000
Agence des services frontaliers du Canada	10	1 007 000
Service canadien du renseignement de sécurité	20	17 319 000
Service correctionnel	25	37 234 000
Commission nationale des libérations conditionnelles	35	505 000
Bureau de l'enquêteur correctionnel	40	19 000
Gendarmerie royale du Canada	45	2 971 000
Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada	60	10 000
Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada	65	51 000
Transports		
Ministère	1	9 790 000
Office des transports du Canada	25	222 000
Commission de la capitale nationale	40	374 000
Bureau de l'infrastructure du Canada	50	196 000
Tribunal d'appel des transports du Canada	70	5 000
Travaux publics et Services gouvernementaux		
Ministère	1	3 741 000
Fonds renouvelable des Services immobiliers	(S)	290 000
Fonds renouvelable du Bureau de la traduction	(S)	84 000
<i>Total des affectations</i>		<i>185 494 000</i>

Affectations des crédits centraux du Conseil du Trésor

Crédit 22 – Report du budget de fonctionnement

981 676 406 \$

Sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, ce crédit s'ajoute à d'autres crédits en autorisant un report des fonds non utilisés de l'exercice précédent, jusqu'à concurrence de 5 p. 100 du budget de fonctionnement non dépensé inscrit au budget principal des dépenses d'un ministère ou d'un organisme. Les ministères et les organismes ne sont pas tenus de rembourser les fonds provenant du crédit 22.

Ministère ou organisme	Crédit	(dollars)
Affaires étrangères et Commerce international		
Ministère	1	46 093 973
Agence canadienne de développement international	20	10 533 300
Commission mixte internationale	50	264 100
Affaires indiennes et du Nord canadien		
Ministère	1	30 420 047
Bureau de l'Interlocuteur fédéral auprès des Métis et des Indiens non inscrits	20	114 195
Commission canadienne des affaires polaires	40	28 783
Commission sur les revendications particulières des Indiens	50	252 150
Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones	55	6 474 774
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec	1	2 234 650
Agence de promotion économique du Canada atlantique		
Ministère	1	4 139 250
Agriculture et Agroalimentaire		
Ministère	1	31 518 300
Agence canadienne d'inspection des aliments	30	45 374 915
Agence canadienne d'inspection des aliments	35	6 758 260
Anciens combattants	1	6 568 313
Citoyenneté et Immigration		
Ministère	1	21 062 850
Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada	10	4 582 950
Conseil du Trésor		
Secrétariat	1	7 997 572
École de la fonction publique du Canada	25	3 840 451
Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada	35	4 519 609
Conseil privé		
Ministère	1	5 840 486
Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes	5	298 900
Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports	10	1 274 300
Commissariat aux langues officielles	20	760 297
Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité	30	130 000

Affectations des crédits centraux du Conseil du Trésor

Ministère ou organisme	Crédit	(dollars)
Défense nationale		
Ministère	1	54 379 652
Ministère	5	100 169 685
Ministère	10	4 634 953
Comité des griefs des Forces canadiennes	15	289 900
Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire	20	155 950
Diversification de l'économie de l'Ouest canadien	1	2 360 850
Environnement		
Ministère	1	13 329 361
Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie	20	236 100
Finances		
Ministère	1	4 676 750
Vérificateur général	15	1 882 620
Tribunal canadien du commerce extérieur	20	430 450
Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada	25	1 405 500
Gouverneur général	1	551 154
Industrie		
Ministère	1	17 542 858
Agence spatiale canadienne	25	9 719 550
Tribunal de la concurrence	45	54 282
Commission du droit d'auteur	50	113 700
Conseil national de recherches du Canada	55	19 673 200
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	70	1 800 100
Conseil de recherches en sciences humaines	80	980 800
Statistique Canada	95	32 768 992
Justice		
Ministère	1	12 953 141
Commission canadienne des droits de la personne	10	932 150
Tribunal canadien des droits de la personne	15	74 628
Commissaire à la magistrature fédérale	20	381 450
Commissaire à la magistrature fédérale	25	79 450
Service administratif des tribunaux judiciaires	30	1 684 018
Commissariat à l'information du Canada	40	327 460
Commissariat à la protection de la vie privée du Canada	45	723 000
Cour suprême du Canada	50	1 039 550

Affectations des crédits centraux du Conseil du Trésor

Ministère ou organisme	Crédit	(dollars)
Patrimoine canadien		
Ministère	1	12 797 947
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	40	1 063 743
Bibliothèque et Archives du Canada	45	2 043 445
Commission des champs de bataille nationaux	55	343 359
Office national du film	60	3 656 200
Commission de la fonction publique	80	4 916 200
Commission des relations de travail dans la fonction publique	85	853 650
Tribunal de la dotation de la fonction publique	90	235 500
Condition féminine – Bureau de la coordonnatrice	95	574 450
Pêches et Océans	1	47 095 756
Ressources humaines et Développement des compétences		
Ministère	1	27 814 711
Conseil canadien des relations industrielles	10	533 400
Tribunal canadien des relations professionnelles artistes-producteurs	20	87 850
Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail	25	186 969
Ressources naturelles		
Ministère	1	22 513 282
Commission canadienne de sûreté nucléaire	20	1 990 071
Administration du pipe-line du Nord	35	43 500
Santé		
Ministère	1	54 328 748
Agence canadienne de contrôle de la procréation assistée	10	451 100
Instituts de recherche en santé du Canada	15	2 062 600
Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses	25	150 950
Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés	30	275 000
Agence de la santé publique du Canada	35	14 816 400
Sécurité publique et Protection civile		
Ministère	1	7 419 078
Service canadien du renseignement de sécurité	20	9 706 508
Service correctionnel	25	59 042 218
Commission nationale des libérations conditionnelles	35	1 875 690
Bureau de l'enquêteur correctionnel	40	34 426
Gendarmerie royale du Canada	45	118 966 265
Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada	60	39 500
Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada	65	184 155

Affectations des crédits centraux du Conseil du Trésor

Ministère ou organisme	Crédit	(dollars)
Transports		
Ministère	1	30 224 542
Office des transports du Canada	25	1 158 650
Bureau de l'infrastructure du Canada	50	1 793 908
Tribunal d'appel des transports du Canada	70	60 000
Travaux publics et Services gouvernementaux	1	25 902 956
<i>Total des affectations</i>		<i>981 696 406</i>

Affectations des crédits centraux du Conseil du Trésor

Crédit 23 – Besoins en matière de la rémunération

500 000 000 \$

Sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, ce crédit s'ajoute à d'autres crédits en assurant au gouvernement les fonds nécessaires pour respecter ses exigences juridiques d'employeur, notamment les congés parentaux et les indemnités versées lors d'une cessation d'emploi, ainsi que les rajustements aux conditions d'emploi ou aux emplois à la fonction publique. Les ministères peuvent obtenir ce crédit tout au long de l'exercice financier. Les exigences supplémentaires en matière de salaires sont habituellement définies vers la fin de chaque exercice, et aucune demande n'avait encore été présentée au Conseil du Trésor pour examen au moment de la préparation du présent budget supplémentaire des dépenses.

Les exigences supplémentaires en matière de rémunération sont habituellement définies vers la fin de chaque exercice, et aucune demande n'avait été présentée au Conseil du Trésor pour examen au moment de la préparation du présent budget supplémentaire des dépenses. Les ministères et les organismes ne sont pas tenus de rembourser les fonds provenant du crédit 23.

Postes horizontaux inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère, organisme ou société d'État

(en milliers de dollars)

Commission d'enquête relative aux mesures d'investigation prises à la suite de l'attentat à la bombe perpétré contre le vol 182 d'Air India et ressources nécessaires pour permettre aux ministères de mener l'enquête

(La Commission d'enquête relative aux mesures d'investigation prises à la suite de l'attentat à la bombe commis contre le vol 182 d'Air India a été mise sur pied dans l'objectif précis d'évaluer les lacunes qui auraient pu marquer l'enquête et la réaction à l'incident, et à faire des recommandations visant à améliorer la réaction du gouvernement du Canada face à un acte de terrorisme et à des questions de sécurité nationale. Une partie des fonds servira à couvrir les coûts des opérations journalières de la Commission et à financer les frais juridiques et les honoraires des avocats attribuables au grand nombre de documents reçus par la Commission. Des fonds additionnels couvriront les coûts liés à l'examen et à l'analyse des documents, ainsi qu'au calendrier et à la détermination des témoins dans le cadre de la Commission d'enquête. Le fait qu'il s'agisse de matériel classifié alourdit sensiblement la charge de travail.)

Affaires étrangères et Commerce international	679
Conseil privé	6 258
Gendarmerie royale du Canada	1 373
Justice	2 589
Sécurité publique et Protection civile	94
Service canadien du renseignement de sécurité	1 365
Total	12 358

Enquête interne sur les actions des responsables canadiens relativement à Abdullah Almalki, Ahmad Abou-Elmaati et Muayyed Nureddin et ressources nécessaires pour permettre aux ministères de mener l'enquête

(Une partie des fonds servira à couvrir les coûts liés aux opérations journalières de la Commission d'enquête et financera les frais juridiques et les dépenses admissibles des familles et des parties à l'enquête. Des fonds additionnels couvriront les coûts liés à l'examen et à l'analyse des documents, ainsi qu'au calendrier et à la détermination des témoins dans le cadre de la Commission d'enquête. Le fait qu'il s'agisse de matériel classifié alourdit sensiblement la charge de travail.)

Affaires étrangères et Commerce international	1 041
Agence des services frontaliers du Canada	339
Conseil privé	7 503
Gendarmerie royale du Canada	3 733
Justice	3 977
Sécurité publique et Protection civile	253
Service canadien du renseignement de sécurité	2 721
Total	19 567

Postes horizontaux inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère, organisme ou société d'État

(en milliers de dollars)

Financement consacré au Fonds canadien sur l'infrastructure stratégique à des fins d'investissements dans des projets d'infrastructures publiques conçus pour améliorer la qualité de vie dans les communautés urbaines et rurales

(Ces fonds soutiendront divers projets d'infrastructure actuellement en cours, ainsi que de nouveaux projets comme l'amélioration d'autoroutes au Québec, à l'Île-du-Prince-Édouard et au Nouveau-Brunswick; l'agrandissement du canal de dérivation de la rivière Rouge au Manitoba; la prestation d'un service sur large bande par satellite dans la région du Nunavik et l'amélioration de l'infrastructure des chemins de fer de courtes distances au Québec.)

Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec	80
Agence de promotion économique du Canada atlantique	144
Bureau de l'infrastructure du Canada	571 763
Diversification de l'économie de l'Ouest canadien	13
Industrie	64
Transports	1 748
Total	573 812

Financement d'activités essentielles afin de poursuivre la mise en œuvre de la Loi sur la modernisation de la fonction publique

(Les fonds seront affectés aux activités de promotion visant une plus grande compréhension du contexte actuel à l'égard des ressources humaines et de l'intégration de la planification des ressources humaines dans les affaires ministérielles; ils permettront d'offrir des programmes de médiateurs partagés entre les ministères et des stratégies de perfectionnement professionnel; de soutenir les besoins en développement pour ce qui est des relations de travail et de la gestion des conflits; et d'accroître la capacité interne des ministères en matière de planification des ressources humaines, de surveillance et de mesure du rendement, et de formation des gestionnaires et des spécialistes des ressources humaines.)

Affaires étrangères et Commerce international	413
Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada	2 829
Agence de promotion économique du Canada atlantique	224
Agence des services frontaliers du Canada	309
Agence du revenu du Canada	205
Agriculture et Agroalimentaire	2 075
Bureau de l'infrastructure du Canada	38
Citoyenneté et Immigration	541
Commissaire à la magistrature fédérale	240
Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada	136
Conseil privé	135
Défense nationale	1 851
Diversification de l'économie de l'Ouest canadien	197
Environnement	608
Industrie	2 775
Justice	577
Pêches et Océans	1 706
Ressources humaines et Développement des compétences	908
Ressources naturelles	607

Postes horizontaux inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère, organisme ou société d'État

(en milliers de dollars)

Financement d'activités essentielles afin de poursuivre la mise en œuvre de la *Loi sur la modernisation de la fonction publique – Suite*

Santé	358
Secrétariat du Conseil du Trésor	474
Sécurité publique et Protection civile	411
Service administratif des tribunaux judiciaires	552
Service correctionnel	278
Statistique Canada	194
Transports	2 158
Travaux publics et Services gouvernementaux	211
Total	21 010

Financement du Programme de remise écoAUTO qui incite les Canadiens à acheter des véhicules à haut rendement énergétique

(Ces fonds serviront à verser des paiements aux Canadiens qui sont admissibles à un remboursement dans le cadre du Programme de remise écoAUTO. Le gouvernement a proposé dans le budget de 2007 une nouvelle remise axée sur le rendement énergétique jusqu'à concurrence de 2 000 \$ par véhicule aux bénéficiaires admissibles qui, à compter du 20 mars 2007, achètent ou concluent un bail d'un an ou plus pour un véhicule neuf à haut rendement énergétique. Le Programme de remise écoAUTO est une composante de la Stratégie écoTransports du gouvernement appliquée dans le cadre du Programme de l'air pur.)

Ressources humaines et Développement des compétences	6 347
Transports	109 699
Total	116 046

Fonds à l'appui de l'initiative sur la santé des océans dans le cadre de la Stratégie nationale sur l'eau

(Ces fonds appuieront l'établissement de nouvelles aires marines protégées, l'accroissement de la lutte contre la pollution, le développement d'un réseau national des aires marines protégées, et la collaboration avec des partenaires étrangers au sujet de questions qui concernent les océans et les eaux transfrontalières.)

Affaires indiennes et du Nord canadien	100
Agence Parcs Canada	627
Environnement	1 285
Pêches et Océans	3 449
Transports	5 314
Total	10 775

Postes horizontaux inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère, organisme ou société d'État

(en milliers de dollars)

Fonds à l'appui de la Loi fédérale sur la responsabilité en vue de l'évaluation quinquennale de tous les programmes courants de subventions et de contributions

(La Loi fédérale sur la responsabilité a été promulguée en décembre 2006 et elle comporte de nouvelles mesures visant à renforcer la reddition de comptes et accroître la transparence ainsi que la surveillance des opérations gouvernementales. Dans le budget de 2006, le gouvernement a réservé 11,1 millions de dollars par année, pour 2007-2008 et les années suivantes, afin de soutenir la nouvelle exigence en matière d'évaluation. Les fonds inscrits au présent budget supplémentaire des dépenses renforceront la capacité de surveiller la mise en œuvre de cette exigence inscrite dans la loi en prévoyant les ressources nécessaires pour entreprendre et mener les évaluations requises.)

Affaires étrangères et Commerce international	272
Affaires indiennes et du Nord canadien	544
Agence canadienne d'évaluation environnementale	91
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec	181
Agence de promotion économique du Canada atlantique	181
Agence de la santé publique du Canada	181
Agence du revenu du Canada	91
Agence Parcs Canada	91
Agence spatiale canadienne	203
Agriculture et Agroalimentaire	181
Anciens combattants	454
Bibliothèque et Archives du Canada	91
Bureau de l'infrastructure du Canada	272
Citoyenneté et Immigration	272
Condition féminine – Bureau de la coordonnatrice	91
Conseil de recherches en sciences humaines	272
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	272
Conseil national de recherches du Canada	203
Défense nationale	181
Diversification de l'économie de l'Ouest canadien	181
Environnement	181
Finances	272
Gendarmerie royale du Canada	181
Industrie	272
Instituts de recherche en santé du Canada	272
Justice	181
Patrimoine canadien	363
Pêches et Océans	181
Ressources humaines et Développement des compétences	405
Ressources naturelles	181
Santé	363
Sécurité publique et Protection civile	181
Service correctionnel	91
Transports	181
Travaux publics et Services gouvernementaux	91
Total	7 701

Postes horizontaux inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère, organisme ou société d'État

(en milliers de dollars)

Fonds consacrés aux programmes de publicité gouvernementale

(Ces fonds sont destinés à des campagnes de publicité et des initiatives visant à fournir de l'information aux Canadiens sur divers programmes et services gouvernementaux liés au mieux-être des Autochtones, à l'amélioration de la qualité de vie des enfants, des familles et des aînés, à la sécurité publique, à la protection civile, à la sensibilisation à l'environnement et à l'amélioration des services frontaliers. Les fonds serviront aussi à évaluer un certain nombre de campagnes existantes et à déterminer l'efficacité de l'outil d'évaluation de campagne publicitaire actuellement utilisé par des ministères et des organismes.)

Affaires étrangères et Commerce international	300
Affaires indiennes et du Nord canadien	600
Agence canadienne d'inspection des aliments	2 500
Agence de la santé publique du Canada	2 200
Agence des services frontaliers du Canada	1 500
Anciens combattants	700
Citoyenneté et Immigration	2 365
Défense nationale	10 000
Environnement	8 085
Finances	72
Patrimoine canadien	1 700
Ressources humaines et Développement des compétences	14 135
Santé	5 100
Sécurité publique et Protection civile	3 000
Transports	1 250
Travaux publics et Services gouvernementaux	75
Total	53 582

Fonds destinés à l'évaluation, à la gestion et à l'assainissement des sites fédéraux contaminés

(Le Plan d'action des sites contaminés fédéraux vise à réduire et éventuellement à éliminer les responsabilités financières fédérales relatives aux sites contaminés. Les fonds obtenus grâce au présent budget supplémentaire des dépenses seront attribués aux sociétés d'État, aux ministères et aux organismes fédéraux afin de leur permettre de poursuivre l'évaluation, l'assainissement et la gestion des risques des sites contaminés.)

Affaires indiennes et du Nord canadien	12 510
Agence des services frontaliers du Canada	130
Agence Parcs Canada	1 921
Agriculture et Agroalimentaire	1 224
Commission de la capitale nationale	801
Environnement	3 878
Gendarmerie royale du Canada	5 034
Les ponts Jacques-Cartier et Champlain Incorporée	50
Pêches et Océans	3 136
Ressources naturelles	128
Santé	608
Transports	8 832
Travaux publics et Services gouvernementaux	3 247
Total	41 499

Postes horizontaux inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère, organisme ou société d'État

(en milliers de dollars)

Fonds pour accroître la viabilité et la rentabilité du secteur des fruits à chair tendre en éradiquant le virus de la sharka du prunier au Canada

(Ces fonds contribueront aux coûts liés au dépistage, aux mesures d'application des lois et aux mesures réglementaires, appuieront la recherche sur la détection et la transmission du virus de la sharka et permettront de compenser les producteurs commerciaux dont les arbres fruitiers ont été détruits par le virus.)

Agence canadienne d'inspection des aliments	325
Agriculture et Agroalimentaire	5 956
Total	6 281

Fonds pour accroître les activités d'application de la loi dans le cadre de la Stratégie nationale antidrogue visant à réduire la disponibilité et la demande en drogues illicites

(Ces fonds serviront à des initiatives visant à améliorer la surveillance des précurseurs chimiques, les capacités d'analyse à la frontière, la saisie et le démantèlement des trafics de drogues illicites ainsi qu'à la poursuite des contrevenants, et à faire en sorte que les criminels n'aient pas accès aux produits de la criminalité.)

Agence des services frontaliers du Canada	1 264
Agence du revenu du Canada	660
Gendarmerie royale du Canada	3 685
Justice	480
Santé	1 648
Sécurité publique et Protection civile	168
Travaux publics et Services gouvernementaux	170
Total	8 075

Fonds pour augmenter le nombre de postes à la GRC et le nombre de procureurs fédéraux afin de mettre l'accent sur les priorités en matière d'application de la loi relatives à la drogue, à la corruption et à la sécurité à la frontière

(Ce financement servira à assumer les coûts liés au recrutement de personnel et à la conduite d'enquêtes complexes qui sont actuellement en retard à cause d'un manque de ressources. Il permettra également aux enquêteurs d'avoir à leur disposition les outils nécessaires à leurs recherches, notamment des services juridiques, des services de traduction, de comptabilité et d'experts en divers domaines; il servira en outre à payer les frais de déplacement, l'acquisition de renseignements et d'autres dépenses liées à des opérations secrètes menées pour protéger la sécurité des communautés; il servira finalement à payer les services juridiques en matière de poursuite à l'étape de l'enquête et à assurer le suivi des dossiers de la poursuite au stade judiciaire.)

Bureau du directeur des poursuites pénales	5 147
Gendarmerie royale du Canada	115 722
Total	120 869

Postes horizontaux inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère, organisme ou société d'État

(en milliers de dollars)

Fonds pour donner suite à la décision de la Cour suprême dans le jugement *R. c. Powley*, afin d'appuyer les activités de recherche, les discussions multilatérales et le renforcement des capacités des organisations métisses

(Ces fonds appuieront la capacité qu'ont les groupes métis de s'engager avec des partenaires fédéraux et provinciaux et de soutenir la recherche, l'analyse juridique et l'élaboration de politiques concernant les droits autochtones des Métis. De plus, ces ressources serviront à fournir aux communautés métis des services de police sensibles à leur culture, à rapprocher les droits des Métis et ceux des Premières nations en ce qui concerne le parc national Wood Buffalo et à engager les groupes métis dans la collecte de renseignements sur les oiseaux migrateurs qui éclaireront l'élaboration de règlements.)

Agence Parcs Canada	1 096
Environnement	940
Gendarmerie royale du Canada	611
Total	2 647

Fonds pour l'amélioration des services de prévention et des refuges pour les victimes de violence familiale (Programme pour la prévention de la violence familiale)

(Ces fonds constituent un appui à la construction de cinq nouveaux refuges sur les réserves afin de répondre à la demande actuelle. Les fonds serviront également à l'entretien des refuges existants et à l'amélioration des services pour détecter les cas de violence plus rapidement, offrir des services de protection à plus large échelle et permettre un suivi plus important.)

Affaires indiennes et du Nord canadien	8 950
Société canadienne d'hypothèques et de logement	30
Total	8 980

Fonds pour l'amélioration du rendement du système de réglementation utilisé dans le cas de grands projets de ressources naturelles qui doivent faire l'objet d'une étude exhaustive, d'un examen par un comité ou d'une évaluation intergouvernementale en vertu de la *Loi canadienne sur l'évaluation environnementale*

(Ces fonds serviront à accroître la capacité des ministères chargés de la réglementation et à établir un bureau de gestion des grands projets qui sera responsable de la coordination des exigences réglementaires fédérales pour ce qui est des grands projets de ressources naturelles.)

Affaires indiennes et du Nord canadien	1 808
Agence canadienne d'évaluation environnementale	2 986
Environnement	2 254
Pêches et Océans	5 935
Ressources naturelles	3 616
Transports	2 969
Total	19 568

Postes horizontaux inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère, organisme ou société d'État

(en milliers de dollars)

Fonds pour l'organisation et la tenue du XII^e Sommet de la Francophonie à Québec en 2008

(Ces fonds seront consacrés à la partie des coûts d'organisation du Sommet que doit assumer le gouvernement du Canada, y compris la mise sur pied d'un secrétariat du Sommet à Québec. Parmi ces coûts, mentionnons des frais de logement, la planification de la sécurité pendant la tenue du Sommet, ainsi que l'élaboration et la mise en œuvre des régimes d'assurance-maladie requis aux termes des conventions internationales.)

Affaires étrangères et Commerce international	5 667
Gendarmerie royale du Canada	4 277
Santé	182
Total	10 126

Fonds pour la mise en œuvre de la nouvelle Stratégie fédérale relative aux victimes et la mise sur pied du Bureau fédéral de l'ombudsman des victimes d'actes criminels

(Ces fonds couvriront les coûts de l'aide pour assister aux audiences, de l'aide aux victimes de contrevenants détenus dans des établissements fédéraux, et de l'aide aux Canadiens qui sont faits victimes à l'étranger. Ces fonds permettront aussi d'ajouter de nouvelles composantes au Fonds d'aide aux victimes afin d'accroître le soutien aux victimes et la participation au système de justice pénale, et d'élaborer et mettre en œuvre une enquête annuelle sur la condition de victime. L'un des principaux aspects de la stratégie consiste à créer le Bureau de l'ombudsman des victimes d'actes criminels pour que les victimes aient leur mot à dire en ce qui concerne le système correctionnel et le système de justice fédéral.)

Commission nationale des libérations conditionnelles	450
Justice	8 658
Service correctionnel	2 819
Total	11 927

Fonds pour la mise en œuvre de mesures de lutte antiparasitaire aux fins de l'évaluation et de l'homologation de pesticides à faible risque et pour accroître le recours à des évaluations des risques fondées sur des éléments probants

(Ces fonds seront consacrés à la méthodologie d'évaluation des risques de la réglementation sur les produits antiparasitaires fondée sur des données concrètes et ils aideront à combler l'écart technologique en accélérant l'évaluation et l'inscription de nouveaux pesticides à plus faible risque, de sorte que les agriculteurs canadiens puissent être concurrentiels sur les marchés étrangers. Les fonds serviront aussi à atténuer les entraves commerciales causées par la différence entre les normes concernant les résidus de pesticides au moyen de l'harmonisation et de la coopération internationale.)

Agriculture et Agroalimentaire	474
Santé	3 383
Total	3 857

Postes horizontaux inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère, organisme ou société d'État

(en milliers de dollars)

Fonds pour la mise en œuvre des plans de prévention et de traitement de la Stratégie nationale antidrogue qui sont axés sur des initiatives en matière d'éducation, de commercialisation et de traitement

(Ces fonds permettront à Santé Canada de participer aux mesures indiquées dans le Plan d'action sur l'application de la loi ainsi que d'apporter des modifications législatives concernant les pénalités minimales obligatoires, qui sont aussi des composantes clés de la Stratégie. Une partie du financement des Plans de prévention et de traitement appuiera une campagne de sensibilisation axée sur des activités de prévention liées à l'utilisation de substances intoxicantes et à la toxicomanie; un programme de traitement des toxicomanes; et l'amélioration des services de traitement pour les populations inuites et des Premières nations. De plus, ces fonds serviront à appuyer un nouveau programme de recherche axé sur des démarches et des modèles de traitement des toxicomanes visant à remédier à la toxicomanie. Ces ressources serviront aussi à la mise en œuvre de la stratégie antidrogue du Programme de la justice pour les jeunes, qui vise à réhabiliter les jeunes ayant des problèmes avec la justice. Ces fonds permettront aussi à la Gendarmerie royale du Canada d'accroître la capacité qu'ont les agents de renvoyer les jeunes ayant des problèmes de toxicomanie en évaluation et en traitement afin de faciliter leur réinsertion dans la communauté.)

Instituts de recherche en santé du Canada	100
Justice	548
Santé	10 479
Total	11 127

Fonds pour la mise en œuvre du plan d'action visant à renforcer le système de réglementation du Canada et à mettre sur pied un centre d'expertise en réglementation au sein du Secrétariat du Conseil du Trésor

(Ces fonds serviront à accroître la capacité qu'a le Secrétariat du Conseil du Trésor de s'assurer que les engagements et les orientations sont conformes à ce qui est inscrit dans la Directive; à établir au sein du Secrétariat du Conseil du Trésor un centre d'expertise en réglementation chargé de fournir aux ministères et aux organismes des connaissances et de l'aide dans des domaines comme l'analyse coûts-avantages et la mesure du rendement; et fournir des ressources aux ministères et aux organismes de manière à accroître leur capacité de coordonner la mise en œuvre de la Directive du Cabinet.)

Affaires indiennes et du Nord canadien	59
Agence canadienne d'évaluation environnementale	59
Agence canadienne d'inspection des aliments	59
Agence des services frontaliers du Canada	59
Agence du revenu du Canada	59
Agence Parcs Canada	60
Agriculture et Agroalimentaire	60
Défense nationale	59
Environnement	59
Industrie	59
Justice	59
Pêches et Océans	53
Ressources humaines et Développement des compétences	59
Santé	119
Secrétariat du Conseil du Trésor	2 408
Transports	113
Total	3 403

Postes horizontaux inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère, organisme ou société d'État

(en milliers de dollars)

Fonds pour la mise en œuvre et la gestion de l'Accord sur le bois d'œuvre résineux Canada–États-Unis de 2006

(Ces fonds se rapportent à la mise en œuvre de l'accord de 2006 entre le Canada et les États-Unis régissant l'exportation du bois d'œuvre résineux canadien aux États-Unis. Ils serviront à couvrir les coûts liés à l'administration et à la mise en œuvre de l'Accord [Affaires étrangères et Commerce international], ceux liés à l'application, à la perception et à la gestion des nouveaux frais d'exportation qui toucheront le bois d'œuvre résineux canadien exporté aux États-Unis [Agence du revenu du Canada] ainsi que ceux nécessaires à la prestation de services juridiques [Justice].)

Affaires étrangères et Commerce international	12 937
Agence du revenu du Canada	15 231
Justice	171
Total	28 339

Fonds pour la mise sur pied d'équipes intégrées de la police de la contrefaçon dans le cadre de la Stratégie nationale de répression de la contrefaçon

(Ces fonds serviront à créer des équipes intégrées de la police de la contrefaçon incluant des coordonnateurs régionaux dans des endroits stratégiques partout au Canada. Les fonds seront investis dans des initiatives d'application des lois relatives à la production ou à la distribution de masse de devises contrefaites; dans des initiatives de prévention au moyen de l'élaboration et de la prestation de séminaires de sensibilisation et d'éducation publique; et dans des initiatives de poursuite en justice au moyen de l'élaboration et de la distribution d'une trousse de poursuite de l'État relativement à des infractions de fausse monnaie sur les plans régional et national.)

Gendarmerie royale du Canada	4 522
Sécurité publique et Protection civile	112
Total	4 634

Fonds pour la participation du Canada en tant que signataire de la Convention des Nations Unies contre la corruption

(Ces fonds permettront de composer avec la corruption au pays et de répondre aux demandes d'aide étrangère au titre de la lutte anticorruption. Ces fonds permettront aussi à la Gendarmerie royale du Canada, à Justice et à Affaires étrangères et Commerce international de satisfaire à des exigences additionnelles découlant de l'intensification des activités internationales liées à la Convention, comme l'augmentation des demandes mutuelles d'extradition et d'aide juridique, l'exigence de pleine participation aux mécanismes de surveillance et de suivi précisés dans la Convention, et des activités incluant la prestation d'une aide technique et d'une formation à des pays en développement.)

Affaires étrangères et Commerce international	730
Gendarmerie royale du Canada	2 846
Justice	884
Total	4 460

Postes horizontaux inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère, organisme ou société d'État

(en milliers de dollars)

Fonds pour la prestation de services d'information sur les règlements, les programmes et les mesures de soutien du gouvernement à l'intention des petites entreprises et des entrepreneurs

(Ces fonds permettront de satisfaire aux exigences opérationnelles d'Entreprises Canada. Par l'entremise d'Entreprises Canada, Industrie et les organismes de développement régional fourniront aux petites entreprises et aux entrepreneurs des renseignements à jour et exacts au sujet des entreprises, y compris des renvois à des programmes, services et règlements gouvernementaux.)

Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec	1 820
Agence de promotion économique du Canada atlantique	2 341
Diversification de l'économie de l'Ouest canadien	3 702
Industrie	5 936
Total	13 799

Fonds pour la réalisation de projets liés au développement et à l'application de la biotechnologie (Stratégie canadienne en matière de biotechnologie)

(Ces fonds serviront à mettre fin à la Stratégie canadienne en matière de biotechnologie, y compris la transition de certaines fonctions vers d'autres programmes, dans les ministères qui s'imposent, afin d'assurer la continuité de la surveillance en matière de réglementation de la biotechnologie.)

Agriculture et Agroalimentaire	100
Industrie	511
Santé	650
Statistique Canada	400
Total	1 661

Fonds pour le Programme d'expositions et le Programme d'expositions rurales du gouvernement du Canada

(Ces fonds serviront à poursuivre les activités du Programme des expositions du gouvernement du Canada, qui est utilisé dans le cadre de grands événements comme le Stampede de Calgary, le Festival des lumières de Charlottetown et les Grands voiliers à Halifax; ainsi que les activités du programme de rayonnement du gouvernement du Canada destiné aux Canadiens qui vivent dans des régions rurales et éloignées.)

Agriculture et Agroalimentaire	500
Travaux publics et Services gouvernementaux	4 471
Total	4 971

Fonds pour les activités juridiques et la compensation de dettes fiscales, ce qui comprend le service Conseils juridiques et litiges-recouvrements

(Ces fonds soutiendront les activités de perception dans le cadre du Programme canadien de prêts aux étudiants, comme les services juridiques, les recouvrements de comptes de caractère contentieux et la déduction de remboursements d'impôt sur le revenu des particuliers de dettes étudiantes. Ressources humaines et Développement des compétences utilisera ces fonds au titre de ses services comptables.)

Agence du revenu du Canada	4 606
Ressources humaines et Développement des compétences	1 017
Total	5 623

Postes horizontaux inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère, organisme ou société d'État

(en milliers de dollars)

Fonds pour les initiatives législatives, stratégiques et opérationnelles découlant du budget fédéral de 2007, telles que la Prestation fiscale pour le revenu gagné, le nouveau Crédit d'impôt pour enfants, les mesures ayant trait aux plans d'épargne et l'amélioration des activités de vérification et d'application de la loi

(Ces fonds serviront à mettre en œuvre des mesures de vérification et d'application de la loi améliorées qui ont été annoncées dans le budget fédéral de 2007. En particulier, le financement accordé à l'Agence du revenu du Canada appuiera un éventail d'activités comme le traitement des demandes, la vérification des demandes de remboursement, les modifications apportées aux systèmes de traitement et les demandes de renseignements au téléphone. Le financement accordé à Travaux publics et Services gouvernementaux soutiendra l'émission, le rapprochement et le remboursement des paiements de la nouvelle prestation fiscale pour le revenu gagné (chèques et virements automatiques).)

Agence du revenu du Canada	45 228
Travaux publics et Services gouvernementaux	36
Total	45 264

Fonds pour mettre en branle et soutenir les activités du Bureau d'orientation relatif aux titres de compétences étrangers visant à permettre aux personnes ayant reçu une formation ou une instruction à l'étranger de recevoir des renseignements en vue de mettre à profit leurs compétences et leurs titres sur le marché du travail canadien

(Ces fonds permettront d'aider des personnes ayant reçu une formation et une instruction à l'étranger à bénéficier des services de référence dont ils ont besoin pour trouver un emploi qui correspond à leurs compétences et à leur expérience, et de mieux satisfaire aux besoins du marché du travail. Ces services aideront ces personnes à déterminer l'organisme de réglementation et d'évaluation de leur profession, et à évaluer les conditions du marché du travail.)

Citoyenneté et Immigration	2 219
Ressources humaines et Développement des compétences	4 194
Total	6 413

Fonds pour permettre aux employeurs de composer avec les pénuries actuelles de travailleurs compétents et pour améliorer l'intégrité du système de permis de travail en apportant des améliorations au Programme des travailleurs étrangers temporaires

(Ces fonds seront affectés à une série de programmes qui sont conçus pour réduire les retards de traitement, réagir plus efficacement aux pénuries régionales de main-d'œuvre et de compétences, et renforcer la surveillance et l'observation. Ces nouvelles mesures feront en sorte que le processus d'embauche de travailleurs étrangers qualifiés par de petites et grandes entreprises soit plus efficace et efficient pour les employeurs.)

Citoyenneté et Immigration	4 588
Ressources humaines et Développement des compétences	15 907
Total	20 495

Postes horizontaux inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère, organisme ou société d'État

(en milliers de dollars)

Fonds pour préparer la participation du Canada à l'Année polaire internationale 2007-2008, un programme international de recherche à grande échelle en Arctique et en Antarctique

(Ces fonds soutiendront un programme de deux ans exécuté conjointement avec plus de 60 pays de partout dans le monde qui sera suivi de trois ans de travaux visant à satisfaire aux exigences en matière de gestion de données, de rayonnement et de production de résultats de recherche. Le financement offrira aussi un soutien à la formation, à la participation communautaire et à l'organisation matérielle de la santé et de la sécurité ainsi que de la protection civile de manière à tenir compte de l'augmentation du nombre de chercheurs canadiens et étrangers dans le Nord.)

Affaires indiennes et du Nord canadien	15 743
Agence canadienne d'inspection des aliments	182
Agence de la santé publique du Canada	350
Agence Parcs Canada	571
Agriculture et Agroalimentaire	41
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	12 088
Environnement	4 323
Instituts de recherche en santé du Canada	3 838
Musée canadien des civilisations	263
Pêches et Océans	10 508
Ressources naturelles	974
Santé	47
Total	48 928

Fonds pour respecter les obligations énoncées dans l'Accord sur les revendications territoriales des Inuits du Nunavik

(Le 1^{er} décembre 2006, le gouvernement du Canada, le gouvernement du Nunavut et la Société Makivik, une organisation qui représente les Inuits du Nunavik, ont signé l'Accord sur les revendications territoriales des Inuits du Nunavik. L'accord couvre les îles extracôtières qui n'étaient pas visées dans la Convention de la Baie-James et du Nord québécois de 1975, et il règle une autre revendication à l'égard d'un territoire du Labrador. Les principaux éléments de financement de l'accord englobent des paiements de transfert, des droits de propriété de terrains, des droits d'exploitation du sol et du sous-sol, ainsi que divers coûts liés à la mise en œuvre des obligations prévues dans l'accord.)

Affaires indiennes et du Nord canadien	24 894
Agence Parcs Canada	325
Environnement	189
Musée canadien des civilisations	62
Pêches et Océans	1 965
Ressources naturelles	250
Total	27 685

Postes horizontaux inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère, organisme ou société d'État

(en milliers de dollars)

Fonds relatif au transfert au gouvernement fédéral des responsabilités de la Colombie-Britannique en matière d'administration des libérations conditionnelles

(Ces fonds permettront à la Commission nationale des libérations conditionnelles et à Service correctionnel de gérer l'augmentation de la charge de travail associée au transfert de responsabilité du processus décisionnel en matière de libération conditionnelle dans le cas des contrevenants en Colombie-Britannique.)

Commission nationale des libérations conditionnelles	1 500
Service correctionnel	6 012
Total	7 512

Initiatives liées à la sécurité publique

(Ces fonds contribueront aux diverses initiatives qui soutiennent trois grands intérêts en matière de sécurité nationale : protéger le Canada et les Canadiens au pays et à l'étranger; veiller à ce que le Canada ne soit pas une source de menaces pour nos alliés et contribuer à la sécurité internationale. En particulier, ces fonds permettront à la Gendarmerie royale du Canada d'achever l'informatisation des dépôts de casiers judiciaires et d'empreintes dactyloscopiques du Canada. Ils permettront à Sécurité publique et Protection civile de renforcer sa capacité de gestion des urgences en ce qui a trait aux opérations, aux exercices et à la formation, et ils contribueront à l'accroissement de la sécurité du système de transport urbain. Des fonds seront aussi fournis à un certain nombre de ministères et d'organismes aux fins de l'Initiative de recherche et de technologie chimique, biologique, radiologique et nucléaire, qui concerne les initiatives de recherche et de développement visant à faire obstacle aux menaces auxquelles les Canadiens sont confrontés.)

Agence canadienne d'inspection des aliments	255
Agence de la santé publique du Canada	432
Agence des services frontaliers du Canada	5
Agriculture et Agroalimentaire	42
Gendarmerie royale du Canada	22 380
Industrie	694
Justice	426
Ressources naturelles	280
Santé	825
Sécurité publique et Protection civile	23 010
Total	48 349

GRAND TOTAL	1 331 343
--------------------	------------------

Transferts entre organisations inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Les ministères demandent souvent de transférer des fonds entre des organismes à diverses fins. Le tableau présente un résumé de ces transactions. Des montants positifs indiquent les fonds reçus par des organismes, tandis que des montants négatifs désignent des réductions pour les organismes qui transfèrent des fonds.

Le tableau ci-dessous indique les transferts qui apparaissent dans le présent budget supplémentaire des dépenses.

Ministère / Organisme	Crédit	Dollars
Fonds consacrés à la création du Commissariat à l'intégrité du secteur public		
Commissariat à l'intégrité du secteur public	Crédit 27 (Dépenses du Programme)	1 425 420
Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada	Crédit 35 (Dépenses du Programme)	(1 425 420)
Pour accroître la connectabilité au Système national intégré d'information interorganismes		
Pêches et Océans	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	424 750
Commission nationale des libérations conditionnelles	Crédit 35 (Dépenses du Programme)	272 200
Service canadien du renseignement de sécurité	Crédit 20 (Dépenses du Programme)	180 500
Affaires étrangères et Commerce international	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	156 164
Sécurité publique et Protection civile	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(1 033 614)
Pour appuyer l'élaboration de l'Atlas mondial des ressources en déficience intellectuelle		
Ressources humaines et Développement des compétences	Crédit 5 (Subventions et contributions)	100 000
Agence de la santé publique du Canada	Crédit 40 (Subventions et contributions)	(100 000)
Pour appuyer l'étude Les maux qui affligent nos infirmières de la Fondation canadienne de la recherche sur les services de santé		
Agence de la santé publique du Canada	Crédit 40 (Subventions et contributions)	55 000
Santé	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(55 000)
Pour appuyer la fusion du Conseil des langues du Canada et de l'Association canadienne des écoles de langues privées dans le but d'établir des normes d'accréditation uniques		
Affaires étrangères et Commerce international	Crédit 10 (Subventions et contributions)	50 000
Patrimoine canadien	Crédit 5 (Subventions et contributions)	(50 000)

Transferts entre organisations inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère / Organisme	Crédit	Dollars
Pour appuyer la participation des Autochtones dans les activités associées aux espèces aquatiques en péril dans le cadre de la <i>Loi sur les espèces en péril</i>		
Pêches et Océans	Crédit 10 (Subventions et contributions)	722 592
Environnement	Crédit 10 (Subventions et contributions)	(722 592)
Pour appuyer la restauration écologique du parc Point Pleasant à Halifax (Nouvelle-Écosse)		
Environnement	Crédit 10 (Subventions et contributions)	750 000
Agence Parcs Canada	Crédit 25 (Dépenses du Programme)	(250 000)
Ressources naturelles	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(500 000)
Pour appuyer le festival de théâtre biennal à l'intention des compagnies de théâtre francophones professionnelles dans les régions minoritaires au Canada et sur la scène internationale (Festival Zone Théâtrale)		
Société du Centre national des Arts	Crédit 50 (Paiements à la Société du Centre national des Arts)	150 000
Patrimoine canadien	Crédit 5 (Subventions et contributions)	(150 000)
Pour appuyer le Réseau de recherche sur la gestion des océans afin de renforcer les liens entre les chercheurs des domaines des sciences sociales et humaines, des sciences naturelles et du génie qui ont trait à la gestion des océans et les universités et autres secteurs et institutions		
Conseil de recherches en sciences humaines	Crédit 80 (Dépenses de fonctionnement)	14 353
	Crédit 85 (Subventions)	250 000
Pêches et Océans	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(264 353)
Pour appuyer les célébrations du 100^e anniversaire de la création de la Commission des champs de bataille nationaux et du parc des Champs-de-bataille situé dans la ville de Québec		
Commission des champs de bataille nationaux	Crédit 55 (Dépenses du Programme)	325 000
Patrimoine canadien	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(325 000)
Pour appuyer les chaires de recherche du Canada au Collège militaire royal du Canada		
Défense nationale	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	402 500
Conseil de recherches en sciences humaines	Crédit 85 (Subventions)	(70 000)
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	Crédit 75 (Subventions)	(332 500)

Transferts entre organisations inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère / Organisme	Crédit	Dollars
Pour appuyer une collaboration multilatérale en matière de théâtre francophone et assurer la participation du Canada aux réunions de la Commission internationale du théâtre francophone		
Conseil des Arts du Canada	Crédit 10 (Paiements au Conseil des Arts du Canada)	230 000
Patrimoine canadien	Crédit 5 (Subventions et contributions)	(230 000)
Pour appuyer une initiative conjointe liée aux sciences de la vie et aux sciences physiques		
Agence spatiale canadienne	Crédit 25 (Dépenses de fonctionnement)	150 000
Agence de promotion économique du Canada atlantique	Crédit 5 (Subventions et contributions)	(150 000)
Pour couvrir les coûts indirects de la recherche financée par le gouvernement fédéral au Collège militaire royal du Canada		
Défense nationale	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	768 685
Conseil de recherches en sciences humaines	Crédit 85 (Subventions)	(768 685)
Pour des contributions dans le domaine des relations avec les universités relativement à un programme de bourses d'études en Amérique latine et dans les Caraïbes		
Affaires étrangères et Commerce international	Crédit 10 (Subventions et contributions)	750 000
Agence canadienne de développement international	Crédit 25 (Subventions et contributions)	(750 000)
Pour des coûts de fonctionnement et coûts en capital supplémentaires dans des missions à l'étranger		
Affaires étrangères et Commerce international	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	1 103 800
	Crédit 5 (Dépenses en capital)	606 600
Service canadien du renseignement de sécurité	Crédit 20 (Dépenses du Programme)	(1 710 400)
Pour des investissements dans des initiatives de coordination des opérations de recherche et de sauvetage partout au Canada		
Pêches et Océans	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	743 928
Gendarmerie royale du Canada	Crédit 45 (Dépenses de fonctionnement)	187 571
Défense nationale	Crédit 5 (Dépenses en capital)	(931 499)

Transferts entre organisations inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère / Organisme	Crédit	Dollars
Pour des modifications aux accords financiers de transfert de l'autonomie gouvernementale avec 10 Premières nations du Yukon		
Affaires indiennes et du Nord canadien	Crédit 10 (Subventions et contributions)	488 387
Santé	Crédit 5 (Subventions et contributions)	(488 387)
Pour des rajustements salariaux au sein du Ministère		
Agence canadienne d'évaluation environnementale	Crédit 15 (Dépenses du Programme)	37 200
Environnement	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(37 200)
Pour financer des services de santé et des recherches sur la santé de la population portant sur la surveillance du diabète		
Instituts de recherche en santé du Canada	Crédit 20 (Subventions)	349 999
Agence de la santé publique du Canada	Crédit 40 (Subventions et contributions)	(149 999)
Santé	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(200 000)
Pour financer la recherche sur la grippe afin de renforcer la capacité du Canada de faire face à une pandémie de grippe		
Instituts de recherche en santé du Canada	Crédit 20 (Subventions)	350 000
Agence de la santé publique du Canada	Crédit 40 (Subventions et contributions)	(350 000)
Pour fournir le financement et l'appui à des subventions et des prix par l'entremise du concours ouvert de subventions		
Instituts de recherche en santé du Canada	Crédit 20 (Subventions)	291 000
Santé	Crédit 5 (Subventions et contributions)	(291 000)
Pour fournir un soutien au personnel du ministère travaillant dans des missions à l'étranger		
Affaires étrangères et Commerce international	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	12 859 220
	Crédit 5 (Dépenses en capital)	5 208 100
Travaux publics et Services gouvernementaux	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(49 700)
Ressources naturelles	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(83 000)
Gendarmerie royale du Canada	Crédit 45 (Dépenses de fonctionnement)	(119 000)
Agence du revenu du Canada	Crédit 1 (Dépenses du Programme)	(230 500)
Agriculture et Agroalimentaire	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(243 500)
Sécurité publique et Protection civile	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(251 500)
Santé	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(267 840)

Transferts entre organisations inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère / Organisme	Crédit	Dollars
Secrétariat du Conseil du Trésor	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(271 600)
Anciens combattants	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(301 000)
Justice	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(366 700)
Agence canadienne d'inspection des aliments	Crédit 30 (Dépenses de fonctionnement et contributions)	(434 000)
Patrimoine canadien	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(671 400)
Agence des services frontaliers du Canada	Crédit 10 (Dépenses de fonctionnement)	(753 900)
Défense nationale	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(1 150 280)
Agence canadienne de développement international	Crédit 25 (Subventions et contributions)	(4 477 400)
Citoyenneté et Immigration	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(8 396 000)

Pour gérer la prestation de services en matière d'installations et de biens immobiliers

Agence du revenu du Canada	Crédit 1 (Dépenses du Programme)	257 146 488
Travaux publics et Services gouvernementaux	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(257 146 488)

Pour l'agrandissement et la modernisation du Musée de la Gaspésie

Patrimoine canadien	Crédit 5 (Subventions et contributions)	800 000
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec	Crédit 5 (Subventions et contributions)	(800 000)

Pour l'augmentation de la charge de travail en raison de la mise en application de la Loi de 2001 sur la marine marchande du Canada

Tribunal d'appel des transports du Canada	Crédit 70 (Dépenses du Programme)	199 250
Transports	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(199 250)

Pour la conception et la construction de l'installation de confinement, de niveau de biosécurité 3, de l'International Vaccine Centre (InterVac) de Saskatoon

Diversification de l'économie de l'Ouest canadien	Crédit 5 (Subventions et contributions)	5 000 000
Agence canadienne d'inspection des aliments	Crédit 30 (Dépenses de fonctionnement et contributions)	(2 000 000)
Agence de la santé publique du Canada	Crédit 35 (Dépenses de fonctionnement)	(3 000 000)

Transferts entre organisations inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère / Organisme	Crédit	Dollars
Pour la création du Musée du portrait du Canada		
Bibliothèque et Archives du Canada	Crédit 45 (Dépenses du Programme)	23 162 000
Travaux publics et Services gouvernementaux	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(691 000)
	Crédit 5 (Dépenses en capital)	(22 471 000)
Pour la mise à jour du document Code modèle national de l'énergie pour les bâtiments – Canada		
Conseil national de recherches du Canada	Crédit 55 (Dépenses de fonctionnement)	649 515
Ressources naturelles	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(649 515)
Pour la mise en œuvre des plans de prévention et de traitement de la Stratégie nationale antidrogue qui sont axés sur des initiatives en matière d'éducation, de commercialisation et de traitement		
Justice	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	547 509
Santé	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(547 509)
Pour la mise en œuvre et la gestion de l'Accord sur le bois d'œuvre résineux Canada – États-Unis de 2006		
Agence du revenu du Canada	Crédit 1 (Dépenses du Programme)	171 000
Justice	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(171 000)
Pour la participation de la jeunesse Autochtone à un programme de formation visant à inciter des carrières dans les services d'application de la loi		
Gendarmerie royale du Canada	Crédit 45 (Dépenses de fonctionnement)	200 000
Sécurité publique et Protection civile	Crédit 5 (Subventions et contributions)	(200 000)
Pour la planification initiale des services de police et de la sécurité des Jeux olympiques d'hiver et paralympiques de 2010		
Sécurité publique et Protection civile	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	200 000
Agence de la santé publique du Canada	Crédit 35 (Dépenses de fonctionnement)	50 000
Gendarmerie royale du Canada	Crédit 45 (Dépenses de fonctionnement)	(250 000)
Pour la recherche sur l'élaboration de politiques relativement à la participation sportive		
Conseil de recherches en sciences humaines	Crédit 80 (Dépenses de fonctionnement)	10 000
	Crédit 85 (Subventions)	671 938
Patrimoine canadien	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(10 000)
	Crédit 5 (Subventions et contributions)	(671 938)

Transferts entre organisations inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère / Organisme	Crédit	Dollars
Pour la restauration du Parc Stanley, un lieu historique national à Vancouver (Colombie-Britannique)		
Environnement	Crédit 10 (Subventions et contributions)	1 000 000
Ressources naturelles	Crédit 10 (Subventions et contributions)	(1 000 000)
Pour la stratégie sur l'éducation du public et l'engagement des citoyens		
Service correctionnel	Crédit 25 (Dépenses de fonctionnement, subventions et contributions)	260 000
Sécurité publique et Protection civile	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(260 000)
Pour le changement sur le plan des responsabilités aux installations portuaires de Harbour Breton, Terre-Neuve		
Pêches et Océans	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	500 000
Transports	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(500 000)
Pour le coût de l'enquête indépendante afférente aux plans de retraite et d'assurances de la Gendarmerie royale du Canada		
Sécurité publique et Protection civile	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	1 882 651
Gendarmerie royale du Canada	Crédit 45 (Dépenses de fonctionnement)	(1 882 651)
Pour le développement des communautés minoritaires de langue officielle (Partenariat interministériel avec les communautés de langue officielle)		
Téléfilm Canada	Crédit 105 (Paiements à Téléfilm Canada devant servir aux fins prévues par la <i>Loi sur Téléfilm Canada</i>)	550 000
Agriculture et Agroalimentaire	Crédit 10 (Subventions et contributions)	400 000
Société du Centre national des Arts	Crédit 50 (Paiements à la Société du Centre national des Arts)	192 640
Industrie	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(15 323)
Patrimoine canadien	Crédit 5 (Subventions et contributions)	(1 157 963)
Pour le financement des contributions représentant la participation du Canada à la Convention de Rotterdam sur la procédure de consentement préalable en connaissance de cause applicable à certains produits chimiques et pesticides dangereux qui font l'objet d'un commerce international et à la Convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants		
Affaires étrangères et Commerce international	Crédit 10 (Subventions et contributions)	109 000
Affaires indiennes et du Nord canadien	Crédit 10 (Subventions et contributions)	(25 000)
Environnement	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(42 000)
Santé	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(42 000)

Transferts entre organisations inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère / Organisme	Crédit	Dollars
Pour le Fonds canadien sur l'infrastructure stratégique ayant trait à des investissements dans des projets d'infrastructures publiques pour améliorer la qualité de vie à la fois dans les communautés urbaines et rurales		
Transports	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	580 102
Agence de promotion économique du Canada atlantique	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	57 000
Industrie	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	34 343
Bureau de l'infrastructure du Canada	Crédit 55 (Contributions)	(671 445)
Pour le Fonds d'infrastructure des Premières nations afin d'améliorer la qualité de vie et l'environnement des membres des Premières nations		
Affaires indiennes et du Nord canadien	Crédit 10 (Subventions et contributions)	7 506 000
Bureau de l'infrastructure du Canada	Crédit 55 (Contributions)	(7 506 000)
Pour le Fonds pour la paix et la sécurité dans le monde afin que le Canada continue d'apporter son soutien aux opérations de paix de l'Union africaine au Darfour		
Affaires étrangères et Commerce international	Crédit 10 (Subventions et contributions)	11 867 339
Agence canadienne de développement international	Crédit 25 (Subventions et contributions)	(11 867 339)
Pour le Fonds sur l'infrastructure frontalière, en vue d'investissements destinés aux infrastructures pour réduire l'engagement à la frontière		
Agence des services frontaliers du Canada	Crédit 15 (Dépenses en capital)	15 000 000
Transports	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	141 067
Bureau de l'infrastructure du Canada	Crédit 55 (Contributions)	(15 141 067)
Pour le groupe de travail établi afin de donner des conseils sur le renforcement de la responsabilisation et de la gouvernance de la Gendarmerie royale du Canada		
Sécurité publique et Protection civile	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	1 500 000
Gendarmerie royale du Canada	Crédit 45 (Dépenses de fonctionnement)	(1 500 000)
Pour le Programme d'apprentissage mixte, une initiative unique à l'appui de l'objectif du gouvernement qui vise à établir de meilleures relations avec les agents négociateurs		
Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada	Crédit 35 (Dépenses du Programme)	448 000
Secrétariat du Conseil du Trésor	Crédit 20 (Assurances de la fonction publique)	(448 000)

Transferts entre organisations inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère / Organisme	Crédit	Dollars
Pour le programme de diversité de la musique canadienne qui est un volet du Fonds de la musique du Canada		
Conseil des Arts du Canada	Crédit 10 (Paiements au Conseil des Arts du Canada)	250 000
Patrimoine canadien	Crédit 5 (Subventions et contributions)	(250 000)
Pour le projet de l'Institut pour la connectivité dans les Amériques qui favorise l'utilisation équitable des technologies de l'information et des communications en vue d'améliorer la gouvernance démocratique et de promouvoir le développement socio-économique dans la région des Amériques		
Centre de recherches pour le développement international	Crédit 45 (Versements au Centre de recherches pour le développement international)	2 000 000
Agence canadienne de développement international	Crédit 25 (Subventions et contributions)	(2 000 000)
Pour le projet Radarsat-2		
Industrie	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	3 000 000
Agence spatiale canadienne	Crédit 30 (Dépenses en capital)	(3 000 000)
Pour le rajustement des coûts à l'égard du programme de l'Aviation		
Pêches et Océans	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	351 590
Transports	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(351 590)
Pour le remboursement lié aux besoins de locaux		
Ressources naturelles	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	262 679
Travaux publics et Services gouvernementaux	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(262 679)
Pour le transfert des services de technologie de l'information		
Service correctionnel	Crédit 25 (Dépenses de fonctionnement, subventions et contributions)	2 600 000
Commission nationale des libérations conditionnelles	Crédit 35 (Dépenses du Programme)	(2 600 000)

Transferts entre organisations inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère / Organisme	Crédit	Dollars
Pour les besoins en matière de services juridiques liés à la gestion et au versement de la Prestation universelle pour la garde d'enfants destinée aux familles canadiennes ayant de jeunes enfants		
Agence du revenu du Canada	Crédit 1 (Dépenses du Programme)	183 000
Justice	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(183 000)
Pour les besoins en matière de services juridiques liés à la mise en œuvre d'une initiative nationale visant à régler le problème de l'évitement fiscal interprovincial des sociétés		
Agence du revenu du Canada	Crédit 1 (Dépenses du Programme)	223 000
Justice	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(223 000)
Pour les besoins en matière de services juridiques liés aux initiatives législatives et stratégiques annoncées dans le Budget fédéral de 2006		
Agence du revenu du Canada	Crédit 1 (Dépenses du Programme)	196 000
Justice	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(196 000)
Pour les coûts de fonctionnement liés à la stratégie de gouvernance internationale des pêches et des océans		
Affaires étrangères et Commerce international	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	275 000
Pêches et Océans	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(275 000)
Pour des initiatives liées à la sécurité publique		
Gendarmerie royale du Canada	Crédit 45 (Dépenses de fonctionnement)	1 500 000
Santé	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	825 000
Industrie	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	694 000
Agence de la santé publique du Canada	Crédit 35 (Dépenses de fonctionnement)	432 000
Justice	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	426 000
Ressources naturelles	Crédit 5 (Dépenses en capital)	280 000
Agence canadienne d'inspection des aliments	Crédit 30 (Dépenses de fonctionnement et contributions)	255 000
Agriculture et Agroalimentaire	Crédit 5 (Dépenses en capital)	42 000
Agence des services frontaliers du Canada	Crédit 10 (Dépenses de fonctionnement)	5 000
Transports	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(431 000)
Défense nationale	Crédit 5 (Dépenses en capital)	(1 834 000)
Sécurité publique et Protection civile	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(2 194 000)

Transferts entre organisations inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère / Organisme	Crédit	Dollars
Pour les programmes de publicité gouvernementale		
Finances	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	72 000
Ressources humaines et Développement des compétences	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(72 000)
Pour les Services de police communautaire des Premières nations		
Gendarmerie royale de Canada	Crédit 45 (Dépenses de fonctionnement)	31 000 000
Sécurité publique et Protection civile	Crédit 5 (Subventions et contributions)	(31 000 000)
Pour mettre des biens immobiliers excédentaires fédéraux à la disposition des sans-abri		
Travaux publics et Services gouvernementaux	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	3 000 000
Ressources humaines et Développement des compétences	Crédit 5 (Subventions et contributions)	(3 000 000)
Pour partager des dépenses liées à des rapports statistiques sur les arts au Canada		
Patrimoine Canadien	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	23 673
Conseil des Arts du Canada	Crédit 10 (Paiements au Conseil des Arts du Canada)	(23 673)
Pour permettre aux organismes autochtones de développer une relation plus étroite et simplifiée avec le gouvernement du Canada en ce qui concerne le financement de base		
Affaires indiennes et du Nord canadien	Crédit 10 (Subventions et contributions)	1 920 615
	Crédit 20 (Bureau de l'Interlocuteur fédéral auprès des Métis et des Indiens non inscrits – Dépenses de fonctionnement)	242 105
	Crédit 25 (Bureau de l'Interlocuteur fédéral auprès des Métis et des Indiens non inscrits – Contributions)	4 934 750
Patrimoine canadien	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(242 105)
	Crédit 5 (Subventions et contributions)	(6 855 365)
Pour préparer la participation du Canada à l'Année polaire internationale 2007-2008, un programme international de recherche à grande échelle en Arctique et en Antarctique		
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	Crédit 75 (Subventions)	46 656
Santé	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(46 656)
Pour promouvoir la participation active de jeunes leaders canadiens dans l'ensemble du pays (Action Canada)		
Patrimoine canadien	Crédit 5 (Subventions et contributions)	200 000
Industrie	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(200 000)

Transferts entre organisations inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère / Organisme	Crédit	Dollars
Pour s'assurer que les politiques, les programmes et les services du gouvernement fédéral, nouveaux ou existants, tiennent compte des priorités et des besoins des collectivités ethnoculturelles (Initiative des institutions inclusives)		
Service correctionnel	Crédit 25 (Dépenses de fonctionnement, subventions et contributions)	100 000
Patrimoine canadien	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(100 000)
Pour sensibiliser le public et promouvoir la participation de la communauté aux activités de la Journée nationale des Autochtones		
Patrimoine canadien	Crédit 5 (Subventions et contributions)	112 000
Affaires indiennes et du Nord canadien	Crédit 10 (Subventions et contributions)	(112 000)
Pour soutenir la collectivité nationale des gestionnaires		
Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada	Crédit 35 (Dépenses du Programme)	1 001 234
Diversification de l'économie de l'Ouest canadien	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(3 508)
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(3 800)
Agence de promotion économique du Canada atlantique	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(6 612)
Conseil privé	Crédit 1 (Dépenses du Programme)	(6 805)
Sécurité publique et Protection civile	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(7 171)
Secrétariat du Conseil du Trésor	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(8 518)
Finances	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(8 866)
Patrimoine canadien	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(19 801)
Anciens combattants	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(34 611)
Citoyenneté et Immigration	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(34 859)
Affaires indiennes et du Nord canadien	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(36 919)
Ressources naturelles	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(41 096)
Transports	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(44 960)
Statistique Canada	Crédit 95 (Dépenses du Programme)	(51 464)
Environnement	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(57 554)
Affaires étrangères et Commerce international	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(58 240)

Transferts entre organisations inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère / Organisme	Crédit	Dollars
Agence canadienne d'inspection des aliments	Crédit 30 (Dépenses de fonctionnement et contributions)	(58 809)
Agriculture et Agroalimentaire	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(65 101)
Agence des services frontaliers du Canada	Crédit 10 (Dépenses de fonctionnement)	(111 152)
Service correctionnel	Crédit 25 (Dépenses de fonctionnement, subventions et contributions)	(137 539)
Ressources humaines et Développement des compétences	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(203 849)

Pour soutenir le Programme de partenariat Teasdale-Corti, une initiative de recherche en santé mondiale, afin de favoriser la création de partenariats internationaux à l'appui de la recherche et des interventions en santé

Centre de recherches pour le développement international	Crédit 45 (Versements au Centre de recherches pour le développement international)	500 000
Instituts de recherche en santé du Canada	Crédit 15 (Dépenses de fonctionnement) Crédit 20 (Subventions)	(68 750) (431 250)

Pour soutenir le Programme de recherche stratégique de Sport Canada visant à renforcer la capacité du Canada à mener des recherches relatives à l'activité physique et à la participation à des activités sportives

Instituts de recherche en santé du Canada	Crédit 20 (Subventions)	52 591
Patrimoine canadien	Crédit 5 (Subventions et contributions)	(52 591)

Pour soutenir les Centres d'excellence afin de favoriser et de financer les recherches stratégiques portant sur l'immigration, l'intégration et la diversité (projet Métropolis)

Conseil de recherches en sciences humaines	Crédit 85 (Subventions)	774 125
Agence de la santé publique du Canada	Crédit 35 (Dépenses de fonctionnement)	(85 000)
Ressources humaines et Développement des compétences	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(85 000)
Patrimoine canadien	Crédit 5 (Subventions et contributions)	(222 500)
Citoyenneté et Immigration	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(381 625)

Pour un rajustement de l'affectation des ressources à la suite du transfert des responsabilités à l'égard de la Direction générale de la santé de la population et de la santé publique

Agence de la santé publique du Canada	Crédit 35 (Dépenses de fonctionnement)	622 800
Santé	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(622 800)

Soutien à la Chaire canadienne pour la protection du milieu marin à l'Université maritime mondiale

Pêches et Océans	Crédit 10 (Subventions et contributions)	75 000
Transports	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(75 000)

Transferts entre organisations inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Les transferts suivants entre deux organismes gouvernementaux ou plus résultent du transfert de responsabilités pour des initiatives précises découlant des modifications apportées aux rouages de l'État conformément à la *Loi sur les restructurations et les transferts d'attributions dans l'administration publique*.

Ministère / Organisme	Crédit	Dollars
Pour la revitalisation du secteur riverain de Toronto grâce à des investissements dans les infrastructures et le développement urbain (Initiative de revitalisation du secteur riverain de Toronto), suite à un changement de portefeuille entre ministres		
Environnement	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	1 505 000
	Crédit 10 (Subventions et contributions)	232 810 000
Secrétariat du Conseil du Trésor	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(1 505 000)
	Crédit 2 (Contributions)	(232 810 000)
Pour le transfert de la responsabilité du programme Entreprise autochtone Canada comme suite à la restructuration du gouvernement		
Affaires indiennes et du Nord canadien	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	11 881 171
	Crédit 10 (Subventions et contributions)	37 250 000
Industrie	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(11 881 171)
	Crédit 10 (Subventions et contributions)	(37 250 000)
Pour les coûts des locaux, des programmes et des activités liés au Secteur des programmes d'accès public		
Ressources humaines et Développement des compétences	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	16 138 000)
Travaux publics et Services gouvernementaux	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(16 138 000)

Postes de 1 \$ inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Une organisation peut, par l'entremise du budget supplémentaire des dépenses, demander des modifications à diverses autorisations de dépenser obtenues à l'origine à la suite de l'approbation par le Parlement de projets de loi de crédits pour un budget principal des dépenses ou un budget supplémentaire des dépenses. Ces modifications peuvent comprendre des demandes de financement supplémentaire se rapportant à un transfert de fonds d'une autre organisation, à la réaffectation ou à la modification des autorisations de dépenser existantes ou à l'ajout de nouvelles autorisations.

On obtient l'approbation du Parlement pour de telles modifications en recourant au projet de loi de crédits habilitant. Toutefois, pour que ce poste soit inclus dans le projet de loi des crédits, il doit avoir une valeur pécuniaire. Cela ne pose pas de problème lorsqu'un ministère demande également un rajustement de ses affectations. Cependant, en l'absence de toute augmentation du crédit, un montant théorique de « un dollar » permet d'inclure le poste au projet de loi de crédits.

Les autorisations associées à chacun des postes de 1 \$ peuvent se rapporter à :

1. *L'approbation de subventions* – Le libellé utilisé dans le budget des dépenses pour décrire une subvention est à caractère législatif de sorte que toute nouvelle subvention ou augmentation à une subvention existante doit d'abord être approuvée par le Parlement avant qu'un paiement ne puisse être versé aux bénéficiaires admissibles. De plus, l'Agence canadienne de développement international doit inscrire à la fois ses subventions et ses contributions à faire approuver par le Parlement. Un poste de 1 \$ est inclus lorsque des affectations supplémentaires ne sont pas requises puisque la nouvelle subvention ou l'augmentation de la subvention (ou de la contribution dans le cas de l'Agence canadienne de développement international) est financée au moyen de ressources existantes ou d'un transfert de fonds d'une autre organisation.
2. *Le virement de crédits au sein d'une organisation* – La loi de crédits peut conférer à une organisation des autorisations de dépenser pour plus d'un crédit (p. ex. crédit pour dépenses de fonctionnement, crédit pour dépenses en capital). Tout au long d'un exercice, et pour diverses raisons, l'organisation peut réaligner le financement approuvé à la suite de modifications apportées aux mécanismes de prestation en tenant compte des priorités organisationnelles.
3. *Le virement entre organisations* – Les virements entre organisations sont utilisés à différentes fins, comme pour réaffecter les fonds d'une organisation à une autre, afin de gérer ou de mettre en œuvre une initiative ou un projet de façon plus efficiente et/ou de refléter les nouvelles responsabilités de l'organisation.
4. *La modification de l'autorisation intégrée au libellé d'un crédit* – Le budget supplémentaire des dépenses peut être utilisé pour modifier une autorisation existante intégrée au libellé d'un crédit d'une organisation. La plupart de ces autorisations se retrouvent dans le libellé des crédits non budgétaires des organisations et se rapportent aux limites ou plafonds des prêts et des investissements. Ces crédits non budgétaires sont précédés de la lettre « L ».

Le tableau qui suit illustre, pour chacune des catégories susmentionnées, les cas où un poste d'un montant de 1 \$ est requis dans ce budget supplémentaire des dépenses. Un certain nombre de ces opérations peuvent être décrites dans le libellé d'un crédit d'un ministère, mais il faudra prévoir pour chaque opération un poste de 1 \$. C'est pourquoi, puisque le tableau suivant est présenté par catégories, certains crédits ministériels pourraient être indiqués plus d'une fois malgré le fait qu'ils ne se rapportent qu'à un seul poste de 1 \$.

Postes de 1 \$ inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

1. L'approbation de subventions

Organisation	N° du crédit	Explication
Sécurité publique et Protection civile – Ministère	5a	Pour autoriser la nouvelle subvention inscrite au budget des dépenses nommée « Système national de repérage » d'un montant de 500 000 \$.

2 Le virement de crédits au sein d'une organisation

Organisation	N° du crédit	Explication
Ressources naturelles – Ministère	1a	Pour autoriser le virement de 6 650 272 \$ du crédit 10 (Ressources naturelles) pour les mesures prises par le gouvernement fédéral afin d'atténuer l'infestation par le dendroctone du pin ponderosa en Colombie-Britannique (3 050 000 \$) et pour réduire le nombre de nouveaux crédits requis en raison d'un rajustement technique (3 600 272 \$).
	10a	Pour autoriser le virement de 1 895 000 \$ du crédit 1 (Ressources naturelles) pour le Programme de l'énergie propre.

3. Le virement entre organisations

Organisation	N° du crédit	Explication
Affaires indiennes et du Nord canadien – Ministère	20a	Pour autoriser le virement de 242 105 \$ du crédit 1 (Patrimoine canadien) pour permettre aux organismes autochtones de développer une relation plus étroite et simplifiée avec le gouvernement du Canada en ce qui concerne le financement de base.
	25a	Pour autoriser le virement de 4 934 750 \$ du crédit 5 (Patrimoine canadien) pour permettre aux organismes autochtones de développer une relation plus étroite et simplifiée avec le gouvernement du Canada en ce qui concerne le financement de base.

Postes de 1 \$ inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Organisation	N° du crédit	Explication
Patrimoine canadien – Conseil des Arts du Canada	10a	Pour autoriser le virement de 480 000 \$ du crédit 5 (Patrimoine canadien) pour appuyer une collaboration multilatérale en matière de théâtre francophone et pour le programme de diversité de la musique canadienne qui est un volet du Fonds de la musique du Canada (250 000 \$) et assurer la participation du Canada aux réunions de la Commission internationale du théâtre francophone (230 000 \$).
Patrimoine canadien – Commission des champs de bataille nationaux	55a	Pour autoriser le virement de 325 000 \$ du crédit 1 (Patrimoine canadien) pour appuyer les célébrations du 100 ^e anniversaire de la création de la Commission des champs de bataille nationaux et du parc des Champs-de-bataille situé dans la ville de Québec.
Patrimoine canadien – Téléfilm Canada	105a	Pour autoriser le virement de 550 000 \$ du crédit 5 (Patrimoine canadien) pour le développement des communautés minoritaires de langue officielle (Partenariat interministériel avec les communautés de langue officielle).
Ressources humaines et Développement des compétences – Ministère	1a	Pour autoriser le virement de 16 138 000 \$ du crédit 1 (Travaux publics et Services gouvernementaux) pour les coûts des locaux, des programmes et des activités liés au Secteur des programmes d'accès public.
Ressources Naturelles – Ministère	1a	Pour autoriser le virement de 262 679 \$ du crédit 1 (Travaux publics et Services gouvernementaux) pour le remboursement lié aux besoins de locaux.
	5a	Pour autoriser le virement de 280 000 \$ du crédit 5 (Défense nationale) pour des initiatives liées à la sécurité publique.
Transports – Tribunal d'appel des transports du Canada	70a	Pour autoriser le virement de 199 250 \$ du crédit 1 (Transports) pour l'augmentation de la charge de travail en raison de la mise en application de la <i>Loi de 2001 sur la marine marchande du Canada</i> .

Postes de 1 \$ inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

4. Modification de l'autorisation intégrée au libellé d'un crédit

Affaires étrangères et Commerce international – Ministère	12a	Pour augmenter, en vertu du paragraphe 10(3.1) de la <i>Loi sur le développement des exportations</i> , la dette éventuelle de la Société dont il est question à l'alinéa 10(3)b) de cette loi de 27 000 000 000 \$ à 30 000 000 000 \$.
Conseil du Trésor – Secrétariat	5a	Éventualités du gouvernement – Sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, pour augmenter d'autres crédits et pour payer des dépenses diverses, urgentes ou imprévues qui n'ont pas autrement été pourvues, y compris les subventions et les contributions qui ne sont pas énumérées dans le budget des dépenses et l'augmentation du montant des subventions qui y sont énumérées quand ces dépenses s'inscrivent dans le mandat légal d'une organisation gouvernementale et autorisation de réemployer les sommes affectées à des besoins, tirées d'autres crédits et versées au présent crédit.
Finances – Ministère	L10a	Conformément à la <i>Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes</i> , émission et paiement de billets à vue, non productifs d'intérêts et non négociables, d'un montant ne devant pas dépasser 318 280 000 \$ en faveur de l'Association internationale de développement.

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
Ministère				
1a	<p>Dépenses de fonctionnement, y compris, sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, la rémunération et les autres dépenses des Canadiens affectés par le gouvernement canadien au personnel d'organismes internationaux et autorisation de faire des avances recouvrables jusqu'à concurrence de la part des frais payables par ces organismes; autorisation au gouverneur en conseil de nommer et de fixer les salaires des hauts-commissaires, ambassadeurs, ministres plénipotentiaires, consuls, membres des commissions internationales, le personnel de ces diplomates et d'autres personnes pour représenter le Canada dans un autre pays; dépenses relatives aux locaux de l'Organisation de l'aviation civile internationale; dépenses recouvrables aux fins d'aide aux citoyens canadiens et personnes domiciliées au Canada, y compris les personnes à leur charge, qui sont dans le besoin à l'étranger et rapatriement de ces personnes; programmes de relations culturelles et d'échanges universitaires avec d'autres pays; et, conformément au paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, autorisation de dépenser les recettes perçues au cours d'un exercice pour compenser les dépenses connexes survenues au cours de l'exercice pour : la prestation de services aux Centres canadiens des affaires, aux Centres canadiens d'éducation; des services de formation offerts par l'Institut canadien du service extérieur; les foires et les missions commerciales et d'autres services de développement du commerce international; des services de développement des investissements; des services de télécommunication internationale; des publications ministérielles; d'autres services fournis à l'étranger à d'autres ministères, à des organismes, à des sociétés d'État et à d'autres organisations non fédérales; des services consulaires spécialisés; et des programmes internationaux d'échanges pour l'emploi des jeunes et le versement, à chacun des membres du <u>Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la Loi sur les traitements, rajusté en vertu de la Loi sur le Parlement du Canada et au prorata, pour toute période inférieure à un an</u> – Pour autoriser le virement au présent crédit de 13 031 000 \$ du crédit 10 (Affaires étrangères et Commerce international), de 3 089 200 \$ du crédit 25 (Affaires étrangères et Commerce international), de 5 678 000 \$ du crédit 1 (Citoyenneté et Immigration), de 1 103 800 \$ du crédit 20 (Sécurité publique et Protection civile), de</p>			

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
830 780 \$ du crédit 1 (Défense nationale), de 516 600 \$ du crédit 1 (Patrimoine canadien), de 530 800 \$ du crédit 10 (Sécurité publique et Protection civile), de 407 664 \$ du crédit 1 (Sécurité publique et Protection civile), de 348 900 \$ du crédit 1 (Justice), de 316 100 \$ du crédit 30 (Agriculture et Agroalimentaire), de 275 000 \$ du crédit 1 (Pêches et Océans), de 264 100 \$ du crédit 1 (Conseil du Trésor), de 251 240 \$ du crédit 1 (Santé), de 236 000 \$ du crédit 1 (Anciens combattants), de 170 100 \$ du crédit 1 (Agriculture et Agroalimentaire), de 169 900 \$ du crédit 1 (Agence du revenu du Canada), de 119 000 \$ du crédit 45 (Sécurité publique et Protection civile), de 55 700 \$ du crédit 1 (Ressources naturelles) et de 31 300 \$ du crédit 1 (Travaux publics et Services gouvernementaux) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2007-2008</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	1 162 106 000	25 086 944	32 549 863	1 219 742 807
5a Dépenses en capital – Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 388 200 \$ du crédit 25 (Affaires étrangères et Commerce international), de 2 718 000 \$ du crédit 1 (Citoyenneté et Immigration), de 606 600 \$ du crédit 20 (Sécurité publique et Protection civile), de 319 500 \$ du crédit 1 (Défense nationale), de 223 100 \$ du crédit 10 (Sécurité publique et Protection civile), de 154 800 \$ du crédit 1 (Patrimoine canadien), de 117 900 \$ du crédit 30 (Agriculture et Agroalimentaire), de 73 400 \$ du crédit 1 (Agriculture et Agroalimentaire), de 65 000 \$ du crédit 1 (Anciens combattants), de 60 600 \$ du crédit 1 (Agence du revenu du Canada), de 27 300 \$ du crédit 1 (Ressources naturelles), de 18 400 \$ du crédit 1 (Travaux publics et Services gouvernementaux), de 17 800 \$ du crédit 1 (Justice), de 16 600 \$ du crédit 1 (Santé) et de 7 500 \$ du crédit 1 (Conseil du Trésor) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2007-2008</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	114 781 000	5 814 700	61 789 720	182 385 420
10a Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 2 280 000 \$ du crédit 1 (Affaires étrangères et Commerce international), de 12 617 339 \$ du crédit 25 (Affaires étrangères et Commerce international), de 50 000 \$ du crédit 5 (Patrimoine canadien), de 42 000 \$ du crédit 1 (Santé), de 42 000 \$ du crédit 1 (Environnement) et de 25 000 \$ du crédit 10 (Affaires indiennes et du Nord canadien) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2007-2008</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	651 682 000	2 025 339	125 274 000	778 981 339
12a Pour augmenter, en vertu du paragraphe 10(3.1) de la <i>Loi sur le développement des exportations</i> , la dette éventuelle de la Société dont il est question à l'alinéa 10(3)b) de cette loi de 27 000 000 000 \$ à 30 000 000 000 \$ .....	.....	.....	1	1

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
(L) Ministre des Affaires étrangères et ministre de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique – Traitement et allocation pour automobile .	74 522	.....	.....	74 522
(L) Ministre du Commerce international – Traitement et allocation pour automobile	74 522	.....	.....	74 522
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	77 236 000	.....	.....	77 236 000
(L) Paiements en vertu de la <i>Loi sur la pension spéciale du service diplomatique</i> (S.R. 1985, ch. D-2).....	250 000	.....	.....	250 000
(L) Fonds renouvelable du Bureau des passeports (<i>Loi sur les fonds renouvelables</i> S.R. 1985, ch. R-8).....	(6 078 000)	.....	.....	(6 078 000)
(L) Versements à Exportation et développement Canada pour acquitter ses obligations encourues en vertu de l'article 23 de la <i>Loi sur le développement des exportations</i> (Compte du Canada) afin de faciliter et d'accroître les échanges commerciaux entre le Canada et les autres pays (L.C., 2001, ch. 33).....	2 100 000	.....	4 500 000	6 600 000
Total des dépenses budgétaires.....	2 002 226 044	32 926 983	224 113 584	2 259 266 611
(L) Versements à Exportation et développement Canada pour acquitter ses obligations encourues en vertu de l'article 23 de la <i>Loi sur le développement des exportations</i> (Compte du Canada) afin de faciliter et d'accroître les échanges commerciaux entre le Canada et les autres pays (L.C., 2001, ch. 33) (non budgétaire).....	679 000 000	.....	.....	679 000 000
Total des dépenses non budgétaires.....	679 000 000	.....	.....	679 000 000
Total du Ministère.....	2 681 226 044	32 926 983	224 113 584	2 938 266 611
Corporation commerciale canadienne				
15 Dépenses du Programme.....	16 182 000	.....	.....	16 182 000
Total de l'organisme	16 182 000	.....	.....	16 182 000
Agence canadienne de développement international				
20a Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 11 240 423 \$ du crédit 25 (Affaires étrangères et Commerce international) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2007-2008</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	207 214 000	11 240 423	4 247 229	222 701 652
25a Subventions inscrites au Budget des dépenses, contributions et paiements aux institutions financières internationales conformément à la <i>Loi d'aide au développement international (institutions financières)</i> , aux fins d'aide au développement international et d'assistance humanitaire internationale et à d'autres fins précisées, sous forme de paiements comptants et de fourniture de biens, denrées ou services	2 534 539 000	(30 335 162)	18 200 000	2 522 403 838

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
(L) Ministre de la Coopération internationale – Traitement et allocation pour automobile.....	74 522	.....	.....	74 522
(L) Encaissement de billets délivrés aux fonds d'aide des institutions financières internationales conformément à la <i>Loi sur l'aide au développement international</i> (institutions financières).....	259 706 000	.....	42 140 063	301 846 063
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	25 009 000	.....	.....	25 009 000
Total des dépenses budgétaires.....	3 026 542 522	(19 094 739)	64 587 292	3 072 035 075
L30 Délivrance et paiement de billets aux fonds d'institutions financières internationales.....	1	.....	.....	1
L35 Délivrance et paiement de billets aux institutions financières internationales – Souscriptions au capital ..	1	.....	.....	1
L40a Contributions en termes d'investissements en accord avec la partie 3 de la <i>Loi sur le fonds canadien pour</i> <i>l'Afrique</i>	19 000 000	.....	26 583 333	45 583 333
(L) Paiements aux institutions financières internationales – Souscriptions au capital.....	3 643 000	.....	.....	3 643 000
Total des dépenses non budgétaires.....	22 643 002	.....	26 583 333	49 226 335
Total de l'organisme.....	3 049 185 524	(19 094 739)	91 170 625	3 121 261 410
Centre de recherches pour le développement international				
45a Versements au Centre de recherches pour le développement international – Pour autoriser le virement au présent crédit de 2 000 000 \$ du crédit 25 (Affaires étrangères et Commerce international), de 431 250 \$ du crédit 20 (Santé) et de 68 750 \$ du crédit 15 (Santé) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour</i> <i>2007-2008</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	137 441 000	2 500 000	10 500 000	150 441 000
Total de l'organisme.....	137 441 000	2 500 000	10 500 000	150 441 000
Commission mixte internationale				
50a Dépenses du Programme.....	5 261 000	.....	1 436 000	6 697 000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	523 000	.....	.....	523 000
Total de l'organisme.....	5 784 000	.....	1 436 000	7 220 000
Secrétariat de l'ALÉNA, section canadienne				
55 Dépenses du Programme.....	2 802 000	.....	.....	2 802 000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	199 000	.....	.....	199 000
Total de l'organisme.....	3 001 000	.....	.....	3 001 000
Total du portefeuille.....	5 892 819 568	16 332 244	327 220 209	6 236 372 021

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Affaires étrangères et Commerce international
demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Crédit 10	Crédit 12	Total
Fonds pour poursuivre les initiatives en cours et mettre en œuvre de nouvelles initiatives afin de faire progresser les priorités du Canada en matières de paix et de sécurité mondiales.....	1 200	700	124 630	.....	126 530
Fonds pour Passeport Canada afin de faire face à la demande accrue de passeports .....	.....	55 000	.....	.....	55 000
Fonds pour les besoins d'entretien continus et pour pallier à la détérioration des biens dans les missions à l'étranger.....	.....	14 000	.....	.....	14 000
Fonds pour la mise en œuvre et la gestion de l'Accord sur le bois d'œuvre résineux Canada-États-Unis de 2006 (<i>poste horizontal</i>) ...	12 537	400	.....	.....	12 937
Fonds pour améliorer la sécurité physique dans les missions du Canada à l'étranger	2 820	9 148	.....	.....	11 968
Fonds pour mettre en œuvre la Stratégie commerciale mondiale afin de conserver l'avantage sur le plan commercial du Canada dans le marché international	6 414	2 887	.....	.....	9 301
Réinvestissement des revenus provenant de la vente ou du transfert de biens immobiliers.....	.....	6 890	.....	.....	6 890
Fonds pour l'organisation et la tenue du XII ^e Sommet de la Francophonie à Québec en 2008 (<i>poste horizontal</i>)	5 617	.....	50	.....	5 667
Fonds pour l'achat de génératrices pour l'édifice Lester B. Pearson (Ottawa).....	.....	1 900	.....	.....	1 900
Fonds destinés au Programme d'aide au renforcement des capacités antiterroristes afin d'appuyer des initiatives de prestation d'aide et d'expertise canadiennes en matière de renforcement des capacités antiterroristes à des États étrangers.....	.....	.....	1 150	.....	1 150
Enquête interne sur les actions des responsables canadiens relativement à Abdullah Almalki, Ahmad Abou-Elmaati et Muayyed Nureddin et ressources nécessaires pour permettre aux ministères de mener l'enquête (<i>poste horizontal</i>).....	1 041	.....	.....	.....	1 041
Fonds pour Edu-Canada, une nouvelle campagne d'éducation internationale en vue d'attirer des étudiants étrangers au Canada.....	976	.....	.....	.....	976
Fonds pour des dépenses relatives à l'acquisition de nouveaux logements du personnel dans des missions en Amérique latine.....	.....	865	.....	.....	865
Fonds pour la participation du Canada en tant que signataire de la Convention des Nations Unies contre la corruption (<i>poste horizontal</i>)	280	.....	450	.....	730
Commission d'enquête relative aux mesures d'investigation prises à la suite de l'attentat à la bombe perpétré contre le vol 182 d'Air India et ressources nécessaires pour permettre aux ministères de mener l'enquête (<i>poste horizontal</i>).....	679	.....	.....	.....	679
Financement d'activités essentielles afin de poursuivre la mise en œuvre de la <i>Loi sur la modernisation de la fonction publique</i> (<i>poste horizontal</i>).....	413	.....	.....	.....	413
Fonds consacrés aux programmes de publicité gouvernementale (<i>poste horizontal</i>)	300	.....	.....	.....	300

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Crédit 10	Crédit 12	Total
Fonds à l'appui de la <i>Loi fédérale sur la responsabilité</i> en vue de l'évaluation quinquennale de tous les programmes courants de subventions et de contributions (<i>poste horizontal</i>).....	272	.....	.....	.....	272
Pour le financement des contributions représentant la participation du Canada à la Convention de Rotterdam sur la procédure de consentement préalable en connaissance de cause applicable à certains produits chimiques et pesticides dangereux qui font l'objet d'un commerce international et à la Convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants.....	.....	.....	144	.....	144
Pour augmenter, en vertu du paragraphe 10(3.1) de la <i>Loi sur le développement des exportations</i> , la dette éventuelle de la Société dont il est question à l'alinéa 10(3)b) de cette loi de 27 000 000 000 \$ à 30 000 000 000 \$.....	.....	.....	.....	.....	.....
Montant brut des crédits à adopter	32 549	91 790	126 424	.....	250 763
Fonds disponibles					
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	.....	30 000	1 150	.....	31 150
Total des crédits à adopter	32 549	61 790	125 274	.....	219 613
Crédits législatifs					
Augmentation des versements à Exportation et développement Canada pour régler les obligations engagées aux termes de l'article 23 de la <i>Loi sur le développement des exportations</i> (Compte du Canada) afin de faciliter et d'accroître le commerce entre le Canada et des autres pays					4 500
Total des rajustements des crédits					224 113
Transferts					
Transfert de Citoyenneté et Immigration (8 396 \$), de l'Agence canadienne de développement international (4 477 \$), de Défense nationale (1 150 \$), de l'Agence des services frontaliers du Canada (754 \$), de Patrimoine canadien (671 \$), de l'Agence canadienne d'inspection des aliments (434 \$), de Justice (367 \$), d'Anciens Combattants (301 \$), du Secrétariat du Conseil du Trésor (272 \$), de Santé (268 \$), de Sécurité publique et Protection civile (252 \$), d'Agriculture et Agroalimentaire (244 \$), de l'Agence du revenu du Canada (231 \$), de la Gendarmerie royale du Canada (119 \$), de Ressources naturelles (83 \$), de Travaux publics et Services gouvernementaux (50 \$) – Pour fournir un soutien au personnel du ministère travaillant dans des missions à l'étranger	12 859	5 208	.....	.....	18 067
Transfert de l'Agence canadienne de développement international – Pour le Fonds pour la paix et la sécurité dans le monde afin que le Canada continue d'apporter son soutien aux opérations de paix de l'Union africaine au Darfour.....	.....	.....	11 867	.....	11 867

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Transferts	Crédit 1	Crédit 5	Crédit 10	Crédit 12	Total
Transfert de Service canadien du renseignement de sécurité – Pour des coûts de fonctionnement et coûts en capital supplémentaires dans des missions à l'étranger...	1 104	607	.....	.....	1 711
Transfert de l'Agence canadienne de développement international – Pour des contributions dans le domaine des relations avec les universités relativement à un programme de bourses d'études en Amérique latine et dans les Caraïbes .....	.....	.....	750	.....	750
Transfert de Pêches et Océans – Pour les coûts de fonctionnement liés à la stratégie de gouvernance internationale des pêches et des océans.....	275	.....	.....	.....	275
Transfert de Sécurité publique et Protection civile – Pour accroître la connectabilité au Système national intégré d'information interorganismes.....	156	.....	.....	.....	156
Transfert de Santé (42 \$), d'Environnement (42 \$) et d'Affaires indiennes et du nord canadien (25 \$) – Pour le financement des contributions représentant la participation du Canada à la Convention de Rotterdam sur la procédure de consentement préalable en connaissance de cause applicable à certains produits chimiques et pesticides dangereux qui font l'objet d'un commerce international et à la Convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants.....	.....	.....	109	.....	109
Transfert de Patrimoine canadien – Pour appuyer la fusion du Conseil des langues du Canada et de l'Association canadienne des écoles de langues privées dans le but d'établir des normes d'accréditation uniques .....	.....	.....	50	.....	50
Réaffectation de ressources à l'interne – Pour poursuivre les initiatives en cours et mettre en œuvre de nouvelles initiatives afin de faire progresser les priorités du Canada en matière de paix et de sécurité mondiales	(2 000)	.....	2 000	.....	.....
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour soutenir le plan d'action du Canada sur la qualité de l'air relativement à la réduction des émissions de gaz à effet de serre et aux polluants atmosphériques.....	(280)	.....	280	.....	.....
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour réaffecter les réductions provenant des restrictions budgétaires de 2006 et des économies du Comité d'examen des dépenses – Approvisionnement	13 031	.....	(13 031)	.....	.....
Transfert à l'Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada – Pour soutenir la collectivité nationale des gestionnaires	(58)	.....	.....	.....	(58)
Total des transferts	25 087	5 815	2 025	.....	32 927
Présent budget supplémentaire des dépenses	57 636	67 605	127 299	.....	257 040

Nota : Les chiffres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL

Ministère

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 5 : Des fonds autorisés totalisant 30 000 000 \$ sont disponibles à même le crédit en raison de l'annulation du réaménagement de la chancellerie et du projet de logements à Moscou.

Crédit 10 : Des fonds autorisés totalisant 1 150 000 \$ sont disponibles à même le crédit en raison de la conversion des contributions en subventions pour le Programme d'aide au renforcement des capacités antiterroristes dans le cadre duquel des paiements de transfert seront versés aux bénéficiaires de subventions admissibles en vue de poursuivre les objectifs du programme.

<u>Paiements de transfert (dollars)</u>	<u>Crédit</u>	<u>Législatif</u>
<u>Subventions</u>		
<i>Sécurité internationale</i>		
Subventions pour le Programme pour la paix et la sécurité dans le monde.....	15 000 000	.....
Subventions pour Le Programme d'aide au renforcement des capacités antiterroristes	1 150 000	.....
Montant total brut des subventions	16 150 000	.....
<u>Contributions</u>		
<i>Politique et planification stratégique</i>		
Contributions dans le domaine des relations avec les universités.....	800 000	.....
<i>Sécurité internationale</i>		
Fonds pour la paix et la sécurité dans le monde	123 497 339	.....
Convention des Nations Unies contre la corruption	450 000	.....
	123 947 339	.....
<i>Enjeux mondiaux</i>		
Contributions à l'appui des programmes environnementaux internationaux	280 000	.....
Convention de Rotterdam sur la procédure de consentement préalable en connaissance de cause applicable à certains produits chimiques et pesticides qui font l'objet d'un commerce international.....	81 000	.....
Convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants.....	172 000	.....
Activités de la francophonie internationale.....	50 000	.....
	583 000	.....
Montant total brut des contributions	125 330 339	.....
Montant total brut des paiements de transfert	141 480 339	.....
<i>Moins : Fonds disponibles à même le crédit</i>	1 150 000	.....
<i>Moins : Fonds transférés à un autre crédit</i>	13 031 000	.....
Montant net des paiements de transfert	127 299 339	.....

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL

Agence canadienne de développement international

Explication du besoin (en milliers de dollars)

L'Agence canadienne de développement international demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 20	Crédit 25	Crédit L40	Total
Fonds pour l'aide au développement, les programmes de lutte contre la faim, la malnutrition et la maladie, l'assistance humanitaire internationale et le secteur bénévole.....	.....	208 650	.....	208 650
Fonds pour des contributions au Fonds d'investissement du Canada pour l'Afrique afin de verser un montant équivalent aux investissements du secteur privé *.....	.....	.....	26 583	26 583
Fonds pour l'aide humanitaire et l'aide à la reconstruction partout au Soudan et pour la reconduction du soutien à la Mission de l'Union africaine dans la région du Darfour au Soudan.....	.....	16 000	.....	16 000
Fonds pour assurer une présence sécurisée en Afghanistan et au Soudan et pour fournir le soutien nécessaire à l'administration centrale pour la livraison de l'aide.....	4 247	.....	.....	4 247
Fonds pour des activités d'aide humanitaire et des projets de reconstruction au Liban (Fonds d'aide au Liban).....	.....	2 200	.....	2 200
Fonds pour des paiements aux pays donateurs destinés à des pays ou territoires en développement et à des pays en transition.....	.....	1 900	.....	1 900
Montant brut des crédits à adopter	4 247	228 750	26 583	259 580
Fonds disponibles				
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	.....	210 550	.....	210 550
Total des crédits à adopter	4 247	18 200	26 583	49 030
Crédits législatifs				
Paiements supplémentaires aux comptes du fonds d'institutions financières internationales en raison de l'encaissement imprévu de tous les billets à ordre de longue date ne portant pas une date particulière d'encaissement par la Banque de développement des Caraïbes.....				42 140
Total des rajustements des crédits				91 170
Transferts				
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour assurer une présence sécurisée en Afghanistan et au Soudan et pour fournir le soutien nécessaire à l'administration centrale pour la livraison de l'aide...	11 240	(11 240)	.....	.....
Transfert à Affaires étrangères et Commerce international – Pour des contributions dans le domaine des relations avec les universités relativement à un programme de bourses d'études en Amérique latine et dans les Caraïbes.....	.....	(750)	.....	(750)
Transfert au Centre de recherches pour le développement international – Pour le projet de l'Institut pour la connectivité dans les Amériques qui favorise l'utilisation équitable des technologies de l'information et des communications en vue d'améliorer la gouvernance démocratique et de promouvoir le développement socio-économique dans la région des Amériques.	.....	(2 000)	.....	(2 000)

* Un montant de 26 583 333 \$ provenant du crédit pour éventualités du Conseil du Trésor a été approuvé en vue de financer temporairement ce poste. Un sommaire des postes du crédit pour éventualités du Conseil du Trésor se trouve au début de ce document.

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL

Agence canadienne de développement international

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Transferts	Crédit 20	Crédit 25	Crédit L40	Total
Transfert à Affaires étrangères et Commerce international – Pour fournir un soutien au personnel du ministère travaillant dans des missions à l'étranger .....	.....	(4 477)	.....	(4 477)
Transfert à Affaires étrangères et Commerce International – Pour le Fonds pour la paix et la sécurité dans le monde afin que le Canada continue d'apporter son soutien aux opérations de paix de l'Union africaine au Darfour .....	.....	(11 867)	.....	(11 867)
Total des transferts	11 240	(30 334)	.....	(19 094)
Présent budget supplémentaire des dépenses	15 487	(12 134)	26 583	72 076

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 25 : Des fonds autorisés totalisant 210 550 000 \$ sont disponibles à même le crédit en raison de la conversion des contributions en subventions liées à l'aide internationale.

Paiements de transfert (dollars)

	Crédit	Législatif
Subventions		
<i>Partenaires de développement</i>		
Subventions pour les programmes bilatéraux : Subventions à tous les ordres de gouvernement des autres pays donateurs au profit des pays ou territoires en développement ou des pays en transition	1 900 000	.....
Subventions à des institutions, organisations et organismes canadiens, internationaux, régionaux et de pays en développement, à des gouvernements de pays en développement et à leurs institutions, organisations et organismes, à des gouvernements provinciaux et municipaux et à leurs institutions, organisations et organismes, à l'appui de programmes de coopération et de sensibilisation au développement, ainsi qu'à des organisations non gouvernementales internationales, à l'appui de programmes, de projets et d'activités d'aide au développement	650 000	.....
	2 550 000	.....
<i>Les états fragiles et les états éprouvant des crises humanitaires</i>		
Aide au développement à l'appui des activités, des programmes et des projets d'institutions et d'organisations de développement international, et aide au développement à des institutions financières internationales	67 200 000	.....
Mise en œuvre de programmes de lutte contre la faim, la malnutrition et la maladie par l'entremise des institutions internationales œuvrant dans les domaines du développement, de la recherche et de la nutrition, des organisations non gouvernementales canadiennes, internationales et locales, du Centre de recherches pour le développement international, des pays en développement, ainsi que des institutions, organisations et organismes de ces pays au profit de bénéficiaires dans des pays en développement	30 000 000	.....
Assistance humanitaire ou planification préalable aux catastrophes en faveur de pays, d'institutions, d'organisations, d'organismes et de personnes de ces pays, d'institutions internationales ainsi que d'organisations non gouvernementales canadiennes et internationales, à l'égard d'opérations, de programmes, de projets, d'activités et d'appels	47 000 000	.....
	144 200 000	.....
<i>Institutions</i>		
Aide au développement à l'appui des activités, des programmes et des projets d'institutions et d'organisations de développement international, et aide au développement à des institutions financières internationales	81 000 000	.....
Montant total brut des subventions	227 750 000	.....

Nota : Les chiffres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL
Agence canadienne de développement international

<u>Paiements de transfert (dollars)</u>	<u>Crédit</u>	<u>Législatif</u>
<u>Contributions</u>		
<i>Les états fragiles et les états éprouvant des crises humanitaires</i>		
<i>Aide au développement, y compris les dépenses pour des ententes de prêt créées par l'autorité décrite dans les lois de crédits antérieures, à tous les ordres de gouvernements des pays en développement et des territoires, y compris à leurs institutions, organisations et organismes ainsi que des contributions pour la coopération avec les pays en transition et des contributions à des institutions, organisations et organismes canadiens, internationaux, régionaux et d'autres pays donateurs, à tous les ordres de gouvernement des autres pays donateurs et des gouvernements provinciaux, à leurs institutions, organisations et organismes, et à des entreprises privées, à l'appui de projets, de programmes et d'activités d'aide au développement visant des pays ou des régions donnés ainsi qu'à des personnes en mesure de réaliser des activités d'aide ou qui s'occupent activement de dossiers de développement</i>		
	1 000 000	.....
Montant total brut des contributions	1 000 000	.....
<u>Autres paiements de transfert</u>		
<i>Institutions</i>		
<i>(L) Encaissement de billets délivrés aux fonds d'aide des institutions financières internationales conformément à la Loi sur l'aide au développement international (institutions financières)</i>		
	.....	42 140 063
Montant total brut des autres paiements de transfert	.....	42 140 063
Montant total brut des paiements de transfert	228 750 000	42 140 063
<i>Moins : Fonds disponibles à même le crédit</i>	210 550 000	.....
<i>Moins : Fonds transférés à un autre crédit</i>	30 335 162	.....
Montant net des paiements de transfert	(12 135 162)	42 140 063

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL

Centre de recherches pour le développement international

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Centre de recherches pour le développement international demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	<u>Crédit 45</u>
Fonds à l'appui de la recherche en matière de développement international dans des secteurs prioritaires comme la croissance économique soutenue par le secteur privé, le développement démocratique, l'aide aux États fragiles et la lutte contre les maladies infectieuses	10 500
Transferts	
Transfert de l'Agence canadienne de développement international – Pour le projet de l'Institut pour la connectivité dans les Amériques qui favorise l'utilisation équitable des technologies de l'information et de la communication en vue d'améliorer la gouvernance démocratique et de promouvoir le développement socio-économique dans la région des Amériques	2 000
Transfert des Instituts de recherche en santé du Canada – Pour un appui supplémentaire au Programme de partenariat Teasdale-Corti/Initiative de recherche en santé mondiale afin de favoriser la création de partenariats internationaux à l'appui de la recherche et des interventions en santé	500
Total des transferts	<u>2 500</u>
Présent budget supplémentaire des dépenses	<u>13 000</u>

Nota : Les chiffres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

Commission mixte internationale

Explication du besoin (en milliers de dollars)

La Commission mixte internationale demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	<u>Crédit 50</u>
Fonds pour l'Étude sur les Grands Lacs d'amont et exécution des activités prioritaires du gouvernement du Canada concernant la gestion des eaux limitrophes et transfrontalières et les relations canado-américaines	1 436

Nota : Les chiffres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
Ministère				
1a	Dépenses de fonctionnement et			
	a) dépenses ayant trait aux ouvrages, bâtiments et matériel, et dépenses et dépenses recouvrables relativement aux services fournis et aux travaux effectués sur des propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral;			
	b) autorisation d'affecter des fonds, dans le cadre des activités de progrès économique des Indiens et des Inuits, pour assurer le développement de la capacité des Indiens et des Inuits, et pour l'approvisionnement en matériaux et en matériel;			
	c) autorisation de vendre l'électricité aux consommateurs particuliers qui vivent dans des centres éloignés et qui ne peuvent pas compter sur les sources locales d'approvisionnement, conformément aux conditions approuvées par le gouverneur en conseil;			
	d) <u>et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la Loi sur les traitements, rajusté en vertu de la Loi sur le Parlement du Canada et au prorata, pour toute période inférieure à un an</u> – Pour autoriser le virement au présent crédit de 11 881 171 \$ du crédit 1 (Industrie) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2007-2008</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de			
	647 484 000	11 844 252	13 990 992	673 319 244
5	Dépenses en capital.....			
	22 135 000	.....	.....	22 135 000
10a	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 37 250 000 \$ du crédit 10 (Industrie), de 7 506 000 \$ du crédit 55 (Transports), de 1 920 615 \$ du crédit 5 (Patrimoine canadien) et de 488 387 \$ du crédit 5 (Santé) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2007-2008</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....			
	5 308 772 900	47 028 002	105 212 430	5 461 013 332
15a	Paiements à la Société canadienne des postes conformément à l'entente entre le ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien et la Société canadienne des postes dans le but de fournir le service aérien omnibus de colis destinés au Nord.....			
	27 600 000	.....	20 000 000	47 600 000
20a	Bureau de l'Interlocuteur fédéral auprès des Métis et des Indiens non inscrits – Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 242 105 \$ du crédit 1 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2007-2008</i>			
	9 336 000	242 105	1	9 578 106
25a	Bureau de l'Interlocuteur fédéral auprès des Métis et des Indiens non inscrits – Contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 4 934 750 \$ du crédit 5 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2007-2008</i>			
	23 599 000	4 934 750	1	28 533 751

Nota : En vertu du décret C.P. 2006-1351, la responsabilité d'Entreprise autochtone Canada a été transférée du ministère de l'Industrie au ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien, et cette mesure prend effet le 1^{er} décembre 2006 (49 131 171 \$).

AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
(L) Ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien – Traitement et allocation pour automobile.....	74 522	.....	.....	74 522
(L) Comité chargé des cas d'invalidité dus au mercure dans les bandes indiennes de Grassy Narrows et d'Islington.....	15 000	.....	.....	15 000
(L) Obligations relatives aux garanties de prêts accordés aux Indiens pour le logement et le développement économique.....	2 000 000	.....	.....	2 000 000
(L) Rentes versées aux Indiens – Paiements en vertu de traités.....	1 400 000	.....	.....	1 400 000
(L) Subventions aux organismes autochtones identifiés pour recevoir des paiements à l'égard des revendications en vertu des lois sur le règlement des revendications territoriales globales.....	110 040 000	.....	.....	110 040 000
(L) Subvention au gouvernement du Nunatsiavut pour la mise en œuvre de l'Accord sur les revendications territoriales des Inuits du Labrador en vertu de la <i>Loi sur l'Accord sur les revendications territoriales des Inuits du Labrador</i>	17 987 000	.....	.....	17 987 000
(L) Paiements d'indemnités aux bénéficiaires des revendications territoriales globales pour des redevances sur les ressources.....	1 472 000	.....	.....	1 472 000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	60 252 000	.....	.....	60 252 000
(L) Subventions aux organismes autochtones identifiés pour recevoir des paiements à l'égard des revendications en vertu des lois sur le règlement des revendications territoriales globales.....	.....	.....	6 088 888	6 088 888
Total des dépenses budgétaires.....	6 232 167 422	64 049 109	145 292 312	6 441 508 843
L30 Prêts à des revendicateurs autochtones.....	39 103 000	.....	.....	39 103 000
L35 Prêts aux Premières nations de la Colombie-Britannique pour les aider à participer aux processus de la Commission des traités de la Colombie-Britannique.....	35 400 000	.....	.....	35 400 000
Total des dépenses non budgétaires.....	74 503 000	.....	.....	74 503 000
Total du Ministère.....	6 306 670 422	64 049 109	145 292 312	6 516 011 843
Commission canadienne des affaires polaires				
40 Dépenses du Programme.....	913 000	.....	.....	913 000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	71 000	.....	.....	71 000
Total de l'organisme.....	984 000	.....	.....	984 000
Institut de la statistique des Premières nations				
45 Paiements versés à l'Institut de la statistique des Premières nations pour les dépenses de fonctionnement.....	4 888 000	.....	.....	4 888 000
Total de l'organisme.....	4 888 000	.....	.....	4 888 000

AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
Commission des revendications particulières des Indiens				
50 Dépenses du Programme.....	6 136 000	.....	.....	6 136 000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	597 000	.....	.....	597 000
Total de l'organisme	6 733 000	.....	.....	6 733 000
Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones				
55a Dépenses de fonctionnement	452 923 000	.....	589 000	453 512 000
60a Contributions	134 000 000	.....	25 000 000	159 000 000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	9 770 000	.....	.....	9 770 000
Total de l'organisme	596 693 000	.....	25 589 000	622 282 000
Total du portefeuille.....	6 915 968 422	64 049 109	170 881 312	7 150 898 843

AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Affaires indiennes et du Nord canadien demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 10	Crédit 15	Total
Fonds pour respecter les obligations énoncées dans l'Accord sur les revendications territoriales des Inuits du Nunavik (<i>poste horizontal</i>).....	163	24 731	.....	24 894
Fonds pour compenser l'accroissement des coûts liés au Programme d'approvisionnement alimentaire par la poste du Service aérien omnibus.....	.....	.....	20 000	20 000
Fonds pour préparer la participation du Canada à l'Année polaire internationale 2007-2008, un programme international de recherche à grande échelle en Arctique et en Antarctique (<i>poste horizontal</i>).....	7 911	7 832	.....	15 743
Fonds pour des services de prévention et de protection à l'intention des familles et des enfants dans les réserves dans le cadre du Programme des services à l'enfance et à la famille des Premières nations offert en Alberta	174	15 100	.....	15 274
Fonds destinés à l'évaluation, à la gestion et à l'assainissement des sites fédéraux contaminés (<i>poste horizontal</i>).....	.....	12 510	.....	12 510
Fonds pour les Premières nations sur Rescol pour continuer à fournir aux écoles des Premières nations l'accès à Internet et le soutien technique pour continuer à profiter des possibilités d'apprentissage et de perfectionnement de leurs compétences au sein de leurs collectivités	793	8 300	.....	9 093
Fonds pour l'amélioration des services de prévention et des refuges pour les victimes de violence familiale (Programme pour la prévention de la violence familiale) (<i>poste horizontal</i>).....	650	8 300	.....	8 950
Fonds pour l'Administration régionale crie afin de permettre au gouvernement du Canada de respecter ses obligations en vertu de l'article 28 de la Convention de la Baie James et du Nord québécois relativement à des stages, des services de recrutement et d'autres programmes de formation .....	.....	7 674	.....	7 674
Fonds à l'appui de l'élaboration et de la mise en oeuvre de plans de redressement afin d'améliorer la capacité des Premières nations à gérer leurs questions financières.....	.....	7 000	.....	7 000
Ressources supplémentaires pour la mise en oeuvre des ententes sur les revendications territoriales des Premières nations du Yukon....	.....	4 860	.....	4 860
Fonds pour les ententes de transfert de programmes et de services du Yukon ainsi que l'autonomie gouvernemental .....	.....	3 031	.....	3 031
Paievements aux Cris du Québec pour des activités d'inscription et de ratification associées à la Convention de la Baie-James et du Nord québécois* .....	.....	3 000	.....	3 000
Fonds pour aider deux communautés Mi'kmaq en Nouvelle-Écosse dans la construction de leurs installations scolaires.....	.....	2 229	.....	2 229
Fonds pour l'amélioration du rendement du système de réglementation utilisé dans le cas de grands projets de ressources naturelles qui doivent faire l'objet d'une étude exhaustive, d'un examen par un comité ou d'une évaluation intergouvernementale en vertu de la <i>Loi canadienne sur l'évaluation environnementale (poste horizontal)</i>	1 078	730	.....	1 808
Fonds pour règlements extrajudiciaires	1 500	.....	.....	1 500
Fonds pour l'assainissement de sites contaminés dans le cadre du Plan d'action sur les sites contaminés fédéraux.....	.....	1 446	.....	1 446
Fonds pour participer à l'Enquête auprès des peuples autochtones menée par Statistique Canada visant à fournir un aperçu des données socioéconomiques, culturelles et sur la santé des populations autochtones.....	1 000	.....	.....	1 000

* Un montant de 3 000 000 \$ provenant du crédit pour éventualités du Conseil du Trésor a été approuvé en vue de financer temporairement ce poste. Un sommaire des postes du crédit pour éventualités du Conseil du Trésor se trouve au début de ce document.

AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 10	Crédit 15	Total
Fonds accordés dans le cadre du Fonds d'infrastructure des Premières nations afin d'améliorer la qualité de vie et l'environnement des membres des Premières nations	704	.....	.....	704
Fonds consacrés aux programmes de publicité gouvernementale (<i>poste horizontal</i>)	600	.....	.....	600
Fonds à l'appui de la <i>Loi fédérale sur la responsabilité</i> en vue de l'évaluation quinquennale de tous les programmes courants de subventions et de contributions (<i>poste horizontal</i>)	544	.....	.....	544
Fonds pour la mise en œuvre de l'Accord Canada-Première nation sur la compétence en matière d'éducation en Colombie-Britannique qui permettra d'améliorer les résultats scolaires des élèves des Premières nations qui fréquentent les écoles exploitées par les Premières nations participantes.....	.....	300	.....	300
Fonds à l'appui de l'initiative de la santé des océans dans le cadre de la Stratégie nationale sur l'eau (<i>poste horizontal</i>)	100	.....	.....	100
Fonds pour la mise en œuvre du plan d'action visant à renforcer le système de réglementation du Canada et à mettre sur pied un centre d'expertise en réglementation au sein du Secrétariat du Conseil du Trésor (<i>poste horizontal</i>)	59	.....	.....	59
Fonds pour le perfectionnement des connaissances scientifiques sur le Nord .....	.....	1	.....	1
Montant brut des crédits à adopter	15 276	107 044	20 000	142 320
Fonds disponibles				
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	1 286	1 831	.....	3 117
Total des crédits à adopter	13 990	105 213	20 000	139 203
Transferts				
Transfert d'Industrie – Pour le transfert de la responsabilité du programme Entreprise autochtone Canada comme suite à la restructuration du gouvernement	11 881	37 250	.....	49 131
Transfert du Bureau de l'infrastructure du Canada – Pour le Fonds d'infrastructure des Premières nations afin d'améliorer la qualité de vie et l'environnement des membres des Premières nations.....	.....	7 506	.....	7 506
Transfert de Patrimoine canadien – Pour permettre aux organismes autochtones de développer une relation plus étroite et simplifiée avec le gouvernement du Canada en ce qui concerne le financement de base.....	.....	1 921	.....	1 921
Transfert de Santé – Pour des modifications aux accords financiers de transfert de l'autonomie gouvernementale avec 10 Premières nations du Yukon.....	.....	488	.....	488
Transfert à Affaires étrangères et Commerce international – Pour le financement des contributions représentant la participation du Canada à la Convention de Rotterdam sur la procédure de consentement préalable en connaissance de cause applicable à certains produits chimiques et pesticides dangereux qui font l'objet du commerce international et à la Convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants.....	.....	(25)	.....	(25)
Transfert à l'Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada – Pour soutenir la collectivité nationale des gestionnaires	(37)	.....	.....	(37)
Transfert à Patrimoine canadien – Pour sensibiliser le public et promouvoir la participation de la communauté aux activités de la Journée nationale des Autochtones.....	.....	(112)	.....	(112)
Total des transferts	11 844	47 028	.....	58 872
Présent budget supplémentaire des dépenses	25 834	152 241	20 000	.....

AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Crédits législatifs	Crédit 1	Crédit 10	Crédit 15	Total
Subventions aux organismes autochtones identifiés pour recevoir des paiements à l'égard des revendications en vertu des lois sur le règlement des revendications territoriales globales				6 089
Total des rajustements des crédits				204 164
Transferts	Crédit 20	Crédit 25	Total	
Transfert de Patrimoine canadien – Pour permettre aux organismes autochtones de développer une relation plus étroite et simplifiée avec le gouvernement du Canada en ce qui concerne le financement de base	242	4 935	5 177	
Total des transferts	242	4 935	5 177	
Présent budget supplémentaire des dépenses	242	4 935	209 341	

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 1 : Des fonds autorisés totalisant 1 285 480 \$ sont disponibles à même le crédit en raison du réaligement des ressources entre les autres coûts de fonctionnement et ceux liés au personnel (251 500 \$) et d'une diminution des besoins relativement au financement de 2007-2008 pour le Plan d'action sur les sites contaminés fédéraux (1 033 980 \$).

Crédit 10 : Des fonds autorisés totalisant 1 831 124 \$ sont disponibles à même le crédit en raison d'une réaffectation des ressources afin d'augmenter le montant de la subvention pour le perfectionnement des connaissances scientifiques sur le Nord afin d'encourager un plus grand nombre de scientifiques et de chercheurs sur le Nord à poursuivre des recherches et à mieux comprendre les connaissances scientifiques sur le Nord (500 \$), ainsi que de la diminution des besoins en contributions accordés aux étudiants Indiens et Inuits inscrits pour favoriser l'essor de leur régime d'éducation postsecondaire afin d'augmenter la subvention pour les ententes de transfert de programmes et de services du Yukon (1 830 624 \$).

Paiements de transfert (dollars)

	Crédit	Législatif
Subventions		
<i>Gouvernance et institutions gouvernementales</i>		
Paiements aux Premières nations du Yukon aux termes des ententes individuelles d'autonomie gouvernementale.....	2 319 011	.....
<i>Règlements des revendications</i>		
Subventions pour appuyer les bénéficiaires/organismes pour le règlement de revendications particulières et spéciales	16 250 000	.....
(L) Subventions aux organismes autochtones identifiés pour recevoir des paiements à l'égard des revendications en vertu des lois sur le règlement des revendications territoriales globales .....	.....	6 088 888
Subventions pour appuyer les Premières nations, les Inuits, les conseils tribaux, les organismes ou d'autres ordres de gouvernement pour les activités de mise en œuvre stipulées dans les diverses ententes	4 860 000	.....
Paiements aux Cris du Québec concernant des questions découlant de la mise en œuvre de la Convention de la Baie-James et du Nord québécois.....	3 000 000	.....
	24 110 000	6 088 888
<i>Éducation</i>		
Subvention pour l'éducation des Mi'kmaq de la Nouvelle-Écosse	2 228 791	.....
Subventions aux Premières nations participantes et à l'Autorité scolaire des premières nations en vertu de la Loi sur la compétence des Premières nations en matière d'éducation en Colombie-Britannique	300 000	.....
	2 528 791	.....

Nota : Les chiffres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN

Ministère

<u>Paiements de transfert (dollars)</u>	<u>Crédit</u>	<u>Législatif</u>
<i>Terres et ressources du Nord</i>		
Subvention pour le perfectionnement des connaissances scientifiques sur le Nord.....	500	.....
<i>Infrastructure communautaire</i>		
Subventions pour appuyer les Premières nations, les Inuits, les conseils tribaux, les organismes ou d'autres ordres de gouvernement pour les activités de mise en œuvre stipulées dans les diverses ententes	7 673 900	.....
Montant total brut des subventions	36 632 202	6 088 888
<u>Contributions</u>		
<i>Gouvernance et institutions gouvernementales</i>		
Paiements aux Indiens, Inuits et Innus devant servir à fournir des services publics dans le domaine du soutien aux administrations indiennes	6 710 000	.....
Contributions pour appuyer l'établissement de systèmes de gouvernement, d'administration et de responsabilisation solides	290 000	.....
Contributions aux bénéficiaires et à divers organismes de mise en œuvre pour la mise en œuvre d'ententes sur les revendications territoriales globales	9 681 000	.....
	16 681 000	.....
<i>Relations de coopération</i>		
Contributions pour appuyer la capacité organisationnelle de base des organismes représentant les Autochtones	1 920 615	.....
<i>Éducation</i>		
Contributions en vertu du programme Rescol	8 300 000	.....
<i>Développement social</i>		
Paiements aux Indiens, Inuits et Innus devant servir à fournir des services publics dans le domaine du développement social.....	23 400 000	.....
<i>Communautés nordiques saines</i>		
Contribution pour la promotion du développement politique, social et scientifique dans les trois territoires du Canada.....	4 714 521	.....
Contribution pour promouvoir l'utilisation sécuritaire, le développement, la conservation et la protection des ressources naturelles du Nord.....	3 117 814	.....
	7 832 335	.....
<i>Administration fédérale responsable</i>		
Contributions versées aux Premières nations pour la gestion de sites contaminés	13 956 201	.....
Contributions aux bandes indiennes pour la gestion de leurs terres et de leurs successions ...	270 160	.....
	14 226 361	.....
<i>Terres et ressources du Nord</i>		
Contribution pour promouvoir l'utilisation sécuritaire, le développement, la conservation et la protection des ressources naturelles du Nord.....	460 043	.....
<i>Développement économique</i>		
Contributions en vertu du programme Entreprise autochtone Canada.....	37 250 000	.....
<i>Infrastructure communautaire</i>		
Paiements aux Indiens, Inuits et Innus devant servir à fournir des services publics dans les domaines des immobilisations et de l'entretien	7 506 000	.....
<i>Relations de coopération</i>		
Contributions pour appuyer la capacité organisationnelle de base des organismes représentant les Autochtones	4 934 750	.....
Montant total brut des contributions	122 511 104	.....
Montant total brut des paiements de transfert	159 143 306	6 088 888
<i>Moins : Fonds disponibles à même le crédit</i>	1 831 124	.....
<i>Moins : Fonds transférés à un autre crédit</i>	137 000	.....
Montant net des paiements de transfert	157 175 182	6 088 888

AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN
Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 55	Crédit 60	Total
Contribution à la Fondation autochtone de guérison pour appuyer des projets de guérison orientés sur la collectivité.....	.....	25 000	25 000
Montant compensatoire pour rajustements salariaux à la hausse	589	.....	589
Présent budget supplémentaire des dépenses	589	25 000	25 589

Paiements de transfert (dollars)

	Crédit	Législatif
Contributions		
<i>Règlement des réclamations</i>		
Fondation autochtone de guérison.....	25 000 000	.....

Nota : Les chiffres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

AGENCE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU CANADA POUR LES RÉGIONS DU QUÉBEC

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
1a Dépenses de fonctionnement et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an	42 357 000	(3 800)	2 080 877	44 434 077
5a Contributions	346 842 000	(800 000)	4 000 000	350 042 000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	5 501 000	.....	.....	5 501 000
Total du portefeuille.....	394 700 000	(803 800)	6 080 877	399 977 077

AGENCE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU CANADA POUR LES RÉGIONS DU QUÉBEC

Explication du besoin (en milliers de dollars)

L'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Total
Réinvestissement des recettes provenant des contributions remboursables afin d'accroître les activités liées au développement économique .....	.....	4 000	4 000
Fonds pour la prestation de services d'information sur les règlements, les programmes et les mesures de soutien du gouvernement à l'intention des petites entreprises et des entrepreneurs (<i>poste horizontal</i>).....	1 820	.....	1 820
Fonds à l'appui de la <i>Loi fédérale sur la responsabilité</i> en vue de l'évaluation quinquennale de tous les programmes courants de subventions et de contributions (<i>poste horizontal</i>).....	181	.....	181
Financement consacré au Fonds canadien sur l'infrastructure stratégique à des fins d'investissements dans des projets d'infrastructures publiques conçus pour améliorer la qualité de vie dans les communautés urbaines et rurales (<i>poste horizontal</i>).....	80	.....	80
Total des crédits à adopter	2 081	4 000	6 081
Transferts			
Transfert à l'Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada – Pour soutenir la collectivité nationale des gestionnaires	(4)	.....	(4)
Transfert à Patrimoine canadien – Pour l'agrandissement et la modernisation du Musée de la Gaspésie.....	.....	(800)	(800)
Total des transferts	(4)	(800)	(804)
Présent budget supplémentaire des dépenses	2 077	3 200	5 277

Paiements de transfert (dollars)

	Crédit	Législatif
Contributions		
<i>Développement des collectivités</i>		
Contributions en vertu du Programme de diversification des collectivités	1 600 000	.....
<i>Compétitivité des entreprises (PME)</i>		
Contributions en vertu du Programme de croissance des entreprises et des régions.....	1 500 000	.....
<i>Positionnement concurrentiel des régions</i>		
Contributions en vertu du Programme de croissance des entreprises et des régions.....	900 000	.....
Montant total brut des paiements de transfert	4 000 000	.....
<i>Moins : Fonds transférés à un autre crédit</i>	800 000	.....
Montant net des paiements de transfert	3 200 000	.....

Nota : Les chiffres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

AGENCE DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DU CANADA ATLANTIQUE

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
Ministère				
1a	Dépenses de fonctionnement et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 57 000 \$ du crédit 55 (Transports) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2007-2008</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de			
	79 093 000	50 388	2 832 809	81 976 197
5a	Contributions	(150 000)	.....	279 041 000
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....	.....	.....	8 045 000
	Total du Ministère.....	(99 612)	2 832 809	369 062 197
Société d'expansion du Cap-Breton				
10	Paiements à la Société d'expansion du Cap-Breton .....	.....	.....	8 650 000
	Total de l'organisme .....	.....	.....	8 650 000
	Total du portefeuille.....	(99 612)	2 832 809	377 712 197

AGENCE DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DU CANADA ATLANTIQUE

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

L'Agence de promotion économique du Canada atlantique demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Total
Fonds pour la prestation de services d'information sur les règlements, les programmes et les mesures de soutien du gouvernement à l'intention des petites entreprises et des entrepreneurs (<i>poste horizontal</i>).....	2 341	.....	2 341
Financement d'activités essentielles afin de poursuivre la mise en œuvre de la <i>Loi sur la modernisation de la fonction publique</i> (<i>poste horizontal</i>).....	224	.....	224
Fonds à l'appui de la <i>Loi fédérale sur la responsabilité</i> en vue de l'évaluation quinquennale de tous les programmes courants de subventions et de contributions (<i>poste horizontal</i>).....	181	.....	181
Financement consacré au Fonds canadien sur l'infrastructure stratégique à des fins d'investissements dans des projets d'infrastructures publiques conçus pour améliorer la qualité de vie dans les communautés urbaines et rurales (<i>poste horizontal</i>).....	87	.....	87
Total des crédits à adopter	2 833	.....	2 833
Transferts			
Transfert du Bureau de l'infrastructure du Canada – Pour le Fonds canadien sur l'infrastructure stratégique ayant trait à des investissements dans des projets d'infrastructures publiques pour améliorer la qualité de vie à la fois dans les communautés urbaines et rurales (<i>poste horizontal</i>).....	57	.....	57
Transfert à l'Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada – Pour soutenir la Collectivité nationale des gestionnaires.....	(7)	.....	(7)
Transfert à l'Agence spatiale canadienne – Pour appuyer une initiative conjointe liée aux sciences de la vie et aux sciences physiques.....	.....	(150)	(150)
Total des transferts	50	(150)	(100)
Présent budget supplémentaire des dépenses	2 883	(150)	2 733

Nota : Les chiffres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

AGENCE DU REVENU DU CANADA

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
1a Dépenses du Programme – Pour autoriser le virement au présent crédit de 257 146 488 \$ du crédit 1 (Travaux publics et Services gouvernementaux) et de 773 000 \$ du crédit 1 (Justice) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2007-2008</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	2 775 229 230	257 688 988	53 936 519	3 086 854 737
(L) Ministre du Revenu national – Traitement et allocation pour automobile	74 522	.....	.....	74 522
(L) Dépense des recettes résultant de la poursuite des opérations en vertu de l'article 60 de la <i>Loi sur l'Agence du revenu du Canada</i>	143 637 000	.....	.....	143 637 000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	402 675 000	.....	.....	402 675 000
(L) Versements d'allocations spéciales pour enfants.....	205 000 000	.....	.....	205 000 000
(L) Paiements aux agences privées de recouvrement en vertu de l'article 17.1 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>	21 032 000	.....	.....	21 032 000
Total du portefeuille.....	3 547 647 752	257 688 988	53 936 519	3 859 273 259

Nota : La rubrique « Autorisations à ce jour » de l'Agence du revenu du Canada comprend un montant de 167 724 230 \$ au crédit 1 qui a été voté en 2006-2007 et qui sera dépensé en 2007-2008.

AGENCE DU REVENU DU CANADA

Explication du besoin (en milliers de dollars)

L'Agence du revenu du Canada demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 1
Fonds pour les initiatives législatives, stratégiques et opérationnelles découlant du Budget fédéral 2007, telles que la Prestation fiscale pour le revenu gagné, le nouveau Crédit d'impôt pour enfants et les mesures ayant trait aux plans d'épargne et à l'amélioration des activités de vérification et d'application (<i>poste horizontal</i>)	45 228
Fonds pour la mise en œuvre d'une initiative nationale visant à régler le problème de l'évitement fiscal interprovincial des sociétés	19 344
Fonds pour la mise en œuvre et la gestion de l'Accord sur le bois d'œuvre résineux Canada-États-Unis de 2006 (<i>poste horizontal</i>)	15 060
Fonds pour les initiatives législatives, stratégiques et opérationnelles découlant du Budget fédéral 2006, telles que l'application de la réduction de la Taxe sur les produits et services et la prise de mesures liées aux crédits d'impôt personnels, aux revenus personnels et aux entreprises	10 519
Fonds pour les activités juridiques et la compensation de dettes fiscales, ce qui comprend le service Conseils juridiques et litiges-recouvrements (<i>poste horizontal</i>)	4 606
Fonds pour accroître les activités d'application de la loi dans le cadre de la Stratégie nationale antidrogue visant à réduire la disponibilité et la demande en drogues illicites (<i>poste horizontal</i>)	660
Financement d'activités essentielles afin de poursuivre la mise en œuvre de la <i>Loi sur la modernisation de la fonction publique</i> (<i>poste horizontal</i>)	205
Fonds à l'appui de la <i>Loi fédérale sur la responsabilité</i> en vue de l'évaluation quinquennale de tous les programmes courants de subventions et de contributions (<i>poste horizontal</i>)	91
Fonds pour la mise en œuvre du plan d'action visant à renforcer le système de réglementation du Canada et à mettre sur pied un centre d'expertise en réglementation au sein du Secrétariat du Conseil du Trésor (<i>poste horizontal</i>)	59
Montant brut des crédits à adopter	95 772
Fonds disponibles	
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit	41 835
Total des crédits à adopter	53 937
Transferts	
Transfert de Travaux publics et Services gouvernementaux – Pour gérer la prestation de services en matière d'installations et de biens immobiliers	257 146
Transfert de Justice – Pour les besoins en matière de services juridiques liés à la mise en œuvre d'une initiative nationale visant à régler le problème de l'évitement fiscal interprovincial des sociétés	223
Transfert de Justice – Pour les besoins en matière de services juridiques liés aux initiatives législatives et stratégiques découlant du Budget fédéral 2006	196
Transfert de Justice – Pour les besoins en matière de services juridiques liés à la gestion et le versement de la Prestation universelle pour la garde d'enfants destinée aux familles canadiennes ayant de jeunes enfants	183
Transfert de Justice – Pour la mise en œuvre et la gestion de l'Accord sur le bois d'œuvre résineux Canada-États-Unis de 2006 (<i>poste horizontal</i>)	171
Transfert à Affaires étrangères et Commerce international – Pour fournir un soutien au personnel du ministère travaillant dans des missions à l'étranger	(231)
Total des transferts	257 688
Présent budget supplémentaire des dépenses	311 625

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 1 : Des fonds autorisés totalisant 41 835 000 \$ sont disponibles à même le crédit en raison du recouvrement de fonds : 19 039 000 \$ pour le Compte du Régime de pensions du Canada et 22 796 000 \$ pour le Compte d'assurance-emploi.

Nota : Les chiffres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits		
Ministère					
1a	Dépenses de fonctionnement et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les recettes provenant des ententes de recherche concertée et des services de recherche, des activités de pâturage et de reproduction du Programme de pâturages communautaires, et de l'administration du Programme canadien de stabilisation du revenu agricole, et de compenser les dépenses engagées durant l'exercice.....	605 886 000	(308 601)	27 965 451	633 542 850
5a	Dépenses en capital – Pour autoriser le virement au présent crédit de 42 000 \$ du crédit 5 (Défense nationale) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2007-2008</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	28 631 000	42 000	21 927 157	50 600 157
10a	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 400 000 \$ du crédit 5 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2007-2008</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	595 783 000	400 000	99 032 185	695 215 185
15	Aux termes de l'article 29 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation au ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire, au nom de Sa Majesté du chef du Canada et conformément aux conditions approuvées par le ministre des Finances, à garantir le paiement d'un montant ne dépassant pas en totalité et en tout temps, la somme de 1 500 000 000 \$ payable sous la forme d'avances de fonds fournies par les organismes de producteurs, la Commission canadienne du blé et autres prêteurs en vertu du Programme des avances de crédit printanières et de 1 500 000 000 \$ payable sous la forme d'avances de fonds fournies par les organismes de producteurs, la Commission canadienne du blé et autres prêteurs en vertu du Programme d'avances printanières bonifié.	1	.....	.....	1
20	Aux termes de l'article 29 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation au ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire, au nom de Sa Majesté du chef du Canada et conformément aux conditions approuvées par le ministre des Finances, de garantir le paiement des montants ne dépassant pas en totalité et en tout temps, la somme de 140 000 000 \$ payable à l'égard des Accords de ligne de crédit à être engagés par la Société du crédit agricole pour les besoins du Programme national renouvelé (2003) sur l'éthanol de la biomasse	1	.....	.....	1

AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
(L) Subventions aux offices établis conformément à la <i>Loi sur les offices des produits agricoles</i>	200 000	.....	.....	200 000
(L) Fonds pour l'avenir de la Canadian Cattlemen's Association.....	5 000 000	.....	.....	5 000 000
(L) Contributions à l'appui des programmes de gestion des risques de l'entreprise en vertu du Cadre stratégique pour l'agriculture – Programme canadien de stabilisation du revenu agricole.....	570 520 000	.....	.....	570 520 000
(L) Contributions à l'appui des programmes de gestion des risques de l'entreprise en vertu du Cadre stratégique pour l'agriculture – Assurance-production.	406 970 000	.....	.....	406 970 000
(L) Paiements relatifs à la <i>Loi sur les programmes de commercialisation agricole</i>	138 732 000	.....	.....	138 732 000
(L) Prêts garantis en vertu de la <i>Loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles et à la commercialisation selon la formule coopérative</i>	4 000 000	.....	.....	4 000 000
(L) Contributions à l'appui des programmes de gestion des risques de l'entreprise en vertu du Cadre stratégique pour l'agriculture – Projets de politiques agricoles	4 180 000	.....	.....	4 180 000
(L) Ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire – Traitement et allocation pour automobile.....	74 522	.....	.....	74 522
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	74 344 000	.....	.....	74 344 000
(L) Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel .....	.....	.....	.....	.....
(L) Paiements de subventions pour le Programme d'aide en cas de catastrophe causée par le nématode doré .....	.....	.....	450 000	450 000
(L) Subventions et contributions à l'appui de l'Indemnité pour coûts de production.....	.....	.....	401 000 000	401 000 000
(L) Paiements de subventions pour le Programme d'aide aux éleveurs de bétail victimes de la sécheresse.....	.....	.....	30 000 000	30 000 000
Total du Ministère.....	2 434 320 524	133 399	580 374 793	3 014 828 716
Commission canadienne du lait				
25 Dépenses du Programme.....	3 595 000	.....	.....	3 595 000
Total de l'organisme	3 595 000	.....	.....	3 595 000
Agence canadienne d'inspection des aliments				
30a Dépenses de fonctionnement et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 255 000 \$ du crédit 5 (Défense nationale) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2007-2008</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	494 987 000	(2 237 809)	24 947 097	517 696 288
35 Dépenses en capital.....	19 735 000	.....	.....	19 735 000

AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
(L) Paiements d'indemnisation conformes aux exigences prévues par les règlements pris en application de la <i>Loi sur la santé des animaux</i> et de la <i>Loi sur la protection des végétaux</i> et autorisés en vertu de la <i>Loi sur l'Agence canadienne d'inspection des aliments</i>	1 500 000	.....	.....	1 500 000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	71 129 000	.....	.....	71 129 000
Total de l'organisme	587 351 000	(2 237 809)	24 947 097	610 060 288
Commission canadienne des grains				
40a Dépenses du Programme.....	30 940 000	.....	7 300 000	38 240 000
(L) Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains.....	(127 000)	.....	.....	(127 000)
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	3 919 000	.....	.....	3 919 000
Total de l'organisme	34 732 000	.....	7 300 000	42 032 000
Total du portefeuille.....	3 059 998 524	(2 104 410)	612 621 890	3 670 516 004

AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Agriculture et Agroalimentaire demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Crédit 10	Total
Fonds pour soutenir la mise en œuvre du Cadre stratégique pour l'agriculture.....	.....	.....	68 019	68 019
Fonds pour faciliter l'élimination des tissus pouvant être porteurs de l'agent transmetteur de l'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB) et pouvant infecter les chaînes d'alimentation humaine et animale.....	1 379	.....	33 000	34 379
Fonds pour encourager les investissements afin de permettre au secteur de favoriser la transformation et la transition des agriculteurs, des secteurs agroalimentaires et des produits agricoles biologiques vers de nouveaux secteurs prometteurs (Initiatives de nouveaux débouchés pour l'agriculture).....	3 174	.....	28 513	31 687
Fonds visant à garantir que les agriculteurs puissent investir dans la nouvelle industrie des carburants renouvelables et y jouer un rôle (Initiative pour un investissement écoagricole dans les biocarburants).....	1 851	.....	28 650	30 501
Fonds à l'appui de la création, du développement continu et du fonctionnement des réseaux de recherches sur les bioproduits (Programme d'innovation en matière de bioproduits agricoles).....	9 575	8 600	10 500	28 675
Fonds à l'appui du Programme de cultures de couverture établi suite aux dommages causés par les inondations *.....	2 661	.....	22 100	24 761
Fonds à l'appui du Programme canadien d'options pour les familles agricoles qui fournit aux familles agricoles à faible revenu une aide financière immédiate à court terme et des services du volet Renouveau pour leur permettre d'augmenter leur revenu agricole à long terme.....	2 000	.....	17 000	19 000
Fonds pour soutenir la mise en œuvre du Cadre stratégique pour l'agriculture – Salubrité et qualité des aliments.....	.....	.....	16 000	16 000
Fonds pour limiter la propagation et les effets néfastes des maladies associées au circovirus porcin par des tests et la vaccination des cheptels porcins au Canada (Initiative de lutte contre les maladies dans l'industrie porcine – Stratégie de vaccination contre le circovirus).....	1 020	.....	14 250	15 270
Fonds pour poursuivre le renouvellement des immobilisations et maintenir l'entretien des installations agricoles partout au Canada.....	.....	13 327	.....	13 327
Fonds à l'appui d'organisations afin de faciliter le développement rural et l'adaptation du secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire dans le cadre de l'Initiative des marchés de biocarburants pour les producteurs.....	283	.....	6 689	6 972
Fonds pour accroître la viabilité et la rentabilité du secteur des fruits à chair tendre en éradiquant le virus de la sharka du prunier au Canada (<i>poste horizontal</i>).....	145	.....	5 811	5 956
Réinvestissement des redevances de la propriété intellectuelle.....	4 923	.....	.....	4 923
Réinvestissement des revenus provenant des ventes et de la prestation de services relatifs à la recherche, aux installations et à l'équipement.....	2 927	.....	.....	2 927
Fonds d'aide aux éleveurs de la Colombie-Britannique, de l'Alberta, de la Saskatchewan et de l'Ontario pour l'achat et le transport des aliments et de l'eau destinés aux animaux pour compenser les répercussions économiques néfastes de la sécheresse de 2006.....	2 639	.....	.....	2 639
Financement d'activités essentielles afin de poursuivre la mise en œuvre de la <i>Loi sur la modernisation de la fonction publique (poste horizontal)</i>	2 075	.....	.....	2 075
Fonds destinés à l'évaluation, à la gestion et à l'assainissement des sites fédéraux contaminés (<i>poste horizontal</i>).....	1 224	.....	.....	1 224

* Un montant de 14 100 000 \$ provenant du crédit pour éventualités du Conseil du Trésor a été approuvé en vue de financer temporairement ce poste. Un sommaire des postes du crédit pour éventualités du Conseil du Trésor se trouve au début de ce document.

AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Crédit 10	Total
Fonds à l'appui de la croissance des coopératives dans le cadre de l'Initiative de développement coopératif	209	.....	1 000	1 209
Fonds pour le Programme d'expositions et le Programme d'expositions rurales du gouvernement du Canada (<i>poste horizontal</i>)	500	.....	.....	500
Fonds pour la mise en œuvre de mesures de lutte antiparasitaire aux fins de l'évaluation et de l'homologation de pesticides à faible risque et pour accroître le recours à des évaluations des risques fondées sur des éléments probants (<i>poste horizontal</i>)	474	.....	.....	474
Fonds à l'appui de la <i>Loi fédérale sur la responsabilité</i> en vue de l'évaluation quinquennale de tous les programmes courants de subventions et de contributions (<i>poste horizontal</i>)	181	.....	.....	181
Fonds pour la réalisation de projets liés au développement et à l'application de la biotechnologie (Stratégie canadienne en matière de biotechnologie) (<i>poste horizontal</i>)	100	.....	.....	100
Fonds pour la mise en œuvre du plan d'action visant à renforcer le système de réglementation du Canada et à mettre sur pied un centre d'expertise en réglementation au sein du Secrétariat du Conseil du Trésor (<i>poste horizontal</i>)	60	.....	.....	60
Fonds pour préparer la participation du Canada à l'Année polaire internationale 2007-2008, un programme international de recherche à grande échelle en Arctique et en Antarctique (<i>poste horizontal</i>)	41	.....	.....	41
Fonds pour aider les producteurs dont les cultures sont touchées par le nématode doré, plus particulièrement les producteurs de patates du Québec, afin de leur fournir une aide financière immédiate ainsi que des programmes axés sur le renouveau permettant d'évaluer les conséquences à long terme (Programme d'aide en cas de catastrophe causée par le nématode doré)	25	.....	.....	25
Montant brut des crédits à adopter	37 466	21 927	251 532	310 925
Fonds disponibles				
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit	9 500	.....	152 500	162 000
Total des crédits à adopter	27 966	21 927	99 032	148 925
Crédits législatifs				
Fonds consacrés à l'Indemnité pour coûts de production qui vise à aider les producteurs à faire face à la diminution de leurs revenus attribuable à l'augmentation des coûts de production depuis quatre ans				401 000
Fonds d'aide aux éleveurs de la Colombie-Britannique, de l'Alberta, de la Saskatchewan et de l'Ontario pour l'achat et le transport des aliments et de l'eau destinés aux animaux pour compenser les répercussions économiques néfastes de la sécheresse de 2006				30 000
Fonds pour aider les producteurs dont les cultures sont touchées par le nématode doré, plus particulièrement les producteurs de patates du Québec, afin de leur fournir une aide financière immédiate ainsi que des programmes axés sur le renouveau permettant d'évaluer les conséquences à long terme (Programme d'aide en cas de catastrophe causée par le nématode doré)				450
Total des crédits législatifs				431 450
Total des rajustements des crédits				580 375

AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Transferts	Crédit 1	Crédit 5	Crédit 10	Total
Transfert de Patrimoine canadien – Pour le développement des communautés minoritaires de langue officielle (Partenariat interministériel avec les communautés de langue officielle).....	.....	.....	400	400
Transfert de la Défense nationale – Pour des initiatives liées à la sécurité publique (<i>poste horizontal</i>).....	.....	42	.....	42
Transfert à l'Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada – Pour soutenir la collectivité nationale des gestionnaires	(65)	.....	.....	(65)
Transfert à Affaires étrangères et Commerce international – Pour fournir un soutien au personnel du ministère travaillant dans des missions à l'étranger	(244)	.....	.....	(244)
Total des transferts	(309)	42	400	133
Présent budget supplémentaire des dépenses	27 657	21 969	99 432	580 508

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 1 : Des fonds autorisés totalisant 9 500 000 \$ sont disponibles à même le crédit en raison de modifications au financement du Programme canadien d'options pour les familles agricoles (le montant des économies provenant du Programme totalisait 11 500 000 \$, mais la somme de 2 000 000 \$ a été remise au Programme de pâturages communautaires, ce qui a laissé un solde de 9 500 000 \$).

Crédit 10 : Des fonds autorisés totalisant 152 500 000 \$ sont disponibles à même le crédit en raison de modifications au financement du Programme canadien d'options pour les familles agricoles.

Paiements de transfert (dollars)

	Crédit	Législatif
Subventions		
<i>Gestion des risques de l'entreprise</i>		
Paiements de subventions pour le Programme de cultures de couverture (<i>Les fonds d'un montant de 14 100 000 \$ affectés à une partie de ce poste proviennent du crédit pour éventualités du Conseil du Trésor</i>).....	22 100 000	.....
(L) Paiements de subventions pour le Programme d'aide en cas de catastrophe causée par le nématode doré .....	.....	450 000
(L) Paiements de subventions pour le Programme d'aide aux éleveurs de bétail victimes de la sécheresse .....	.....	30 000 000
(L) Subventions à l'appui de l'Indemnité pour coûts de production.....	.....	361 540 000
	22 100 000	391 990 000
<i>Innovation et renouvellement</i>		
Subventions aux organisations afin de faciliter le développement rural et l'adaptation du secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire	6 689 167	.....
Montant total brut des subventions	28 789 167	391 990 000

Nota : Les chiffres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE

Ministère

<u>Paiements de transfert (dollars)</u>	<u>Crédit</u>	<u>Législatif</u>
<u>Contributions</u>		
<i>Environnement</i>		
Contributions pour venir en aide au secteur agricole et agroalimentaire – Environnement	45 254 389	.....
<i>Salubrité et qualité des aliments</i>		
Contributions pour venir en aide au secteur agricole et agroalimentaire – Salubrité et qualité des aliments	38 764 273	.....
<i>Gestion des risques de l'entreprise</i>		
Contributions à l'appui de l'initiative de facilitation de l'élimination de matières à risque spécifié.....	33 000 000	.....
Paiements de contributions pour les initiatives de nouveaux débouchés pour l'agriculture....	28 513 356	.....
Paiements de contributions pour limiter la propagation des maladies dans l'industrie porcine – Initiative Circovirus.....	14 250 000	.....
(L) Contributions à l'appui de l'Indemnité pour coûts de production .....	.....	39 460 000
	75 763 356	39 460 000
<i>Innovation et renouvellement</i>		
Paiements de contributions pour l'Initiative pour un investissement écoagricole dans les biocarburants	28 650 000	.....
Paiements de contributions pour le Programme canadien d'options pour les familles agricoles.....	17 000 000	.....
Paiements de contributions pour le Programme d'innovation pour les bioproduits agricoles.	10 500 000	.....
Paiements de contributions au Programme d'éradication de la sharka du prunier.....	5 811 000	.....
	61 961 000	.....
<i>Rural et coopératives</i>		
Contributions à l'appui du Canada rural et du développement dans le secteur des coopératives.....	1 400 000	.....
Montant total brut des contributions	223 143 018	39 460 000
Montant total brut des paiements de transfert	251 932 185	431 450 000
<i>Moins : Fonds disponibles à même le crédit</i>	152 500 000	.....
Montant net des paiements de transfert	99 432 185	431 450 000

AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE

Agence canadienne d'inspection des aliments

Explication du besoin (en milliers de dollars)

L'Agence canadienne d'inspection des aliments demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 30
Fonds pour la mise en œuvre de nouvelles restrictions sur les aliments pour les animaux afin d'atténuer les risques pour la santé publique associés à l'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB).....	21 881
Fonds consacrés aux programmes de publicité gouvernementale (<i>poste horizontal</i>).....	2 500
Fonds pour accroître la viabilité et la rentabilité du secteur des fruits à chair tendre en éradiquant le virus de la sharka du prunier au Canada (<i>poste horizontal</i>).....	325
Fonds pour préparer la participation du Canada à l'Année polaire internationale 2007-2008, un programme international de recherche à grande échelle en Arctique et en Antarctique (<i>poste horizontal</i>).....	182
Fonds pour la mise en œuvre du plan d'action visant à renforcer le système de réglementation du Canada et à mettre sur pied un centre d'expertise en réglementation au sein du Secrétariat du Conseil du Trésor (<i>poste horizontal</i>).....	59
Total des crédits à adopter	24 947
Transferts	
Transfert de la Défense nationale – Pour des initiatives liées à la sécurité publique (<i>poste horizontal</i>).....	255
Transfert à l'Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada – Pour soutenir la collectivité nationale des gestionnaires.....	(59)
Transfert à Affaires étrangères et Commerce international – Pour fournir un soutien au personnel du ministère travaillant dans des missions à l'étranger.....	(434)
Transfert à Diversification de l'économie de l'Ouest canadien – Fonds pour la conception et la construction de l'installation de confinement, de niveau de biosécurité 3, de l'International Vaccine Centre (InterVac) de Saskatoon.....	(2 000)
Total des transferts	(2 238)
Présent budget supplémentaire des dépenses	22 709

Paiements de transfert (dollars)

	Crédit	Législatif
Contributions		
<i>Salubrité des aliments et santé publique</i>		
Contributions à l'appui des initiatives qui contribuent à améliorer, à faire avancer et à promouvoir le système fédéral d'inspection.....	182 300	.....

Nota : Les chiffres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

Commission canadienne des grains

Explication du besoin (en milliers de dollars)

La Commission canadienne des grains demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 40
Fonds pour combler le manque à gagner lié aux dépenses de fonctionnement pour permettre la prestation continue des services inscrits au mandat comme la réglementation relative aux grains et l'assurance de la qualité.....	7 300

Nota : Les chiffres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

ANCIENS COMBATTANTS

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
1a Dépenses de fonctionnement; entretien de propriétés, y compris les dépenses afférentes à des travaux de génie et de recherche technique qui n'ajoutent aucune valeur tangible à la propriété immobilière, aux taxes, à l'assurance et au maintien des services publics; autorisation, sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, d'effectuer les travaux de réparation nécessaires sur des propriétés construites en vertu de contrats particuliers à prix ferme et vendues conformément à la <i>Loi sur les terres destinées aux anciens combattants</i> (S.R.C. 1970, ch. V-4), afin de corriger des défauts dont ni l'ancien combattant ni l'entrepreneur ne peuvent être tenus financièrement responsables ainsi que tout autre travail qui s'impose sur d'autres propriétés afin de sauvegarder l'intérêt que le directeur y possède <u>et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la Loi sur les traitements, rajusté en vertu de la Loi sur le Parlement du Canada et au prorata, pour toute période inférieure à un an</u>	905 852 000	(335 611)	42 802 899	948 319 288
5a Dépenses en capital.....	22 800 000	.....	400 000	23 200 000
10 Subventions et contributions.....	2 397 619 000	.....	.....	2 397 619 000
15 Tribunal des anciens combattants (révision et appel) – Dépenses de fonctionnement	9 459 000	.....	.....	9 459 000
(L) Ministre des Anciens combattants – Traitement et allocation pour automobile	74 522	.....	.....	74 522
(L) Crédits de réadaptation, en vertu de l'article 8 de la <i>Loi sur les indemnités de services de guerre</i>	2 000	.....	.....	2 000
(L) Remboursements, en vertu de l'article 15 de la <i>Loi sur les indemnités de services de guerre</i> , de redressements de compensation effectués en conformité avec la <i>Loi sur les terres destinées aux anciens combattants</i>	10 000	.....	.....	10 000
(L) Rajustement des engagements actuariels de l'assurance des soldats de retour au pays.....	10 000	.....	.....	10 000
(L) Rajustement des engagements actuariels de l'assurance des anciens combattants.....	175 000	.....	.....	175 000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	39 648 000	.....	.....	39 648 000
Total du portefeuille.....	3 375 649 522	(335 611)	43 202 899	3 418 516 810

ANCIENS COMBATTANTS

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Anciens combattants demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Total
Paiements ex-gratia en vue de respecter les engagements du gouvernement en ce qui concerne les essais de l'agent Orange à la BFC de Gagetown en 1966 et 1967.....	19 962	.....	19 962
Fonds pour accroître les services destinés aux vétérans et à leur famille en améliorant le réseau de soutien aux familles, en créant cinq cliniques de traitement des traumatismes liés au stress opérationnel et en offrant plus rapidement les services, et les avantages qui en découlent, aux clients.....	15 766	.....	15 766
Fonds pour la création du Bureau de l'ombudsman des anciens combattants et de la Déclaration des droits des anciens combattants.....	4 642	.....	4 642
Fonds pour honorer les héros militaires canadiens par la commémoration du 90 ^e anniversaire de la bataille de la crête de Vimy.....	1 279	.....	1 279
Fonds consacrés aux programmes de publicité gouvernementale (<i>poste horizontal</i>).....	700	.....	700
Fonds à l'appui de la <i>Loi fédérale sur la responsabilité</i> en vue de l'évaluation quinquennale de tous les programmes courants de subventions et de contributions (<i>poste horizontal</i>).....	454	.....	454
Fonds pour la restauration des monuments canadiens de la Première Guerre mondiale, situés en Europe.....	.....	400	400
Total des crédits à adopter	42 803	400	43 203
Transferts			
Transfert à l'Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada – Pour soutenir la collectivité nationale des gestionnaires.....	(35)	.....	(35)
Transfert à Affaires étrangères et du Commerce international – Pour fournir un soutien au personnel du ministère travaillant dans des missions à l'étranger.....	(301)	.....	(301)
Total des transferts	(336)	.....	(336)
Présent budget supplémentaire des dépenses	42 467	400	42 867

Nota : Les chiffres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
Ministère				
1a	Dépenses de fonctionnement et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 222 500 \$ du crédit 5 (Patrimoine canadien), de 85 000 \$ du crédit 1 (Ressources humaines et Développement des compétences) et de 85 000 \$ du crédit 35 (Santé) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2007-2008</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de			
	413 593 000	(8 816 642)	9 925 904	414 702 262
2a	Conformément au paragraphe 25(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , radier des Comptes du Canada 2 813 dettes dues à Sa Majesté du chef du Canada, s'élevant au total à 1 620 031 \$ relativement à des prêts versés à des immigrants aux termes de l'article 88 de la <i>Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés</i> - Pour autoriser le virement au présent crédit de 4 158 \$ du crédit 1 (Citoyenneté et Immigration) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2007-2008</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de			
		4 158	1 615 873	1 620 031
5	732 224 000	.....	.....	732 224 000
(L)	Ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration – Traitement et allocation pour automobile			
	74 522	.....	.....	74 522
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés			
	41 439 000	.....	.....	41 439 000
	1 187 330 522	(8 812 484)	11 541 777	1 190 059 815
(L)	Prêts aux immigrants et aux réfugiés afin de faciliter l'arrivée des nouveaux venus en vertu de l'article 88 de la <i>Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés</i>			
	1	.....	.....	1
	1	.....	.....	1
	1 187 330 523	(8 812 484)	11 541 777	1 190 059 816
Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada				
10a	Dépenses du Programme			
	100 186 000	.....	136 000	100 322 000
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés			
	13 426 000	.....	.....	13 426 000
	113 612 000	.....	136 000	113 748 000
	1 300 942 523	(8 812 484)	11 677 777	1 303 807 816

CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Citoyenneté et Immigration demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 2	Total
Fonds pour permettre aux employeurs de composer avec les pénuries actuelles de travailleurs compétents et pour améliorer l'intégrité du système de permis de travail en apportant des améliorations au Programme des travailleurs étrangers temporaires (<i>poste horizontal</i>).....	4 588	.....	4 588
Fonds consacrés aux programmes de publicité gouvernementale (<i>poste horizontal</i>).....	2 365	.....	2 365
Fonds pour mettre en branle et soutenir les activités du Bureau d'orientation relatif aux titres de compétences étrangers visant à permettre aux personnes ayant reçu une formation ou une instruction à l'étranger de recevoir des renseignements en vue de mettre à profit leurs compétences et leurs titres sur le marché du travail canadien (<i>poste horizontal</i>).....	2 219	.....	2 219
Radiation de prêts aux immigrants non remboursés.....	.....	1 616	1 616
Financement d'activités essentielles afin de poursuivre la mise en œuvre de la <i>Loi sur la modernisation de la fonction publique</i> (<i>poste horizontal</i>).....	541	.....	541
Fonds à l'appui de la <i>Loi fédérale sur la responsabilité</i> en vue de l'évaluation quinquennale de tous les programmes courants de subventions et de contributions (<i>poste horizontal</i>).....	272	.....	272
Montant brut des crédits à adopter	9 985	1 616	11 601
Fonds disponibles			
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	60	.....	60
Total des crédits à adopter	9 925	1 616	11 541
Transferts			
Transfert de Patrimoine canadien (223 \$), de Ressources humaines et Développement des compétences (85 \$) et de l'Agence de santé publique du Canada (85 \$) – Pour soutenir les Centres d'excellence afin de favoriser et de financer les recherches stratégiques portant sur l'immigration, l'intégration et la diversité (projet Métropolis).....	393	.....	393
Réaffectation interne de ressources – Pour la radiation de prêts aux immigrants irrécouvrables ayant été accordés avant 1990.....	(4)	4	.....
Transfert à l'Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada – Pour soutenir la collectivité nationale des gestionnaires.....	(35)	.....	(35)
Transfert au Conseil de recherches en sciences humaines – Pour soutenir les Centres d'excellence afin de favoriser et de financer les recherches stratégiques portant sur l'immigration, l'intégration et la diversité (projet Métropolis).....	(774)	.....	(774)
Transfert à Affaires étrangères et Commerce international – Pour fournir un soutien au personnel du ministère travaillant dans des missions à l'étranger.....	(8 396)	.....	(8 396)
Total des transferts	(8 816)	4	(8 812)
Présent budget supplémentaire des dépenses	1 109	1 620	2 729

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 1 : Des fonds autorisés totalisant 60 000 \$ sont disponibles à même le crédit en raison d'une diminution des besoins relatifs aux droits de citoyenneté dont certaines personnes sont exemptées au Canada.

Nota : Les chiffres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION

Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada

Explication du besoin (en milliers de dollars)

La Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter

Crédit 10

Financement d'activités essentielles afin de poursuivre la mise en œuvre de la *Loi sur la modernisation de la fonction publique (poste horizontal)*.....

136

Nota : Les chiffres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

CONSEIL DU TRÉSOR

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits		
Secrétariat					
1a	Dépenses de fonctionnement et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements, rajusté en vertu de la Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an et autorisation de dépenser les recettes produites durant l'exercice provenant des activités du Secrétariat du Conseil du Trésor	165 899 000	(1 785 118)	13 832 551	177 946 433
2a	Contributions	233 010 000	(232 810 000)	.....	200 000
5a	Éventualités du gouvernement – Sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, pour augmenter d'autres crédits et pour payer des dépenses diverses, urgentes ou imprévues qui n'ont pas autrement été pourvues, y compris les subventions et les contributions qui ne sont pas énumérées dans le budget des dépenses et l'augmentation du montant des subventions qui y sont énumérées quand ces dépenses s'inscrivent dans le mandat légal d'une organisation gouvernementale et autorisation de réemployer les sommes affectées à des besoins, tirées d'autres crédits et versées au présent crédit	750 000 000	.....	1	750 000 001
10a	Initiatives pangouvernementales	2 520 000	.....	20 697 000	23 217 000
15a	Rajustements de la rémunération – Sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, pour augmenter d'autres crédits qui peuvent nécessiter un financement partiel ou intégral par suite de rajustements effectués aux modalités de service ou d'emploi de l'administration publique fédérale, y compris les membres de la Gendarmerie royale du Canada et les Forces canadiennes, les personnes nommées par le gouverneur en conseil et les sociétés d'État au sens de l'article 83 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> .....	.....	.....	185 494 000	185 494 000
20a	Assurances de la fonction publique	1 828 246 000	(448 000)	.....	1 827 798 000
22a	Report du budget de fonctionnement – Sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, pour augmenter d'autres crédits en raison du report du budget de fonctionnement de l'exercice précédent .....	.....	.....	1 200 000 000	1 200 000 000

Nota : En vertu des décrets C.P. 2007-0114 et 2007-0115, la responsabilité de l'Initiative de revitalisation du secteur riverain de Toronto a été transférée du Secrétariat du Conseil du Trésor à Environnement (234 315 000 \$).

CONSEIL DU TRÉSOR

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
23a Besoins en matière de rémunération – Sous réserve de l’approbation du Conseil du Trésor, pour augmenter d’autres crédits pour des besoins relatifs aux prestations parentales et de maternité, aux versements liés à la cessation de service ou d’emploi, aux rajustements apportés aux modalités de service ou d’emploi dans la fonction publique, y compris pour les membres de la Gendarmerie royale du Canada et des Forces canadiennes, qui n’ont pas été pourvus par le crédit 15, Rajustements aux montants compensatoires.....	.....	.....	500 000 000	500 000 000
(L) Président du Conseil du Trésor – Traitement et allocation pour automobile	74 522	.....	.....	74 522
(L) Contributions aux régimes d’avantages sociaux des employés	20 377 000	.....	.....	20 377 000
(L) Versements en vertu de la <i>Loi sur la mise au point des pensions du service public</i>	20 000	.....	.....	20 000
Total du Secrétariat.....	3 000 146 522	(235 043 118)	1 920 023 552	4 685 126 956
École de la fonction publique du Canada				
25 Dépenses du Programme.....	60 281 000	.....	.....	60 281 000
(L) Contributions aux régimes d’avantages sociaux des employés	6 309 000	.....	.....	6 309 000
(L) Dépense des recettes conformément au paragraphe 18(2) de la <i>Loi sur l’École de la fonction publique du Canada</i>	20 000 000	.....	.....	20 000 000
Total de l’organisme	86 590 000	.....	.....	86 590 000
Commissariat à l’intégrité du secteur public				
27a Dépenses du Programme – Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 425 420 \$ du crédit 35 (Conseil du Trésor) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2007-2008</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de .....	.....	1 425 420	6 507 000	7 932 420
Total de l’organisme .....	.....	1 425 420	6 507 000	7 932 420
Bureau du directeur des lobbyistes				
30a Dépenses du Programme.....	3 026 000	.....	1 241 549	4 267 549
(L) Contributions aux régimes d’avantages sociaux des employés	337 000	.....	.....	337 000
Total de l’organisme	3 363 000	.....	1 241 549	4 604 549

Nota : En vertu du décret C.P. 2007-0425, le 15 avril 2007 est la date d’entrée en vigueur de la *Loi sur la protection des fonctionnaires divulgateurs d’actes répréhensibles* qui établit le Commissariat à l’intégrité du secteur public (6 507 000 \$).

CONSEIL DU TRÉSOR

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada				
35a Dépenses du Programme – Pour autoriser le virement au présent crédit de 8 518 \$ du crédit 1 (Conseil du Trésor), de 448 000 \$ du crédit 20 (Conseil du Trésor), de 203 849 \$ du crédit 1 (Ressources humaines et Développement des compétences), de 137 539 \$ du crédit 25 (Sécurité publique et Protection civile), de 111 152 \$ du crédit 10 (Sécurité publique et Protection civile), de 65 101 \$ du crédit 1 (Agriculture et Agroalimentaire), de 58 809 \$ du crédit 30 (Agriculture et Agroalimentaire), de 58 240 \$ du crédit 1 (Affaires étrangères et Commerce international), de 57 554 \$ du crédit 1 (Environnement), de 51 464 \$ du crédit 95 (Industrie), de 44 960 \$ du crédit 1 (Transports), de 41 096 \$ du crédit 1 (Ressources naturelles), de 36 919 \$ du crédit 1 (Affaires indiennes et du Nord canadien), de 34 859 \$ du crédit 1 (Citoyenneté et Immigration), de 34 611 \$ du crédit 1 (Anciens combattants), de 19 801 \$ du crédit 1 (Patrimoine canadien), de 8 866 \$ du crédit 1 (Finances), de 7 171 \$ du crédit 1 (Sécurité publique et Protection civile), de 6 805 \$ du crédit 1 (Conseil privé), de 6 612 \$ du crédit 1 (Agence de promotion économique du Canada atlantique), de 3 800 \$ du crédit 1 (Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec) et de 3 508 \$ du crédit 1 (Diversification de l'économie de l'Ouest canadien) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2007-2008</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	60 486 000	23 814	23 110 495	83 620 309
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	8 574 000	.....	.....	8 574 000
Total de l'organisme	69 060 000	23 814	23 110 495	92 194 309
Total du portefeuille.....	3 159 159 522	(233 593 884)	1 950 882 596	4 876 448 234

CONSEIL DU TRÉSOR

Secrétariat

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Secrétariat du Conseil du Trésor demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Géré à l'échelle du ministère				Total
	Crédit 1	Crédit 2	Crédit 10	Crédit 15	
Rajustements de la rémunération – Virements aux ministères et aux organismes pour des rajustements salariaux.....	.....	.....	.....	185 494	185 494
Financement à l'échelle pangouvernementale afin de mettre en place les nouvelles exigences de la Politique sur la vérification interne.....	3 037	.....	20 697	.....	23 734
Fonds pour mettre en œuvre les exigences et les composantes de la <i>Loi fédérale sur la responsabilité</i> et le plan d'action connexe.....	4 687	.....	.....	.....	4 687
Fonds pour la mise en œuvre du plan d'action visant à renforcer le système de réglementation du Canada et à mettre sur pied un centre d'expertise en réglementation au sein du Secrétariat du Conseil du Trésor (<i>poste horizontal</i>).....	2 408	.....	.....	.....	2 408
Fonds pour maintenir les services courants et le soutien conformément à la <i>Loi sur la modernisation de la fonction publique</i> et pour améliorer le régime des ressources humaines.....	2 329	.....	.....	.....	2 329
Fonds consacrés aux activités d'un comité d'expert indépendant et d'un secrétariat qui portent sur l'étude des possibilités quant au transfert de la gestion des laboratoires fédéraux vers les universités et le secteur privé...	898	.....	.....	.....	898
Financement d'activités essentielles afin de poursuivre la mise en œuvre de la <i>Loi sur la modernisation de la fonction publique (poste horizontal)</i>	474	.....	.....	.....	474
Total des crédits à adopter	13 833	.....	20 697	185 494	220 024
Transferts					
Transfert à l'Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada – Pour soutenir la collectivité nationale des gestionnaires.....	(9)	.....	.....	.....	(9)
Transfert à Affaires étrangères et Commerce international – Pour fournir un soutien au personnel du ministère travaillant dans des missions à l'étranger.....	(272)	.....	.....	.....	(272)
Transfert à Environnement – Pour la revitalisation du secteur riverain de Toronto grâce à des investissements dans les infrastructures et le développement urbain (Initiative de revitalisation du secteur riverain de Toronto), suite à un changement de portefeuille entre ministres.....	(1 505)	(232 810)	.....	.....	(234 315)
Total des transferts	(1 786)	(232 810)	.....	.....	(234 596)
Présent budget supplémentaire des dépenses	12 047	(232 810)	20 697	185 494	.....

CONSEIL DU TRÉSOR
Secrétariat

Explication du besoin (en milliers de dollars)

	<u>Géré à l'échelle du ministère</u>			<u>Total</u>
	<u>Crédit 20</u>	<u>Crédit 22</u>	<u>Crédit 23</u>	
Crédits à adopter				
Report du budget de fonctionnement – Virements aux ministères et aux organismes relativement au report du budget de fonctionnement .....	.....	1 200 000	.....	1 200 000
Besoins en matière de rémunération – Virements aux ministères et aux organismes pour combler le déficit au chapitre de la rémunération .....	.....	.....	500 000	500 000
Total des crédits à adopter	.....	1 200 000	500 000	1 700 000
Transferts				
Transfert à l'Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada – Pour le Programme d'apprentissage mixte, une initiative unique à l'appui de l'objectif du gouvernement qui vise à établir de meilleures relations avec les agents négociateurs.....	(448)	.....	.....	(448)
Présent budget supplémentaire des dépenses	(448)	1 200 000	500 000	1 684 980

Nota : Les chiffres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

Commissariat à l'intégrité du secteur public

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Commissariat à l'intégrité du secteur public demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	<u>Crédit 27</u>
Fonds pour la création et le fonctionnement du Commissariat à l'intégrité du secteur public qui se chargera de conseiller et d'informer, de façon indépendante, les fonctionnaires et les citoyens qui envisagent de divulguer un acte répréhensible.....	6 507
Transferts	
Transfert de l'Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada – Pour la création du Commissariat à l'intégrité du secteur public	1 425
Présent budget supplémentaire des dépenses	7 932

Nota : Les chiffres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

CONSEIL DU TRÉSOR

Bureau du directeur des lobbyistes

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Bureau du directeur des lobbyistes demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 30
Fonds consacrés à la mise en œuvre des dispositions à l'égard du lobbying de la <i>Loi fédérale sur la responsabilité</i>	1 242

Nota : Les chiffres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada

Explication du besoin (en milliers de dollars)

L'Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 35
Fonds accordés pour poursuivre l'exécution des programmes afin de remplir les obligations législatives relatives à la <i>Loi sur la modernisation de la fonction publique</i> qui institutionnalisera la modernisation de la gestion des ressources humaines	17 384
Fonds visant à assurer la direction et la surveillance de la mise en œuvre de la <i>Loi sur la protection des fonctionnaires divulgateurs d'actes répréhensibles</i>	2 898
Financement d'activités essentielles afin de poursuivre la mise en œuvre de la <i>Loi sur la modernisation de la fonction publique (poste horizontal)</i>	2 829
Total des crédits à adopter	23 111

Transferts

Transfert de Ressources humaines et Développement des compétences (204 \$), de Service correctionnel (138 \$), de l'Agence des services frontaliers du Canada (111 \$), d'Agriculture et agroalimentaire (65 \$), de l'Agence canadienne d'inspection des aliments (59 \$), d'Affaires étrangères et Commerce international (58 \$), d'Environnement (58 \$), de Statistique Canada (51 \$), de Transports (45 \$), de Ressources naturelles (41 \$), d'Affaires indiennes et du Nord canadien (37 \$), de Citoyenneté et Immigration (35 \$), d'Anciens combattants (35 \$), de Patrimoine canadien (20 \$), de Finance (9 \$), du Secrétariat du Conseil du Trésor (9 \$), de Sécurité publique et protection civile (7 \$), du Conseil privé (7 \$), de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique (7 \$), de l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec (4 \$) et de Diversification de l'économie de l'Ouest canadien (4 \$) – Pour soutenir la collectivité nationale des gestionnaires	1 004
Transfert du Secrétariat du Conseil du Trésor – Pour le Programme d'apprentissage mixte, une initiative unique à l'appui de l'objectif du gouvernement qui vise à établir de meilleures relations avec les agents négociateurs	448
Transfert au Commissariat à l'intégrité du secteur public – Pour la création du Commissariat à l'intégrité du secteur public	(1 425)
Total des transferts	27

Présent budget supplémentaire des dépenses	23 138
---	---------------

Nota : Les chiffres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

CONSEIL PRIVÉ

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits		
Ministère					
1a	Dépenses du Programme, y compris les dépenses de fonctionnement des commissions d'enquête non prévues ailleurs et le fonctionnement de la résidence du Premier ministre; le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an.....	114 162 000	(6 805)	14 270 147	128 425 342
(L)	Premier ministre – Traitement et allocation pour automobile	153 322	.....	.....	153 322
(L)	Président du Conseil privé de la Reine pour le Canada, ministre des Affaires intergouvernementales et ministre de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien – Traitement et allocation pour automobile	74 522	.....	.....	74 522
(L)	Leader du gouvernement au Sénat – Traitement et allocation pour automobile	74 522	.....	.....	74 522
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	12 839 000	.....	.....	12 839 000
	Total du Ministère.....	127 303 366	(6 805)	14 270 147	141 566 708
Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes					
5	Dépenses du Programme.....	6 056 000	.....	.....	6 056 000
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	460 000	.....	.....	460 000
	Total de l'organisme	6 516 000	.....	.....	6 516 000
Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports					
10	Dépenses du Programme.....	25 415 000	.....	.....	25 415 000
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	3 557 000	.....	.....	3 557 000
	Total de l'organisme	28 972 000	.....	.....	28 972 000
Directeur général des élections					
15	Dépenses du Programme.....	21 766 000	.....	.....	21 766 000
(L)	Traitement du directeur général des élections	231 100	.....	.....	231 100
(L)	Dépenses d'élections.....	78 398 000	.....	.....	78 398 000
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	4 027 000	.....	.....	4 027 000
	Total de l'organisme	104 422 100	.....	.....	104 422 100
Commissariat aux langues officielles					
20a	Dépenses du Programme.....	17 085 000	.....	881 729	17 966 729
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2 129 000	.....	.....	2 129 000
	Total de l'organisme	19 214 000	.....	881 729	20 095 729

CONSEIL PRIVÉ

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
Secrétariat de la Commission des nominations publiques				
25 Dépenses du Programme.....	944 973	.....	.....	944 973
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	128 955	.....	.....	128 955
Total de l'organisme	1 073 928	.....	.....	1 073 928
Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité				
30 Dépenses du Programme.....	2 620 000	.....	.....	2 620 000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	296 000	.....	.....	296 000
Total de l'organisme	2 916 000	.....	.....	2 916 000
Total du portefeuille.....	290 417 394	(6 805)	15 151 876	305 562 465

CONSEIL PRIVÉ

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Conseil privé demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 1
Enquête interne sur les actions des responsables canadiens relativement à Abdullah Almalki, Ahmad Abou-Elmaati et Muayyed Nureddin (7 342 \$) et ressources nécessaires pour permettre aux ministères de mener l'enquête (161 \$) (<i>poste horizontal</i>).....	7 503
Commission d'enquête relative aux mesures d'investigation prises à la suite de l'attentat à la bombe perpétré contre le vol 182 d'Air India (6 258 \$) et ressources nécessaires pour permettre aux ministères de mener l'enquête (0 \$) (<i>poste horizontal</i>).....	6 258
Commission d'enquête sur les actions des responsables canadiens relativement à Maher Arar.....	374
Financement d'activités essentielles afin de poursuivre la mise en œuvre de la <i>Loi sur la modernisation de la fonction publique</i> (<i>poste horizontal</i>).....	135
Total des crédits à adopter	14 270
Transferts	
Transfert à l'Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada – Pour soutenir la collectivité nationale des gestionnaires.....	(7)
Présent budget supplémentaire des dépenses	14 263

Paiements de transfert (dollars)	Crédit	Législatif
Contributions		
<i>Fournir aux commissions d'enquête le soutien administratif nécessaire</i>		
Commission d'enquête relative aux mesures d'investigation prises à la suite de l'attentat à la bombe perpétré contre le vol 182 d'Air India : fonds destinés aux familles, aux parties et aux intervenants.....	1 100 000	.....
Enquête interne sur les actions des responsables canadiens relativement à Abdullah Almalki, Ahmad Abou-Elmaati et Muayyed Nureddin : fonds destinés aux parties et aux intervenants.....	700 000	.....
Commission d'enquête sur les actions des responsables canadiens relativement à Maher Arar : fonds destinés aux parties et aux intervenants.....	25 000	.....
Total des paiements de transfert	1 825 000	.....

Nota : Les chiffres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

Commissariat aux langues officielles

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Commissariat aux langues officielles demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 20
Fonds pour établir, développer et assurer la mise en œuvre des fonctions d'accès à l'information et de vérification interne.....	882

Nota : Les chiffres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

DÉFENSE NATIONALE

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits		
Ministère					
1a	Dépenses de fonctionnement et autorisation de contracter, sous réserve d'affectation par le Conseil du Trésor, des engagements totalisant 28 349 121 656 \$ à l'égard des crédits 1, 5 et 10 du Ministère, quelle que soit l'année au cours de laquelle sera effectué le paiement de ces engagements (et dont il est estimé qu'une tranche de 12 302 000 000 \$ deviendra payable dans les années à venir); autorisation d'effectuer des paiements, imputables à l'un ou l'autre de ces crédits, aux provinces ou aux municipalités à titre de contributions aux travaux de construction exécutés par ces administrations; autorisation, sous réserve des directives du Conseil du Trésor, de faire des dépenses ou des avances recouvrables aux termes de l'un ou l'autre de ces crédits, à l'égard du matériel fourni ou de services rendus au nom de particuliers, de sociétés, d'organismes extérieurs, d'autres ministères et organismes de l'État et d'autres administrations; et autorisation, sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, d'affecter les recettes de l'exercice pour n'importe lequel de ces crédits <u>et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la Loi sur les traitements, rajusté en vertu de la Loi sur le Parlement du Canada et au prorata, pour toute période inférieure à un an</u> – Pour autoriser le virement au présent crédit de 838 685 \$ du crédit 85 (Industrie) et de 332 500 \$ du crédit 75 (Industrie) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2007-2008</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de				
	11 848 854 106	20 905	1 191 785 131	13 040 660 142	
5a	Dépenses en capital.....	3 592 868 100	(2 765 499)	366 746 508	3 956 849 109
10	Subventions et contributions.....	210 451 450	.....	.....	210 451 450
(L)	Ministre de la Défense nationale – Traitement et allocation pour automobile	74 522	.....	.....	74 522
(L)	Versements en vertu de la <i>Loi sur les prestations de retraite supplémentaires</i>	7 020 000	.....	.....	7 020 000
(L)	Versements en vertu des parties I à IV de la <i>Loi sur la continuation de la pension des services de défense</i>	1 550 000	.....	.....	1 550 000
(L)	Versements aux ayants droit de certains membres de l'Aviation royale du Canada tués dans l'exercice de leurs fonctions alors qu'ils servaient à titre d'instructeurs dans le cadre du Plan d'entraînement des aviateurs du Commonwealth britannique (<i>Loi n° 4 de 1968 portant affectation de crédits</i>).....	90 000	.....	.....	90 000
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés – Membres militaires.....	957 396 275	.....	.....	957 396 275
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	263 300 325	.....	.....	263 300 325
	Total du Ministère.....	16 881 604 778	(2 744 594)	1 558 531 639	18 437 391 823

DÉFENSE NATIONALE

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
Comité des griefs des Forces canadiennes				
15 Dépenses du Programme.....	5 830 000	.....	.....	5 830 000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	599 000	.....	.....	599 000
Total de l'organisme	6 429 000	.....	.....	6 429 000
Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire				
20 Dépenses du Programme.....	3 139 000	.....	.....	3 139 000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	295 000	.....	.....	295 000
Total de l'organisme	3 434 000	.....	.....	3 434 000
Total du portefeuille.....	16 891 467 778	(2 744 594)	1 558 531 639	18 447 254 823

DÉFENSE NATIONALE

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

La Défense nationale demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Total
Fonds pour renforcer la capacité indépendante des Forces canadiennes à défendre la souveraineté et la sécurité nationales (Le Canada d'abord).....	860 078	15 098	875 176
Fonds pour la mission militaire canadienne en Afghanistan	340 867	.....	340 867
Fonds avancés pour des grands projets d'immobilisations (équipement), notamment les capacités d'aérotransport (stratégique et tactique), le remplacement des chars de combat et les obusiers	9 344	153 139	162 483
Fonds pour l'acquisition de chars de combat principaux pour les Forces canadiennes.....	.....	131 000	131 000
Fonds pour moderniser des frégates de classe Halifax .....	.....	49 749	49 749
Fonds pour le déménagement de la Force opérationnelle interarmées 2 .....	.....	24 207	24 207
Fonds pour l'acquisition de navires de patrouille extracôtiers de l'Arctique .....	.....	14 400	14 400
Fonds consacrés aux programmes de publicité gouvernementale (<i>poste horizontal</i>).....	10 000	.....	10 000
Financement d'activités essentielles afin de poursuivre la mise en œuvre de la <i>Loi sur la modernisation de la fonction publique (poste horizontal)</i>	1 851	.....	1 851
Réinvestissement des redevances de la propriété intellectuelle.....	351	.....	351
Fonds à l'appui de la <i>Loi fédérale sur la responsabilité</i> en vue de l'évaluation quinquennale de tous les programmes courants de subventions et de contributions (<i>poste horizontal</i>)	181	.....	181
Fonds pour la mise en œuvre du plan d'action visant à renforcer le système de réglementation du Canada et à mettre sur pied un centre d'expertise en réglementation au sein du Secrétariat du Conseil du Trésor (<i>poste horizontal</i>)	59	.....	59
Montant brut des crédits à adopter	1 222 731	387 593	1 610 324
Fonds disponibles			
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	30 946	20 847	51 793
Total des crédits à adopter	1 191 785	366 746	1 558 531
Transferts			
Transfert du Conseil de recherches en sciences humaines – Pour couvrir les coûts indirects de la recherche financée par le gouvernement fédéral au Collège militaire royal du Canada.....	769	.....	769
Transfert du Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie (333 \$) et du Conseil des recherches en sciences humaines (70 \$) – Pour appuyer les chaires de recherches du Canada au Collège militaire royal du Canada	403	.....	403
Transfert à Pêches et Océans (744 \$) et à la Gendarmerie royale du Canada (188 \$) – Pour des investissements dans des initiatives de coordination des opérations de recherche et de sauvetage partout au Canada .....	.....	(931)	(931)
Transfert à Affaires étrangères et Commerce international – Pour fournir un soutien au personnel du ministère travaillant dans des missions à l'étranger	(1 150)	.....	(1 150)
Transfert à Santé (825 \$), à l'Agence de la santé publique du Canada (432 \$), à Ressources naturelles (280 \$), à l'Agence canadienne d'inspection des aliments (255 \$) et à Agriculture et Agroalimentaire (42 \$) – Pour des initiatives de sécurité publique (<i>poste horizontal</i>) .....	.....	(1 834)	(1 834)
Total des transferts	22	(2 765)	(2 743)
Présent budget supplémentaire des dépenses	1 191 807	363 981	1 555 788

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 1 : Des fonds autorisés totalisant 30 946 127 \$ sont disponibles à même le crédit en raison de la diminution des besoins liés au report des initiatives de sécurité publique (16 702 000 \$) et de l'évaluation, la gestion et l'assainissement des sites contaminés (14 244 127 \$).

Crédit 5 : Des fonds autorisés de 20 847 040 \$ sont disponibles à même le crédit en raison de la diminution des besoins liés au report des initiatives de sécurité publique

Nota : Les chiffres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

DÉFENSE NATIONALE

Ministère

	Coût total estimatif	Dépenses estimatives 2007-2008
(en milliers de dollars)		
Nouveaux grands projets d'immobilisations		
(À titre d'information seulement)		
<i>Mettre sur pied et maintenir des forces intégrées pertinentes, adaptées, efficaces et aptes au combat</i>		
Construction		
ATLANTIQUE		
Nouvelle-Écosse - Installation de soutien commun de la 12 ^e escadre – 12 ^e escadre Shearwater, Base des Forces canadiennes Halifax	45 280	14 811
Nouvelle-Écosse – Installation du 12 ^e escadron de maintenance (Air) – 12 ^e escadre Shearwater, Base des Forces canadiennes Halifax	43 269	13 999
Nouvelle-Écosse – Installation du 423 ^e escadron d'hélicoptères maritimes – 12 ^e escadre Shearwater, Base des Forces canadiennes Halifax	38 938	12 580
Nouvelle-Écosse – Mise à niveau des installations des plateformes syncrolifts pour élévateurs – Base des Forces canadiennes Halifax	17 163	9 277
Nouveau-Brunswick – Remplacement de la caserne de pompiers – 14 ^e escadre Greenwood ...	5 705	548
Nouveau-Brunswick – Garage pour les véhicules de ravitaillement en carburant – 14 ^e escadre Greenwood	5 453	583
QUÉBEC		
Québec – Rationalisation des infrastructures de transport et du génie électrique et mécanique – 3 ^e escadre Bagotville	26 668	656
Québec – Relogement du 425 ^e escadron d'appui tactique et du 3 ^e escadron de maintenance (Air) – 3 ^e escadre Bagotville	20 954	2 692
Québec – Construction d'un bâtiment pour la capacité de soutien au commandement de la Force terrestre du Secteur du Québec – Garnison Montréal	8 339	623
ONTARIO		
Ontario – Déménagement de la Force opérationnelle interarmées 2 – Base des Forces canadiennes Trenton	381 132	24 207
Ontario – Reconstruction des voies de circulation et réfection et agrandissement de l'aire de trafic nord-est – 8 ^e escadre Trenton	29 749	29 749
Ontario – Centre d'entraînement tactique des opérations spéciales de la Force opérationnelle interarmées 2 – Base des Forces canadiennes Petawawa	12 651	9 045
OUEST		
Alberta – Amélioration des services et des routes à la 4 ^e Escadre Cold Lake	60 817	7 857
Colombie-Britannique – Construction de logements pour célibataires – 19 ^e escadre Comox ...	34 714	781
Colombie-Britannique – Construction d'un mess et d'une cuisine combinés – 19 ^e escadre Comox	25 593	1 270
Équipement		
NATIONAL		
Navire de patrouille extracôtier de l'Arctique	3 073 600	14 400
Acquisition des chars de combat principaux pour les Forces canadiennes	650 000	131 000
Projet du système défensif de guerre électronique pour les CF-18	187 706	55 131
Projet d'ensemble de renseignement, de surveillance, d'acquisition d'objectifs et de reconnaissance de la Force terrestre – Sous-projet de communication par liaison de données	101 761	32 130
Projet supplémentaires touchant la capacité de survie des soldats embarqués à l'appui de l'opération ATHENA	97 943	32 835
Projet d'ensemble de remplacement des véhicules de soutien de la force aérienne	80 221	6 030
Projet de l'équipement de l'équipe de neutralisation des explosifs et munitions des Forces canadiennes	43 074	11 868
Botte pour climat tempéré, un sous-projet du Projet d'ensemble Habillez le soldat	38 622	24 242
Ensemble imperméable, un sous-projet du Projet d'ensemble Habillez le soldat	32 968	10 531
Système Capacité d'ouverture d'itinéraire de circonstance	28 456	9 658
Réseau d'apprentissage de la Défense	27 077	4 009
Veste pare-éclats, un sous-projet du Projet d'ensemble Habillez le soldat	23 310	2 655
Renseignement, surveillance, acquisition d'objectifs et reconnaissance de la force terrestre – Sous-projet de radar léger anti-mortiers	20 681	10 196

DÉFENSE NATIONALE

Ministère

	Coût total estimatif	Dépenses estimatives 2007-2008
(en milliers de dollars)		
Nouveaux grands projets d'immobilisations		
(À titre d'information seulement)		
Projet d'intégration de capteurs chimiques, biologiques, radiologiques et nucléaires et d'aide à la décision, un sous-projet du Projet d'ensemble de défense chimique, biologique, radiologique et nucléaire.....	17 705	4 281
Capacité de survie des soldats embarqués : Système d'amélioration de la vision des membres d'équipage.....	15 126	8 613
Capacité de survie des soldats embarqués: Équipement de protection pour les membres d'équipage exposés.....	13 511	6 826
Casque modulaire pour équipage de véhicule de combat, un sous-projet du Projet d'ensemble Habillez le soldat.....	10 972	5 697
Capacité de survie des soldats embarqués : Système d'éblouissement laser non meurtrier.....	10 507	10 507
Capacité de survie des soldats embarqués : Ensemble de protection pour les membres d'équipage exposés – Tourelle.....	8 965	7 461
Capacité de survie des soldats embarqués : Blindage additionnel pour le véhicule blindé léger muni d'un système d'arme télécommandé.....	7 825	7 825
Projet de remplacement des systèmes mobiles d'arrêt d'aéronef.....	5 916	300
Capacité de survie des soldats embarqués : Ensemble de protection pour les membres d'équipage exposés – Sentinelle.....	5 080	4 113
Véhicules tactiques.....	4 575	4 575
Munitions pour le Carl Gustaf (84mm) à multiples effets.....	4 476	195
Autocars.....	4 196	500
Entretien de la ligne des camions de construction de gamme intermédiaire.....	3 800	1 900
Détecteur de fils à commande.....	3 700	80
Améliorations des systèmes d'instrumentation de suivi de la manœuvre de combat aérien et de menaces de surface en guerre électronique.....	3 315	934
Équipement de manutention des matériels (chariots élévateurs à fourches).....	2 741	2 741
Véhicules de ravitaillement en carburant transportables par voie aérienne.....	2 424	770
Radar éclairant à trajectoire séparée de la classe IROQUOIS pour recherche à basse altitude...	2 037	141
Système de transmission à très haute fréquence (VHF).....	1 717	454
Excavateurs.....	1 469	700
Réfection des autocars.....	1 035	1 035
Augmentation de l'inventaire de l'équipement actif de mise à la masse de l'arbre de propulsion AN/SQJ 501.....	1 033	257
<i>Mener des opérations</i>		
Construction		
AFGHANISTAN		
Construction de logements semi-permanents pour le personnel de soutien à Kandahar.....	11 530	9 030
Équipement		
NATIONAL		
Projet d'infrastructure classifiée de gestion de la sécurité.....	181 774	15 618
Rideau balistique – Opération ATHENA.....	4 362	4 362
Station terrestre tactique de liaison de données commune.....	1 069	1 069

DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE DE L'OUEST CANADIEN

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
1a <u>Dépenses de fonctionnement et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la Loi sur les traitements, rajusté en vertu de la Loi sur le Parlement du Canada et au prorata, pour toute période inférieure à un an</u>	42 527 000	(3 508)	5 739 444	48 262 936
5a Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 3 000 000 \$ du crédit 35 (Santé) et de 2 000 000 \$ du crédit 30 (Agriculture et Agroalimentaire) de la Loi de crédits n° 2 pour 2007-2008 et pour prévoir un montant supplémentaire de	205 495 000	5 000 000	60 463 375	270 958 375
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	5 188 000	.....	.....	5 188 000
Total du portefeuille	253 210 000	4 996 492	66 202 819	324 409 311

DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE DE L'OUEST CANADIEN

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Diversification de l'économie de l'Ouest canadien demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Total
Fonds pour des projets visant à améliorer la qualité de l'eau potable et le traitement des eaux usées dans l'Ouest canadien (Programme Infrastructures Canada).....	.....	16 555	16 555
Fonds pour des mesures structurelles d'atténuation des risques d'inondation en Colombie-Britannique .....	.....	16 500	16 500
Fonds pour la mise en œuvre de l'Initiative de diversification économique des collectivités, qui fait partie de mesures prises par le gouvernement fédéral afin d'atténuer l'infestation par le dendroctone du pin en Colombie-Britannique	1 198	9 731	10 929
Fonds pour la conception et la construction de l'installation de confinement, de niveau de biosécurité 3, de l'International Vaccine Centre (InterVac) de Saskatoon .....	.....	7 000	7 000
Fonds pour la mise en œuvre de l'initiative d'amélioration des aéroports, qui fait partie de mesures prises par le gouvernement fédéral afin d'atténuer l'infestation par le dendroctone du pin en Colombie-Britannique.....	448	5 440	5 888
Fonds pour la prestation de services d'information sur les règlements, les programmes et les mesures de soutien du gouvernement à l'intention des petites entreprises et des entrepreneurs (<i>poste horizontal</i>).....	3 702	.....	3 702
Réinvestissement des recettes provenant des contributions remboursables afin d'accroître les activités liées au développement économique .....	.....	2 929	2 929
Fonds à l'appui des activités entourant les célébrations du centenaire de l'Alberta et de la Saskatchewan .....	.....	2 308	2 308
Fonds pour accroître la compétitivité du Canada à l'égard du commerce international grâce au développement et à l'exploitation accrue de la porte d'entrée et du corridor de l'Asie-Pacifique.....	.....	2 000	2 000
Financement d'activités essentielles afin de poursuivre la mise en œuvre de la <i>Loi sur la modernisation de la fonction publique (poste horizontal)</i>	197	.....	197
Fonds à l'appui de la <i>Loi fédérale sur la responsabilité</i> en vue de l'évaluation quinquennale de tous les programmes courants de subventions et de contributions (<i>poste horizontal</i>).....	181	.....	181
Financement consacré au Fonds canadien sur l'infrastructure stratégique à des fins d'investissements dans des projets d'infrastructures publiques conçus pour améliorer la qualité de vie dans les communautés urbaines et rurales (<i>poste horizontal</i>).....	13	.....	13
Montant brut des crédits à adopter	5 739	62 463	68 202
Fonds disponibles			
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	.....	2 000	2 000
Total des crédits à adopter	5 739	60 463	66 202
Transferts			
Transfert de l'Agence de santé publique du Canada (3 000 \$) et de l'Agence canadienne d'inspection des aliments (2 000 \$) – Pour la conception et la construction de l'installation de confinement, de niveau de biosécurité 3, de l'International Vaccine Centre (InterVac) de Saskatoon.....	.....	5 000	5 000
Transfert de l'Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada – Pour soutenir la collectivité nationale des gestionnaires	(4)	.....	(4)
Total des transferts	(4)	5 000	4 996
Présent budget supplémentaire des dépenses	5 735	65 463	71 198

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 5 : Des fonds autorisés totalisant 2 000 000 \$ sont disponibles à même le crédit en raison d'une diminution des besoins de financement pour le Programme de diversification de l'économie de l'Ouest.

Nota : Les chiffres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE DE L'OUEST CANADIEN

<u>Paiements de transfert (dollars)</u>	<u>Crédit</u>	<u>Législatif</u>
Subventions		
<i>Planification communautaire, développement et ajustement économiques des collectivités</i>		
Mesures structurelles d'atténuation des risques d'inondation en Colombie-Britannique	16 500 000	.....
<i>Développement des entreprises et entrepreneuriat</i>		
Subvention à l'Administration portuaire pour le dragage du fleuve Fraser.....	2 000 000	.....
Montant total brut des subventions	18 500 000	.....
Contributions		
<i>Planification communautaire, développement et ajustement économiques des collectivités</i>		
Contributions prévues dans le cadre de programmes ou de projets qui favorisent ou mettent en valeur l'expansion et la diversification économiques de l'Ouest, y compris le lancement, le développement ou l'expansion d'entreprises, l'établissement de nouvelles entreprises, les activités de recherche et de développement, et la mise en valeur de l'infrastructure commerciale, et les contributions sélectives à d'autres programmes touchant le développement régional et économique dans l'Ouest	18 064 859	.....
<i>Infrastructures</i>		
Contributions aux provinces de l'Ouest du Canada en vertu du Programme Infrastructures Canada	16 554 936	.....
<i>Développement des entreprises et entrepreneuriat</i>		
Contributions prévues dans le cadre de programmes ou de projets qui favorisent ou mettent en valeur l'expansion et la diversification économiques de l'Ouest, y compris le lancement, le développement ou l'expansion d'entreprises, l'établissement de nouvelles entreprises, les activités de recherche et de développement, et la mise en valeur de l'infrastructure commerciale, et les contributions sélectives à d'autres programmes touchant le développement régional et économique dans l'Ouest	1 171 790	.....
<i>Innovation</i>		
Contribution à l'Université de la Saskatchewan pour l'installation de confinement, de niveau de biosécurité 3 de l'International Vaccine Centre (InterVac).....	12 000 000	.....
Contributions prévues dans le cadre de programmes ou de projets qui favorisent ou mettent en valeur l'expansion et la diversification économiques de l'Ouest, y compris le lancement, le développement ou l'expansion d'entreprises, l'établissement de nouvelles entreprises, les activités de recherche et de développement, et la mise en valeur de l'infrastructure commerciale, et les contributions sélectives à d'autres programmes touchant le développement régional et économique dans l'Ouest	1 171 790	.....
	13 171 790	.....
Montant total brut des contributions	48 963 375	.....
Montant total brut des paiements de transfert	67 463 375	.....
<i>Moins : Fonds disponibles à même le crédit</i>	<i>2 000 000</i>	<i>.....</i>
Montant net des paiements de transfert	65 463 375	.....

ENVIRONNEMENT

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits		
Ministère					
1a	Dépenses de fonctionnement et :				
	a) dépenses recouvrables engagées à l'égard de la Commission des ressources en eau des provinces des Prairies, de la Commission d'étude du bassin de la rivière Qu'Appelle et de la Commission d'étude du bassin de la rivière Saint-Jean;				
	b) autorisation au ministre de l'Environnement d'engager des experts-conseils dont les commissions mentionnées à l'alinéa a) peuvent avoir besoin, au traitement que ces commissions peuvent déterminer;				
	c) dépenses recouvrables engagées à l'égard des recherches sur la planification régionale des ressources en eau et des inventaires des ressources en eau;				
	d) autorisation de faire des avances recouvrables ne dépassant pas la somme de la part des frais de la régularisation du niveau du lac des Bois et du lac Seul que doivent assumer les provinces du Manitoba et de l'Ontario;				
	e) autorisation de faire des avances recouvrables ne dépassant pas la somme de la part des frais des levés hydrométriques que doivent assumer les organismes provinciaux et les organismes de l'extérieur;				
	f) aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser au cours du présent exercice les recettes de l'exercice générées par les activités du Ministère financées à même ce crédit;				
	g) <u>le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i>, rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an</u> – Pour autoriser le virement au présent crédit de 5 538 000 \$ du crédit 5 (Environnement), de 6 654 292 \$ du crédit 10 (Environnement) et de 1 505 000 \$ du crédit 1 (Conseil du Trésor) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2007-2008</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....				
	662 633 000	13 160 538	36 841 745	712 635 283	
5a	Dépenses en capital.....	40 000 000	(5 538 000)	4 000 000	38 462 000

Nota : En vertu des décrets C.P. 2007-0014 et C.P. 2007-0015, la responsabilité de l'Initiative de revitalisation du secteur riverain de Toronto a été transférée du Secrétariat du Conseil du Trésor au ministère de l'Environnement (234 315 000 \$).

ENVIRONNEMENT

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
10a Contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 400 000 \$ du crédit 1 (Environnement), de 250 000 \$ du crédit 25 (Environnement), de 232 810 000 \$ du crédit 2 (Conseil du Trésor) et de 1 500 000 \$ du crédit 10 (Ressources naturelles) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2007-2008</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	59 697 000	227 583 116	14 668 792	301 948 908
(L) Ministre de l'Environnement – Traitement et allocation pour automobile	74 522	.....	.....	74 522
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	79 549 000	.....	.....	79 549 000
Total du Ministère.....	841 953 522	235 205 654	55 510 537	1 132 669 713
Agence canadienne d'évaluation environnementale				
15a Dépenses du Programme – Pour autoriser le virement au présent crédit de 37 200 \$ du crédit 1 (Environnement) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2007-2008</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	14 844 000	37 200	5 845 126	20 726 326
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1 696 000	.....	.....	1 696 000
Total de l'organisme	16 540 000	37 200	5 845 126	22 422 326
Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie				
20 Dépenses du Programme.....	4 704 000	.....	.....	4 704 000
(L) Dépenses aux termes du paragraphe 29.1(1) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>	20 000	.....	.....	20 000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	432 000	.....	.....	432 000
Total de l'organisme	5 156 000	.....	.....	5 156 000
Agence Parcs Canada				
25a Dépenses du Programme.....	497 753 221	(250 000)	12 419 834	509 923 055
30 Paiements au Compte des nouveaux parcs et lieux historiques	2 300 000	.....	.....	2 300 000
(L) Dépenses qui équivalent aux revenus résultant de la poursuite des opérations en vertu de l'article 20 de la <i>Loi sur l'Agence Parcs Canada</i>	104 000 000	.....	.....	104 000 000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	46 006 000	.....	.....	46 006 000
Total de l'organisme	650 059 221	(250 000)	12 419 834	662 229 055
Total du portefeuille.....	1 513 708 743	234 992 854	73 775 497	1 822 477 094

Nota : La rubrique « Autorisations à ce jour » comprend un montant de 50 731 221 \$ au crédit 25 de l'Agence Parcs Canada qui a été voté en 2006-2007 (crédit 30) et qui sera dépensé en 2007-2008.

ENVIRONNEMENT

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Environnement demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Crédit 10	Total
Fonds pour la mise en œuvre de la <i>Loi sur les espèces en péril</i> afin de poursuivre les activités de stabilisation et de rétablissement des espèces sauvages en péril au Canada.....	17 228	.....	8 900	26 128
Fonds consacrés aux programmes de publicité gouvernementale (<i>poste horizontal</i>).....	8 085	.....	.....	8 085
Fonds pour le Centre Harbourfront pour poursuivre sa programmation d'activités culturelles et récréatives dans le secteur riverain de Toronto.....	.....	.....	5 000	5 000
Fonds pour préparer la participation du Canada à l'Année polaire internationale 2007-2008, un programme international de recherche à grande échelle en Arctique et en Antarctique (<i>poste horizontal</i>).....	3 819	.....	504	4 323
Fonds pour des projets essentiels du Service météorologique du Canada.....	.....	4 000	.....	4 000
Fonds destinés à l'évaluation, à la gestion et à l'assainissement des sites fédéraux contaminés (<i>poste horizontal</i>).....	3 878	.....	.....	3 878
Fonds pour l'amélioration du rendement du système de réglementation utilisé dans le cas de grands projets de ressources naturelles qui doivent faire l'objet d'une étude exhaustive, d'un examen par un comité ou d'une évaluation intergouvernementale en vertu de la <i>Loi canadienne sur l'évaluation environnementale</i> (<i>poste horizontal</i>).....	2 254	.....	.....	2 254
Fonds à l'appui de l'initiative de la santé des océans dans le cadre de la Stratégie nationale sur l'eau (<i>poste horizontal</i>).....	1 255	.....	30	1 285
Fonds pour donner suite à la décision de la Cour suprême dans le jugement <i>R. c. Powley</i> , afin d'appuyer les activités de recherche, les discussions multilatérales et le renforcement des capacités des organisations métisses (<i>poste horizontal</i>).....	705	.....	235	940
Réinvestissement des redevances de la propriété intellectuelle.....	658	.....	.....	658
Financement d'activités essentielles afin de poursuivre la mise en œuvre de la <i>Loi sur la modernisation de la fonction publique</i> (<i>poste horizontal</i>).....	608	.....	.....	608
Fonds pour respecter les obligations énoncées dans l'Accord sur les revendications territoriales des Inuits du Nunavik (<i>poste horizontal</i>).....	189	.....	.....	189
Fonds à l'appui de la <i>Loi fédérale sur la responsabilité</i> en vue de l'évaluation quinquennale de tous les programmes courants de subventions et de contributions (<i>poste horizontal</i>).....	181	.....	.....	181
Fonds pour la mise en œuvre du plan d'action visant à renforcer le système de réglementation du Canada et à mettre sur pied un centre d'expertise en réglementation au sein du Secrétariat du Conseil du Trésor (<i>poste horizontal</i>).....	59	.....	.....	59
Montant brut des crédits à adopter	38 919	4 000	14 669	57 588
Fonds disponibles				
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	2 077	.....	.....	2 077
Total des crédits à adopter	36 842	4 000	14 669	55 511

ENVIRONNEMENT

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Transferts	Crédit 1	Crédit 5	Crédit 10	Total
Transfert du Secrétariat du Conseil du Trésor – Pour la revitalisation du secteur riverain de Toronto grâce à des investissements dans les infrastructures et le développement urbain (Initiative de revitalisation du secteur riverain de Toronto) suite à un changement de portfolio entre ministres.....	1 505	.....	232 810	234 315
Transfert de Ressources naturelles – Pour la restauration du Parc Stanley, un lieu historique national à Vancouver (Colombie-Britannique).....	.....	.....	1 000	1 000
Transfert de Ressources naturelles (500 \$) et de l'Agence Parcs Canada (250 \$) – Pour appuyer la restauration écologique du parc Pleasant Point à Halifax (Nouvelle-Écosse) .....	.....	.....	750	750
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour assurer la protection des Canadiens et de l'environnement contre les substances toxiques dans le cadre du Plan de gestion des produits chimiques.	(400)	.....	400	.....
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour assurer un financement suffisant des dépenses de fonctionnement pour permettre d'effectuer les activités permanentes de base.....	12 192	(5 538)	(6 654)	.....
Transfert à l'Agence canadienne d'évaluation environnementale – Pour des rajustements salariaux au sein du Ministère	(37)	.....	.....	(37)
Transfert à Affaires étrangères et Commerce international – Pour le financement des contributions représentant la participation du Canada à la Convention de Rotterdam sur la procédure de consentement préalable en connaissance de cause applicable à certains produits chimiques et pesticides dangereux qui font l'objet du commerce international et à la Convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants.....	(42)	.....	.....	(42)
Transfert à l'Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada – Pour soutenir la collectivité nationale des gestionnaires	(58)	.....	.....	(58)
Transfert à Pêches et Océans – Pour appuyer la participation des Autochtones dans les activités associées aux espèces aquatiques en péril dans le cadre de la <i>Loi sur les espèces en péril</i> .....	.....	.....	(723)	(723)
Total des transferts	13 160	(5 538)	227 583	235 205
Présent budget supplémentaire des dépenses	50 002	(1 538)	242 252	290 716

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 1 : Des fonds autorisés totalisant 2 077 300 \$ sont disponibles à même le crédit en raison du réaligement des ressources entre les salaires et les autres dépenses de fonctionnement.

Nota : Les chiffres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

ENVIRONNEMENT

Ministère

<u>Paiements de transfert (dollars)</u>	<u>Crédit</u>	<u>Législatif</u>
Contributions		
<i>La biodiversité est conservée et protégée</i>		
Contributions à l'appui des initiatives liées à l'environnement et au développement durable	6 885 000	.....
Contributions pour le Programme d'intendance de l'habitat.....	4 000 000	.....
	10 885 000	.....
<i>Une eau salubre, propre et sécuritaire</i>		
Contributions à l'appui des activités de recherche-développement en environnement.....	142 000	.....
<i>Les Canadiens adoptent des approches qui assurent l'utilisation et la gestion durable du capital naturel et des paysages exploités</i>		
Contributions à l'appui des initiatives liées à l'environnement et au développement durable	29 500	.....
<i>Meilleures connaissances et renseignements sur les conditions météorologiques et environnementales afin d'exercer une influence sur la prise de décisions</i>		
Contributions à l'appui des activités de recherche-développement en environnement.....	362 292	.....
<i>Réduction des risques posés par les substances toxiques et les autres substances nocives pour les Canadiens, leur santé et leur environnement</i>		
Contributions à l'appui des initiatives liées à l'environnement et au développement durable	400 000	.....
<i>Revitalisation du secteur riverain de Toronto</i>		
Initiative de revitalisation du secteur riverain de Toronto.....	232 810 000	.....
<i>La société Harbourfront Corporation</i>		
Contribution au Harbourfront Centre	5 000 000	.....
Montant total brut des paiements de transfert	249 628 792	.....
<i>Moins : Fonds transférés à un autre crédit</i>	7 376 884	.....
Montant net des paiements de transfert	242 251 908	.....

ENVIRONNEMENT

Agence canadienne d'évaluation environnementale

Explication du besoin (en milliers de dollars)

L'Agence canadienne d'évaluation environnementale demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 15
Fonds pour l'amélioration du rendement du système de réglementation utilisé dans le cas de grands projets de ressources naturelles qui doivent faire l'objet d'une étude exhaustive, d'un examen par un comité ou d'une évaluation intergouvernementale en vertu de la <i>Loi canadienne sur l'évaluation environnementale (poste horizontal)</i>	2 986
Financement pour pallier au déficit dans le cadre des commissions d'examen et pour le financement non-renouvelable de l'évaluation de la Directive du Cabinet sur l'évaluation environnementale des projets de politiques, de plans et de programmes.....	1 870
Fonds pour mener des consultations auprès des Autochtones dans le cadre de quatorze évaluations environnementales suite à l'Accord de règlement avec les Déné Tha'	767
Fonds à l'appui de la <i>Loi fédérale sur la responsabilité</i> en vue de l'évaluation quinquennale de tous les programmes courants de subventions et de contributions (<i>poste horizontal</i>).....	91
Fonds pour poursuivre la mise en œuvre des dispositions de la Convention de la Baie-James et du Nord québécois et de la Convention du Nord-Est québécois et pour appuyer le Comité consultatif de l'environnement Kativik.....	72
Fonds pour la mise en œuvre du plan d'action visant à renforcer le système de réglementation du Canada et à mettre sur pied un centre d'expertise en réglementation au sein du Secrétariat du Conseil du Trésor (<i>poste horizontal</i>).....	59
Total des crédits à adopter	5 845
Transferts	
Transfert d'Environnement – Pour des rajustements salariaux au sein du ministère	37
Présent budget supplémentaire des dépenses	5 882

Paiements de transfert (dollars)	Crédit	Législatif
Contributions		
<i>Évaluation environnementale efficiente et efficace</i>		
Contributions à l'appui de la participation du public au processus d'examen d'évaluation environnementale – Fonds d'aide financière aux participants	600 000	.....
Contribution à la province de Québec – Convention de la Baie James et du Nord québécois	72 000	.....
Total des paiements de transfert	672 000	.....

Nota : Les chiffres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

ENVIRONNEMENT

Agence Parcs Canada

Explication du besoin (en milliers de dollars)

L'Agence Parcs Canada demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 25
Fonds pour la mise en œuvre de la <i>Loi sur les espèces en péril</i> afin de poursuivre les activités de stabilisation et de rétablissement des espèces sauvages en péril au Canada.....	9 840
Fonds destinés à l'évaluation, à la gestion et à l'assainissement des sites fédéraux contaminés (<i>poste horizontal</i>).....	1 921
Fonds pour donner suite à la décision de la Cour suprême dans le jugement <i>R. c. Powley</i> , afin d'appuyer les activités de recherche, les discussions multilatérales et le renforcement des capacités des organisations métisses (<i>poste horizontal</i>).....	1 096
Fonds à l'appui de l'initiative de la santé des océans dans le cadre de la Stratégie nationale sur l'eau (<i>poste horizontal</i>).....	627
Fonds pour préparer la participation du Canada à l'Année polaire internationale 2007-2008, un programme international de recherche à grande échelle en Arctique et en Antarctique (<i>poste horizontal</i>).....	571
Fonds pour respecter les obligations énoncées dans l'Accord sur les revendications territoriales des Inuits du Nunavik (<i>poste horizontal</i>).....	325
Fonds à l'appui de la <i>Loi fédérale sur la responsabilité</i> en vue de l'évaluation quinquennale de tous les programmes courants de subventions et de contributions (<i>poste horizontal</i>).....	91
Fonds pour la mise en œuvre du plan d'action visant à renforcer le système de réglementation du Canada et à mettre sur pied un centre d'expertise en réglementation au sein du Secrétariat du Conseil du Trésor (<i>poste horizontal</i>).....	60
Montant brut des crédits à adopter	14 531
Fonds disponibles	
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	2 111
Total des crédits à adopter	12 420
Transferts	
Transfert à Environnement – Pour appuyer la restauration écologique du parc Point Pleasant à Halifax (Nouvelle-Écosse).....	(250)
Présent budget supplémentaire des dépenses	12 170

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 25 : Des fonds autorisés totalisant 2 111 311 \$ sont disponibles à même le crédit en raison des rajustements de fin d'année pour l'exercice 2006-2007 au titre de l'autorisation de dépenser pluriannuelle de l'Agence Parcs Canada qui s'énoncent comme suit : 933 564 \$ pour les besoins en matière du régime d'avantages sociaux des employés et 1 177 747 \$ pour les frais des services juridiques du ministère de la Justice.

Nota : Les chiffres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

FINANCES

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
Ministère				
1a	<u>Dépenses de fonctionnement et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la Loi sur les traitements, rajusté en vertu de la Loi sur le Parlement du Canada et au prorata, pour toute période inférieure à un an et autorisation de dépenser les recettes de l'exercice – Pour autoriser le virement au présent crédit de 72 000 \$ du crédit 1 (Ressources humaines et Développement des compétences) de la Loi de crédits n° 2 pour 2007-2008 et pour prévoir un montant supplémentaire de</u>			
	89 343 000	63 134	272 177	89 678 311
5	221 200 000	.....	.....	221 200 000
(L)	Ministre des Finances – Traitement et allocation pour automobile			
	74 522	.....	.....	74 522
(L)	Financement des territoires (Partie I.1 – Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces)			
	2 142 450 000	.....	78 847 000	2 221 297 000
(L)	Paievements à l'Association internationale de développement			
	318 269 000	.....	1 000	318 270 000
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés			
	12 344 000	.....	.....	12 344 000
(L)	Achat de la monnaie canadienne.....			
	145 000 000	.....	.....	145 000 000
(L)	Frais d'intérêt et autres coûts			
	34 697 000 000	.....	(890 000 000)	33 807 000 000
(L)	Subventions législatives (Lois constitutionnelles de 1867 à 1982, et autres autorisations législatives)			
	32 000 000	.....	.....	32 000 000
(L)	Péréquation fiscale (Partie I – Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces)			
	11 676 353 000	.....	1 248 324 000	12 924 677 000
(L)	Transfert canadien en matière de santé (Partie V.1 – Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces)			
	21 348 400 000	.....	118 034 000	21 466 434 000
(L)	Transfert canadien en matière de programmes sociaux (Partie V.1 – Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces)			
	8 800 000 000	.....	794 558 000	9 594 558 000
(L)	Recouvrement ayant trait aux allocations aux jeunes (Loi de 1964 sur la révision des arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces)			
	(661 000 000)	.....	7 000 000	(654 000 000)
(L)	Paievements de remplacement au titre des programmes permanents (Partie VI – Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces).....			
	(3 010 000 000)	.....	34 000 000	(2 976 000 000)
(L)	Paievement à la Colombie-Britannique (Loi d'exécution du budget de 2007).....			
	.....	.....	30 000 000	30 000 000
(L)	Paievement au Yukon (Loi d'exécution du budget de 2007)			
	.....	.....	3 500 000	3 500 000
(L)	Paievement aux Territoires du Nord-Ouest (Loi d'exécution du budget de 2007).....			
	.....	.....	54 400 000	54 400 000
(L)	Paievement à l'Ontario (Loi d'exécution du budget de 2007)			
	.....	.....	250 000 000	250 000 000

FINANCES

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
(L) Fonds en fiducie pour la qualité de l'air et les changements climatiques (<i>Loi d'exécution du budget de 2007</i>) .....	.....	.....	1 518 925 391	1 518 925 391
(L) Garantie relative aux temps d'attente pour les patients (<i>Loi d'exécution du budget de 2007</i>) .....	.....	.....	612 000 000	612 000 000
(L) Paiements de transition (<i>Loi d'exécution du budget de 2007</i>) .....	.....	.....	614 038 000	614 038 000
(L) Places en garderie (<i>Loi d'exécution du budget de 2007</i>) .....	.....	.....	250 000 000	250 000 000
(L) Immunisation contre le virus du papillome humain (<i>Loi d'exécution du budget de 2007</i>) .....	.....	.....	300 000 000	300 000 000
Total des dépenses budgétaires.....	75 811 433 522	63 134	5 023 899 568	80 835 396 224
L10a Conformément à la <i>Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes</i> , émission et paiement de billets à vue, non productifs d'intérêts et non négociables, d'un montant ne devant pas dépasser 318 280 000 \$ en faveur de l'Association internationale de développement	1	.....	1	2
(L) Paiements et encaissement de billets délivrés à la Banque européenne pour la reconstruction et le développement – Souscriptions au capital	5 247 000	.....	.....	5 247 000
Total des dépenses non budgétaires.....	5 247 001	.....	1	5 247 002
Total du Ministère.....	75 816 680 523	63 134	5 023 899 569	80 840 643 226
Vérificateur général				
15 Dépenses du Programme.....	71 441 000	.....	.....	71 441 000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	9 148 000	.....	.....	9 148 000
Total de l'organisme	80 589 000	.....	.....	80 589 000
Tribunal canadien du commerce extérieur				
20 Dépenses du Programme.....	9 306 000	.....	.....	9 306 000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1 376 000	.....	.....	1 376 000
Total de l'organisme	10 682 000	.....	.....	10 682 000
Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada				
25a Dépenses du Programme.....	41 312 000	.....	5 420 750	46 732 750
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	3 581 000	.....	.....	3 581 000
Total de l'organisme	44 893 000	.....	5 420 750	50 313 750
Bureau du surintendant des institutions financières				
30 Dépenses du Programme.....	784 000	.....	.....	784 000
(L) Dépense des recettes conformément au paragraphe 17(2) de la <i>Loi sur le Bureau du surintendant des institutions financières</i>	1	.....	.....	1
Total de l'organisme	784 001	.....	.....	784 001
Total du portefeuille.....	75 953 628 524	63 134	5 029 320 319	80 983 011 977

FINANCES

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Finances demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit L10	Total
Fonds à l'appui de la <i>Loi fédérale sur la responsabilité</i> en vue de l'évaluation quinquennale de tous les programmes courants de subventions et de contributions (<i>poste horizontal</i>).....	272	.....	272
Total des crédits à adopter	272	.....	272
Crédits législatifs			
Nouvelles prévisions relatives aux paiements de transfert aux gouvernements provinciaux et territoriaux.....			5 913 626
Nouvelles prévisions relatives aux paiements versés à l'Association internationale de développement.....			1
Nouvelles prévisions relatives aux frais de la dette publique en raison de la diminution de l'encours de la dette portant intérêt.....			(890 000)
Total des crédits législatifs			5 023 627
Total des rajustements des crédits			5 023 899
Transferts			
Transfert de Ressources humaines et Développement des compétences – Pour les programmes de publicité gouvernementale (<i>poste horizontal</i>).....	72	.....	72
Transfert à l'Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada – Pour soutenir la collectivité nationale des gestionnaires.....	(9)	.....	(9)
Total des transferts	63	.....	63
Présent budget supplémentaire des dépenses	335	.....	5 023 962

Paiements de transfert (dollars)	Crédit	Législatif
Autres paiements de transfert		
<i>Paiements de transfert aux provinces et aux territoires</i>		
(L) Financement des territoires (Partie I.1 – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>).....	78 847 000
(L) Péréquation fiscale (Partie I – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>).....	1 248 324 000
(L) Transfert canadien en matière de santé (Partie V.1 – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>).....	118 034 000
(L) Transfert canadien en matière de programmes sociaux (Partie V.1 – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>).....	794 558 000
(L) Recouvrement ayant trait aux allocations aux jeunes (<i>Loi de 1964 sur la révision des arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>).....	7 000 000
(L) Paiements de remplacement au titre des programmes permanents (Partie VI – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>).....	34 000 000
(L) Paiement à la Colombie-Britannique (<i>Loi d'exécution du budget de 2007</i>).....	30 000 000
(L) Paiement au Yukon (<i>Loi d'exécution du budget de 2007</i>).....	3 500 000
(L) Paiement aux Territoires du Nord-Ouest (<i>Loi d'exécution du budget de 2007</i>).....	54 400 000
(L) Paiement à l'Ontario (<i>Loi d'exécution du budget de 2007</i>).....	250 000 000
(L) Fonds en fiducie pour la qualité de l'air et les changements climatiques (<i>Loi d'exécution du budget de 2007</i>).....	1 518 925 391
(L) Garantie relative aux temps d'attente pour les patients (<i>Loi d'exécution du budget de 2007</i>).....	612 000 000
(L) Paiements de transition (<i>Loi d'exécution du budget de 2007</i>).....	614 038 000
(L) Places en garderie (<i>Loi d'exécution du budget de 2007</i>).....	250 000 000
(L) Immunisation contre le virus du papillome humain (<i>Loi d'exécution du budget de 2007</i>).....	300 000 000
	5 913 626 391
<i>Organisations financières internationales</i>		
(L) Paiements à l'Association internationale de développement.....	1 000
Total des paiements de transfert	5 913 627 391

Nota : Les chiffres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

FINANCES

Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter

Crédit 25

Fonds visant à soutenir la lutte contre le recyclage financier des produits de la criminalité et le financement d'activités terroristes conformément à la <i>Loi sur le recyclage des produits de la criminalité et le financement des activités terroristes</i>	5 421
--	--------------

Nota : Les chiffres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

INDUSTRIE

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits		
Ministère					
1a	Dépenses de fonctionnement et autorisation d'affecter les recettes, perçues au cours d'un exercice, qui ont trait à la recherche sur les communications, aux faillites et aux corporations et celles qui découlent des services et des processus de réglementation, prévus en vertu de la <i>Loi sur la concurrence</i> : dépôt d'un avis préalable à une fusion, certificats de décisions préalables, avis consultatifs et photocopies et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 3 058 061 \$ du crédit 10 (Industrie), de 3 000 000 \$ du crédit 30 (Industrie), de 694 000 \$ du crédit 1 (Sécurité publique et Protection civile), de 34 343 \$ du crédit 55 (Transports) et de 15 323 \$ du crédit 5 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2007-2008</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	345 276 000	(11 640 596)	59 335 183	392 970 587
5a	Dépenses en capital – Pour autoriser le virement au présent crédit de 6 361 152 \$ du crédit 1 (Industrie) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2007-2008</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	8 981 000	6 361 152	1 379 541	16 721 693
10a	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	488 271 000	(40 308 061)	312 876 852	760 839 791
(L)	Ministre de l'Industrie – Traitement et allocation pour automobile	74 522	.....	.....	74 522
(L)	Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada.....	1 049 000	.....	.....	1 049 000
(L)	Obligations contractées en vertu de la <i>Loi sur les prêts aux petites entreprises</i>	1 800 000	.....	.....	1 800 000
(L)	Obligations contractées en vertu de la <i>Loi sur le financement des petites entreprises du Canada</i>	92 000 000	.....	.....	92 000 000
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	57 888 000	.....	.....	57 888 000
	Total des dépenses budgétaires.....	995 339 522	(45 587 505)	373 591 576	1 323 343 593
L15	Paiements conformément au paragraphe 14(2) de la <i>Loi sur le ministère de l'Industrie</i>	300 000	.....	.....	300 000
L20	Prêts conformément à l'alinéa 14(1)a) de la <i>Loi sur le ministère de l'Industrie</i>	500 000	.....	.....	500 000
	Total des dépenses non budgétaires.....	800 000	.....	.....	800 000
	Total du Ministère.....	996 139 522	(45 587 505)	373 591 576	1 324 143 593

Nota : En vertu du décret C.P. 2006-1351, la responsabilité d'Entreprise autochtone Canada a été transférée du ministère de l'Industrie au ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien, et cette mesure prend effet le 1^{er} décembre 2006 (49 131 171 \$).

INDUSTRIE

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits		
Agence spatiale canadienne					
25a	Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 150 000 \$ du crédit 5 (Agence de promotion économique du Canada atlantique) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2007-2008</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	185 464 000	150 000	202 702	185 816 702
30a	Dépenses en capital.....	118 985 000	(3 000 000)	1 044 000	117 029 000
35	Subventions et contributions.....	52 590 000	.....	.....	52 590 000
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	11 143 000	.....	.....	11 143 000
	Total de l'organisme	368 182 000	(2 850 000)	1 246 702	366 578 702
Commission canadienne du tourisme					
40	Dépenses du Programme.....	76 577 000	.....	.....	76 577 000
	Total de l'organisme	76 577 000	.....	.....	76 577 000
Tribunal de la concurrence					
45	Dépenses du Programme.....	1 536 000	.....	.....	1 536 000
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	160 000	.....	.....	160 000
	Total de l'organisme	1 696 000	.....	.....	1 696 000
Commission du droit d'auteur					
50	Dépenses du Programme.....	2 295 000	.....	.....	2 295 000
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	302 000	.....	.....	302 000
	Total de l'organisme	2 597 000	.....	.....	2 597 000
Conseil national de recherches du Canada					
55a	Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 649 515 \$ du crédit 1 (Ressources naturelles) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2007-2008</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	365 681 000	649 515	29 568 703	395 899 218
60a	Dépenses en capital.....	41 300 000	.....	5 856 815	47 156 815
65a	Contributions	143 973 000	.....	8 150 700	152 123 700
(L)	Dépense des recettes conformément à l'alinéa 5(1)e) de la <i>Loi sur le Conseil national de recherches</i>	75 389 000	.....	.....	75 389 000
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	46 196 000	.....	.....	46 196 000
	Total de l'organisme	672 539 000	649 515	43 576 218	716 764 733
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie					
70a	Dépenses de fonctionnement	36 537 000	.....	2 483 428	39 020 428
75a	Subventions inscrites au Budget des dépenses – Pour autoriser le virement au présent crédit de 46 656 \$ du crédit 1 (Santé) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2007-2008</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	858 915 000	(285 844)	54 040 668	912 669 824
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	4 099 000	.....	.....	4 099 000
	Total de l'organisme	899 551 000	(285 844)	56 524 096	955 789 252

INDUSTRIE

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits		
Conseil de recherches en sciences humaines					
80a	Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 14 353 \$ du crédit 1 (Pêches et Océans) et de 10 000 \$ du crédit 1 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2007-2008</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	19 993 000	24 353	987 177	21 004 530
85a	Subventions inscrites au Budget des dépenses – Pour autoriser le virement au présent crédit de 774 125 \$ du crédit 1 (Citoyenneté et Immigration), de 671 938 \$ du crédit 5 (Patrimoine canadien) et de 250 000 \$ du crédit 1 (Pêches et Océans) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2007-2008</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	596 984 000	857 378	28 049 050	625 890 428
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2 283 000	.....	.....	2 283 000
	Total de l'organisme	619 260 000	881 731	29 036 227	649 177 958
Conseil canadien des normes					
90	Paievements au Conseil canadien des normes.....	7 129 000	.....	.....	7 129 000
	Total de l'organisme	7 129 000	.....	.....	7 129 000
Statistique Canada					
95a	Dépenses du Programme.....	388 726 000	(51 464)	594 154	389 268 690
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	65 387 000	.....	.....	65 387 000
	Total de l'organisme	454 113 000	(51 464)	594 154	454 655 690
	Total du portefeuille.....	4 097 783 522	(47 243 567)	504 568 973	4 555 108 928

INDUSTRIE

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Industrie demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Crédit 10	Total
Fonds versés à sept Centres d'excellence afin d'appuyer les activités de recherches et de commercialisation .....	.....	.....	105 000	105 000
Fonds à l'appui d'investissements en matière d'innovation dans le cadre du programme Partenariat technologique Canada et de l'Initiative stratégique pour l'aérospatiale et la défense	1 649	.....	87 413	89 062
Fonds consacrés à un investissement dans les domaines du génie automobile, de la recherche et développement, de la modernisation des processus de fabrication canadiens en vertu du programme pour les projets industriels stratégiques.....	.....	.....	35 000	35 000
Fonds pour la Fondation canadienne pour l'innovation à l'appui de la recherche et développement dans les universités et les organismes sans but lucratif.....	.....	.....	26 700	26 700
Réinvestissement des recettes provenant de contributions remboursables pour appuyer les besoins de fonctionnement.....	22 676	.....	.....	22 676
Fonds pour le programme d'eau potable de l'Ontario visant à investir dans l'infrastructure municipale urbaine et rurale en Ontario	486	.....	19 400	19 886
Fonds visant à aider les jeunes à acquérir des compétences en matière de technologies de l'information et des communications afin de mieux les préparer à la recherche d'un emploi	759	.....	12 764	13 523
Fonds pour promouvoir et soutenir le développement socio-économique dans les collectivités rurales de l'Est de l'Ontario	494	.....	9 400	9 894
Fonds afin de fournir l'accès à Internet aux Canadiens et aux collectivités	1 440	.....	8 100	9 540
Fonds pour faciliter l'accès au spectre de fréquences radio	8 429	645	.....	9 074
Fonds pour le Bureau de la concurrence afin de remplir son mandat de surveillance de base.....	6 664	.....	.....	6 664
Fonds pour la prestation de services d'information sur les règlements, les programmes et les mesures de soutien du gouvernement à l'intention des petites entreprises et des entrepreneurs (<i>poste horizontal</i>)	5 936	.....	.....	5 936
Fonds pour L'Institut canadien de recherches avancées.....	.....	.....	5 000	5 000
Fonds à l'appui du programme des ordinateurs pour les écoles afin de remettre à neuf le matériel excédentaire donné qui sera réutilisé dans des établissements d'enseignement	809	.....	3 400	4 209
Financement d'activités essentielles afin de poursuivre la mise en œuvre de la <i>Loi sur la modernisation de la fonction publique (poste horizontal)</i>	2 775	.....	.....	2 775
Fonds pour permettre aux entreprises d'obtenir une liste personnalisée des permis et des licences requis par les différents ordres de gouvernement (PerLE).....	1 979	735	.....	2 714
Fonds à l'appui d'un groupe d'experts indépendant sur la concurrence et d'un secrétariat qui entreprendront un examen approfondi des politiques de la concurrence.....	2 315	.....	.....	2 315
Réinvestissement des redevances de la propriété intellectuelle.....	1 786	.....	.....	1 786
Fonds pour le Mécanisme de financement structuré afin d'accorder une réduction du taux d'intérêt aux acheteurs de nouveaux navires construits au Canada.....	1 062	.....	.....	1 062
Fonds pour le centre de recherche en médecine moléculaire afin d'appuyer la recherche scientifique et médicale novatrice dans le domaine du cancer, des maladies du cœur et de la neurologie .....	.....	.....	700	700
Fonds pour la réalisation de projets liés au développement et à l'application de la biotechnologie (Stratégie canadienne en matière de biotechnologie) (<i>poste horizontal</i>)	511	.....	.....	511
Fonds à l'appui de la <i>Loi fédérale sur la responsabilité</i> en vue de l'évaluation quinquennale de tous les programmes courants de subventions et de contributions (<i>poste horizontal</i>)	272	.....	.....	272

INDUSTRIE

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Crédit 10	Total
Fonds pour la mise en œuvre du plan d'action visant à renforcer le système de réglementation du Canada et à mettre sur pied un centre d'expertise en réglementation au sein du Secrétariat du Conseil du Trésor (<i>poste horizontal</i>)	59	.....	.....	59
Financement consacré au Fonds canadien sur l'infrastructure stratégique à des fins d'investissements dans des projets d'infrastructures publiques conçus pour améliorer la qualité de vie dans les communautés urbaines et rurales (<i>poste horizontal</i>)...	30	.....	.....	30
Montant brut des crédits à adopter	60 131	1 380	312 877	374 388
Fonds disponibles				
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	796	.....	.....	796
Total des crédits à adopter	59 335	1 380	312 877	373 592
Transferts				
Transfert de l'Agence spatiale canadienne – Pour le projet Radarsat-2	3 000	.....	.....	3 000
Transfert de Sécurité publique et Protection civile – Pour des initiatives liées à la sécurité publique (<i>poste horizontal</i>).....	694	.....	.....	694
Transfert du Bureau de l'infrastructure du Canada – Pour le Fonds canadien sur l'infrastructure stratégique ayant trait à des investissements dans des projets d'infrastructures publiques pour améliorer la qualité de vie à la fois dans les communautés urbaines et rurales (<i>poste horizontal</i>).....	34	.....	.....	34
Transfert de Patrimoine canadien – Pour le développement des communautés minoritaires de langue officielle (Partenariat interministériel avec les communautés de langue officielle).....	15	.....	.....	15
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour appuyer des investissements dans divers projets d'immobilisation.....	(6 361)	6 361	.....	.....
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour l'Office des technologies industrielles.....	3 058	.....	(3 058)	.....
Transfert à Patrimoine canadien – Pour promouvoir la participation active de jeunes leaders canadiens dans l'ensemble du pays (Action Canada).....	(200)	.....	.....	(200)
Transfert à Affaires indiennes et du Nord canadien – Pour le transfert de la responsabilité du programme Entreprise autochtone Canada comme suite à la restructuration du gouvernement	(11 881)	.....	(37 250)	(49 131)
Total des transferts	(11 641)	6 361	(40 308)	(45 588)
Présent budget supplémentaire des dépenses	47 694	7 741	272 569	328 004

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 1 : Des fonds autorisés totalisant 795 960 \$ sont disponibles à même le crédit en raison du réalignement des ressources entre les autres coûts de fonctionnement et à ceux liés au personnel.

Nota : Les chiffres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

INDUSTRIE

Ministère

<u>Paiements de transfert (dollars)</u>	<u>Crédit</u>	<u>Législatif</u>
<u>Subventions</u>		
<i>Secteur de l'industrie – Science et Technologie et Innovation</i>		
Subvention à la Fondation canadienne pour l'innovation	26 700 000	.....
Subvention à l'Institut canadien de recherches avancées	5 000 000	.....
	31 700 000	.....
<i>Secteur des opérations – Développement économique</i>		
Subventions dans le cadre du programme d'eau potable de l'Ontario	19 400 000	.....
Subvention à l'Université de la Colombie-Britannique pour les activités de recherche et de commercialisation du Brain Research Centre	15 000 000	.....
Subvention à la Canada School of Energy and Environment pour les activités de recherche et de commercialisation	15 000 000	.....
Subvention à l'hôpital St. Michael's pour les activités de recherche et de commercialisation du Li Ka Shing Knowledge Institute	15 000 000	.....
Subvention à la Fondation des maladies du cœur de l'Ontario pour les activités de recherche et de commercialisation du Centre de traitement des accidents cérébrovasculaires de la Fondation des maladies du cœur	15 000 000	.....
Subvention à l'Institution royale pour l'avancement des sciences pour les activités de recherche et de commercialisation de l'Institut neurologique de Montréal	15 000 000	.....
Subvention à l'Institut national d'optique pour les activités de recherche et de commercialisation	15 000 000	.....
Subvention à l'Université Dalhousie pour les activités de recherche et de commercialisation du Life Sciences Research Institute	15 000 000	.....
	124 400 000	.....
Montant total brut des subventions	156 100 000	.....
<u>Contributions</u>		
<i>Partenariat technologique Canada – Organisme de service spécial</i>		
Contributions en vertu du programme Partenariat technologique Canada	62 413 248	.....
Contributions en vertu du programme pour les projets industriels stratégiques	35 000 000	.....
Contributions en vertu de l'Initiative stratégique pour l'aérospatiale et la défense	25 000 000	.....
	122 413 248	.....
<i>Secteur des opérations – Développement économique</i>		
Contributions en vertu du programme du Fonds spécial pour le développement de l'Est de l'Ontario	9 400 000	.....
Contributions en vertu du programme du Fonds spécial pour le développement du Nord de l'Ontario	700 000	.....
	10 100 000	.....
<i>Secteur spectre, technologies de l'information et télécommunications – Développement économique</i>		
Contributions en vertu du Programme d'accès communautaire	17 437 644	.....
Contributions en vertu du Programme Rescol	6 825 960	.....
	24 263 604	.....
Montant total brut des contributions	156 776 852	.....
Montant total brut des paiements de transfert	312 876 852	.....
<i>Moins : Fonds transférés à un autre crédit</i>	<i>40 308 061</i>	<i>.....</i>
Montant net des paiements de transfert	272 568 791	.....

INDUSTRIE

Agence spatiale canadienne

Explication du besoin (en milliers de dollars)

L'Agence spatiale canadienne demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 25	Crédit 30	Total
Fonds pour des projets liés aux sciences et exploration spatiales, y compris la conception et l'achat d'instruments .....	.....	1 044	1 044
Fonds à l'appui de la <i>Loi fédérale sur la responsabilité</i> en vue de l'évaluation quinquennale de tous les programmes courants de subventions et de contributions (<i>poste horizontal</i>)	203	.....	203
Total des crédits à adopter	203	1 044	1 247
Transferts			
Transfert de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique – Pour appuyer une initiative conjointe liée aux sciences de la vie et aux sciences physiques	150	.....	150
Transfert à Industrie – Pour le projet Radarsat-2 .....	.....	(3 000)	(3 000)
Total des transferts	150	(3 000)	(2 850)
Présent budget supplémentaire des dépenses	353	(1 956)	(1 603)

Nota : Les chiffres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

INDUSTRIE

Conseil national de recherches du Canada

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Conseil national de recherches du Canada demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 55	Crédit 60	Crédit 65	Total
Fonds pour le renouvellement des initiatives de grappes technologiques des régions du Centre et de l'Ouest.....	29 366	4 719	1 951	36 036
Fonds consacrés au projet Tri-University Meson Facility (TRIUMF).....	.....	.....	6 200	6 200
Fonds destinés à des projets liés à l'amélioration de l'infrastructure de base et à l'achat d'équipement nécessaire pour des projets de recherche et de développement déterminés.....	.....	979	.....	979
Fonds à l'appui de la <i>Loi fédérale sur la responsabilité</i> en vue de l'évaluation quinquennale de tous les programmes courants de subventions et de contributions (<i>poste horizontal</i>).....	203	.....	.....	203
Fonds nécessaires à la modification du bail d'un immeuble fédéral accordé à DSM Biologics.....	.....	158	.....	158
Total des crédits à adopter	29 569	5 856	8 151	43 576

Transferts

Transfert de Ressources naturelles – Pour la mise à jour du document Code modèle national de l'énergie pour les bâtiments - Canada....	650	.....	.....	650
Présent budget supplémentaire des dépenses	30 219	5 856	8 151	44 226

Paiements de transfert (dollars)

	Crédit	Législatif
Contributions		
<i>Recherche et développement</i>		
Contribution à l'Université de l'Alberta, à l'Université de la Colombie-Britannique, à l'Université Simon Fraser et à l'Université de Victoria pour la réalisation du projet TRIUMF.....	6 200 000	.....
<i>Soutien technologique et industriel</i>		
Contributions à des organismes pour fournir à l'industrie canadienne une aide à la recherche et à la technologie.....	1 255 700	.....
Contributions à des entreprises canadiennes pour développer, adapter et exploiter des innovations technologiques.....	695 000	.....
	1 950 700	.....
Total des paiements de transfert	8 150 700	.....

Nota : Les chiffres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

INDUSTRIE

Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 70	Crédit 75	Total
Fonds pour investir dans la recherche scientifique, le développement technologique, et la formation de diplômés hautement qualifiés	835	42 000	42 835
Fonds pour préparer la participation du Canada à l'Année polaire internationale 2007-2008, un programme international de recherche à grande échelle en Arctique et en Antarctique (<i>poste horizontal</i>) .....	.....	12 041	12 041
Fonds à l'appui de l'administration du programme des Centres d'excellence en commercialisation et en recherche, du programme des Réseaux de centres d'excellence dirigés par l'entreprise, et du programme de Stages en recherche et développement industriel.....	1 376	.....	1 376
Fonds à l'appui de la <i>Loi fédérale sur la responsabilité</i> en vue de l'évaluation quinquennale de tous les programmes courants de subventions et de contributions (<i>poste horizontal</i>).....	272	.....	272
Total des crédits à adopter	2 483	54 041	56 524
Transferts			
Transfert de Santé Canada – Pour préparer la participation du Canada à l'Année polaire internationale 2007-2008, un programme international de recherche à grande échelle en Arctique et en Antarctique (<i>poste horizontal</i>) .....	.....	47	47
Transfert à la Défense nationale – Pour appuyer les chaires de recherche du Canada au Collège militaire royal du Canada.....	.....	(333)	(333)
Total des transferts	.....	(286)	(286)
Présent budget supplémentaire des dépenses	2 483	53 755	56 238

Paiements de transfert (dollars)

	Crédit	Législatif
Subventions		
<i>Appuyer les étudiants et les boursiers</i>		
Subventions et bourses.....	1 525 000	.....
Bourses d'études supérieures du Canada	6 000 000	.....
	7 525 000	.....
<i>Financer la recherche fondamentale</i>		
Subventions et bourses.....	24 962 324	.....
<i>Financer la recherche dans des domaines stratégiques</i>		
Subventions et bourses.....	12 000 000	.....
<i>Financer des partenariats universités-industrie-gouvernement</i>		
Subventions et bourses.....	9 600 000	.....
Montant total brut des paiements de transfert	54 087 324	.....
<i>Moins : Fonds transférés à un autre crédit</i>	332 500	.....
Montant net des paiements de transfert	53 754 824	.....

Nota : Les chiffres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

INDUSTRIE

Conseil de recherches en sciences humaines

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Conseil de recherches en sciences humaines demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 80	Crédit 85	Total
Fonds pour investir dans la recherche scientifique, le développement technologique, et la formation de diplômés hautement qualifiés	715	28 049	28 764
Fonds à l'appui de la <i>Loi fédérale sur la responsabilité</i> en vue de l'évaluation quinquennale de tous les programmes courants de subventions et de contributions (<i>poste horizontal</i>)	272	.....	272
Total des crédits à adopter	987	28 049	29 036
Transferts			
Transfert de Citoyenneté et Immigration – Pour soutenir les Centres d'excellence afin de favoriser et de financer les recherches stratégiques liées à l'immigration, l'intégration et la diversité (projet Métropolis).....	.....	774	774
Transfert de Patrimoine Canada – Pour la recherche sur l'élaboration de politiques relativement à la participation sportive.....	10	672	682
Transfert de Pêches et Océans – Pour appuyer le Réseau de recherche sur la gestion des océans afin de renforcer les liens entre les chercheurs des domaines des sciences sociales et humaines, des sciences naturelles et du génie qui ont trait à la gestion des océans et les universités et autres secteurs et institutions	14	250	264
Transfert à la Défense nationale – Pour appuyer les chaires de recherche du Canada au Collège militaire royal du Canada.....	.....	(70)	(70)
Transfert à la Défense nationale – Pour couvrir les coûts indirects de la recherche financée par le gouvernement fédéral au Collège militaire royal du Canada .....	.....	(769)	(769)
Total des transferts	24	857	881
Présent budget supplémentaire des dépenses	1 011	28 906	29 917

Paiements de transfert (dollars)

	Crédit	Législatif
Subventions		
<i>Bourses et prix</i>		
Bourses d'études supérieures du Canada	2 933 500	.....
<i>Recherche et formation ciblées</i>		
Subventions et bourses.....	6 511 613	.....
<i>Développement de la recherche stratégique</i>		
Subventions et bourses.....	2 750 000	.....
<i>Interaction et diffusion de la recherche</i>		
Subventions et bourses.....	2 550 000	.....
<i>Coûts indirects de la recherche</i>		
Coûts indirects de la recherche.....	15 000 000	.....
Montant total brut des paiements de transfert	29 745 113	.....
<i>Moins : Fonds transférés à un autre crédit</i>	838 685	.....
Montant net des paiements de transfert	28 906 428	.....

Nota : Les chiffres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

INDUSTRIE

Statistique Canada

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Statistique Canada demande des fonds pour les postes suivants :

	<u>Crédit 95</u>
Crédits à adopter	
Fonds pour la réalisation de projets liés au développement et à l'application de la biotechnologie (Stratégie canadienne en matière de biotechnologie) (<i>poste horizontal</i>)	400
Financement d'activités essentielles afin de poursuivre la mise en œuvre de la <i>Loi sur la modernisation de la fonction publique</i> (<i>poste horizontal</i>)	194
Total des crédits à adopter	594
Transferts	
Transfert à l'Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada – Pour soutenir la collectivité nationale des gestionnaires.....	(51)
Présent budget supplémentaire des dépenses	543

Nota : Les chiffres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

JUSTICE

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits		
Ministère					
1a	Dépenses de fonctionnement, et, conformément au paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation d'affecter au cours d'un exercice les recettes, et de compenser les dépenses engagées au cours du même exercice, qui découlent de la prestation de services juridiques fournis de manière obligatoire aux ministères et organismes fédéraux et de manière facultative à des sociétés d'État, à des organisations non fédérales et internationales, à condition que ces services soient conformes au mandat du Ministère et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 547 509 \$ du crédit 1 (Santé) et de 426 000 \$ du crédit 1 (Transports) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2007-2008</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	262 024 000	(496 191)	17 812 007	279 339 816
5a	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 330 000 \$ du crédit 1 (Justice) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2007-2008</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	266 383 000	330 000	109 475 415	376 188 415
(L)	Ministre de la Justice et procureur général du Canada – Traitement et allocation pour automobile	74 522	.....	.....	74 522
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	67 190 000	.....	.....	67 190 000
	Total du Ministère	595 671 522	(166 191)	127 287 422	722 792 753
Commission canadienne des droits de la personne					
10	Dépenses du Programme	18 785 000	.....	.....	18 785 000
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2 327 000	.....	.....	2 327 000
	Total de l'organisme	21 112 000	.....	.....	21 112 000
Tribunal canadien des droits de la personne					
15	Dépenses du Programme	3 938 000	.....	.....	3 938 000
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	396 000	.....	.....	396 000
	Total de l'organisme	4 334 000	.....	.....	4 334 000

JUSTICE

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
Commissaire à la magistrature fédérale				
20a Dépenses de fonctionnement	7 368 000	.....	395 601	7 763 601
25 Conseil canadien de la magistrature – Dépenses de fonctionnement	1 594 000	.....	.....	1 594 000
(L) Traitements, indemnités et pensions des juges, pensions aux conjoints et aux enfants des juges et montants forfaitaires versés aux conjoints des juges qui décèdent pendant leur mandat.....	390 465 000	.....	.....	390 465 000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	847 000	.....	.....	847 000
Total de l'organisme	400 274 000	.....	395 601	400 669 601
Service administratif des tribunaux judiciaires				
30a Dépenses du Programme.....	51 250 000	.....	3 223 830	54 473 830
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	6 478 000	.....	.....	6 478 000
Total de l'organisme	57 728 000	.....	3 223 830	60 951 830
Bureau du directeur des poursuites pénales				
35a Dépenses du Programme.....	86 275 000	.....	14 226 320	100 501 320
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	12 251 000	.....	.....	12 251 000
Total de l'organisme	98 526 000	.....	14 226 320	112 752 320
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada				
40 Commissariat à l'information du Canada – Dépenses du Programme.....	6 684 000	.....	.....	6 684 000
45 Commissariat à la protection de la vie privée du Canada – Dépenses du Programme.....	16 262 000	.....	.....	16 262 000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	3 060 000	.....	.....	3 060 000
Total de l'organisme	26 006 000	.....	.....	26 006 000
Cour suprême du Canada				
50 Dépenses du Programme.....	24 505 000	.....	.....	24 505 000
(L) Traitements, indemnités et pensions des juges, pensions aux conjoints et aux enfants des juges et montants forfaitaires versés aux conjoints des juges qui décèdent pendant leur mandat.....	4 959 000	.....	.....	4 959 000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2 342 000	.....	.....	2 342 000
Total de l'organisme	31 806 000	.....	.....	31 806 000
Total du portefeuille.....	1 235 457 522	(166 191)	145 133 173	1 380 424 504

JUSTICE

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

La Justice demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Total
Fonds aux gouvernements provinciaux et territoriaux pour la prestation de services et de programmes de justice destinés aux jeunes.....	.....	53 800	53 800
Fonds pour améliorer le système juridique grâce à l'aide juridique.....	1 163	43 150	44 313
Fonds pour la mise en œuvre de la nouvelle Stratégie fédérale relative aux victimes et la mise sur pied du Bureau fédéral de l'ombudsman des victimes d'actes criminels (<i>poste horizontal</i>).....	2 908	5 750	8 658
Fonds pour des contributions dans le domaine du droit de la famille et du soutien aux enfants (Stratégie du droit de la famille axée sur l'enfant).....	.....	4 000	4 000
Enquête interne sur les actions des responsables canadiens relativement à Abdullah Almalki, Ahmad Abou-Elmaati et Muayyed Nureddin et ressources nécessaires pour permettre aux ministères de mener l'enquête (<i>poste horizontal</i>).....	3 977	.....	3 977
Fonds pour le renouvellement et l'élargissement de la Stratégie relative à la justice applicable aux Autochtones.....	1 291	2 400	3 691
Fonds pour la gestion stratégique et la défense de contentieux touchant des Métis et des Indiens non inscrits.....	3 488	.....	3 488
Commission d'enquête relative aux mesures d'investigation prises à la suite de l'attentat à la bombe perpétré contre le vol 182 d'Air India et ressources nécessaires pour permettre aux ministères de mener l'enquête (<i>poste horizontal</i>) ...	2 589	.....	2 589
Fonds pour la participation du Canada en tant que signataire de la Convention des Nations Unies contre la corruption (<i>poste horizontal</i>).....	884	.....	884
Financement d'activités essentielles afin de poursuivre la mise en œuvre de la <i>Loi sur la modernisation de la fonction publique</i> (<i>poste horizontal</i>).....	577	.....	577
Fonds pour accroître les activités d'application de la loi dans le cadre de la Stratégie nationale antidrogue visant à réduire la disponibilité et la demande en drogues illicites (<i>poste horizontal</i>).....	105	375	480
Fonds pour la mise en œuvre d'une initiative nationale visant à régler le problème de l'évitement fiscal interprovincial des sociétés.....	223	.....	223
Fonds pour des mesures législatives, stratégiques et organisationnelles annoncées dans le Budget fédéral de 2006.....	196	.....	196
Fonds à l'appui de la <i>Loi fédérale sur la responsabilité</i> en vue de l'évaluation quinquennale de tous les programmes courants de subventions et de contributions (<i>poste horizontal</i>).....	181	.....	181
Fonds pour la mise en œuvre et la gestion de l'Accord sur le bois d'œuvre résineux Canada-États-Unis de 2006 (<i>poste horizontal</i>).....	171	.....	171
Fonds pour la mise en œuvre du plan d'action visant à renforcer le système de réglementation du Canada et à mettre sur pied un centre d'expertise en réglementation au sein du Secrétariat du Conseil du Trésor (<i>poste horizontal</i>).....	59	.....	59
Fonds pour des activités liées à l'accès à la justice et aux questions de justice d'actualité.....	.....	48	48
Montant brut des crédits à adopter	17 812	109 523	127 335
Fonds disponibles			
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	.....	48	48
Total des crédits à adopter	17 812	109 475	127 287

JUSTICE

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Transferts	Crédit 1	Crédit 5	Total
Transfert de Santé – Pour la mise en œuvre des plans de prévention et de traitement de la Stratégie nationale antidrogue qui sont axés sur des initiatives en matière d'éducation, de commercialisation et de traitement (<i>poste horizontal</i>).....	548	.....	548
Transfert de Transport Canada – Pour des initiatives liées à la sécurité publique (<i>poste horizontal</i>).....	426	.....	426
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour les droits d'inscription en vue de la participation du Canada à la Conférence de La Haye de droit international privé et à l'Institut international pour l'unification du droit privé (UNIDROIT).....	(330)	330	.....
Transfert à l'Agence de revenu du Canada – Pour la mise en œuvre et la gestion de l'Accord sur le bois d'œuvre résineux Canada-États-Unis de 2006 (<i>poste horizontal</i>).....	(171)	.....	(171)
Transfert à l'Agence de revenu du Canada – Pour les besoins en matière de services juridiques liés à la gestion et au versement de la Prestation universelle pour la garde d'enfants destinée aux familles canadiennes ayant de jeunes enfants.....	(183)	.....	(183)
Transfert à l'Agence de revenu du Canada – Pour les besoins en matière de services juridiques liés aux initiatives législatives et stratégiques annoncées dans le Budget fédéral de 2006.....	(196)	.....	(196)
Transfert à l'Agence de revenu du Canada – Pour les besoins en matière de services juridiques liés à la mise en œuvre d'une initiative nationale visant à régler le problème de l'évitement fiscal interprovincial des sociétés.....	(223)	.....	(223)
Transfert à Affaires étrangères et Commerce international – Pour fournir un soutien au personnel du ministère travaillant dans des missions à l'étranger.....	(367)	.....	(367)
Total des transferts	(496)	330	(166)
Présent budget supplémentaire des dépenses	17 316	109 805	127 121

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 5 : Des fonds autorisés de 48 100 \$ sont disponibles à même le crédit en raison de la diminution des besoins en contributions pour la mise en œuvre des obligations en matière de langues officielles en vertu de la *Loi sur les contraventions*.

Nota : Les chiffres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

JUSTICE

Ministère

<u>Paiements de transfert (dollars)</u>	<u>Crédit</u>	<u>Législatif</u>
Subventions		
<i>Élaborer et mettre en œuvre des programmes</i>		
Subventions à l'Initiative sur les victimes d'actes criminels.....	500 000	.....
Subventions appuyant le Fonds juridique de partenariats et d'innovation	48 100	.....
Subventions à l'appui du Plan d'action pour la prévention et le traitement de la Stratégie nationale antidrogue.....	100 000	.....
Montant total brut des subventions	648 100	.....
Contributions		
<i>Élaborer et mettre en œuvre des programmes</i>		
Contributions aux provinces et aux territoires pour soutenir des services de justice destinés aux jeunes	32 552 415	.....
Contributions aux provinces et aux territoires pour soutenir des services de justice destinés aux jeunes – Placement et surveillance dans le cadre d'un programme intensif de réadaptation	21 248 000	.....
Contributions aux provinces et aux territoires à l'appui de l'aide juridique	41 500 000	.....
Contributions à l'Initiative sur les victimes d'actes criminels	5 250 000	.....
Contributions à l'appui du Fonds du droit de la famille axé sur l'enfant	4 000 000	.....
Contributions versées en vertu du Fonds de la Stratégie relative à la justice applicable aux Autochtones.....	2 400 000	.....
Contributions à l'appui des avocats commis d'office par les autorités fédérales.....	1 650 000	.....
Contributions à l'appui de la Conférence de La Haye de droit international privé et de l'Institut international pour l'unification du droit privé (UNIDROIT).....	330 000	.....
Contributions à l'appui de la Stratégie nationale antidrogue – Plan de traitement de la toxicomanie	275 000	.....
Montant total brut des contributions	109 205 415	.....
Montant total brut des paiements de transfert	109 853 515	.....
<i>Moins : Fonds disponibles à même le crédit</i>	<i>48 100</i>	<i>.....</i>
Montant net des paiements de transfert	109 805 415	.....

Commissaire à la magistrature fédérale

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Commissaire à la magistrature fédérale demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 20
Financement d'activités essentielles afin de poursuivre la mise en œuvre de la <i>Loi sur la modernisation de la fonction publique (poste horizontal)</i>	240
Fonds destinés à la formation de nouveaux employés qui offrent des services liés à la rémunération et aux avantages sociaux aux juges.....	156
Présent budget supplémentaire des dépenses	396

Nota : Les chiffres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

JUSTICE

Service administratif des tribunaux judiciaires

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Service administratif des tribunaux judiciaires demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 30
Contraintes financières relatives aux salaires des protonotaires, à l'arrivée de nouveaux greffiers ainsi qu'aux coûts de fonctionnement connexes	2 672
Financement d'activités essentielles afin de poursuivre la mise en œuvre de la <i>Loi sur la modernisation de la fonction publique (poste horizontal)</i>	552
Présent budget supplémentaire des dépenses	3 224

Nota : Les chiffres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

Bureau du directeur des poursuites pénales

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Bureau du directeur des poursuites pénales demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 35
Financement du Bureau du directeur des poursuites pénales pour les fonctions ministérielles permanentes et transitoires	9 079
Fonds pour augmenter le nombre de postes à la GRC et le nombre de procureurs fédéraux afin de mettre l'accent sur les priorités en matière d'application de la loi relatives à la drogue, à la corruption et à la sécurité à la frontière (<i>poste horizontal</i>)	5 147
Présent budget supplémentaire des dépenses	14 226

Nota : Les chiffres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

PARLEMENT

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits		
Sénat					
1	Dépenses du Programme.....	56 258 490	.....	.....	56 258 490
(L)	Dignitaires du Sénat et sénateurs – Traitements, allocations et autres paiements versés au président du Sénat, aux sénateurs et autres dignitaires du Sénat en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> ; contributions au compte d'allocations de retraite des parlementaires et au compte de convention de retraite des parlementaires.....	24 253 600	.....	.....	24 253 600
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	6 517 640	.....	.....	6 517 640
	Total de l'organisme	87 029 730	.....	.....	87 029 730
Chambre des communes					
5a	Dépenses du Programme.....	263 639 714	.....	6 508 248	270 147 962
(L)	Députés – Traitements et indemnités des agents supérieurs et des députés de la Chambre des communes en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et contributions au compte d'allocations de retraite des parlementaires et au compte de convention de retraite des parlementaires.....	111 844 081	.....	982 200	112 826 281
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	35 047 117	.....	.....	35 047 117
	Total de l'organisme	410 530 912	.....	7 490 448	418 021 360
Bibliothèque du Parlement					
10	Dépenses du Programme.....	32 058 000	.....	.....	32 058 000
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	4 629 000	.....	.....	4 629 000
	Total de l'organisme	36 687 000	.....	.....	36 687 000
Commissariat aux conflits d'intérêts et à l'éthique					
15a	Dépenses du Programme.....	4 577 000	.....	672 000	5 249 000
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	563 000	.....	.....	563 000
	Total de l'organisme	5 140 000	.....	672 000	5 812 000
Conseiller sénatorial en éthique					
20	Dépenses du Programme.....	827 600	.....	.....	827 600
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	126 466	.....	.....	126 466
	Total de l'organisme	954 066	.....	.....	954 066
	Total du portefeuille.....	540 341 708	.....	8 162 448	548 504 156

PARLEMENT

Chambre des communes

Explication du besoin (en milliers de dollars)

La Chambre des communes demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 5	Législatif	Total
Coûts de fonctionnement supplémentaires	6 508	.....	6 508
Crédits législatifs			
Députés – Traitements et indemnités des agents supérieurs et des députés de la Chambre des communes en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et contributions au compte d'allocations de retraite des parlementaires et au compte de convention de retraite des parlementaires .....	.....	982	982
Présent budget supplémentaire des dépenses	6 508	982	7 490

Nota : Les chiffres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

Commissariat aux conflits d'intérêts et à l'éthique

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Commissariat aux conflits d'intérêts et à l'éthique demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 15
Coûts de fonctionnement supplémentaires	672

Nota : Les chiffres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

PATRIMOINE CANADIEN

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits		
Ministère					
1a	Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation d'affecter les recettes générées au cours de l'exercice par l'Institut canadien de conservation, le Réseau canadien d'information sur le patrimoine, le Service de transport des expositions et le Bureau de certification des produits audiovisuels canadiens <u>et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i>, rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an</u> – Pour autoriser le virement au présent crédit de 23 673 \$ du crédit 10 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2007-2008</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de				
	252 110 000	(1 344 633)	5 943 009	256 708 376	
5a	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 800 000 \$ du crédit 5 (Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec), de 200 000 \$ du crédit 1 (Industrie) et de 112 000 \$ du crédit 10 (Affaires indiennes et du Nord canadien) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2007-2008</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de				
	1 080 643 000	(8 528 357)	81 745 209	1 153 859 852	
(L)	Traitements des lieutenants-gouverneurs..... 1 103 000 1 103 000				
(L)	Paiements en vertu de la <i>Loi sur la pension de retraite des lieutenants-gouverneurs</i> 637 000 637 000				
(L)	Prestations de retraite supplémentaires – Lieutenants-gouverneurs précédents..... 182 000 182 000				
(L)	Ministre du Patrimoine canadien – Traitement et allocation pour automobile 74 522 74 522				
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés 28 265 000 28 265 000				
	Total du Ministère.....	1 363 014 522	(9 872 990)	87 688 218	1 440 829 750
Conseil des Arts du Canada					
10a	Paiements au Conseil des Arts du Canada – Pour autoriser le virement au présent crédit de 480 000 \$ du crédit 5 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2007-2008</i>				
	181 321 250	456 327	1	181 777 578	
	Total de l'organisme	181 321 250	456 327	1	181 777 578
Société Radio-Canada					
15a	Paiements à la Société Radio-Canada pour les dépenses de fonctionnement				
	948 321 000	.....	60 000 000	1 008 321 000
20	Paiements à la Société Radio-Canada pour le fonds de roulement				
	4 000 000	.....	.....	4 000 000
25	Paiements à la Société Radio-Canada pour les dépenses en capital.....				
	91 632 000	.....	.....	91 632 000
	Total de l'organisme	1 043 953 000	60 000 000	1 103 953 000

PATRIMOINE CANADIEN

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
Musée canadien des civilisations				
30a Paiements au Musée canadien des civilisations à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital.....	61 136 000	.....	725 400	61 861 400
Total de l'organisme	61 136 000	.....	725 400	61 861 400
Musée canadien de la nature				
35a Paiements au Musée canadien de la nature à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital.....	84 221 000	.....	720 000	84 941 000
Total de l'organisme	84 221 000	.....	720 000	84 941 000
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes				
40 Dépenses du Programme.....	1	.....	.....	1
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	5 732 000	.....	.....	5 732 000
Total de l'organisme	5 732 001	.....	.....	5 732 001
Bibliothèque et Archives du Canada				
45a Dépenses du Programme et subventions inscrites au budget des dépenses – Pour autoriser le virement au présent crédit de 691 000 \$ du crédit 1 (Travaux publics et Services gouvernementaux) et de 22 471 000 \$ du crédit 5 (Travaux publics et Services gouvernementaux) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2007-2008</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	107 301 000	23 162 000	12 360 789	142 823 789
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	12 002 000	.....	.....	12 002 000
Total de l'organisme	119 303 000	23 162 000	12 360 789	154 825 789
Société du Centre national des Arts				
50a Paiements à la Société du Centre national des Arts – Pour autoriser le virement au présent crédit de 342 640 \$ du crédit 5 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2007-2008</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	35 215 575	342 640	20 368 000	55 926 215
Total de l'organisme	35 215 575	342 640	20 368 000	55 926 215
Commission des champs de bataille nationaux				
55a Dépenses du Programme – Pour autoriser le virement au présent crédit de 325 000 \$ du crédit 1 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2007-2008</i>	11 208 000	325 000	1	11 533 001
(L) Dépenses aux termes du paragraphe 29.1(1) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>	1 600 000	.....	.....	1 600 000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	433 000	.....	.....	433 000
Total de l'organisme	13 241 000	325 000	1	13 566 001
Office national du film				
60 Fonds renouvelable de l'Office national du film – Dépenses de fonctionnement	67 118 000	.....	.....	67 118 000
(L) Fonds renouvelable de l'Office national du film .....	.....	.....	.....	.....
Total de l'organisme	67 118 000	.....	.....	67 118 000

PATRIMOINE CANADIEN

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
Musée des beaux-arts du Canada				
65a Paiements au Musée des beaux-arts du Canada à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital.....	38 752 000	.....	4 650 000	43 402 000
70 Paiement au Musée des beaux-arts du Canada à l'égard de l'acquisition d'objets pour la collection.....	8 000 000	.....	.....	8 000 000
Total de l'organisme	46 752 000	.....	4 650 000	51 402 000
Musée national des sciences et de la technologie				
75a Paiements au Musée national des sciences et de la technologie à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital	25 835 000	.....	4 736 000	30 571 000
Total de l'organisme	25 835 000	.....	4 736 000	30 571 000
Commission de la fonction publique				
80 Dépenses du Programme.....	90 032 000	.....	.....	90 032 000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	13 174 000	.....	.....	13 174 000
Total de l'organisme	103 206 000	.....	.....	103 206 000
Commission des relations de travail dans la fonction publique				
85a Dépenses du Programme.....	10 617 000	.....	2 548 500	13 165 500
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	788 000	.....	.....	788 000
Total de l'organisme	11 405 000	.....	2 548 500	13 953 500
Tribunal de la dotation de la fonction publique				
90 Dépenses du Programme.....	4 451 000	.....	.....	4 451 000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	509 000	.....	.....	509 000
Total de l'organisme	4 960 000	.....	.....	4 960 000
Greffé du Tribunal de la protection des fonctionnaires divulgateurs d'actes répréhensibles				
93a Dépenses du Programme.....	.....	.....	1 643 600	1 643 600
Total de l'organisme .....	.....	.....	1 643 600	1 643 600
Condition féminine – Bureau de la coordonnatrice				
95a Dépenses de fonctionnement	6 958 000	.....	478 726	7 436 726
100a Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	11 950 000	.....	4 500 000	16 450 000
101a Conformément à l'alinéa 24.1(1) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autoriser une remise de dettes dues par l'Association des femmes autochtones du Canada à Sa Majesté du chef du Canada au montant de 708 332 \$.....	.....	.....	708 332	708 332
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	981 000	.....	.....	981 000
Total de l'organisme	19 889 000	.....	5 687 058	25 576 058

Nota : En vertu du décret C.P. 2007-0425, la date d'entrée en vigueur de la *Loi sur la protection des fonctionnaires divulgateurs d'actes répréhensibles* établissant le Tribunal de la protection des fonctionnaires divulgateurs d'actes répréhensibles, que ce Greffe appuie, est le 15 avril 2007 (1 643 600 \$).

PATRIMOINE CANADIEN

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
Téléfilm Canada				
105a Paiements à Téléfilm Canada devant servir aux fins prévues par la <i>Loi sur Téléfilm Canada</i> – Pour autoriser le virement au présent crédit de 550 000 \$ du crédit 5 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2007-2008</i>	104 649 000	550 000	1	105 199 001
Total de l'organisme	104 649 000	550 000	1	105 199 001
Total du portefeuille.....	3 290 951 348	14 962 977	201 127 568	3 507 041 893

PATRIMOINE CANADIEN

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Patrimoine canadien demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Total
Fonds à l'appui des initiatives liées à la tenue des Jeux olympiques et paralympiques d'hiver de 2010 à Vancouver et Whistler en Colombie-Britannique	500	50 000	50 500
Fonds visant à multiplier les occasions pour les communautés de langue officielle en situation minoritaire de vivre dans leur langue au quotidien, ainsi que de créer des occasions pour les jeunes canadiens de vivre, hors de la salle de classe, des expériences linguistiques et culturelles dans la seconde langue officielle	300	14 700	15 000
Fonds à l'appui de la formation d'artistes très prometteurs par l'intermédiaire d'établissements qui proposent une formation de très haut niveau (Programme national de formation dans le secteur des arts)	714	5 195	5 909
Fonds à l'appui de projets qui favorisent une augmentation du nombre de locuteurs des langues autochtones (Initiative des langues autochtones)	56	4 925	4 981
Fonds pour permettre aux musées canadiens de petite ou moyenne taille d'embaucher des stagiaires d'été, dans le cadre du programme Jeunesse Canada au travail dans les établissements du patrimoine (Stages d'été dans les musées)	270	4 684	4 954
Financement visant à augmenter la participation des citoyens dans les collectivités par l'entremise d'événements et d'activités liés aux arts et au patrimoine (programmes Développement des communautés par le biais des arts et du patrimoine et Présentation des arts Canada)	1 991	1 300	3 291
Fonds consacrés aux programmes de publicité gouvernementale (<i>poste horizontal</i>)	1 700	.....	1 700
Fonds à l'appui de l'organisation du 49 ^e Congrès eucharistique international dans le cadre des célébrations du 400 ^e anniversaire de la ville de Québec en 2008 .....	.....	500	500
Fonds supplémentaires pour encourager les jeunes à pratiquer les sports canadiens traditionnels, comme la crosse et le football à trois essais	49	441	490
Fonds à l'appui de la <i>Loi fédérale sur la responsabilité</i> en vue de l'évaluation quinquennale de tous les programmes courants de subventions et de contributions (<i>poste horizontal</i>)	363	.....	363
Total des crédits à adopter	5 943	81 745	87 688
Transferts			
Transfert de l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec – Pour l'agrandissement et la modernisation du Musée de la Gaspésie .....	.....	800	800
Transfert d'Industrie – Pour promouvoir la participation active de jeunes leaders canadiens dans l'ensemble du pays (Action Canada) .....	.....	200	200
Transfert des Affaires indiennes et du Nord canadien – Pour sensibiliser le public et promouvoir la participation de la communauté aux activités de la Journée nationale des Autochtones .....	.....	112	112
Transfert du Conseil des Arts du Canada – Pour partager des dépenses liées à des rapports statistiques sur les arts au Canada	24	.....	24
Transfert à l'Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada – Pour soutenir la collectivité nationale des gestionnaires	(20)	.....	(20)
Transfert à Affaires étrangères et Commerce international – Pour appuyer la fusion du Conseil des langues du Canada et de l'Association canadienne des écoles de langues privées dans le but d'établir des normes d'accréditation uniques .....	.....	(50)	(50)
Transferts aux Instituts de recherche en santé du Canada – Pour soutenir le Programme de recherche stratégique de Sport Canada visant à renforcer la capacité du Canada à mener des recherches relatives à l'activité physique et à la participation à des activités sportives .....	.....	(53)	(53)
Transfert au Service correctionnel – Pour s'assurer que les politiques, les programmes et les services du gouvernement fédéral, nouveaux ou existants, tiennent compte des priorités et des besoins des collectivités ethnoculturelles (Initiative des institutions inclusives)	(100)	.....	(100)
Transfert à la Société du Centre national des Arts – Pour appuyer le festival de théâtre biennal à l'intention des compagnies de théâtre francophones professionnelles dans les régions minoritaires au Canada et sur la scène internationale (Festival Zone Théâtrale) .....	.....	(150)	(150)
Transfert à Citoyenneté et Immigration – Pour soutenir les Centres d'excellence afin de favoriser et de financer les recherches stratégiques portant sur l'immigration, l'intégration et la diversité (projet Métropolis) .....	.....	(223)	(223)
Transfert au Conseil des Arts du Canada – Pour appuyer une collaboration multilatérale en matière de théâtre francophone et assurer la participation du Canada aux réunions de la Commission internationale du théâtre francophone .....	.....	(230)	(230)

PATRIMOINE CANADIEN

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Transferts	Crédit 1	Crédit 5	Total
Transfert au Conseil des Arts du Canada – Pour le programme de diversité de la musique canadienne qui est un volet du Fonds de la musique du Canada .....	.....	(250)	(250)
Transfert à la Commission des champs de bataille nationaux – Pour appuyer les célébrations du 100 ^e anniversaire de la création de la Commission des champs de bataille nationaux et du parc des Champs-de-bataille situé dans la ville de Québec.	(325)	.....	(325)
Transfert aux Affaires étrangères et Commerce international – Pour fournir un soutien au personnel du ministère travaillant dans des missions à l'étranger	(671)	.....	(671)
Transfert au Conseil de recherches en sciences humaines – Pour la recherche sur l'élaboration de politiques relativement à la participation sportive	(10)	(672)	(682)
Transferts à Téléfilm Canada (550 \$), à Agriculture et Agroalimentaire (400 \$), à la Société du Centre national des Arts (193 \$), et à Industrie (15 \$) – Pour le développement des communautés minoritaires de langue officielle (Partenariat interministériel avec les communautés de langue officielle) .....	.....	(1 158)	(1 158)
Transfert aux Affaires indiennes et du Nord canadien – Pour permettre aux organismes autochtones de développer une relation plus étroite et simplifiée avec le gouvernement du Canada en ce qui concerne le financement de base	(242)	(6 855)	(7 097)
Total des transferts	(1 344)	(8 529)	(9 873)
Présent budget supplémentaire des dépenses	4 599	73 216	77 815

Paiements de transfert (dollars)

	Crédit	Législatif
Subventions		
<i>Participation à la vie communautaire et à la vie civique</i>		
Subventions à l'appui du programme Développement des communautés par le biais des arts et du patrimoine	800 000	.....
Montant total brut des subventions	800 000	.....
Contributions		
<i>Viabilité de l'expression culturelle et de la participation dans le domaine culturel</i>		
Contributions à l'appui du Programme des autochtones	4 925 128	.....
Contributions au Programme national de formation dans le secteur des arts	5 194 920	.....
Contributions au Programme d'accueil des jeux	50 000 000	.....
	60 120 048	.....
<i>Préservation du patrimoine canadien</i>		
Contributions à l'appui du Programme des autochtones	112 000	.....
<i>Accès et participation à la vie culturelle du Canada</i>		
Contributions à l'appui d'Espaces culturels Canada	800 000	.....
<i>Promotion de la compréhension interculturelle</i>		
Contributions à l'appui du programme Mise en valeur des langues officielles	1 960 000	.....
<i>Développement des communautés et renforcement des capacités</i>		
Contributions à l'appui du programme Développement des communautés de langue officielle	12 740 000	.....

PATRIMOINE CANADIEN

Ministère

<u>Paiements de transfert (dollars)</u>	<u>Crédit</u>	<u>Législatif</u>
<i>Participation à la vie communautaire et à la vie civique</i>		
Contributions à des organismes à but non lucratif, à des institutions canadiennes, à des particuliers, aux secteurs public et privé et aux autres ordres de gouvernement pour favoriser la participation à la société canadienne et aux activités de <i>Canada en fête!</i>	500 000	.....
Contributions à l'appui de l'initiative Échanges Canada	200 000	.....
Contributions aux musées et aux organismes patrimoniaux canadiens en vue de promouvoir la gestion professionnelle du patrimoine diversifié du Canada et d'y donner accès.....	4 683 800	.....
Contributions au Programme de soutien au sport	441 361	.....
Contributions à l'appui du Programme Développement des communautés par le biais des arts et du patrimoine.....	500 000	.....
	6 325 161	.....
Montant total brut des contributions	82 057 209	.....
Montant total brut des paiements de transfert	82 857 209	.....
<i>Moins : Fonds transférés à un autre crédit</i>	<i>9 640 357</i>	<i>.....</i>
Montant net des paiements de transfert	73 216 852	.....

Nota : Les chiffres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

Conseil des Arts du Canada

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Conseil des Arts du Canada demande des fonds pour les postes suivants :

Transferts	Crédit 10
Transfert de Patrimoine canadien – Pour le programme de diversité de la musique canadienne qui est un volet du Fonds de la musique du Canada	250
Transfert de Patrimoine canadien – Pour appuyer une collaboration multilatérale en matière de théâtre francophone et assurer la participation du Canada aux réunions de la Commission internationale du théâtre francophone.....	230
Transfert à Patrimoine canadien – Pour partager des dépenses liées à des rapports statistiques sur les arts au Canada....	(24)
Total des transferts	456

Nota : Les chiffres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

PATRIMOINE CANADIEN

Société Radio-Canada

Explication du besoin (en milliers de dollars)

La Société Radio-Canada demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 15
Fonds pour rendre meilleure la programmation de la télévision anglaise et française, de la radio et des nouveaux médias	60 000

Nota : Les chiffres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

Musée canadien des civilisations

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Musée canadien des civilisations demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 30
Fonds pour des réparations urgentes aux propriétés du Musée au titre de la santé et de la sécurité	400
Fonds pour préparer la participation du Canada à l'Année polaire internationale 2007-2008, un programme international de recherche à grande échelle en Arctique et en Antarctique (<i>poste horizontal</i>)	263
Fonds pour respecter les obligations énoncées dans l'Accord sur les revendications territoriales des Inuits du Nunavik (<i>poste horizontal</i>)	62
Total des crédits à adopter	725

Nota : Les chiffres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

Musée canadien de la nature

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Musée canadien de la nature demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 35
Fonds pour exécuter des réparations urgentes au titre de la santé et de la sécurité à l'Édifice du patrimoine naturel à Gatineau	720

Nota : Les chiffres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

PATRIMOINE CANADIEN
Bibliothèque et Archives du Canada

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Bibliothèque et Archives du Canada demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 45
Fonds destinés au système AMICAN permettant la gestion des publications et des documents gouvernementaux en format numérique et le remplacement de systèmes désuets	7 590
Fonds pour pallier à l'augmentation de la charge de travail résultant de la mise en application de la <i>Loi fédérale sur la responsabilité</i>	4 018
Fonds consacrés à une initiative nationale visant à améliorer l'accès à l'information présentée sous divers formats et à concevoir une stratégie en appui à des services de bibliothèque équitables pour les personnes incapables de lire les imprimés	693
Fonds pour la planification d'une installation pour la préservation de documents faisant partie du patrimoine documentaire du Canada à base de cellulose de nitrate, dont des films, des photographies et des négatifs	594
Fonds à l'appui de la <i>Loi fédérale sur la responsabilité</i> en vue de l'évaluation quinquennale de tous les programmes courants de subventions et de contributions (<i>poste horizontal</i>).....	91
Fonds pour compenser les fluctuations monétaires ayant des répercussions sur les paiements destinés au réseau du Numéro international normalisé des publications en série	2
Montant brut des crédits à adopter	12 988
Fonds disponibles	
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	627
Total des crédits à adopter	12 361
Transferts	
Transfert de Travaux publics et Services gouvernementaux – Pour la création du Musée du portrait du Canada	23 162
Présent budget supplémentaire des dépenses	35 523

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 45 : Des fonds autorisés totalisant 626 503 \$ sont disponibles à même le crédit en raison de recettes moins élevées que prévues et d'une affectation interne des ressources pour compenser les fluctuations monétaires ayant des répercussions sur les paiements destinés au réseau du Numéro international normalisé des publications en série.

Paiements de transfert (dollars)

	Crédit	Législatif
Subventions		
<i>Gérer le patrimoine documentaire qui présente un intérêt pour le Canada</i>		
Système international de données sur les publications en série	1 503	.....

Nota : Les chiffres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

PATRIMOINE CANADIEN

Société du Centre national des Arts

Explication du besoin (en milliers de dollars)

La Société du Centre national des Arts demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 50
Fonds pour des réparations urgentes au titre de la santé et de la sécurité aux composantes majeures de l'édifice du Centre national des Arts.....	20 368
Transferts	
Transfert de Patrimoine canadien – Pour le développement des communautés minoritaires de langue officielle (Partenariat interministériel avec les communautés de langue officielle)	193
Transfert de Patrimoine canadien – Pour appuyer le festival de théâtre biennal à l'intention des compagnies de théâtre francophones professionnelles dans les régions minoritaires au Canada et sur la scène internationale (Festival Zone Théâtrale).....	150
Total des transferts	343
Présent budget supplémentaire des dépenses	20 711

Nota : Les chiffres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

Commission des champs de bataille nationaux

Explication du besoin (en milliers de dollars)

La Commission des champs de bataille nationaux demande des fonds pour les postes suivants :

Transferts	Crédit 55
Transfert de Patrimoine canadien – Pour appuyer les célébrations du 100 ^e anniversaire de la création de la Commission des champs de bataille nationaux et du parc des Champs-de-bataille situé dans la ville de Québec	325

Nota : Les chiffres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

PATRIMOINE CANADIEN

Musée des beaux-arts du Canada

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Musée des beaux-arts du Canada demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 65
Fonds pour des réparations urgentes aux propriétés du Musée au titre de la santé et de la sécurité	4 650

Nota : Les chiffres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

Musée national des sciences et de la technologie

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Musée national des sciences et de la technologie demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 75
Fonds pour des réparations urgentes aux propriétés du Musée au titre de la santé et de la sécurité	4 161
Fonds servants à mettre sur pied une fondation pour le Musée national des sciences et de la technologie, ce qui permet aux personnes et aux entreprises du secteur privé d'apporter leur contribution aux activités du Musée.....	325
Fonds pour la construction de salles de classe et d'un auditorium et la reconfiguration des espaces de vente au détail au Musée de l'aviation du Canada	250
Total des crédits à adopter	4 736

Nota : Les chiffres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

Commission des relations de travail dans la fonction publique

Explication du besoin (en milliers de dollars)

La Commission des relations de travail dans la fonction publique demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 85
Fonds pour remplir le mandat élargi de la Commission des relations de travail dans la fonction publique en vertu de la <i>Loi sur les relations de travail dans la fonction publique</i>	2 549

Nota : Les chiffres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

PATRIMOINE CANADIEN

Greffe du Tribunal de la protection des fonctionnaires divulgateurs d'actes répréhensibles

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Greffe du Tribunal de la protection des fonctionnaires divulgateurs d'actes répréhensibles demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter

Crédit 93

Fonds pour la création et le fonctionnement du Tribunal de la protection des fonctionnaires divulgateurs d'actes répréhensibles qui est chargé de déterminer le bien-fondé d'une plainte en matière de représailles et de remédier à la situation ou de prendre les mesures disciplinaires qui s'imposent le cas échéant	1 644
--	--------------

Nota : Les chiffres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

PATRIMOINE CANADIEN

Condition féminine – Bureau de la coordonnatrice

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Condition féminine – Bureau de la coordonnatrice demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 95	Crédit 100	Crédit 101	Total
Financement pour le nouveau Fonds de partenariat pour les femmes afin d'établir des partenariats avec des organisations non gouvernementales admissibles et des institutions publiques pour améliorer la situation économique, sociale et culturelle des femmes et augmentation du financement pour le Fonds communautaire pour les femmes existant qui vise à améliorer la situation économique, sociale et culturelle des femmes au moyen de projets qui ont une incidence directe sur les femmes dans leur collectivité.....	388	4 500	.....	4 888
Fonds pour autoriser une remise de dettes dues par l'Association des femmes autochtones du Canada en raison d'une erreur administrative.....	.....	.....	708	708
Fonds à l'appui de la <i>Loi fédérale sur la responsabilité</i> en vue de l'évaluation quinquennale de tous les programmes courants de subventions et de contributions (<i>poste horizontal</i>).....	91	.....	.....	91
Présent budget supplémentaire des dépenses	479	4 500	708	5 687

Paiements de transfert (dollars)

	Crédit	Législatif
Subventions		
<i>Accroître les connaissances et la capacité des organisations quant à l'égalité entre les sexes</i> Programme de promotion de la femme – Subventions à des organismes de femmes et à d'autres organismes bénévoles dans le but de promouvoir la participation des femmes à la société canadienne.....	1 500 000	.....
Contributions		
<i>Accroître les connaissances et la capacité des organisations quant à l'égalité entre les sexes</i> Programme de promotion de la femme – Contributions à des organismes de femmes et à d'autres organismes bénévoles dans le but de promouvoir la participation des femmes à la société canadienne.....	3 000 000	.....
Total des paiements de transfert	4 500 000	.....

Nota : Les chiffres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

Téléfilm Canada

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Téléfilm Canada demande des fonds pour les postes suivants :

Transferts	Crédit 105
Transfert de Patrimoine canadien – Pour le développement des communautés minoritaires de langue officielle (Partenariat interministériel avec les communautés de langue officielle).....	550

Nota : Les chiffres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

PÊCHES ET OCÉANS

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
1a Dépenses de fonctionnement et : a) participation du Canada aux dépenses des commissions internationales des pêches, autorisation de fournir gratuitement des locaux aux commissions internationales des pêches, autorisation de consentir des avances recouvrables équivalentes aux montants de la quote-part de ces commissions dans les programmes à frais partagés; b) autorisation de consentir des avances recouvrables à l'égard des services de transport et d'arrimage et d'autres services de la marine marchande fournis pour le compte de particuliers, d'organismes indépendants et d'autres gouvernements au cours de l'exercice d'une juridiction ou par suite de l'exercice d'une juridiction en matière de navigation, y compris les aides à la navigation et la navigation maritime; c) autorisation de dépenser les recettes produites dans l'exercice au cours des activités ou par suite des activités de la Garde côtière canadienne; d) <u>et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la Loi sur les traitements, rajusté en vertu de la Loi sur le Parlement du Canada et au prorata, pour toute période inférieure à un an</u> – Pour autoriser le virement au présent crédit de 743 928 \$ du crédit 5 (Défense nationale), de 424 750 \$ du crédit 1 (Sécurité publique et Protection civile) et de 851 590 \$ du crédit 1 (Transports) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2007-2008</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	1 129 800 000	(24 150 301)	99 491 488	1 205 141 187
5a Dépenses en capital – Pour autoriser le virement au présent crédit de 23 000 000 \$ du crédit 1 (Pêches et Océans) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2007-2008</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	232 054 000	23 000 000	8 456 229	263 510 229
10a Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 2 631 216 \$ du crédit 1 (Pêches et Océans), de 722 592 \$ du crédit 10 (Environnement) et de 75 000 \$ du crédit 1 (Transports) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2007-2008</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	55 130 000	3 428 808	23 075 000	81 633 808
(L) Ministre des Pêches et Océans – Traitement et allocation pour automobile	74 522	.....	.....	74 522
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	121 530 000	.....	.....	121 530 000
Total du portefeuille.....	1 538 588 522	2 278 507	131 022 717	1 671 889 746

PÊCHES ET OCÉANS

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Pêches et Océans demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Crédit 10	Total
Fonds pour permettre au programme des Ports pour petits bateaux de maintenir le niveau actuel de réparation et ses activités d'entretien dans les ports de pêche commerciale essentiels	19 868	.....	.....	19 868
Financement pour la mise en œuvre de l'initiative des pêches commerciales intégrées du Pacifique.....	4 548	.....	12 175	16 723
Fonds pour appuyer les sciences et la pêche durable afin d'améliorer la gestion des pêches et la conservation des ressources.....	16 449	.....	.....	16 449
Fonds visant à combler le manque à gagner relatif au différend contractuel.....	16 000	.....	.....	16 000
Fonds pour la mise en œuvre de la <i>Loi sur les espèces en péril</i> afin de poursuivre les activités de stabilisation et de rétablissement des espèces sauvages en péril au Canada.....	14 170	.....	.....	14 170
Fonds pour préparer la participation du Canada à l'Année polaire internationale 2007-2008, un programme international de recherche à grande échelle en Arctique et en Antarctique (<i>poste horizontal</i>).....	10 508	.....	.....	10 508
Fonds pour le Programme d'indemnisation liée aux conditions des glaces afin d'aider les pêcheurs de régions particulières de Terre-Neuve et du Québec qui sont incapables de pêcher en raison de la formation très intense des glaces*.....	929	.....	7 900	8 829
Fonds pour l'amélioration du rendement du système de réglementation utilisé dans le cas de grands projets de ressources naturelles qui doivent faire l'objet d'une étude exhaustive, d'un examen par un comité ou d'une évaluation intergouvernementale en vertu de la <i>Loi canadienne sur l'évaluation environnementale (poste horizontal)</i>	5 935	.....	.....	5 935
Fonds pour la prolongation de la vie des navires de la Garde côtière canadienne.....	.....	4 000	.....	4 000
Fonds à l'appui de l'initiative de la santé des océans dans le cadre de la Stratégie nationale sur l'eau (<i>poste horizontal</i>)	2 949	500	.....	3 449
Fonds pour la mise en œuvre du système d'identification automatique pour la surveillance des navires dans le secteur supérieur des Grands Lacs. ....	.....	3 136	.....	3 136
Fonds destinés à l'évaluation, à la gestion et à l'assainissement des sites fédéraux contaminés (<i>poste horizontal</i>).....	3 136	.....	.....	3 136
Fonds en réponse au jugement de la Cour suprême du Canada dans l'affaire <i>R.c. Marshall</i> pour appuyer les activités en matière de cogestion, de conservation et de protection des pêches, ainsi que le renforcement des capacités économiques de communautés Mi'kmaq et malécites membres des Première nations.....	.....	.....	3 000	3 000
Fonds pour respecter les obligations énoncées dans l'Accord sur les revendications territoriales des Inuits du Nunavik (<i>poste horizontal</i>).....	1 965	.....	.....	1 965
Financement d'activités essentielles afin de poursuivre la mise en œuvre de la <i>Loi sur la modernisation de la fonction publique (poste horizontal)</i>	1 706	.....	.....	1 706
Financement pour l'acquisition de deux navires hauturiers de science halieutique.....	.....	1 650	.....	1 650
Financement pour la construction d'un nouveau centre opérationnel de recherche et sauvetage à Shippagan au Nouveau-Brunswick....	.....	892	.....	892
Réinvestissement des redevances de la propriété intellectuelle.....	793	.....	.....	793
Fonds pour les évaluations environnementales des sites des Jeux olympiques et paralympiques d'hiver de 2010 à Vancouver et Whistler en Colombie-Britannique.....	300	.....	.....	300
Fonds à l'appui de la <i>Loi fédérale sur la responsabilité</i> en vue de l'évaluation quinquennale de tous les programmes courants de subventions et de contributions (<i>poste horizontal</i>).....	181	.....	.....	181

* Un montant de 7 900 000 \$ provenant du crédit pour éventualités du Conseil du Trésor a été approuvé en vue de financer temporairement ce poste. Un sommaire des postes du crédit pour éventualités du Conseil du Trésor se trouve au début de ce document.

PÊCHES ET OCÉANS

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Crédit 10	Total
Fonds pour la mise en œuvre du plan d'action visant à renforcer le système de réglementation du Canada et à mettre sur pied un centre d'expertise en réglementation au sein du Secrétariat du Conseil du Trésor (<i>poste horizontal</i>)	53	.....	.....	53
Montant brut des crédits à adopter	99 490	10 178	23 075	132 743
Fonds disponibles				
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	.....	1 722	.....	1 722
Total des fonds disponibles	.....	1 722	.....	1 722
Total des crédits à adopter	99 490	8 456	23 075	131 021
Transferts				
Transfert de la Défense nationale – Pour des investissements dans des initiatives de coordination des opérations de recherche et de sauvetage partout au Canada.....	744	.....	.....	744
Transfert d'Environnement – Pour appuyer la participation des Autochtones dans les activités associées aux espèces aquatiques en péril dans le cadre de la <i>Loi sur les espèces en péril</i> .....	.....	.....	723	723
Transfert de Transports – Pour le changement sur le plan des responsabilités aux installations portuaires de Harbour Breton, Terre-Neuve	500	.....	.....	500
Transfert de Sécurité publique et Protection civile – Pour accroître la connectabilité au Système national intégré d'information interorganismes	425	.....	.....	425
Transfert de Transports – Pour le rajustement des coûts à l'égard du programme de l'Aviation.....	352	.....	.....	352
Transfert de Transports – Soutien à la Chaire canadienne pour la protection du milieu marin à l'Université maritime mondiale.....	.....	.....	75	75
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour faciliter la compréhension des données scientifiques sur les populations de saumons du bassin Fraser, l'affermissement des relations avec les intervenants et l'amélioration de la gestion des pêches	(1 125)	.....	1 125	.....
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour établir un budget en capital pour le réaménagement de la flotte	(23 000)	23 000	.....	.....
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour appuyer les organismes qui participent à la recherche, à la mise en valeur, à la gestion et à la promotion des activités liées aux pêches et océans.....	(781)	.....	781	.....
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour appuyer la Garde côtière auxiliaire canadienne.....	(401)	.....	401	.....
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour soutenir le perfectionnement et la recherche universitaire relativement aux priorités scientifiques (Programme de contribution à la recherche universitaire)	(324)	.....	324	.....
Transfert au Conseil de recherches en sciences humaines - Pour appuyer le Réseau de recherche sur la gestion des océans afin de renforcer les liens entre les chercheurs des domaines des sciences sociales et humaines, des sciences naturelles et du génie qui ont trait à la gestion des océans et les universités et autres secteurs et institutions.....	(264)	.....	.....	(264)
Transfert à Affaires étrangères et Commerce international – Pour les coûts de fonctionnement liés à la stratégie de gouvernance internationale des pêches et des océans	(275)	.....	.....	(275)
Total des transferts	(24 149)	23 000	3 429	2 280
Présent budget supplémentaire des dépenses	75 341	31 456	26 504	133 301

Nota : Les chiffres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

PÊCHES ET OCÉANS

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 5 : Des fonds autorisés totalisant 1 721 805 \$ sont disponibles à même le crédit en raison de rajustements de fin d'année pour l'exercice 2006-2007 pour les régimes d'avantages sociaux des employés.

Paiements de transfert (dollars)	Crédit	Législatif
Subventions		
<i>Science (Voies navigables sûres et accessibles)</i>		
Subventions à l'appui des organismes qui participent à la recherche, à la mise en valeur, à la gestion et à la promotion des activités liées aux pêches et océans.....	23 096	.....
<i>Gestion des pêches</i>		
Indemnités aux pêcheurs commerciaux de la côte Est en raison des conditions de glace – (Des fonds provenant du crédit pour éventualités du Conseil du Trésor ont été approuvés en vue de financer ce poste).....	7 900 000	.....
Subventions à l'appui des organismes qui participent à la recherche, à la mise en valeur, à la gestion et à la promotion des activités liées aux pêches et océans.....	215 000	.....
	8 115 000	.....
<i>Gestion des océans</i>		
Subventions à l'appui des organismes qui participent à la recherche, à la mise en valeur, à la gestion et à la promotion des activités liées aux pêches et océans.....	15 000	.....
<i>Gestion de l'habitat</i>		
Subventions à l'appui des organismes qui participent à la recherche, à la mise en valeur, à la gestion et à la promotion des activités liées aux pêches et océans.....	20 000	.....
Montant total des subventions	8 173 096	.....
Contributions		
<i>Garde côtière canadienne</i>		
Ententes de contributions avec la Garde côtière auxiliaire canadienne pour assurer des services bénévoles de recherche et de sauvetage, et pour promouvoir la sécurité nautique grâce à des programmes de prévention des accidents et d'éducation	401 000	.....
Contribution à l'appui de la Chaire canadienne pour la protection du milieu marin à l'Université maritime mondiale	75 000	.....
Contributions à l'appui des organismes qui participent à la recherche, à la mise en valeur, à la gestion et à la promotion des activités liées aux pêches et océans.....	30 000	.....
	506 000	.....
<i>Ports pour petits bateaux</i>		
Contributions à l'appui des organismes qui participent à la recherche, à la mise en valeur, à la gestion et à la promotion des activités liées aux pêches et océans.....	48 000	.....
<i>Science (Voies navigables sûres et accessibles)</i>		
Contributions à l'appui des organismes qui participent à la recherche, à la mise en valeur, à la gestion et à la promotion des activités liées aux pêches et océans.....	30 000	.....
<i>Gestion des pêches</i>		
Contributions afin d'appuyer l'Initiative des pêches commerciales intégrées du Pacifique....	12 175 000	.....
Contributions dans le cadre du Programme d'accès aux pêches	3 000 000	.....
Contribution à la Fondation du saumon du Pacifique (bassin Fraser)	1 125 000	.....
Contribution pour appuyer la participation des Autochtones dans les activités associées aux espèces aquatiques en péril dans le cadre de la Loi sur les espèces en péril (LEP)	722 592	.....
Contributions à l'appui des organismes qui participent à la recherche, à la mise en valeur, à la gestion et à la promotion des activités liées aux pêches et océans.....	117 300	.....
	17 139 892	.....

PÊCHES ET OCÉANS

Paiements de transfert (dollars)	Crédit	Législatif
<i>Science (Pêche et aquaculture durables)</i>		
Contribution à l'appui du programme de contribution à la recherche universitaire afin de soutenir le perfectionnement et la recherche universitaire relativement aux priorités scientifiques.....	324 320	.....
Contributions à l'appui des organismes qui participent à la recherche, à la mise en valeur, à la gestion et à la promotion des activités liées aux pêches et océans.....	100 000	.....
	424 320	.....
<i>Gestion de l'habitat</i>		
Contributions à l'appui des organismes qui participent à la recherche, à la mise en valeur, à la gestion et à la promotion des activités liées aux pêches et océans.....	182 500	.....
Montant total des contributions	18 330 712	.....
Total des paiements de transfert	26 503 808	.....

RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
Ministère				
1a	Dépenses de fonctionnement et autorisation d'effectuer des dépenses recouvrables au titre du Régime de pensions du Canada et du Compte d'assurance-emploi et, en vertu du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , le pouvoir de dépenser les recettes reçues au cours de l'exercice qui proviennent des services du Secteur des programmes d'accès public en vue de compenser les dépenses connexes encourues au cours de l'exercice, et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 16 138 000 \$ du crédit 1 (Travaux publics et Services gouvernementaux) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2007-2008</i>			
	2 508 879 000	(21 000 555)	1	2 487 878 446
5a	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 36 777 706 \$ du crédit 1 (Ressources humaines et Développement des compétences) et de 100 000 \$ du crédit 40 (Santé) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2007-2008</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de			
	1 155 792 000	33 877 706	51 131 433	1 240 801 139
(L)	Ministre des Ressources humaines et du Développement social – Traitement et allocation pour automobile			
	74 522	.....	.....	74 522
(L)	Ministre du Travail et ministre de l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec – Traitement et allocation pour automobile			
	74 522	.....	.....	74 522
(L)	Versements de la Sécurité de la vieillesse			
	24 093 000 000	.....	.....	24 093 000 000
(L)	Versements du Supplément de revenu garanti			
	7 413 000 000	.....	.....	7 413 000 000
(L)	Versements d'allocations			
	553 000 000	.....	.....	553 000 000
(L)	Paiements liés aux modalités de financement direct accordés en vertu de la <i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i>			
	366 419 000	.....	.....	366 419 000
(L)	Paiements d'intérêts aux institutions de crédit en vertu de la <i>Loi fédérale sur les prêts aux étudiants</i>			
	48 000	.....	.....	48 000
(L)	Paiements relatifs aux obligations contractées sous forme de prêts garantis en vertu de la <i>Loi fédérale sur les prêts aux étudiants</i>			
	8 157 000	.....	.....	8 157 000
(L)	Paiements d'intérêts et autres obligations aux institutions de crédit en vertu de la <i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i>			
	52 867 000	.....	.....	52 867 000
(L)	Subventions canadiennes pour études aux étudiants à temps plein et à temps partiel admissibles aux termes de la <i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i> ..			
	136 133 000	.....	.....	136 133 000
(L)	Prestations de retraite supplémentaires – Pensions pour les agents des rentes sur l'État			
	35 000	.....	.....	35 000
(L)	Prestation universelle pour la garde d'enfants			
	2 460 000 000	.....	.....	2 460 000 000

RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
(L) Redressements du passif actuariel de l'assurance de la fonction publique	145 000	.....	.....	145 000
(L) Paiements d'indemnités à des agents de l'État et à des marins marchands	59 000 000	.....	.....	59 000 000
(L) Paiements de Bons d'études canadiens aux fiduciaires de régimes enregistrés d'épargne-études (REEE) au nom des bénéficiaires des REEE afin d'appuyer l'accès à l'éducation postsecondaire des enfants de familles à faible revenu.....	25 000 000	.....	.....	25 000 000
(L) Paiements de Subventions canadiennes pour l'épargne-études aux fiduciaires de régimes enregistrés d'épargne-études (REEE) au nom des bénéficiaires des REEE afin d'encourager les Canadiens à épargner pour les études postsecondaires de leurs enfants	540 000 000	.....	.....	540 000 000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	233 672 000	.....	.....	233 672 000
Total des dépenses budgétaires.....	39 605 296 044	12 877 151	51 131 434	39 669 304 629
(L) Prêts consentis en vertu de la <i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i> (non budgétaire)	855 695 000	.....	.....	855 695 000
Total des dépenses non budgétaires.....	855 695 000	.....	.....	855 695 000
Total du Ministère.....	40 460 991 044	12 877 151	51 131 434	40 524 999 629
Conseil canadien des relations industrielles				
10 Dépenses du Programme.....	10 887 000	.....	.....	10 887 000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1 550 000	.....	.....	1 550 000
Total de l'organisme	12 437 000	.....	.....	12 437 000
Société canadienne d'hypothèques et de logement				
15a Rembourser à la Société canadienne d'hypothèques et de logement les remises accordées sur les prêts consentis, les subventions et contributions versées et les dépenses contractées, ainsi que les pertes subies et les frais et débours engagés en vertu des dispositions de la <i>Loi nationale sur l'habitation</i> ou à l'égard des pouvoirs que la Société exerce ou des tâches et des fonctions qu'elle exécute, en conformité avec le pouvoir de toute loi du Parlement du Canada, autre que la <i>Loi nationale sur l'habitation</i> , au titre du pouvoir qui lui est conféré par la <i>Loi sur la Société canadienne d'hypothèques et de logement</i>	1 985 382 000	.....	222 730 000	2 208 112 000
(L) ÉnerGuide pour les ménages à faible revenu.....	.....	.....	141 000	141 000
Total des dépenses budgétaires.....	1 985 382 000	.....	222 871 000	2 208 253 000
(L) Avances consenties en vertu de la <i>Loi nationale sur l'habitation</i>	(258 431 000)	.....	.....	(258 431 000)
Total des dépenses non budgétaires.....	(258 431 000)	.....	.....	(258 431 000)
Total de l'organisme	1 726 951 000	.....	222 871 000	1 949 822 000

Nota : En vertu du décret C.P. 2005-1637, les activités relatives au Secteur des programmes d'accès public ont été transférées du ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux au ministère des Ressources humaines et du Développement des compétences (16 138 000 \$).

RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
Tribunal canadien des relations professionnelles artistes-producteurs				
20 Dépenses du Programme.....	1 770 000	.....	.....	1 770 000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	170 000	.....	.....	170 000
Total de l'organisme	1 940 000	.....	.....	1 940 000
Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail				
25 Dépenses du Programme.....	3 560 000	.....	.....	3 560 000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1 068 000	.....	.....	1 068 000
Total de l'organisme	4 628 000	.....	.....	4 628 000
Total du portefeuille.....	42 206 947 044	12 877 151	274 002 434	42 493 826 629

RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Ressources humaines et Développement des compétences demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Total
Fonds pour la nouvelle initiative Emploi d'été Canada 2007, qui permet aux étudiants d'acquérir des compétences et une expérience de travail afin de réussir leur transition vers le marché du travail (Stratégie emploi Jeunesse).....	705	44 300	45 005
Fonds pour l'Initiative nationale pour les sans-abri destinés à des refuges, des maisons de transition, des logements supervisés et des services de soutien connexes dans les collectivités partout au Canada .....	.....	25 069	25 069
Fonds pour permettre aux employeurs de composer avec les pénuries actuelles de travailleurs compétents et pour améliorer l'intégrité du système de permis de travail en apportant des améliorations au Programme des travailleurs étrangers temporaires (<i>poste horizontal</i>)	15 907	.....	15 907
Fonds consacrés aux programmes de publicité gouvernementale (<i>poste horizontal</i>).....	14 135	.....	14 135
Fonds pour fournir une aide en capital des immeubles communautaires, de l'équipement et du mobilier dans le cadre des programmes à l'intention des aînés et pour appuyer les programmes d'éducation afin de réduire le traitement abusif et la fraude envers les aînés (programme Nouveaux horizons pour les aînés).....	1 318	6 920	8 238
Fonds pour l'Administration régionale crie afin de permettre au gouvernement du Canada de respecter ses obligations en vertu de l'article 28 de la Convention de la Baie James et du Nord québécois relativement à des stages, des services de recrutement et d'autres programmes de formation .....	.....	7 200	7 200
Financement du Programme de remise écoAUTO qui incite les Canadiens à acheter des véhicules à haut rendement énergétique (<i>poste horizontal</i>)	6 347	.....	6 347
Fonds pour rendre plus accessible et bonifier le programme de Partenariats pour les compétences et l'emploi des Autochtones qui offre formation, perfectionnement des compétences et possibilités d'emploi aux Autochtones	529	4 420	4 949
Fonds pour mettre en branle et soutenir les activités du Bureau d'orientation relatif aux titres de compétences étrangers visant à permettre aux personnes ayant reçu une formation ou une instruction à l'étranger de recevoir des renseignements en vue de mettre à profit leurs compétences et leurs titres sur le marché du travail canadien (<i>poste horizontal</i>).....	4 194	.....	4 194
Fonds pour les activités juridiques et la compensation de dettes fiscales, ce qui comprend le service Conseils juridiques et litiges-recouvrements (<i>poste horizontal</i>).....	1 017	.....	1 017
Financement d'activités essentielles afin de poursuivre la mise en œuvre de la <i>Loi sur la modernisation de la fonction publique</i> (<i>poste horizontal</i>).....	908	.....	908
Fonds à l'appui de la <i>Loi fédérale sur la responsabilité</i> en vue de l'évaluation quinquennale de tous les programmes courants de subventions et de contributions (<i>poste horizontal</i>).....	405	.....	405
Fonds pour instituer un conseil sectoriel de la foresterie afin de cerner et de résoudre les enjeux liés aux ressources humaines et au développement des compétences en milieu de travail de l'industrie forestière.....	306	.....	306
Fonds pour la mise en œuvre du plan d'action visant à renforcer le système de réglementation du Canada et à mettre sur pied un centre d'expertise en réglementation au sein du Secrétariat du Conseil du Trésor (<i>poste horizontal</i>).....	59	.....	59
Montant brut des crédits à adopter	45 830	87 909	133 739
Fonds disponibles			
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	45 830	.....	45 830
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à partir d'un autre crédit.....	.....	36 778	36 778
Total des fonds disponibles	45 830	36 778	82 608
Total des crédits à adopter	.....	51 131	51 131
Transferts			
Transfert de Travaux publics et Services gouvernementaux – Pour les coûts des locaux, des programmes et des activités liés au Secteur des programmes d'accès public	16 138	.....	16 138
Transfert de l'Agence de la santé publique du Canada – Pour appuyer l'élaboration de l'Atlas mondial des ressources en déficience intellectuelle.....	.....	100	100

RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Transferts	Crédit 1	Crédit 5	Total
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour réduire le montant des nouveaux crédits requis en raison d'un rajustement technique.....	(36 778)	36 778	.....
Transfert à Finances – Pour les programmes de publicité gouvernementale (<i>poste horizontale</i>).....	(72)	.....	(72)
Transfert à Citoyenneté et Immigration – Pour soutenir les Centres d'excellence afin de favoriser et de financer les recherches stratégiques portant sur l'immigration, l'intégration et la diversité (projet Métropolis).....	(85)	.....	(85)
Transfert à l'Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada – Pour soutenir la collectivité nationale des gestionnaires.....	(204)	.....	(204)
Transfert à Travaux publics et Services gouvernementaux – Pour mettre des biens immobiliers excédentaires fédéraux à la disposition des sans-abri.....	.....	(3 000)	(3 000)
Total des transferts	(21 001)	33 878	12 877
Présent budget supplémentaire des dépenses	(21 001)	85 009	64 008

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 1 : Des fonds autorisés totalisant 45 830 294 \$ sont disponibles à même le crédit en raison d'une diminution des besoins de fonctionnement à la suite du versement de paiements anticipés dans le cadre de la Convention de règlement relative aux pensionnats indiens.

Crédit 5 : Des fonds autorisés totalisant 36 777 706 \$ sont disponibles du crédit 1 en raison d'une diminution des besoins de fonctionnement à la suite du versement de paiements anticipés dans le cadre de la Convention de règlement relative aux pensionnats indiens.

Nota : Les chiffres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

Ministère

<u>Paiements de transfert (dollars)</u>	<u>Crédit</u>	<u>Législatif</u>
<u>Subventions</u>		
<i>Investissement social</i>		
Programme Nouveaux Horizons pour les aînés	6 743 000	.....
<i>Logement et sans-abri</i>		
Subventions accordées à des organismes sans but lucratif, des particuliers, des administrations municipales, des conseils de bande ou de tribu et autres organisations autochtones, des établissements de santé publique et d'enseignement, des régies régionales, des entreprises à but lucratif, des organismes et instituts de recherche pour mener des recherches sur les sans-abri afin d'aider les collectivités à mieux comprendre et à répondre efficacement aux besoins des sans-abri	1 149 487	.....
Montant total brut des subventions	7 892 487	.....
<u>Contributions</u>		
<i>Marché du travail</i>		
Paiements aux provinces, territoires, municipalités, autres organismes publics, organisations, groupes, collectivités, employeurs et particuliers afin de pourvoir à la formation ou à l'expérience de travail, à la mobilisation des ressources communautaires et aux mesures de planification et d'adaptation des ressources humaines nécessaires au fonctionnement efficace du marché du travail canadien	55 920 000	.....
<i>Investissement social</i>		
Paiements aux organismes sans but lucratif pour mettre au point des activités d'éducation et de sensibilisation de portée nationale ou provinciale/territoriale/régionale afin de réduire l'incidence de la violence et de la fraude à l'égard des aînés	177 000	.....
Paiements aux provinces, aux territoires, aux municipalités, aux autres organismes publics, aux organisations, aux groupes, aux collectivités, aux employeurs et aux particuliers afin de pourvoir à la formation ou à l'expérience de travail ou des affaires, à la mobilisation des ressources communautaires et aux mesures de planification et d'adaptation des ressources humaines nécessaires au développement social des Canadiens et des autres participants à la vie canadienne.....	100 000	.....
	277 000	.....
<i>Logement et sans-abri</i>		
Contributions accordées à des organismes sans but lucratif, des particuliers, des administrations municipales, des conseils de bande ou de tribu et autres organisations autochtones, des établissements de santé publique et d'enseignement, des régies régionales, des entreprises à but lucratif, des organismes et instituts de recherche pour appuyer les activités visant à atténuer et à prévenir le problème des sans-abri au Canada et pour mener des recherches sur les sans-abri afin d'aider les collectivités à mieux comprendre et à répondre efficacement aux besoins des sans-abri.....	23 919 652	.....
Montant total brut des contributions	80 116 652	.....
Montant total brut des paiements de transfert	88 009 139	.....
<i>Moins : Fonds transférés à un autre crédit</i>	3 000 000	.....
Montant net des paiements de transfert	85 009 139	.....

RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

Société canadienne d'hypothèques et de logement

Explication du besoin (en milliers de dollars)

La Société canadienne d'hypothèques et de logement demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 15	Législatif	Total
Fonds pour maintenir et rehausser la qualité des logements abordables pour les Canadiens à faible revenu, y compris les aînés, les personnes handicapées, les victimes de violence familiale et les Autochtones.....	181 900	.....	181 900
Fonds visant à augmenter l'offre de logements abordables pour les ménages à faible revenu ou à revenu modeste (Initiative en matière de logement abordable).....	40 800	.....	40 800
Fonds pour l'amélioration des services de prévention et des refuges pour les victimes de violence familiale (Programme pour la prévention de la violence familiale) (<i>poste horizontal</i>).....	30	.....	30
Total des crédits à adopter	222 730	.....	222 730
Crédits législatifs			
Fonds pour aider les ménages à faible revenu à rendre leur domicile plus éconergétique (ÉnerGuide pour les ménages à faible revenu).....	.....	141	141
Présent budget supplémentaire des dépenses	222 730	141	222 871

Nota : Les chiffres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

RESSOURCES NATURELLES

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
Ministère				
1a	Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les recettes reçues pendant l'exercice par suite de la vente de produits d'information et de produits forestiers, et de la perception de frais pour les services de recherche, de consultation, d'évaluation, d'analyse et d'administration dans le cadre des activités du Ministère et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 6 650 272 \$ du crédit 10 (Ressources naturelles) et de 262 679 \$ du crédit 1 (Travaux publics et Services gouvernementaux) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2007-2008</i>			
	709 256 000	3 744 340	1	713 000 341
5a	Dépenses en capital – Pour autoriser le virement au présent crédit de 280 000 \$ du crédit 5 (Défense nationale) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2007-2008</i>			
	2 701 000	280 000	1	2 981 001
10a	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 895 000 \$ du crédit 1 (Ressources naturelles) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2007-2008</i>			
	328 090 000	(5 755 272)	1	322 334 729
(L)	Ministre des Ressources naturelles – Traitement et allocation pour automobile			
	74 522	.....	.....	74 522
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés			
	54 414 000	.....	.....	54 414 000
(L)	Contributions à l'appui des frais d'infrastructure se rapportant directement ou indirectement à la prospection, à la mise en valeur, à la production ou au transport de pétrole et de gaz dans la zone extracôtière de la Nouvelle-Écosse.....			
	1 935 000	.....	.....	1 935 000
(L)	Contribution à l'Office Canada-Terre-Neuve des hydrocarbures extracôtiers			
	5 000 000	.....	.....	5 000 000
(L)	Contribution à l'Office Canada-Nouvelle-Écosse des hydrocarbures extracôtiers			
	2 900 000	.....	.....	2 900 000
(L)	Paiements au compte des recettes extracôtiers de la Nouvelle-Écosse			
	450 000 000	.....	.....	450 000 000
(L)	Paiements au Fonds terre-neuvien des recettes provenant des ressources en hydrocarbures extracôtiers			
	590 750 000	.....	.....	590 750 000
(L)	Fonds renouvelable de Géomatique Canada.....			

	2 145 120 522	(1 730 932)	3	2 143 389 593
Énergie atomique du Canada limitée				
15a	Paiements à Énergie atomique du Canada limitée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital.....			
	103 749 000	.....	108 707 000	212 456 000
	103 749 000	.....	108 707 000	212 456 000

RESSOURCES NATURELLES

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
Commission canadienne de sûreté nucléaire				
20 Dépenses du Programme.....	84 553 000	.....	.....	84 553 000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	9 932 000	.....	.....	9 932 000
Total de l'organisme	94 485 000	.....	.....	94 485 000
Société de développement du Cap-Breton				
25 Paiements à la Société de développement du Cap-Breton pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	69 511 000	.....	.....	69 511 000
Total de l'organisme	69 511 000	.....	.....	69 511 000
Office national de l'énergie				
30a Dépenses du Programme.....	33 295 000	.....	8 371 130	41 666 130
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	4 834 000	.....	.....	4 834 000
Total de l'organisme	38 129 000	.....	8 371 130	46 500 130
Administration du pipe-line du Nord				
35 Dépenses du Programme.....	244 000	.....	.....	244 000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	22 000	.....	.....	22 000
Total de l'organisme	266 000	.....	.....	266 000
Total du portefeuille.....	2 451 260 522	(1 730 932)	117 078 133	2 566 607 723

RESSOURCES NATURELLES

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Ressources naturelles demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Crédit 10	Total
Fonds à l'appui du Programme de l'énergie propre.....	.....	.....	41 910	41 910
Fonds pour l'amélioration du rendement du système de réglementation utilisé dans le cas de grands projets de ressources naturelles qui doivent faire l'objet d'une étude exhaustive, d'un examen par un comité ou d'une évaluation intergouvernementale en vertu de la <i>Loi canadienne sur l'évaluation environnementale (poste horizontal)</i>	3 616	.....	.....	3 616
Fonds pour la réinstallation et le renouvellement du Laboratoire de la technologie des matériaux de CANMET.....	1 593	.....	.....	1 593
Fonds pour préparer la participation du Canada à l'Année polaire internationale 2007-2008, un programme international de recherche à grande échelle en Arctique et en Antarctique (<i>poste horizontal</i>).....	974	.....	.....	974
Financement d'activités essentielles afin de poursuivre la mise en œuvre de la <i>Loi sur la modernisation de la fonction publique (poste horizontal)</i>	607	.....	.....	607
Réinvestissement des frais demandés pour des services de délivrance de permis en matière d'explosifs, des cours de formation et des certifications liés à la <i>Loi sur les explosifs</i> et au <i>Règlement sur les explosifs</i>	323	.....	.....	323
Fonds pour respecter les obligations énoncées dans l'Accord sur les revendications territoriales des Inuits du Nunavik (<i>poste horizontal</i>).....	250	.....	.....	250
Fonds à l'appui de la <i>Loi fédérale sur la responsabilité</i> en vue de l'évaluation quinquennale de tous les programmes courants de subventions et de contributions (<i>poste horizontal</i>).....	181	.....	.....	181
Fonds destinés à l'évaluation, à la gestion et à l'assainissement des sites fédéraux contaminés (<i>poste horizontal</i>).....	128	.....	.....	128
Montant brut des crédits à adopter	7 672	.....	41 910	49 582
Fonds disponibles				
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	4 072	.....	41 910	45 982
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à partir d'un autre crédit.....	3 600	.....	.....	3 600
Total des fonds disponibles	7 672	.....	41 910	49 582
Total des crédits à adopter	.....	.....	.....	.....
Transferts				
Transfert de la Défense nationale – Pour des initiatives liées à la sécurité publique (<i>poste horizontal</i>).....	.....	280	.....	280
Transfert de Travaux publics et Services gouvernementaux – Pour le remboursement lié aux besoins de locaux.....	263	.....	.....	263
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour le Programme de l'énergie propre.....	(1 895)	.....	1 895	.....
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour les mesures prises par le gouvernement fédéral afin d'atténuer l'infestation par le dendroctone du pin ponderosa en Colombie-Britannique.....	3 050	.....	(3 050)	.....
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour réduire le nombre de nouveaux crédits requis en raison d'un rajustement technique.....	3 600	.....	(3 600)	.....
Transfert à l'Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada – Pour soutenir la Collectivité nationale des gestionnaires.....	(41)	.....	.....	(41)
Transfert à Affaires étrangères et Commerce international – Pour fournir un soutien au personnel du ministère travaillant dans des missions à l'étranger.....	(83)	.....	.....	(83)

RESSOURCES NATURELLES

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Transferts	Crédit 1	Crédit 5	Crédit 10	Total
Transfert à Environnement – Pour appuyer la restauration écologique du parc Pleasant Point à Halifax (Nouvelle-Écosse)	(500)	.....	.....	(500)
Transfert au Conseil national de recherches du Canada – Pour la mise à jour du document Code modèle national de l'énergie pour les bâtiments - Canada	(650)	.....	.....	(650)
Transfert à Environnement – Pour la restauration du Parc Stanley, un lieu historique national à Vancouver (Colombie-Britannique).....	.....	.....	(1 000)	(1 000)
Total des transferts	3 744	280	(5 755)	(1 731)
Présent budget supplémentaire des dépenses	3 744	280	(5 755)	(1 731)

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 1 : Des fonds autorisés totalisant 7 671 772 \$ sont disponibles : 4 071 500 \$ à même le crédit en raison du réaligement des ressources entre les autres coûts de fonctionnement et ceux liés au personnel et 3 600 272 \$ du crédit 10 en raison de la réaffectation des fonds pour atténuer l'infestation par le dendroctone du pin ponderosa

Crédit 10 : Des fonds autorisés de 41 910 000 \$ sont disponibles à même le crédit en raison des rajustements techniques à la suite du changement apporté à la subvention intitulée « Subventions à l'appui des rénovations écoénergétiques des habitations » qui se nomme maintenant « Subventions à l'appui du programme écoÉNERGIE Rénovation-habitation » (37 500 000 \$) et à la réaffectation des fonds pour atténuer l'infestation par le dendroctone du pin ponderosa (4 410 000 \$)

Paiements de transfert (dollars)

	Crédit	Législatif
Subventions		
<i>Énergie</i>		
Subventions à l'appui du programme écoÉNERGIE Rénovation - habitation	37 500 000	.....
Montant total brut des subventions	37 500 000	.....
Contributions		
<i>Énergie</i>		
écoÉNERGIE pour l'électricité renouvelable	6 305 000	.....
Montant total brut des contributions	6 305 000	.....
Montant total brut des paiements de transfert	43 805 000	.....
<i>Moins : Fonds disponibles à même le crédit</i>	<i>45 510 272</i>	<i>.....</i>
<i>Moins : Fonds transférés à un autre crédit</i>	<i>4 050 000</i>	<i>.....</i>
Montant net des paiements de transfert	(5 755 272)	.....

Nota : Les chiffres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

RESSOURCES NATURELLES

Énergie atomique du Canada limitée

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Énergie atomique du Canada limitée demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 15
Financement pour le fonds de roulement (25 600 \$) et pour rencontrer les exigences en matière de réglementation, de santé, de sécurité et d'environnement (45 607 \$) aux Laboratoires de Chalk River en Ontario.....	71 207
Financement pour la mise au point du réacteur CANDU avancé.....	37 500
Présent budget supplémentaire des dépenses	108 707

Nota : Les chiffres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

Office national de l'énergie

Explication du besoin (en milliers de dollars)

L'Office national de l'énergie demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 30
Fonds pour faire face aux demandes actuelles et aux augmentations prévues de la charge de travail en matière de réglementation en raison de la croissance de l'industrie	8 371

Nota : Les chiffres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

SANTÉ

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits		
Ministère					
1a	Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation d'affecter les recettes pour compenser les dépenses engagées au cours de l'exercice pour la prestation de services ou la vente de produits se rattachant à la protection de la santé, aux activités de réglementation et aux services médicaux et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 3 909 000 \$ du crédit 5 (Santé) et de 825 000 \$ du crédit 5 (Défense nationale) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2007-2008</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	1 690 950 979	2 752 195	93 326 398	1 787 029 572
5a	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 200 000 \$ du crédit 1 (Santé) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2007-2008</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	1 225 859 499	(4 488 387)	98 331 227	1 319 702 339
(L)	Ministre de la Santé – Traitement et allocation pour automobile	74 522	.....	.....	74 522
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	111 378 000	.....	.....	111 378 000
(L)	Paievements aux provinces relativement aux engagements de conformité volontaires, un mécanisme utilisé par le Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés pour récupérer les revenus excessifs provenant de la vente de médicaments brevetés .....	.....	.....	9 328 033	9 328 033
	Total du Ministère	3 028 263 000	(1 736 192)	200 985 658	3 227 512 466
Agence canadienne de contrôle de la procréation assistée					
10	Dépenses du Programme	12 834 000	.....	.....	12 834 000
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	642 000	.....	.....	642 000
	Total de l'organisme	13 476 000	.....	.....	13 476 000
Instituts de recherche en santé du Canada					
15a	Dépenses de fonctionnement	42 439 000	(68 750)	469 075	42 839 325
20a	Subventions inscrites au Budget des dépenses – Pour autoriser le virement au présent crédit de 200 000 \$ du crédit 1 (Santé), de 291 000 \$ du crédit 5 (Santé), de 499 999 \$ du crédit 40 (Santé) et de 52 591 \$ du crédit 5 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2007-2008</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	822 476 000	612 340	46 718 211	869 806 551
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	4 606 000	.....	.....	4 606 000
	Total de l'organisme	869 521 000	543 590	47 187 286	917 251 876

SANTÉ

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits		
Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses					
25	Dépenses du Programme.....	3 024 000	.....	.....	3 024 000
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	482 000	.....	.....	482 000
	Total de l'organisme	3 506 000	.....	.....	3 506 000
Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés					
30	Dépenses du Programme.....	10 584 000	.....	.....	10 584 000
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	891 000	.....	.....	891 000
	Total de l'organisme	11 475 000	.....	.....	11 475 000
Agence de la santé publique du Canada					
35a	Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 622 800 \$ du crédit 1 (Santé), de 432 000 \$ du crédit 5 (Défense nationale) et de 50 000 \$ du crédit 45 (Sécurité publique et Protection civile) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2007-2008</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	438 390 000	(8 598 400)	9 708 944	439 500 544
40a	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 55 000 \$ du crédit 1 (Santé) et de 6 618 200 \$ du crédit 35 (Santé) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2007-2008</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	189 271 000	6 073 201	5 210 000	200 554 201
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	30 681 000	.....	.....	30 681 000
	Total de l'organisme	658 342 000	(2 525 199)	14 918 944	670 735 745
	Total du portefeuille.....	4 584 583 000	(3 717 801)	263 091 888	4 843 957 087

SANTÉ

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Santé demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Total
Fonds pour administrer des programmes de prestation de services de santé aux Premières nations et aux Inuits	47 046	27 428	74 474
Fonds pour appuyer l'initiative d'information sur la santé de l'Institut canadien d'information sur la santé	1 783	54 786	56 569
Fonds pour pallier les tensions liées à la charge de travail et les pressions liées aux coûts du Programme des produits de santé naturels et du Programme de santé des fonctionnaires fédéraux	22 513	.....	22 513
Fonds pour la mise en œuvre des plans de prévention et de traitement de la Stratégie nationale antidrogue qui sont axés sur des initiatives en matière d'éducation, de commercialisation et de traitement (<i>poste horizontal</i>)	4 612	5 867	10 479
Fonds pour le Programme de soutien en santé pour la résolution des questions des pensionnats indiens .....	.....	7 500	7 500
Fonds pour l'évaluation des risques et la recherche ciblée dans le domaine de l'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB)	5 403	.....	5 403
Fonds consacrés aux programmes de publicité gouvernementale (<i>poste horizontal</i>)	5 100	.....	5 100
Fonds pour la mise en œuvre de mesures de lutte antiparasitaire aux fins de l'évaluation et de l'homologation de pesticides à faible risque et pour accroître le recours à des évaluations des risques fondées sur des éléments probants (<i>poste horizontal</i>)	3 383	.....	3 383
Fonds à l'appui de la mise en œuvre d'un projet pilote de garantie relative au temps d'attente pour les patients	152	2 453	2 605
Fonds pour accroître les activités d'application de la loi dans le cadre de la Stratégie nationale antidrogue visant à réduire la disponibilité et la demande en drogues illicites (<i>poste horizontal</i>)	1 648	.....	1 648
Fonds pour la réalisation de projets liés au développement et à l'application de la biotechnologie (Stratégie canadienne en matière de biotechnologie) (<i>poste horizontal</i>)	650	.....	650
Fonds destinés à l'évaluation, à la gestion et à l'assainissement des sites fédéraux contaminés (<i>poste horizontal</i>)	310	298	608
Fonds pour le projet d'assainissement des étangs de goudron à Sydney et des sites des fours à coke situés dans le bassin hydrologique du Ruisseau Muggah	443	.....	443
Fonds à l'appui de la <i>Loi fédérale sur la responsabilité</i> en vue de l'évaluation quinquennale de tous les programmes courants de subventions et de contributions (<i>poste horizontal</i>)	363	.....	363
Financement d'activités essentielles afin de poursuivre la mise en œuvre de la <i>Loi sur la modernisation de la fonction publique</i> (<i>poste horizontal</i>)	358	.....	358
Fonds pour l'organisation et la tenue du XII ^e Sommet de la Francophonie à Québec en 2008 (<i>poste horizontal</i>)	182	.....	182
Fonds pour la mise en œuvre du plan d'action visant à renforcer le système de réglementation du Canada et à mettre sur pied un centre d'expertise en réglementation au sein du Secrétariat du Conseil du Trésor (<i>poste horizontal</i>)	119	.....	119
Fonds pour préparer la participation du Canada à l'Année polaire internationale 2007-2008, un programme international de recherche à grande échelle en Arctique et en Antarctique (<i>poste horizontal</i>)	47	.....	47
Montant brut des crédits à adopter	94 112	98 332	192 444
Fonds disponibles			
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit	785	.....	785
Total des crédits à adopter	93 327	98 332	191 659
Crédits législatifs			
Paiements aux provinces relativement aux engagements de conformité volontaires, un mécanisme utilisé par le Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés pour récupérer les revenus excessifs provenant de la vente de médicaments brevetés			9 328
Total des rajustements des crédits			200 987

SANTÉ

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Transferts	Crédit 1	Crédit 5	Total
Transfert de la Défense nationale – Pour des initiatives liées à la sécurité publique (<i>poste horizontal</i>).....	825	.....	825
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour la mise au point d'un vaccin contre le VIH sûr, efficace et accessible partout dans le monde.....	(200)	200	.....
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour régler les produits de santé naturels et pour émettre de façon plus efficace des permis de production et des licences d'utilisation sur site.....	509	(509)	.....
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour améliorer la gestion des documents et les procédures liés à la responsabilité, à l'évaluation et au règlement de litige dans le cadre du Programme de la lutte au tabagisme.....	3 400	(3 400)	.....
Transfert à Affaires étrangères et Commerce international – Pour le financement des contributions représentant la participation du Canada à la Convention de Rotterdam sur la procédure de consentement préalable en connaissance de cause applicable à certains produits chimiques et pesticides dangereux qui font l'objet d'un commerce international et à la Convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants.....	(42)	.....	(42)
Transfert au Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie – Pour préparer la participation du Canada à l'Année polaire internationale 2007-2008, un programme international de recherche à grande échelle en Arctique et en Antarctique (<i>poste horizontal</i>).....	(47)	.....	(47)
Transfert à l'Agence de la santé publique du Canada – Pour appuyer l'étude Les maux qui affligent nos infirmières de la Fondation canadienne de la recherche sur les services de santé.....	(55)	.....	(55)
Transfert aux Instituts de recherche en santé du Canada – Pour financer des services de santé et la recherche relative à la santé de la population portant sur la surveillance du diabète.....	(200)	.....	(200)
Transfert à Affaires étrangères et Commerce international – Pour fournir un soutien au personnel du ministère travaillant dans des missions à l'étranger.....	(268)	.....	(268)
Transfert aux Instituts de recherche en santé du Canada - Pour fournir le financement et l'appui à des subventions et des prix par l'entremise du concours ouvert de subventions.....	.....	(291)	(291)
Transfert à Affaires indiennes et du Nord canadien – Pour des modifications aux accords financiers de transfert de l'autonomie gouvernementale avec 10 Premières nations du Yukon.....	.....	(488)	(488)
Transfert à Justice – Pour la mise en œuvre des plans de prévention et de traitement de la Stratégie nationale antidrogue qui sont axés sur des initiatives en matière d'éducation, de commercialisation et de traitement (<i>poste horizontal</i>).....	(548)	.....	(548)
Transfert à l'Agence de la santé publique du Canada – Pour un rajustement de l'affectation des ressources à la suite du transfert des responsabilités à l'égard de la Direction générale de la santé de la population et de la santé publique.....	(623)	.....	(623)
Total des transferts	2 751	(4 488)	(1 737)
Présent budget supplémentaire des dépenses	96 078	93 844	199 250

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 1 : Des fonds autorisés totalisant 785 358 \$ sont disponibles à même le crédit en raison du réaligement des ressources entre les autres coûts de fonctionnement et ceux liés au personnel.

Nota : Les chiffres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

SANTÉ
Ministère

<u>Paiements de transfert (dollars)</u>	<u>Crédit</u>	<u>Législatif</u>
Subventions		
<i>Politique, planification et information en matière de santé</i>		
Subventions à des organismes internationaux sans but lucratif admissibles pour soutenir des projets ou programmes sur la santé.....	200 000	.....
Paiements aux provinces relativement aux engagements de conformité volontaires, un mécanisme utilisé par le Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés pour récupérer les revenus excessifs provenant de la vente de médicaments brevetés .....	.....	9 328 033
Subvention à l'Institut canadien d'information sur la santé.....	54 785 646	.....
Montant total brut des subventions	54 985 646	9 328 033
Contributions		
<i>Politique, planification et information en matière de santé</i>		
Programme de contributions dans le cadre des politiques et des stratégies en matière de soins de santé.....	2 452 500	.....
<i>Santé environnementale et sécurité des consommateurs</i>		
Paiements aux provinces et aux territoires pour aider à assurer aux Canadiens l'accès à des programmes et services efficaces de réadaptation en matière d'alcoolisme et de toxicomanie	3 914 143	.....
<i>Santé des Premières nations et des Inuits</i>		
Contributions pour la gouvernance en santé et le soutien à l'infrastructure des Premières nations et des Inuits.....	12 320 000	.....
Contributions aux programmes communautaires des Premières nations et des Inuits.....	1 952 765	.....
Contributions au Programme des établissements de santé et d'immobilisations des Premières nations et des Inuits	6 407 773	.....
Contributions aux prestations en soins de santé des Premières nations et des Inuits.....	8 700 000	.....
Contributions à la protection de la santé des Premières nations et des Inuits	298 400	.....
Contributions pour le Programme de soutien en santé pour la résolution des questions des pensionnats indiens	7 500 000	.....
	37 178 938	.....
Montant total brut des contributions	43 545 581	.....
Montant total brut des paiements de transfert	98 531 227	9 328 033
<i>Moins : Fonds transférés à un autre crédit</i>	4 688 387	.....
Montant net des paiements de transfert	93 842 840	9 328 033

SANTÉ

Instituts de recherche en santé du Canada

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Les Instituts de recherche en santé du Canada demandent des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 15	Crédit 20	Total
Fonds consacrés à la recherche en santé afin d'améliorer la santé des Canadiens, d'obtenir de meilleurs produits et services de santé et d'améliorer le système de santé canadien	97	42 880	42 977
Fonds pour préparer la participation du Canada à l'Année polaire internationale 2007-2008, un programme international de recherche à grande échelle en Arctique et en Antarctique (<i>poste horizontal</i>) .....	.....	3 838	3 838
Fonds à l'appui de la <i>Loi fédérale sur la responsabilité</i> en vue de l'évaluation quinquennale de tous les programmes courants de subventions et de contributions (<i>poste horizontal</i>)	272	.....	272
Fonds pour la mise en œuvre des plans de prévention et de traitement de la Stratégie nationale antidrogue qui sont axés sur des initiatives en matière d'éducation, de commercialisation et de traitement (<i>poste horizontal</i>)	100	.....	100
Total des crédits à adopter	469	46 718	47 187
Transferts			
Transfert de l'Agence de la santé publique du Canada – Pour financer la recherche sur la grippe afin de renforcer la capacité du Canada de faire face à une pandémie de grippe .....	.....	350	350
Transfert de Santé (200 000 \$) et de l'Agence de santé publique du Canada (150 000 \$) – Pour financer des services de santé et des recherches sur la santé de la population portant sur la surveillance du diabète .....	.....	350	350
Transfert de Santé – Pour le financement et le soutien aux subventions et aux bourses offertes par l'entremise du concours de subventions ouvert .....	.....	291	291
Transfert de Patrimoine canadien – Pour soutenir le Programme de recherche stratégique de Sport Canada visant à renforcer la capacité du Canada à mener des recherches relatives à l'activité physique et à la participation à des activités sportives .....	.....	53	53
Transfert au Centre de recherches pour le développement international – Pour soutenir le Programme de partenariat Teasdale-Corti, une initiative de recherche en santé mondiale afin de favoriser la création de partenariats internationaux à l'appui de la recherche et des interventions en santé	(69)	(431)	(500)
Total des transferts	(69)	613	544
Présent budget supplémentaire des dépenses	400	47 331	47 731

Paiements de transfert (dollars)

	Crédit	Législatif
Subventions		
<i>Financer la recherche en santé</i>		
Subventions aux projets de recherche et au soutien du personnel	38 090 801	.....
<i>Financer les chercheurs en santé et les stagiaires</i>		
Bourses d'études supérieures du Canada	5 880 000	.....
Subventions aux projets de recherche et au soutien du personnel	291 000	.....
	6 171 000	.....
<i>Financer les ressources en recherche, les collaborations et les autres subventions pour renforcer le milieu de la recherche en santé</i>		
Subventions aux projets de recherche et au soutien du personnel	(431 250)	.....
<i>Appuyer les activités sur l'application, l'échange et l'utilisation des connaissances et des stratégies pour renforcer le système de santé</i>		
Subventions aux projets de recherche et au soutien du personnel	1 000 000	.....
<i>Appuyer les efforts nationaux pour capturer la valeur économique pour le Canada de l'avancement de la recherche produite dans des institutions canadiennes</i>		
Subventions aux projets de recherche et au soutien du personnel	2 500 000	.....
Total des paiements de transfert	47 330 551	.....

Nota : Les chiffres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

SANTÉ

Agence de la santé publique du Canada

Explication du besoin (en milliers de dollars)

L'Agence de la santé publique du Canada demande des fonds pour les postes suivants

:

Crédits à adopter	Crédit 35	Crédit 40	Total
Fonds pour le renouvellement du Programme de prévention, de soutien et de recherche pour l'hépatite C.....	6 456	3 210	9 666
Fonds consacrés aux programmes de publicité gouvernementale (<i>poste horizontal</i>).....	2 200	.....	2 200
Fonds à la Fondation canadienne MedicAlert afin d'appuyer le programme « Aucun enfant oublié » .....	.....	2 000	2 000
Fonds supplémentaires pour des subventions à des personnes et à des organismes visant à soutenir l'infrastructure de santé publique .....	.....	1 525	1 525
Fonds pour des évaluations des risques et des recherches ciblées dans le domaine de l'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB).....	778	.....	778
Fonds pour préparer la participation du Canada à l'Année polaire internationale 2007-2008, un programme international de recherche à grande échelle en Arctique et en Antarctique (<i>poste horizontal</i>)	350	.....	350
Fonds à l'appui de la <i>Loi fédérale sur la responsabilité</i> en vue de l'évaluation quinquennale de tous les programmes courants de subventions et de contributions (<i>poste horizontal</i>).....	181	.....	181
Montant brut des crédits à adopter	9 965	6 735	16 700
Fonds disponibles			
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	256	1 525	1 781
Total des crédits à adopter	9 709	5 210	14 919
Transferts			
Transfert de Santé – Pour un rajustement de l'affectation des ressources à la suite du transfert des responsabilités à l'égard de la Direction générale de la santé de la population et de la santé publique.....	623	.....	623
Transfert de la Défense nationale – Pour des initiatives liées à la sécurité publique (<i>poste horizontal</i>).....	432	.....	432
Transfert de Santé – Pour appuyer l'étude de la Fondation canadienne de la recherche sur les services de santé sur les soins infirmiers communautaires.....	.....	55	55
Transfert de la Gendarmerie royale du Canada – Pour la planification initiale des services de police et de la sécurité des Jeux olympiques d'hiver et paralympiques de 2010.....	50	.....	50
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour financer diverses initiatives régionales du programme de l'ensemble des troubles causés par l'alcoolisation foetale	(174)	174	.....
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour financer des études dirigées à augmenter les niveaux d'activités physiques au Canada	(575)	575	.....
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour verser une subvention au Consortium international sur les thérapies antivirales afin de favoriser la recherche sur la lutte contre les pandémies et le stockage d'antiviraux.....	(1 000)	1 000	.....
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour financer des projets de communication publique et de stratégie de média au sein de Participation.....	(1 600)	1 600	.....
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour la mise au point d'un vaccin contre le VIH sûr, efficace et accessible partout dans le monde	(3 269)	3 269	.....
Transfert à Citoyenneté et Immigration – Pour soutenir les Centres d'excellence afin de favoriser et de financer les recherches stratégiques portant sur l'immigration, l'intégration et la diversité (projet Métropolis).....	(85)	.....	(85)
Transfert aux Ressources humaines et Développement des compétences – Pour appuyer l'élaboration de l'Atlas mondial des ressources en déficience intellectuelle.....	.....	(100)	(100)
Transfert aux Instituts de recherche en santé du Canada – Pour financer des services de santé et des recherches sur la santé de la population touchant la surveillance du diabète.....	.....	(150)	(150)

SANTÉ

Agence de la santé publique du Canada

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Transferts	Crédit 35	Crédit 40	Total
Transfert aux Instituts de recherche en santé du Canada – Pour financer la recherche sur la grippe afin de renforcer la capacité du Canada de faire face à une pandémie de grippe .....	.....	(350)	(350)
Transfert à Diversification de l'économie de l'Ouest canadien – Pour la conception et la construction de l'installation de confinement, de niveau de biosécurité 3, de l'International Vaccine Centre (InterVac) de Saskatoon.....	(3 000)	.....	(3 000)
Total des transferts	(8 598)	6 073	(2 525)
Présent budget supplémentaire des dépenses	1 111	11 283	12 394

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 35 : Des fonds autorisés totalisant 256 476 \$ sont disponibles à même le crédit en raison du réaligement des ressources entre les autres coûts de fonctionnement et ceux liés au personnel.

Crédit 40 : Des fonds autorisés totalisant 1 525 000 \$ sont disponibles à même le crédit en raison de la diminution des besoins pour la subvention nommée « Subventions à des personnes et à des organismes pour entreprendre des projets de promotion de la santé dans les domaines de la santé communautaire, de la création de ressources, de la formation et du perfectionnement des connaissances et de la recherche ».

Paiements de transfert (dollars)

	Crédit	Législatif
Subventions		
<i>Promotion de la santé</i>		
Subvention à la Fondation canadienne MedicAlert.....	2 000 000	.....
<i>Prévention et contrôle des maladies</i>		
Subventions à des personnes et à des organismes pour entreprendre des projets de promotion de la santé dans les domaines de la santé communautaire, de la création de ressources, de la formation et du perfectionnement des connaissances et de la recherche	1 355 000	.....
Subventions à des personnes et à des organisations visant à soutenir l'infrastructure de santé publique.....	2 525 000	.....
Montant total des subventions	5 880 000	.....
Contributions		
<i>Promotion de la santé</i>		
Contributions à des personnes et à des organismes pour appuyer des projets de promotion de la santé dans les domaines de la santé communautaire, de la création de ressources, de la formation et du perfectionnement des connaissances et de la recherche.....	2 099 201	.....
<i>Prévention et contrôle des maladies</i>		
Contributions à des personnes et à des organismes pour appuyer des projets de promotion de la santé dans les domaines de la santé communautaire, de la création de ressources, de la formation et du perfectionnement des connaissances et de la recherche.....	1 505 000	.....
Contributions à l'Initiative fédérale sur le VIH/sida	3 269 000	.....
Montant total des contributions	6 928 201	.....
Montant total brut des paiements de transfert	12 808 201	.....
<i>Moins : Fonds disponibles à même le crédit</i>	<i>1 525 000</i>	<i>.....</i>
Montant net des paiements de transfert	11 283 201	.....

Nota : Les chiffres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
Ministère				
1a	Dépenses de fonctionnement et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 3 582 651 \$ du crédit 45 (Sécurité publique et Protection civile) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2007-2008</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de			
	115 432 000	(163 634)	28 352 929	143 621 295
5a	Subventions inscrites au Budget des dépenses			
	301 315 144	(31 200 000)	1	270 115 145
(L)	Ministre de la Sécurité publique – Traitement et allocation pour automobile			
	74 522	.....	.....	74 522
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés			
	11 228 000	.....	.....	11 228 000
	428 049 666	(31 363 634)	28 352 930	425 038 962
Agence des services frontaliers du Canada				
10a	Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 5 000 \$ du crédit 1 (Transports) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2007-2008</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de			
	1 393 668 717	(7 860 052)	11 758 436	1 397 567 101
15a	Dépenses en capital – Pour autoriser le virement au présent crédit de 7 000 000 \$ du crédit 10 (Sécurité publique et Protection civile) et de 15 000 000 \$ du crédit 55 (Transports) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2007-2008</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de			
	74 348 440	22 000 000	479 000	96 827 440
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés			
	145 217 000	.....	.....	145 217 000
	1 613 234 157	14 139 948	12 237 436	1 639 611 541
Service canadien du renseignement de sécurité				
20a	Dépenses du Programme – Pour autoriser le virement au présent crédit de 180 500 \$ du crédit 1 (Sécurité publique et Protection civile) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2007-2008</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de			
	311 041 000	(1 529 900)	33 653 181	343 164 281
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés			
	35 434 000	.....	.....	35 434 000
	346 475 000	(1 529 900)	33 653 181	378 598 281

Nota : La rubrique « Autorisations à ce jour » de l'Agence des services frontaliers du Canada comprend un montant de 151 339 717 \$ (dépenses nettes de 2006-2007 du ministère de la Justice de 434 904 \$) du crédit 10 et un montant de 21 529 440 \$ du crédit 15 qui ont été votés en 2006-2007 et qui seront dépensés en 2007-2008.

SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits		
Service correctionnel					
25a	Service pénitentiaire et Service national des libérations conditionnelles – Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 2 600 000 \$ du crédit 35 (Sécurité publique et Protection civile), de 260 000 \$ du crédit 1 (Sécurité publique et Protection civile) et de 100 000 \$ du crédit 1 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2007-2008</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	1 529 520 000	(2 177 539)	50 938 702	1 578 281 163
30a	Service pénitentiaire et Service national des libérations conditionnelles – Dépenses en capital – Pour autoriser le virement au présent crédit de 5 000 000 \$ du crédit 25 (Sécurité publique et Protection civile) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2007-2008</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	153 700 000	5 000 000	50 247 800	208 947 800
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	186 813 000	.....	.....	186 813 000
(L)	Fonds renouvelable CORCAN .....	.....	.....	.....	.....
	Total de l'organisme	1 870 033 000	2 822 461	101 186 502	1 974 041 963
Commission nationale des libérations conditionnelles					
35a	Dépenses du Programme – Pour autoriser le virement au présent crédit de 272 200 \$ du crédit 1 (Sécurité publique et Protection civile) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2007-2008</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	37 884 000	(2 327 800)	2 628 300	38 184 500
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	5 315 000	.....	.....	5 315 000
	Total de l'organisme	43 199 000	(2 327 800)	2 628 300	43 499 500
Bureau de l'enquêteur correctionnel					
40a	Dépenses du Programme	2 773 000	.....	240 965	3 013 965
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	359 000	.....	.....	359 000
	Total de l'organisme	3 132 000	.....	240 965	3 372 965
Gendarmerie royale du Canada					
45a	Application de la loi – Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 500 000 \$ du crédit 1 (Sécurité publique et Protection civile), de 31 200 000 \$ du crédit 5 (Sécurité publique et Protection civile) et de 187 571 \$ du crédit 5 (Défense nationale) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2007-2008</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	1 626 438 000	28 395 000	153 186 677	1 808 019 677
50a	Application de la loi – Dépenses en capital	264 729 000	.....	76 222 492	340 951 492

SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
55a Application de la loi – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 740 920 \$ du crédit 45 (Sécurité publique et Protection civile) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2007-2008</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	70 545 880	740 920	1 400 000	72 686 800
(L) Pensions aux termes de la <i>Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada</i>	23 000 000	.....	.....	23 000 000
(L) Pensions et autres prestations des employés – Membres de la GRC.....	323 891 000	.....	.....	323 891 000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	59 817 000	.....	.....	59 817 000
Total de l'organisme	2 368 420 880	29 135 920	230 809 169	2 628 365 969
Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada				
60a Dépenses du Programme.....	1 044 000	.....	360 440	1 404 440
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	148 000	.....	.....	148 000
Total de l'organisme	1 192 000	.....	360 440	1 552 440
Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada				
65a Dépenses du Programme.....	5 051 000	.....	1 650 267	6 701 267
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	571 000	.....	.....	571 000
Total de l'organisme	5 622 000	.....	1 650 267	7 272 267
Total du portefeuille.....	6 679 357 703	10 876 995	411 119 190	7 101 353 888

SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Sécurité publique et Protection civile demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Total
Initiatives liées à la sécurité publique (<i>poste horizontal</i>).....	23 010	.....	23 010
Fonds consacrés aux programmes de publicité gouvernementale (<i>poste horizontal</i>).....	3 000	.....	3 000
Fonds pour accroître la connectabilité au Système national intégré d'information interorganismes.....	1 124	.....	1 124
Fonds aux partenaires provinciaux pour le Système national de repérage afin de repérer et de surveiller les délinquants violents à risque élevé qui mettent en péril la sécurité publique.....	.....	500	500
Financement d'activités essentielles afin de poursuivre la mise en œuvre de la <i>Loi sur la modernisation de la fonction publique</i> (<i>poste horizontal</i>).....	411	.....	411
Enquête interne sur les actions des responsables canadiens relativement à Abdullah Almalki, Ahmad Abou-Elmaati et Muayyed Nureddin et ressources nécessaires pour permettre aux ministères de mener l'enquête (<i>poste horizontal</i>).....	253	.....	253
Fonds à l'appui de la <i>Loi fédérale sur la responsabilité</i> en vue de l'évaluation quinquennale de tous les programmes courants de subventions et de contributions (<i>poste horizontal</i>).....	181	.....	181
Fonds pour accroître les activités d'application de la loi dans le cadre de la Stratégie nationale antidrogue visant à réduire la disponibilité et la demande en drogues illicites (<i>poste horizontal</i>).....	168	.....	168
Fonds pour la mise sur pied d'équipes intégrées de la police de la contrefaçon dans le cadre de la Stratégie nationale de répression de la contrefaçon (<i>poste horizontal</i>)...	112	.....	112
Commission d'enquête relative aux mesures d'investigation prises à la suite de l'attentat à la bombe perpétré contre le vol 182 d'Air India et ressources nécessaires pour permettre aux ministères de mener l'enquête (<i>poste horizontal</i>) ...	94	.....	94
Montant brut des crédits à adopter	28 353	500	28 853
Fonds disponibles			
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	.....	500	500
Total des crédits à adopter	28 353	.....	28 353
Transferts			
Transfert de la Gendarmerie royale du Canada – Pour le coût de l'enquête indépendante afférente aux plans de retraite et d'assurances de la Gendarmerie royale du Canada.....	1 883	.....	1 883
Transfert de la Gendarmerie royale du Canada – Pour le groupe de travail établi afin de donner des conseils sur le renforcement de la responsabilisation et de la gouvernance de la Gendarmerie royale du Canada.....	1 500	.....	1 500
Transfert de la Gendarmerie royale du Canada – Pour la planification initiale liée au service de police et à la sécurité des Jeux olympiques d'hiver et paralympiques de 2010.....	200	.....	200
Transfert à l'Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada – Pour soutenir la Collectivité nationale des gestionnaires.....	(7)	.....	(7)
Transfert à la Gendarmerie royale du Canada – Pour la participation de la jeunesse Autochtone à un programme de formation visant à inciter des carrières dans les services d'application de la loi.....	.....	(200)	(200)
Transfert aux Affaires étrangères et Commerce international – Pour fournir un soutien au personnel du ministère dans les missions à l'étranger.....	(252)	.....	(252)
Transfert à Service correctionnel – Pour la stratégie sur l'éducation du public et l'engagement des citoyens.....	(260)	.....	(260)
Transfert à Pêches et Océans (425 \$), à Affaires étrangères et Commerce international (156 \$), à la Commission nationale des libérations conditionnelles (272 \$) et au Service canadien du renseignement de sécurité (181 \$) – Pour accroître la connectabilité au Système national intégré d'information interorganismes.....	(1 034)	.....	(1 034)

SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Transferts	Crédit 1	Crédit 5	Total
Transfert à Industrie (694 \$) et à la Gendarmerie royale du Canada (1 500 \$) – Pour des initiatives liées à la sécurité publique (<i>poste horizontal</i>)	(2 194)	.....	(2 194)
Transfert à la Gendarmerie royale du Canada – Pour les Services de police communautaire des Premières nations.....	.....	(31 000)	(31 000)
Total des transferts	(164)	(31 200)	(31 364)
Présent budget supplémentaire des dépenses	28 189	(31 200)	(3 011)

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 5 : Des fonds autorisés de 500 000 \$ sont disponibles à même le crédit en raison de la réaffectation des ressources afin de financer la subvention pour le Système national de repérage.

Paiements de transfert (dollars)	Crédit	Législatif
Subventions		
<i>Sécurité de la population et partenariats</i>		
Système national de repérage	500 000	.....
Montant total brut des paiements de transfert	500 000	.....
<i>Moins : Fonds disponibles à même le crédit</i>	<i>500 000</i>	<i>.....</i>
<i>Moins : Fonds transférés à un autre crédit</i>	<i>31 200 000</i>	<i>.....</i>
Montant net des paiements de transfert	(31 200 000)	.....

Nota : Les chiffres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE

Agence des services frontaliers du Canada

Explication du besoin (en milliers de dollars)

L'Agence des services frontaliers du Canada demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 10	Crédit 15	Total
Fonds pour des activités de contrôle et de lutte contre la fraude afin d'appuyer le programme de la catégorie de l'expérience canadienne et le Programme des travailleurs étrangers temporaires en ce qui a trait au système d'immigration du Canada	5 761	114	5 875
Fonds à l'appui des initiatives liées à la tenue des Jeux olympiques et paralympiques d'hiver de 2010 à Vancouver et Whistler en Colombie-Britannique	1 941	.....	1 941
Fonds consacrés aux programmes de publicité gouvernementale (<i>poste horizontal</i>).....	1 500	.....	1 500
Fonds pour accroître les activités d'application de la loi dans le cadre de la Stratégie nationale antidrogue visant à réduire la disponibilité et la demande en drogues illicites (<i>poste horizontal</i>)	899	365	1 264
Fonds pour l'évacuation des citoyens canadiens du Liban.....	429	.....	429
Réinvestissement des redevances de la propriété intellectuelle.....	390	.....	390
Enquête interne sur les actions des responsables canadiens relativement à Abdullah Almalki, Ahmad Abou-Elmaati et Muayyed Nureddin et ressources nécessaires pour permettre aux ministères de mener l'enquête (<i>poste horizontal</i>) ...	339	.....	339
Financement d'activités essentielles afin de poursuivre la mise en œuvre de la <i>Loi sur la modernisation de la fonction publique</i> (<i>poste horizontal</i>).....	309	.....	309
Fonds destinés à l'évaluation, à la gestion et à l'assainissement des sites fédéraux contaminés (<i>poste horizontal</i>).....	130	.....	130
Fonds pour la mise en œuvre du plan d'action visant à renforcer le système de réglementation du Canada et à mettre sur pied un centre d'expertise en réglementation au sein du Secrétariat du Conseil du Trésor (<i>poste horizontal</i>)	59	.....	59
Total des crédits à adopter	11 757	479	12 236
Transferts			
Transfert du Bureau de l'infrastructure du Canada – Pour le Fonds sur l'infrastructure frontalière, en vue d'investissements destinés aux infrastructures pour réduire l'engorgement à la frontière.....	.....	15 000	15 000
Transfert de Transport – Pour des initiatives liées à la sécurité publique (<i>poste horizontal</i>).....	5	.....	5
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour des initiatives liées à la sécurité publique (<i>poste horizontal</i>).....	(7 000)	7 000	.....
Transfert à l'Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada – Pour soutenir la Collectivité nationale des gestionnaires	(111)	.....	(111)
Transfert à Affaires étrangères et Commerce international – Pour fournir un soutien au personnel du ministère travaillant dans des missions à l'étranger.....	(754)	.....	(754)
Total des transferts	(7 860)	22 000	14 140
Présent budget supplémentaire des dépenses	3 897	22 479	26 376

Nota : Les chiffres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE

Service canadien du renseignement de sécurité

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Service canadien du renseignement de sécurité demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 20
Coûts de fonctionnement supplémentaires	29 567
Enquête interne sur les actions des responsables canadiens relativement à Abdullah Almalki, Ahmad Abou-Elmaati et Muayyed Nureddin et ressources nécessaires pour permettre aux ministères de mener l'enquête (<i>poste horizontal</i>).	2 721
Commission d'enquête relative aux mesures d'investigation prises à la suite de l'attentat à la bombe perpétré contre le vol 182 d'Air India et ressources nécessaires pour permettre aux ministères de mener l'enquête (<i>poste horizontal</i>).	1 365
Total des crédits à adopter	33 653
Transferts	
Transfert de Sécurité publique et Protection civile – Pour accroître la connectabilité au Système national intégré d'information interorganismes.....	181
Transfert à Affaires Étrangères et Commerce International – Pour des coûts de fonctionnement et coûts en capital supplémentaires dans des missions à l'étranger.....	(1 710)
Total des transferts	(1 529)
Présent budget supplémentaire des dépenses	32 124

Nota : Les chiffres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE

Service correctionnel

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Service correctionnel demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 25	Crédit 30	Total
Fonds pour relever les défis ayant trait notamment à la détérioration des immobilisations, à la capacité d'assurer la protection et la sécurité de base du public dans les institutions et de respecter les obligations juridiques et stratégiques de base liées au programme	41 260	43 600	84 860
Fonds pour le réaménagement d'une unité et l'ajout d'une autre au Pénitencier de la Saskatchewan.....	.....	6 097	6 097
Fonds relatif au transfert au gouvernement fédéral des responsabilités de la Colombie-Britannique en matière d'administration des libérations conditionnelles (<i>poste horizontal</i>).....	5 461	551	6 012
Fonds pour la mise en œuvre de la nouvelle Stratégie fédérale relative aux victimes et la mise sur pied du Bureau fédéral de l'ombudsman des victimes d'actes criminels (<i>poste horizontal</i>).....	2 819	.....	2 819
Fonds pour les établissements correctionnels fédéraux au Nouveau-Brunswick qui logent des délinquants provinciaux.....	1 030	.....	1 030
Financement d'activités essentielles afin de poursuivre la mise en œuvre de la <i>Loi sur la modernisation de la fonction publique (poste horizontal)</i>	278	.....	278
Fonds à l'appui de la <i>Loi fédérale sur la responsabilité</i> en vue de l'évaluation quinquennale de tous les programmes courants de subventions et de contributions (<i>poste horizontal</i>).....	91	.....	91
Total des crédits à adopter	50 939	50 248	101 187
Transferts			
Transfert de la Commission nationale des libérations conditionnelles – Pour le transfert des services de technologie de l'information	2 600	.....	2 600
Transfert de Sécurité publique et Protection civile – Pour la stratégie sur l'éducation du public et l'engagement des citoyens	260	.....	260
Transfert de Patrimoine canadien – Pour s'assurer que les politiques, les programmes et les services du gouvernement fédéral, nouveaux ou existants, tiennent compte des priorités et des besoins des collectivités ethnoculturelles (Initiative des institutions inclusives)	100	.....	100
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour la redistribution des ressources en vue de l'achat en masse d'articles comme des ordinateurs, des ordinateurs portables et/ou des imprimantes	(5 000)	5 000	.....
Transfert à l'Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada – Pour soutenir la Communauté nationale des gestionnaires.....	(138)	.....	(138)
Total des transferts	(2 178)	5 000	2 822
Présent budget supplémentaire des dépenses	48 761	55 248	104 009

Nota : Les chiffres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE

Commission nationale des libérations conditionnelles

Explication du besoin (en milliers de dollars)

La Commission nationale des libérations conditionnelles demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 35
Fonds relatif au transfert au gouvernement fédéral des responsabilités de la Colombie-Britannique en matière d'administration des libérations conditionnelles (<i>poste horizontal</i>).....	1 500
Fonds supplémentaires pour le traitement des demandes de réhabilitation.....	678
Fonds pour la mise en œuvre de la nouvelle Stratégie fédérale relative aux victimes et la mise sur pied du Bureau fédéral de l'ombudsman des victimes d'actes criminels (<i>poste horizontal</i>).....	450
Total des crédits à adopter	2 628
Transferts	
Transfert de Sécurité publique et Protection civile – Pour accroître la connectabilité au système national intégré d'information interorganismes.....	272
Transfert à Service correctionnel – Pour le transfert des services de technologie de l'information.....	(2 600)
Total des transferts	(2 328)
Présent budget supplémentaire des dépenses	300

Nota : Les chiffres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

Bureau de l'enquêteur correctionnel

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Bureau de l'enquêteur correctionnel demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 40
Fonds pour l'augmentation de la charge de travail en raison du profil changeant des délinquants sous responsabilité fédérale.....	241

Nota : Les chiffres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE

Gendarmerie royale du Canada

Explication du besoin (en milliers de dollars)

La Gendarmerie royale du Canada demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 45	Crédit 50	Crédit 55	Total
Fonds pour augmenter le nombre de postes à la GRC et le nombre de procureurs fédéraux afin de mettre l'accent sur les priorités en matière d'application de la loi relatives aux drogues, à la corruption et à la sécurité à la frontière (<i>poste horizontal</i>).....	109 052	6 670	.....	115 722
Fonds pour des projets pluriannuels visant l'acquisition ou le remplacement de nouveaux actifs maritimes, aériens et terrestres ainsi que de technologie de l'information.....	.....	53 266	.....	53 266
Initiatives liées à la sécurité publique (<i>poste horizontal</i>).....	7 880	13 000	.....	20 880
Financement pour la planification initiale des services de police et de la sécurité des Jeux olympiques d'hiver et paralympiques de 2010.....	7 743	250	.....	7 993
Fonds destinés à l'évaluation, à la gestion et à l'assainissement des sites fédéraux contaminés (<i>poste horizontal</i>).....	5 034	.....	.....	5 034
Fonds pour la mise sur pied d'équipes intégrées de la police de la contrefaçon dans le cadre de la Stratégie nationale de répression de la contrefaçon (<i>poste horizontal</i>)	3 979	543	.....	4 522
Fonds pour l'organisation et la tenue du XII ^e Sommet de la Francophonie à Québec en 2008 (<i>poste horizontal</i>)	4 277	.....	.....	4 277
Fonds pour la vérification accrue des personnes qui demandent un permis d'armes à feu pour la première fois	2 372	.....	1 400	3 772
Enquête interne sur les actions des responsables canadiens relativement à Abdullah Almalki, Ahmad Abou-Elmaati et Muayyed Nureddin et ressources nécessaires pour permettre aux ministères de mener l'enquête (<i>poste horizontal</i>).....	3 733	.....	.....	3 733
Fonds pour accroître les activités d'application de la loi dans le cadre de la Stratégie nationale antidrogue visant à réduire la disponibilité et la demande en drogues illicites (<i>poste horizontal</i>).....	3 161	524	.....	3 685
Fonds pour la participation du Canada en tant que signataire de la Convention des Nations Unies contre la corruption (<i>poste horizontal</i>).....	2 846	.....	.....	2 846
Financement pour indemniser les survivants des membres de la GRC qui ont perdu la vie dans l'exercice de leurs fonctions.....	.....	.....	2 185	2 185
Réinvestissement des revenus provenant de la vente ou du transfert de biens immobiliers .....	.....	1 970	.....	1 970
Commission d'enquête relative aux mesures d'investigation prises à la suite de l'attentat à la bombe perpétré contre le vol 182 d'Air India et ressources nécessaires pour permettre aux ministères de mener l'enquête (<i>poste horizontal</i>)	1 373	.....	.....	1 373
Réinvestissement des redevances de la propriété intellectuelle.....	655	.....	.....	655
Fonds pour donner suite à la décision de la Cour suprême dans le jugement <i>R. c. Powley</i> , afin d'appuyer les activités de recherche, les discussions multilatérales et le renforcement des capacités des organisations métisses (<i>poste horizontal</i>)	611	.....	.....	611
Fonds pour promouvoir l'application de la loi par la prévention de la criminalité, la formation et les relations publiques.....	.....	.....	581	581
Fonds pour la vérification de casiers judiciaires liée à des demandes de réhabilitation	291	.....	.....	291
Fonds à l'appui de la <i>Loi fédérale sur la responsabilité</i> en vue de l'évaluation quinquennale de tous les programmes courants de subventions et de contributions (<i>poste horizontal</i>)	181	.....	.....	181
Montant brut des crédits à adopter	153 188	76 223	4 166	233 577
Fonds disponibles				
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	.....	.....	2 766	2 766
Total des crédits à adopter	153 188	76 223	1 400	230 811

SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE

Gendarmerie royale du Canada

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Transferts	Crédit 45	Crédit 50	Crédit 55	Total
Transfert de Sécurité publique et Protection civile – Pour les Services de police communautaire des Premières nations.....	31 000	.....	.....	31 000
Transfert de Sécurité publique et Protection civile – Pour des initiatives liées à la sécurité publique (<i>poste horizontal</i>).....	1 500	.....	.....	1 500
Transfert de Sécurité publique et Protection civile – Pour la participation de la jeunesse Autochtone à un programme de formation visant à inciter des carrières dans les services d'application de la loi	200	.....	.....	200
Transfert de la Défense nationale – Pour des investissements dans des initiatives de coordination des opérations de recherche et de sauvetage partout au Canada.....	188	.....	.....	188
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour promouvoir l'application de la loi par la prévention du crime, la formation et les relations publiques.....	(191)	.....	191	.....
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour le Plan de prestation des survivants.....	(550)	.....	550	.....
Transfert à Affaires étrangères et Commerce international – Pour fournir un soutien au personnel du ministère travaillant dans des missions à l'étranger	(119)	.....	.....	(119)
Transfert à Sécurité publique et Protection civile (200 \$) et à l'Agence de la santé publique du Canada (50 \$) – Pour la planification initiale des services de police et de la sécurité des Jeux olympiques d'hiver et paralympiques de 2010.....	(250)	.....	.....	(250)
Transfert à Sécurité publique et Protection civile – Pour le groupe de travail établi afin de donner des conseils sur le renforcement de la responsabilisation et de la gouvernance de la Gendarmerie royale du Canada.....	(1 500)	.....	.....	(1 500)
Transfert à Sécurité publique et Protection civile – Pour le coût de l'enquête indépendante afférente aux plans de retraite et d'assurances de la Gendarmerie royale du Canada.....	(1 883)	.....	.....	(1 883)
Total des transferts	28 395	.....	741	29 136
Présent budget supplémentaire des dépenses	181 583	76 223	2 141	259 947

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 55 : Des fonds autorisés totalisant 2 765 800 \$ sont disponibles à même le crédit en raison d'un transfert des dépenses destinées aux survivants des membres de la GRC en une nouvelle subvention, ainsi que du regroupement de deux subventions existantes et d'une contribution pour créer une nouvelle subvention de catégorie qui fera la promotion de l'application de la loi par la prévention du crime, la formation et les relations publiques.

Nota : Les chiffres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE

Gendarmerie royale du Canada

<u>Paiements de transfert (dollars)</u>	<u>Crédit</u>	<u>Législatif</u>
<u>Subventions</u>		
<i>Services de police communautaires, contractuels et autochtones</i>		
Subvention pour promouvoir l'application de la loi par le biais de la prévention du crime, la formation et les relations publiques.....	100 000	.....
<i>Services de police nationaux</i>		
Subvention pour promouvoir l'application de la loi par le biais de la prévention du crime, la formation et les relations publiques.....	477 000	.....
<i>Paiements, sous forme d'indemnités pour accidents du travail, versés aux survivants de membres de la GRC</i>		
Plan de prestations des survivants de la GRC (PPS)	2 185 000	.....
<i>Association des anciens de la Gendarmerie royale du Canada</i>		
Subvention pour promouvoir l'application de la loi par le biais de la prévention du crime, la formation et les relations publiques.....	1 900	.....
<i>Association internationale des chefs de police</i>		
Subvention pour promouvoir l'application de la loi par le biais de la prévention du crime, la formation et les relations publiques.....	1 900	.....
Montant total brut des subventions	2 765 800	.....
<u>Contributions</u>		
<i>Infrastructure d'enregistrement et d'appui</i>		
Contributions aux provinces, aux territoires et aux communautés autochtones et/ou à d'autres communautés ou organismes (sans but lucratif).....	1 400 000	.....
Montant total brut des contributions	1 400 000	.....
Montant total brut des paiements de transfert	4 165 800	.....
<i>Moins : Fonds disponibles à même le crédit</i>	<i>2 024 880</i>	<i>.....</i>
Montant net des paiements de transfert	2 140 920	.....

Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 60
Fonds pour l'achat et le suivi des services partagés ainsi que l'appui aux fonctions organisationnelles comme les vérifications	360

Nota : Les chiffres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE

Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada

Explication du besoin (en milliers de dollars)

La Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter

Crédit 65

Fonds pour apporter des améliorations au programme dans les domaines de la politique stratégique, des enquêtes et des plaintes.....	1 650
---	--------------

Nota : Les chiffres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

TRANSPORTS

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits		
Ministère					
1a	Dépenses de fonctionnement et				
	a) autorisation d'engager des dépenses pour des biens autres que fédéraux pendant l'exercice d'une juridiction ou par suite de l'exercice d'une juridiction en matière d'aéronautique;				
	b) autorisation de faire des paiements de commissions pour le recouvrement de revenus conformément à la <i>Loi sur l'aéronautique</i> ;				
	c) autorisation de dépenser les recettes de l'exercice;				
	d) versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 721 169 \$ du crédit 55 (Transports) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2007-2008</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de				
	318 413 000	(39 880 631)	31 284 910	309 817 279	
5a	Dépenses en capital.....	73 260 000	9 580 390	82 840 390
10a	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 39 000 000 \$ du crédit 1 (Transports) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2007-2008</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de				
	313 144 844	39 000 000	162 518 374	514 663 218	
(L)	Ministre des Transports – Traitement et allocation pour automobile	74 522	74 522
(L)	Versements à la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada à l'égard de l'abolition des péages sur le pont Victoria à Montréal, et pour la réfection de la voie de circulation du pont.....	3 300 000	3 300 000
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	68 658 000	68 658 000
(L)	Paiements versés conformément aux ententes de la Voie maritime du Saint-Laurent conclues dans le cadre de la <i>Loi maritime du Canada</i>	26 900 000	26 900 000
(L)	Paiement de subvention pour l'ouvrage de franchissement du détroit de Northumberland selon la <i>Loi sur l'ouvrage de franchissement du détroit de Northumberland</i>	55 276 156	55 276 156
	Total du Ministère.....	859 026 522	(880 631)	203 383 674	1 061 529 565
Société canadienne des postes					
15	Paiements à la Société canadienne des postes à des fins spéciales				
	122 210 000	.....	.....	122 210 000
	Total de l'organisme	122 210 000	122 210 000
Administration canadienne de la sûreté du transport aérien					
20	Paiements à l'Administration canadienne de la sûreté du transport aérien.....				
	455 304 000	.....	.....	455 304 000
	Total de l'organisme	455 304 000	455 304 000

TRANSPORTS

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits		
Office des transports du Canada					
25	Dépenses du Programme.....	22 611 000	.....	.....	22 611 000
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	3 444 000	.....	.....	3 444 000
	Total de l'organisme	26 055 000	.....	.....	26 055 000
Société des ponts fédéraux limitée					
30	Paiements à la Société des ponts fédéraux Limitée	10 450 000	.....	.....	10 450 000
	Total de l'organisme	10 450 000	.....	.....	10 450 000
Marine Atlantique S.C.C.					
35	Paiements à Marine Atlantique S.C.C.	80 980 000	.....	.....	80 980 000
	Total de l'organisme	80 980 000	.....	.....	80 980 000
Commission de la capitale nationale					
40a	Paiements à la Commission de la capitale nationale pour les dépenses de fonctionnement	76 226 000	.....	800 800	77 026 800
45	Paiement à la Commission de la capitale nationale pour les dépenses en capital	17 935 000	.....	.....	17 935 000
	Total de l'organisme	94 161 000	.....	800 800	94 961 800
Bureau de l'infrastructure du Canada					
50a	Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 708 711 \$ du crédit 55 (Transports) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2007-2008</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	27 362 000	708 711	6 009 771	34 080 482
55a	Contributions	1 988 017 000	(24 027 223)	1 121 772 650	3 085 762 427
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2 318 000	.....	.....	2 318 000
	Total de l'organisme	2 017 697 000	(23 318 512)	1 127 782 421	3 122 160 909
Société du Vieux-Port de Montréal inc.					
60a	Paiements à la Société du Vieux-Port de Montréal inc. pour les dépenses de fonctionnement	18 800 000	.....	100 000	18 900 000
	Total de l'organisme	18 800 000	.....	100 000	18 900 000
Les ponts Jacques-Cartier et Champlain Incorporée					
65a	Paiements à la société Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Inc.	65 839 000	.....	50 000	65 889 000
	Total de l'organisme	65 839 000	.....	50 000	65 889 000

TRANSPORTS

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
Tribunal d'appel des transports du Canada				
70a Dépenses du Programme – Pour autoriser le virement au présent crédit de 199 250 \$ du crédit 1 (Transports) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2007-2008</i> .	1 207 000	199 250	1	1 406 251
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	126 000	.....	.....	126 000
Total de l'organisme	1 333 000	199 250	1	1 532 251
VIA Rail Canada Inc.				
75a Paiements à VIA Rail Canada Inc.	169 001 000	.....	71 460 000	240 461 000
Total de l'organisme	169 001 000	.....	71 460 000	240 461 000
Total du portefeuille.....	3 920 856 522	(23 999 893)	1 403 576 896	5 300 433 525

TRANSPORTS

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Transports demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Crédit 10	Total
Financement du Programme de remise écoAUTO qui incite les Canadiens à acheter des véhicules à haut rendement énergétique (<i>poste horizontal</i>)*	1 499	300	107 900	109 699
Financement pour la prolongation du programme de cession des ports	13 623	.....	34 500	48 123
Fonds afin de renouveler et d'améliorer les infrastructures routières au Canada dans le cadre du Programme stratégique d'infrastructures routières .....	.....	.....	15 518	15 518
Fonds destinés à l'évaluation, à la gestion et à l'assainissement des sites fédéraux contaminés (<i>poste horizontal</i>).....	8 832	.....	.....	8 832
Fonds à l'appui de l'initiative de la santé des océans dans le cadre de la Stratégie nationale sur l'eau (<i>poste horizontal</i>)	2 014	3 300	.....	5 314
Fonds destinés à divers projets d'immobilisations, tels que l'acquisition d'un simulateur de vol pour la formation et la modernisation de l'aérogare de Kuujuaq au Québec .....	.....	3 823	.....	3 823
Fonds pour l'amélioration du rendement du système de réglementation utilisé dans le cas de grands projets de ressources naturelles qui doivent faire l'objet d'une étude exhaustive, d'un examen par un comité ou d'une évaluation intergouvernementale en vertu de la <i>Loi canadienne sur l'évaluation environnementale (poste horizontal)</i>	2 969	.....	.....	2 969
Fonds pour une contribution à la municipalité régionale de Durham pour une étude de planification sur le transport en commun .....	.....	.....	2 300	2 300
Fonds pour fournir un soutien financier provisoire à l'administration de l'aéroport international de Gander .....	.....	.....	2 300	2 300
Financement d'activités essentielles afin de poursuivre la mise en œuvre de la <i>Loi sur la modernisation de la fonction publique (poste horizontal)</i> .....	.....	2 158	.....	2 158
Fonds consacrés aux programmes de publicité gouvernementale (<i>poste horizontal</i>)	1 250	.....	.....	1 250
Financement consacré au Fonds canadien sur l'infrastructure stratégique à des fins d'investissements dans des projets d'infrastructures publiques conçus pour améliorer la qualité de vie dans les communautés urbaines et rurales (<i>poste horizontal</i>)...	1 168	.....	.....	1 168
Fonds à l'appui de la <i>Loi fédérale sur la responsabilité</i> en vue de l'évaluation quinquennale de tous les programmes courants de subventions et de contributions (<i>poste horizontal</i>)	181	.....	.....	181
Fonds pour la mise en œuvre du plan d'action visant à renforcer le système de réglementation du Canada et à mettre sur pied un centre d'expertise en réglementation au sein du Secrétariat du Conseil du Trésor (<i>poste horizontal</i>)	113	.....	.....	113
Montant brut des crédits à adopter	31 649	9 581	162 518	203 748
Fonds disponibles				
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit	364	.....	.....	364
Total des crédits à adopter	31 285	9 581	162 518	203 384
Transferts				
Transfert du Bureau de l'infrastructure du Canada – Pour le Fonds canadien sur l'infrastructure stratégique à des fins d'investissements dans des projets d'infrastructures publiques conçus pour améliorer la qualité de vie dans les communautés urbaines et rurales (<i>poste horizontal</i>).....	580	.....	.....	580
Transfert du Bureau de l'infrastructure du Canada – Pour le Fonds sur l'infrastructure frontalière, en vue d'investissements destinés aux infrastructures pour réduire l'engorgement à la frontière	141	.....	.....	141

* Un montant de 39 000 000 \$ provenant du crédit pour éventualités du Conseil du Trésor a été approuvé en vue de financer temporairement ce poste. Un sommaire des postes du crédit pour éventualités du Conseil du Trésor se trouve au début de ce document.

TRANSPORTS

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Transferts	Crédit 1	Crédit 5	Crédit 10	Total
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour le Programme de remise écoAUTO qui incite les Canadiens à acheter des véhicules à haut rendement énergétique (<i>poste horizontal</i>).....	(39 000)	.....	39 000	.....
Transfert de l'Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada – Pour soutenir la collectivité nationale des gestionnaires	(45)	.....	.....	(45)
Transfert à Pêches et Océans – Soutien à la Chaire canadienne pour la protection du milieu marin à l'Université maritime mondiale....	(75)	.....	.....	(75)
Transfert au Tribunal d'appel des transports du Canada – Pour l'augmentation de la charge de travail en raison de la mise en application de la <i>Loi de 2001 sur la marine marchande du Canada</i>	(199)	.....	.....	(199)
Transfert à Pêches et Océans – Pour le rajustement des coûts à l'égard du programme de l'Aviation.....	(352)	.....	.....	(352)
Transfert à Justice (426 \$) et à l'Agence des services frontaliers du Canada (5 \$) – Pour des initiatives liées à la sécurité publique (<i>poste horizontal</i>).....	(431)	.....	.....	(431)
Transfert à Pêches et Océans – Pour le changement sur le plan des responsabilités aux installations portuaires de Harbour Breton, Terre-Neuve	(500)	.....	.....	(500)
Total des transferts	(39 881)	.....	39 000	(881)
Présent budget supplémentaire des dépenses	(8 596)	9 581	201 518	202 503

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 1 : Des fonds autorisés totalisant 364 000 \$ sont disponibles à même le crédit en raison du réaligement des ressources entre les autres coûts de fonctionnement et ceux liés au personnel.

Paiements de transfert (dollars)

	Crédit	Législatif
Subventions		
<i>Politiques, programmes et infrastructure en appui au cadre de marché</i>		
Programme de remise écoAUTO (<i>Les fonds affectés à ce poste proviennent du crédit pour éventualités du Conseil du Trésor</i>).....	146 900 000	.....
Montant total des subventions	146 900 000	.....
Contributions		
<i>Politiques, programmes et infrastructure en appui au cadre de marché</i>		
Contribution à l'administration de l'aéroport international de Gander.....	2 300 000	.....
Programme stratégique d'infrastructures routières.....	15 518 374	.....
Contribution à l'appui du Fonds de cession des ports	34 500 000	.....
Contribution à la municipalité régionale de Durham pour un étude de planification sur le transport en commun.....	2 300 000	.....
Montant total des contributions	54 618 374	.....
Total des paiements de transfert	201 518 374	.....

Nota : Les chiffres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

TRANSPORTS

Commission de la capitale nationale

Explication du besoin (en milliers de dollars)

La Commission de la capitale nationale demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 40
Fonds destinés à l'évaluation, à la gestion et à l'assainissement des sites fédéraux contaminés (<i>poste horizontal</i>).....	801

Nota : Les chiffres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

Bureau de l'infrastructure du Canada

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Bureau de l'infrastructure du Canada demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 50	Crédit 55	Total
Financement consacré au Fonds canadien sur l'infrastructure stratégique à des fins d'investissements dans des projets d'infrastructures publiques conçus pour améliorer la qualité de vie dans les communautés urbaines et rurales (<i>poste horizontal</i>).....	.....	571 763	571 763
Fonds pour fournir un financement à long-terme, prévisible et flexible aux provinces et aux territoires pour l'infrastructure dans le cadre du Programme de financement de base de l'infrastructure des provinces et des territoires .....	.....	326 715	326 715
Financement consacré au Fonds sur l'infrastructure municipale rurale qui investira dans les projets d'infrastructures publiques pour améliorer la qualité de vie à la fois dans les communautés urbaines et rurales .....	.....	126 794	126 794
Financement pour le Fonds sur l'infrastructure frontalière, en vue d'investissements destinés aux infrastructures pour réduire l'engorgement à la frontière .....	.....	74 905	74 905
Financement du Programme de paiement de transfert du fonds de la taxe sur l'essence	.....	20 361	20 361
Fonds pour assurer la surveillance et gérer la croissance des programmes de contribution	5 700	.....	5 700
Fonds pour des activités telles que l'évaluation, la vérification et l'élaboration de rapports sur le rendement dans le cadre du programme Infrastructures Canada qui fourniront des renseignements nécessaires aux programmes de fonds d'infrastructure courants et des prochaines générations de fonds .....	.....	709	709
Fonds à l'appui de recherches évaluées par les pairs, d'activités d'acquisition de connaissances, de sensibilisation et de rayonnement portant sur l'infrastructure fédérale.....	.....	526	526
Fonds à l'appui de la <i>Loi fédérale sur la responsabilité</i> en vue de l'évaluation quinquennale de tous les programmes courants de subventions et de contributions (<i>poste horizontal</i>).....	272	.....	272
Financement d'activités essentielles afin de poursuivre la mise en œuvre de la <i>Loi sur la modernisation de la fonction publique (poste horizontal)</i>	38	.....	38
Total des crédits à adopter	6 010	1 121 773	1 127 783

TRANSPORTS

Bureau de l'infrastructure du Canada

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Transferts	Crédit 50	Crédit 55	Total
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour des activités telles que l'évaluation, la vérification et l'élaboration de rapports sur le rendement dans le cadre du programme Infrastructures Canada qui fourniront des renseignements nécessaires aux programmes de fonds d'infrastructure courants et des prochaines générations de fonds.....	709	(709)	.....
Transfert à Transports (580 \$), à Industrie (34 \$) et à l'Agence de promotion économique du Canada atlantique (57 \$) – Pour le Fonds canadien sur l'infrastructure stratégique à des fins d'investissements dans des projets d'infrastructures publiques conçus pour améliorer la qualité de vie dans les communautés urbaines et rurales (<i>poste horizontal</i>) .....	.....	(671)	(671)
Transfert à Affaires indiennes et du Nord canadien – Pour le Fonds d'infrastructure des Premières nations afin d'améliorer la qualité de vie et l'environnement des membres des Premières nations .....	.....	(7 506)	(7 506)
Transfert à l'Agence des services frontaliers du Canada (15 000 \$) et à Transports (141 \$) – Pour le Fonds sur l'infrastructure frontalière, en vue d'investissements destinés aux infrastructures pour réduire l'engorgement à la frontière .....	.....	(15 141)	(15 141)
Total des transferts	709	(24 027)	(23 318)
Présent budget supplémentaire des dépenses	6 719	1 097 746	1 104 465

Paiements de transfert (dollars)

	Crédit	Législatif
Contributions		
<i>Investissements dans l'infrastructure</i>		
Contributions en vertu du Fonds canadien sur l'infrastructure stratégique	571 763 231	.....
Contributions en vertu du Fonds sur l'infrastructure frontalière.....	74 904 606	.....
Contributions en vertu du Fonds sur l'infrastructure municipale rurale	126 793 750	.....
Programme Infrastructures Canada	708 711	.....
	774 170 298	.....
<i>Développement des politiques, des connaissances et des partenariats</i>		
Contributions en vertu du programme de recherches, connaissances et rayonnement.....	525 502	.....
Montant total brut des contributions	774 695 800	.....
Autres paiements de transfert		
<i>Investissements dans l'infrastructure</i>		
Programme d'autres paiements de transfert du fonds de la taxe sur l'essence (FTE).....	20 361 500	.....
Programme de financement de base de l'infrastructure des provinces et des territoires.....	326 715 350	.....
Montant total brut des autres paiements de transfert	347 076 850	.....
Montant total brut des paiements de transfert	1 121 772 650	.....
<i>Moins : Fonds transférés à un autre crédit</i>	24 027 223	.....
Montant net des paiements de transfert	1 097 745 427	.....

Nota : Les chiffres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

TRANSPORTS

Société du Vieux-Port de Montréal inc.

Explication du besoin (en milliers de dollars)

La Société du Vieux-Port de Montréal inc. demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 60
Fonds pour couvrir les coûts de fonctionnement et les coûts en capital supplémentaires.....	100

Nota : Les chiffres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

Les ponts Jacques-Cartier et Champlain Incorporée

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Les ponts Jacques-Cartier et Champlain Incorporée demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 65
Fonds destinés à l'évaluation, à la gestion et à l'assainissement des sites fédéraux contaminés (<i>poste horizontal</i>).....	50

Nota : Les chiffres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

Tribunal d'appel des transports du Canada

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Tribunal d'appel des transports du Canada demande des fonds pour les postes suivants :

Transferts	Crédit 70
Transfert de Transports – Pour l'augmentation de la charge de travail en raison de la mise en application de la <i>Loi de 2001 sur la marine marchande du Canada</i>	199

Nota : Les chiffres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

TRANSPORTS

VIA Rail Canada Inc.

Explication du besoin (en milliers de dollars)

VIA Rail Canada Inc. demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	<u>Crédit 75</u>
Fonds pour poursuivre les activités et maintenir en place des services interurbains de transport ferroviaire voyageurs ..	<u>71 460</u>

Nota : Les chiffres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
1a Dépenses de fonctionnement pour la prestation de services de gestion des locaux et de services communs et centraux, y compris les dépenses recouvrables au titre du <i>Régime de pensions du Canada</i> , de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i> et de la <i>Loi sur l'administration des biens saisis</i> et, autorisation de dépenser les recettes de l'exercice découlant des services de gestion des locaux et des services communs et centraux <u>et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la Loi sur les traitements, rajusté en vertu de la Loi sur le Parlement du Canada et au prorata, pour toute période inférieure à un an</u> – Pour autoriser le virement au présent crédit de 6 720 384 \$ du crédit 5 (Travaux publics et Services gouvernementaux) et de 3 000 000 \$ du crédit 5 (Ressources humaines et Développement des compétences) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2007-2008</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	2 119 081 000	(264 567 483)	174 593 673	2 029 107 190
5a Dépenses en capital.....	340 210 000	(29 191 384)	37 097 133	348 115 749
(L) Ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux – Traitement et allocation pour automobile	74 522	.....	.....	74 522
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	82 321 000	.....	.....	82 321 000
(L) Fonds renouvelable d'aliénation des biens immobiliers	(8 000 000)	.....	.....	(8 000 000)
(L) Fonds renouvelable des Services optionnels.....	.....	.....	.....	.....
(L) Fonds renouvelable de Conseils et Vérification Canada .....	.....	.....	.....	.....
(L) Fonds renouvelable du Bureau de la traduction.....	.....	.....	.....	.....
(L) Paiement en remplacement d'impôts fonciers versés aux municipalités et à d'autres autorités taxatrices.....	.....	.....	.....	.....
(L) Fonds renouvelable des Services immobiliers.....	.....	.....	.....	.....
(L) Fonds renouvelable des Services communs de télécommunications et d'informatique .....	.....	.....	.....	.....
(L) Fonds renouvelable de la Production de défense.....	.....	.....	.....	.....
Total du portefeuille.....	2 533 686 522	(293 758 867)	211 690 806	2 451 618 461

Nota : En vertu du décret C.P. 2005-1637, les activités relatives au Secteur des programmes d'accès public ont été transférées du ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux au ministère des Ressources humaines et du Développement des compétences (16 138 000 \$).

TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Travaux publics et Services gouvernementaux demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Total
Fonds à l'appui à un ensemble de services d'infrastructure de voies de communication protégées, afin de permettre aux ministères fédéraux, aux citoyens canadiens et aux entreprises, de même qu'aux fonctionnaires d'effectuer des transactions électroniques dans un environnement sécuritaire et d'accéder aux renseignements et aux services offerts par le gouvernement du Canada.....	36 166	.....	36 166
Fonds pour la vente et la cession-bail de complexes de bureaux et de terrains.....	32 351	.....	32 351
Fonds pour remplacer les composantes vieillissantes de l'infrastructure de TI pour les clients du gouvernement du Canada et de Travaux publics et Services gouvernementaux, y compris les services partagés	160	27 956	28 116
Fonds pour couvrir les coûts prévus des locaux supplémentaires des ministères et organismes	26 452	.....	26 452
Fonds consacrés à la mise sur pied d'un service en ligne qui permettra aux utilisateurs autorisés du gouvernement de choisir et d'acheter des produits et des services par voie électronique, d'effectuer les paiements requis et de réaliser des transactions connexes par voie électronique (projets Marché en direct du gouvernement du Canada et Transformation du secteur des approvisionnements).....	23 261	.....	23 261
Financement pour le projet d'assainissement des étangs de goudron à Sydney et des sites des fours à coke situés dans le bassin hydrologique du Ruisseau Muggah	13 621	.....	13 621
Fonds afin de procéder à la validation de principe des services partagés de TI et permettre au ministère de mieux se positionner en vue de la croissance à grande échelle des services partagés de TI au sein du gouvernement fédéral	10 516	.....	10 516
Fonds pour le Programme de la sécurité industrielle lequel comporte le Programme de sécurité des contrats et le Programme d'inscription donnant accès aux marchandises contrôlées	10 102	.....	10 102
Fonds pour libérer, restaurer et rénover l'édifice de l'Ouest de la Cité parlementaire, dans le cadre du Programme de rénovation de l'édifice de l'Ouest .....	.....	9 141	9 141
Fonds pour l'ombudsman de l'approvisionnement (3,5 M \$), le conseiller indépendant en matière de recherche sur l'opinion publique (0,7 M \$) et les bureaux régionaux du Bureau des petites et moyennes entreprises (3,0 M \$) dans le cadre du Plan d'action sur la responsabilité fédérale.....	7 171	.....	7 171
Fonds pour le Programme d'expositions et le Programme d'expositions rurales du gouvernement du Canada (<i>poste horizontal</i>)	4 471	.....	4 471
Fonds pour la modification des systèmes de paie existants afin d'appuyer la mise en œuvre du Projet de modernisation des services et des systèmes de pensions du gouvernement du Canada, de la migration de l'administration de certains régimes de pension non liés au compte de pension de retraite de la fonction publique et de la qualité constante de l'information.....	3 632	.....	3 632
Fonds destinés à l'évaluation, à la gestion et à l'assainissement des sites fédéraux contaminés (<i>poste horizontal</i>).....	3 247	.....	3 247
Fonds pour la mise en œuvre des nouvelles modifications législatives et politiques essentielles afin que les systèmes de paie soient conformes aux nouvelles exigences en matière de rapports	1 862	.....	1 862
Fonds pour l'aménagement et le rajustement de l'enveloppe de locaux du 3000 chemin Merivale (Ottawa)	1 000	.....	1 000
Financement d'activités essentielles afin de poursuivre la mise en œuvre de la <i>Loi sur la modernisation de la fonction publique (poste horizontal)</i>	211	.....	211
Fonds pour accroître les activités d'application de la loi dans le cadre de la Stratégie nationale antidrogue visant à réduire la disponibilité et la demande en drogues illicites (<i>poste horizontal</i>)	170	.....	170
Fonds à l'appui de la <i>Loi fédérale sur la responsabilité</i> en vue de l'évaluation quinquennale de tous les programmes courants de subventions et de contributions (<i>poste horizontal</i>)	91	.....	91
Fonds consacrés aux programmes de publicité gouvernementale (<i>poste horizontal</i>).....	75	.....	75
Fonds pour les initiatives législatives, stratégiques et opérationnelles découlant du Budget fédéral 2007, telles que la Prestation fiscale pour le revenu gagné, le nouveau Crédit d'impôt pour enfants et les mesures ayant trait aux plans d'épargne et à l'amélioration des activités de vérification et d'application (<i>poste horizontal</i>).....	36	.....	36
Total des crédits à adopter	174 595	37 097	211 692

TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Transferts	Crédit 1	Crédit 5	Total
Transfert de Ressources humaines et Développement des compétences – Pour mettre des biens immobiliers excédentaires fédéraux à la disposition des sans-abri.....	3 000	.....	3 000
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour la vente et la cession-bail de complexes de bureaux et de terrains afin d'appuyer les paiements de location	6 342	(6 342)	.....
Réaffectation des ressources à l'interne - Pour réaffecter les réductions provenant des économies du Comité d'examen des dépenses-Approvisionnement.....	378	(378)	.....
Transfert à Affaires étrangères et Commerce international – Pour fournir un soutien au personnel du ministère dans les missions à l'étranger	(50)	.....	(50)
Transfert à Ressources naturelles – Pour le remboursement lié aux besoins en locaux ..	(263)	.....	(263)
Transfert à Ressources humaines et Développement des compétences – Pour les coûts des locaux, des programmes et des activités liés au Secteur des programmes d'accès public.....	(16 138)	.....	(16 138)
Transfert à Bibliothèque et Archives Canada – Pour la création du Musée du portrait du Canada	(691)	(22 471)	(23 162)
Transfert à l'Agence du revenu du Canada – Pour gérer la prestation de services en matière d'installations et de biens immobiliers	(257 146)	.....	(257 146)
Total des transferts	(264 568)	(29 191)	(293 759)
Présent budget supplémentaire des dépenses	(89 973)	7 906	(82 067)

Coût total estimatif	Dépenses estimatives 2007-2008
----------------------	--------------------------------

(en milliers de dollars)

Nouveaux grands projets d'immobilisations

(À titre d'information seulement)

QUÉBEC		
Jonquière – Éclairage, mécanique et plafond au centre fiscal	4 520	2 000
Montréal – Complexe Guy Favreau – Service Canada.....	2 403	1 500
CITÉ PARLEMENTAIRE		
Ottawa - Barrières de sécurité à l'Édifice Langevin.....	1 066	925
Ottawa – Reconstruction urgente de la conduite d'eau principale, du système sanitaire et des collecteurs d'eaux pluviales de l'édifice de l'Ouest	3 548	3 548
CAPITALE NATIONALE		
Ottawa – Remplacement de la chaudière n°1 de l'édifice du pré Tunney	5 640	2 602
Ottawa – Modernisation des toilettes de l'édifice Connaught	1 800	548
Ottawa – Proposition d'acquisition du terrain aux Plaines LeBreton.....	9 235	85
Gatineau – Achat de la Place du Centre, 200, promenade du Portage.....	7 157	7 100
OUEST		
Calgary – Réparations et modernisation de l'immeuble de base, Immeuble Harry-Hays, 5 ^e étage.....	6 347	3 115
PACIFIQUE		
Esquimalt – Réfection des pieux et des contreventements de la cale sèche d'Esquimalt.....	2 400	930
Surrey – Achat d'un immeuble loué, occupé par la Gendarmerie royale du Canada.....	9 200	9 155

Nota : Les chiffres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.